Chapitre VIII

**EXAMEN DES QUESTIONS
RELEVANT DE LA RESPONSABILITÉ DU CONSEIL
À L'ÉGARD DU MAINTIEN
DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
NOTE LIMINAIRE	89
PREMIÈRE PARTIE. — TABLE ANALYTIQUE DES MESURES ADOPTÉES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ	
Note	89
DEUXIÈME PARTIE :	
La situation en Namibie	94
La situation au Moyen-Orient	102
Plainte du Gouvernement chypriote	113
La situation en Rhodésie du Sud	118
Plainte de la Zambie	128
Situation en Irlande du Nord	131
Plainte du Sénégal	132
Plainte de la Guinée	137
La question de Bahreïn	142
Question du conflit racial en Afrique du Sud	143
Examen de la situation internationale	145
La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï	146
Question relative aux îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb	156

NOTE LIMINAIRE

Les données figurant aux chapitres VIII à XII du présent *Supplément* sont disposées et présentées selon les mêmes principes que dans les volumes précédents du *Répertoire*. On voudra bien se reporter à ces volumes pour un exposé complet de ces principes.

Le chapitre VIII retrace la série de débats qu'a suscités l'examen quant au fond de chacune des questions inscrites au rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale sous le titre « Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Cette catégorie comprend, d'une manière générale, les questions qui peuvent être considérées comme relevant des dispositions des Chapitres VI et VII de la Charte. Les chapitres X, XI et XII du *Répertoire* contiennent des renseignements complémentaires tirés des documents officiels ayant trait aux articles pertinents de la Charte. Pour chaque section examinée dans le présent chapitre, les renvois aux renseignements complémentaires figurent aux endroits voulus.

Le chapitre VIII, qui retrace dans leurs grandes lignes les débats du Conseil sur les questions inscrites à son ordre du jour, forme un cadre dans lequel peuvent être examinées les discussions complémentaires de caractère juridique et constitutionnel qui font l'objet des chapitres X, XI et XII. Il permet donc d'étudier les débats au cours desquels le Conseil a expressément invoqué les dispositions de la Charte en les replaçant dans l'ensemble des discussions qui se sont déroulées sur la question inscrite à l'ordre du jour.

Les questions sont présentées dans l'ordre chronologique de leur inscription à l'ordre du jour du Conseil¹. La plainte du Sénégal², la question du conflit racial en Afrique du Sud³, la situation en Rhodésie du Sud⁴, la

plainte du Gouvernement chypriote⁵, la situation au Moyen-Orient⁶ et la situation en Namibie⁷, inscrites à l'ordre du jour du Conseil avant la période considérée, sont présentées dans l'ordre dans lequel le Conseil en a repris l'examen.

Les renseignements fournis à propos de chaque question sont groupés autour des décisions affirmatives ou négatives qui ont été successivement adoptées dans le domaine relevant du présent chapitre. En règle générale, les décisions concernant les sujets traités dans les chapitres Ier à VI du *Répertoire* ne sont pas mentionnées ici puisqu'elles ne se rapportent ni au présent chapitre ni aux chapitres complémentaires X, XI et XII. Les décisions sont présentées d'une manière uniforme : les décisions affirmatives sous une rubrique indiquant leur teneur, et les décisions négatives sous une rubrique indiquant seulement l'auteur de la proposition ou du projet de résolution en cause. Le texte des décisions affirmatives, qui constituent la pratique suivie par le Conseil, est reproduit intégralement ; celui des décisions négatives n'est que résumé. Lorsque les décisions négatives se rapportent à un projet de résolution qui a donné lieu à une discussion sur l'application des dispositions de la Charte, le texte des passages pertinents de ce projet figurera dans la plupart des cas aux chapitres X, XI et XII.

De même que dans les précédents volumes du *Répertoire*, la première partie du chapitre VIII constitue un tableau analytique des mesures prises par le Conseil, classées d'après leur caractère général. Ce tableau doit être considéré comme un index au chapitre VIII ; ni les titres qui y sont utilisés ni le fait qu'une mesure particulière se trouve classée sous telle ou telle rubrique n'ont de signification particulière du point de vue constitutionnel. Dans certains cas, de grandes rubriques et des sous-rubriques ont été ajoutées, supprimées ou modifiées afin de tenir compte dans le tableau de l'évolution récente intervenue dans la nature des mesures adoptées par le Conseil de sécurité.

¹ On trouvera au chapitre X (troisième partie) un tableau récapitulatif des renseignements concernant les questions qui ont été soumises au Conseil. Comme cela est indiqué, les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil en 1969, 1970 et 1971 y figurent sous les titres succincts qui leur sont généralement donnés.

² *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, Supplément 1959-1963*, p. 224 à 227 ; *ibid.*, *Supplément 1964-1965*, p. 156 à 158.

³ *Ibid.*, *Supplément 1959-1963*, p. 234 à 239 ; *ibid.*, *Supplément 1964-1965*, p. 133 à 137.

⁴ *Ibid.*, *Supplément 1959-1963*, p. 239 à 241 ; *ibid.*, *Supplément 1964-1965*, p. 146 à 152 ; *ibid.*, *Supplément 1966-1968*, p. 113 à 125.

⁵ *Ibid.*, *Supplément 1959-1963*, p. 241 à 243 ; *ibid.*, *Supplément 1964-1965*, p. 109 à 129 ; *ibid.*, *Supplément 1966-1968*, p. 104 à 113.

⁶ *Ibid.*, *Supplément 1966-1968*, p. 135 à 167.

⁷ *Ibid.*, *Supplément 1966-1968*, p. 167 à 171 (anciennement La question du Sud-Ouest africain).

Première partie

TABLE ANALYTIQUE DES MESURES ADOPTÉES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

NOTE

Comme dans les précédents volumes du *Répertoire*, les renseignements donnés ci-après comportent uniquement la mention des questions, la date des décisions et le numéro d'ordre des décisions.

I. — Mesures préliminaires visant à établir les faits

A. — Audition des gouvernements et autorités intéressés

La situation en Irlande du Nord :

Décision : déclaration du Président en date du 20 août 1969.

B. — Constitution d'une mission spéciale d'enquête

i) *Plainte de la Guinée* :

Décision du 23 novembre 1970 [résolution 289 (1970)], par. 3 et 4.

Décision du 3 août 1971 [résolution 295 (1971)], par. 2 et 3.
Décision : déclaration du Président en date du 26 août 1971.

ii) *Plainte du Sénégal* :

Décision du 15 juillet 1971 [résolution 294 (1971)], par. 4.

II. — Détermination de la nature de la question

- A. — Constatation de l'existence d'une menace contre la paix
La situation en Rhodésie du Sud :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], préambule.

III. — Injonctions adressées aux gouvernements et autorités parties aux différends ou impliqués dans les situations

- A. — Appel en faveur d'une cessation des hostilités
Plainte de la Guinée :
Décision du 23 novembre 1970 [résolution 289 (1970)], par. 1.
- B. — Invitation à respecter le cessez-le-feu
La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :
Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], préambule et par. 1.
- C. — Invitation à s'abstenir de toute action contrevenant aux résolutions et décisions du Conseil de sécurité
La situation au Moyen-Orient :
Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 3.
- D. — Invitation à s'abstenir de toute action portant atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à la sécurité d'un autre Etat ou territoire
- i) *Plainte de la Zambie :*
Décision du 28 juillet 1969 [résolution 268 (1969)], par. 2.
Décision du 12 octobre 1971 [résolution 300 (1971)], par. 2.
 - ii) *Plainte du Sénégal :*
Décision du 9 décembre 1969 [résolution 273 (1969)], par. 2.
Décision du 15 juillet 1971 [résolution 294 (1971)], par. 1.
Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 5.
 - iii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 22 décembre 1969 [résolution 275 (1969)], par. 2.

IV. — Mesures à prendre par les gouvernements et autorités directement parties aux différends ou impliqués dans les situations, à la suite d'injonctions du Conseil

- A. — Retrait du personnel militaire
- i) *La situation au Moyen-Orient :*
Décision du 12 mai 1970 [résolution 279 (1970)].
Décision du 5 septembre 1970 [résolution 285 (1970)].
 - ii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 23 novembre 1970 [résolution 289 (1970)], par. 2.
 - iii) *La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :*
Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 1.
- B. — Invitation à respecter les Conventions de Genève de 1949
- i) *La situation au Moyen-Orient :*
Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 4.
 - ii) *La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :*
Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 3.
- C. — Invitation aux parties intéressées à faire preuve de modération
La question de Chypre :
Décision du 10 juin 1969 [résolution 266 (1969)], par. 2.
Décision du 11 décembre 1969 [résolution 274 (1969)], par. 2.
Décision du 9 juin 1970 [résolution 281 (1970)], par. 2.
Décision du 10 décembre 1970 [résolution 291 (1970)], par. 2.
Décision du 26 mai 1971 [résolution 293 (1971)], par. 2.
Décision du 13 décembre 1971 [résolution 305 (1971)], par. 2.

V. — Mesures à prendre par d'autres gouvernements et autorités à la suite d'injonctions du Conseil

- A. — Mesures prises en vertu du Chapitre VII de la Charte
La situation en Rhodésie du Sud :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], préambule et par. 1 à 17.
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], préambule et par. 1 à 3.
- B. — Mesures prises en vertu de l'Article 41 de la Charte
La situation en Rhodésie du Sud :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 9 à 11.
- C. — Exécution des décisions du Conseil conformément à l'Article 25 de la Charte
- i) *La situation en Rhodésie du Sud :*
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 4.
 - ii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 9.

- D. — Cessation de toute assistance, y compris l'envoi de personnel militaire et d'armes
- i) *La situation en Rhodésie du Sud :*
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 2 et 7.
 - ii) *Question du conflit racial en Afrique du Sud :*
Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 4 et 6.
 - iii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 6.
- E. — Cessation de la fourniture, à un territoire, de fonds destinés à des investissements, ainsi que de toutes autres ressources financières
La situation en Namibie :
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 4 à 7.
- F. — Invitation à s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation
La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :
Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 2.

VI. — Mesures tendant à assurer le règlement d'un différend

- A. — Inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre
La situation au Moyen-Orient :
Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], préambule.
Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], préambule.
Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], préambule.
- B. — Affirmation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des Etats et des territoires antérieurement dépendants
- i) *La situation en Namibie :*
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 4.
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 3.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 2.
 - ii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 3 août 1971 [résolution 295 (1971)], par. 1.
Décision : déclaration du Président en date du 30 novembre 1971.
 - iii) *Plainte de la Zambie :*
Décision du 12 octobre 1971 [résolution 300 (1971)], par. 1.
- C. — Affirmation du droit inaliénable des peuples à la liberté et à l'indépendance
- i) *La situation en Namibie :*
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], préambule.
Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], préambule.
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], préambule.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], préambule.
 - ii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], préambule.
- D. — Reconnaissance de la légitimité de la lutte pour la liberté et l'indépendance.
- i) *La situation en Namibie :*
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 4.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], préambule.
 - ii) *La situation en Rhodésie du Sud :*
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], préambule.
 - iii) *Question du conflit racial en Afrique du Sud :*
Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], préambule.
- E. — Invitation à se retirer de territoires antérieurement sous mandat
La situation en Namibie :
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 3.
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 5.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 8 et 9.
- F. — Invitation à prendre des mesures aux fins du respect et de l'application du droit à l'autodétermination et à l'indépendance
- i) *La situation en Rhodésie du Sud :*
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 4.
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 2.
 - ii) *Plainte de la Guinée :*
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 7.
 - iii) *Plainte du Sénégal :*
Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 6 et 7.

VII. — Dispositions ayant trait à des questions spécifiques touchant le règlement d'un différend

- A. — Désapprobation d'actes incompatibles avec les buts et les principes de la Charte
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 2 et 4.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 26 août 1969 [résolution 270 (1969)], par. 1.
- B. — Dénonciation d'événements affectant une situation
- La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 2.
- C. — Expression de regret au sujet de pertes en vies humaines et de pertes matérielles
- i) *La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 2.
Décision du 19 mai 1970 [résolution 280 (1970)], par. 4.
- ii) *Plainte de la Guinée* :
Décision du 22 décembre 1969 [résolution 275 (1969)], par. 1.
- D. — Demande tendant à des réparations adéquates
- i) *Plainte de la Zambie* :
Décision du 28 juillet 1969 [résolution 268 (1969)], par. 3 et 4.
- ii) *Plainte de la Guinée* :
Décision du 22 décembre 1969 [résolution 275 (1969)], par. 3 et 4.
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 3.
- E. — Appel en faveur du règlement du problème des réfugiés
- La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï* :
Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 4.
- F. — Condamnation d'invasions, d'attaques armées et autres actes de violence
- i) *La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 3.
Décision du 26 août 1969 [résolution 270 (1969)], par. 1 à 4.
Décision du 19 mai 1970 [résolution 280 (1970)], par. 2 et 3.
- ii) *Plainte de la Zambie* :
Décision du 28 juillet 1969 [résolution 268 (1969)], par. 1.
- iii) *Plainte du Sénégal* :
Décision du 9 décembre 1969 [résolution 273 (1969)], par. 1.
Décision du 15 juillet 1971 [résolution 294 (1971)], par. 2 et 3.
- iv) *Plainte de la Guinée* :
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 2.
- G. — Condamnation de l'occupation illégale et de la répression politique
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 3.
Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 4.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 5.
- iii) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], préambule et par. 1.
- H. — Condamnation des mesures illégales d'ordre législatif et administratif et proclamation de leur non-validité
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 2, 4 et 5.
Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], préambule et par. 2.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 3, 4 et 12.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 1.
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 1.
- iii) *La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 3 et 4.
Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 3.
- I. — Invitation à abroger des mesures ayant pour objet de modifier le statut d'un territoire
- La situation au Moyen-Orient* :
Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 5.
Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 3.
Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 4.
- J. — Demande adressée à la puissance administrante pour qu'elle prenne des mesures en vue de mettre fin à la rébellion dans un territoire non autonome
- La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 10.
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 2.
- K. — Affirmation des responsabilités spéciales de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple d'un territoire antérieurement sous mandat
- La situation en Namibie* :
Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], préambule et par. 1.
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 284 (1970)], préambule.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 1.
- L. — Demande tendant à la fourniture d'une assistance aux peuples qui luttent pour obtenir leur liberté et leur indépendance
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 8.
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 8 et 10 à 12.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 7 et 15.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 14 et 15.
- iii) *Plainte de la Guinée* :
Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 4.
- M. — Demande faite pour que soient refusées la reconnaissance internationale d'un régime illégal et son admission en qualité de membre d'une organisation internationale
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 7.
Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 5.
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 1 à 3.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 11.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 2, 3, 12 et 13.
Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 5.
- N. — Détermination de la durée de stationnement de la Force des Nations Unies et de son mode de financement
- La question de Chypre* :
Décision du 10 juin 1969 [résolution 266 (1969)], par. 3.
Décision du 11 décembre 1969 [résolution 274 (1969)], par. 3.
Décision du 9 juin 1970 [résolution 281 (1970)], par. 3.
Décision du 10 décembre 1970 [résolution 291 (1970)], par. 3.
Décision du 26 mai 1971 [résolution 293 (1971)], par. 3.
Décision du 13 décembre 1971 [résolution 305 (1971)], par. 3.
- O. — Demande d'un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 96 de la Charte
- La situation en Namibie* :
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 284 (1970)], par. 1.
- P. — Décision de prendre note d'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice
- La situation en Namibie* :
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 5 et 6.

VIII. — Mesures visant à favoriser l'application des résolutions

- A. — Demande adressée aux Etats Membres pour qu'ils coopèrent à l'application des résolutions et des décisions du Conseil de sécurité
- i) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 17.
- ii) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 6.
- iii) *La situation en Namibie* :
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 15.
- B. — Création ou utilisation d'organes subsidiaires
- i) *La situation en Namibie* :
Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 6.
Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 14 et 15.
Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 13 et 14.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 21.
- iii) *Plainte de la Guinée* :
Décision du 23 novembre 1970 [résolution 289 (1970)], par. 3 et 4.

- Décision du 3 août 1971 [résolution 295 (1971)], par. 2 et 3.
 Décision : déclaration du Président en date du 26 août 1971.
- iv) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 15 juillet 1971 [résolution 294 (1971)], par. 4.
- C. — Invitation à coopérer avec les organes subsidiaires
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 7 et 8.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 22 et 23.
- D. — Autorisations données au Secrétaire général et demandes qui lui ont été adressées
1. Pour qu'il suive de près l'application des résolutions et des décisions du Conseil de sécurité et fasse rapport à ce sujet
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 9.
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 9.
 Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 16.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 8.
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 7.
 Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 5.
- iii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 20.
- iv) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
 Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 5.
- v) *Plainte de la Guinée* :
 Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 11.
- vi) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 8.
- vii) *La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï* :
 Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 6.
2. Pour qu'il étudie une question
La situation en Namibie :
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 9.
3. Pour qu'il fournisse une assistance à un organe subsidiaire
La situation en Namibie :
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 8.
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 16.
4. Pour qu'il transmette une résolution du Conseil de sécurité à la Cour internationale de Justice
La situation en Namibie :
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 284 (1970)], par. 2.
5. Pour qu'il désigne un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices pour régler les problèmes humanitaires
La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :
 Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 5.
- E. — Décision de prendre note des rapports du Secrétaire général, des représentants spéciaux, des commissions spéciales et des organes subsidiaires
- i) *La question de Bahrein* :
 Décision du 11 mai 1970 [résolution 278 (1970)], préambule.
- ii) *Plainte de la Guinée* :
 Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], préambule et par. 1.
 Décision : déclaration du Président en date du 30 novembre 1971.
- iii) *Plainte du Sénégal* :
 Décision en date du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 1 et 2.
- F. — Mesures visant à l'exécution de décisions
1. Réaffirmation de décisions antérieures
- a) Du Conseil de sécurité :
- i) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 1.
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 1.
- Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 1.
 Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 1.
- ii) *La question de Chypre* :
 Décision du 10 juin 1969 [résolution 266 (1969)], par. 1.
 Décision du 11 décembre 1969 [résolution 274 (1969)], par. 1.
 Décision du 9 juin 1970 [résolution 281 (1970)], par. 1.
 Décision du 10 décembre 1970 [résolution 291 (1970)], par. 1.
 Décision du 26 mai 1971 [résolution 293 (1971)], par. 1.
 Décision du 13 décembre 1971 [résolution 305 (1971)], par. 1.
- iii) *La situation en Namibie* :
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 1.
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], préambule.
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], préambule.
 Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], préambule et par. 10.
- iv) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], préambule.
 Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], préambule et par. 1 et 3.
- v) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
 Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 2.
- vi) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 3.
- b) De l'Assemblée générale
La situation en Namibie :
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], préambule.
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], préambule.
 Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 1.
2. Demande tendant à l'application de résolutions antérieures
- i) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 5.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 8.
 Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 4.
3. Avertissement pour mettre en garde contre l'omission d'appliquer les décisions du Conseil
- i) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 3.
 Décision du 19 mai 1970 [résolution 280 (1970)], par. 3.
- ii) *Plainte de la Guinée* :
 Décision du 22 décembre 1969 [résolution 275 (1969)], par. 5.
 Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 8.
4. Demande adressée aux Etats pour qu'ils exercent leur influence en vue de faire observer les décisions
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 7.
- ii) *Plainte de la Guinée* :
 Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 10.
5. Proclamation de l'intention d'envisager de nouvelles mesures en vertu de la Charte
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 8.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 3.

- Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 7.
 Décision du 26 août 1969 [résolution 270 (1969)], par. 4.
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 6.
 Décision du 19 mai 1970 [résolution 280 (1970)], par. 3.
- iii) *Plainte de la Zambie* :
 Décision du 28 juillet 1969 [résolution 268 (1969)], par. 5.
 Décision du 12 octobre 1971 [résolution 300 (1971)], par. 3.
- iv) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 9 décembre 1969 [résolution 273 (1969)], par. 3.
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 9.
6. Demande instantanée adressée aux Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 2 de la Charte, pour qu'ils respectent les dispositions des résolutions du Conseil
La situation en Rhodésie du Sud :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 18.
7. Rappel de l'Article 6 de la Charte
La situation en Namibie :
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], préambule.
- G. — Dénonciation du refus ou de l'omission d'appliquer des résolutions et des décisions du Conseil de sécurité
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 6.
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 2.
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 1.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 1^{er} avril 1969 [résolution 265 (1969)], par. 3.
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 2.
 Décision du 26 août 1969 [résolution 270 (1969)], par. 1.
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 5.
 Décision du 19 mai 1970 [résolution 280 (1970)], par. 1.
 Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 2.
- iii) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
 Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 3.
- iv) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 4.
- v) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 4.
- H. — Dénonciation du refus ou de l'omission d'appliquer les résolutions de l'Assemblée générale
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 6.
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 1.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 2.
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 5.
 Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 2.
- I. — Désapprobation d'actes commis au mépris de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 2.
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 3.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 6.
- IX. — Mesures visant à assurer la poursuite de l'examen d'une question
- A. — Demande de renseignements sur l'application de résolutions ou sur l'évolution d'une situation
1. Demandes adressées aux parties
La situation au Moyen-Orient :
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 6.
2. Demandes adressées aux Etats Membres et aux Etats non membres
- i) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 19 et 23.
- ii) *La situation en Namibie* :
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 13.
3. Demandes adressées au Secrétaire général
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 9.
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 9.
 Décision du 20 octobre 1971 [résolution 301 (1971)], par. 16.
- ii) *La situation au Moyen-Orient* :
 Décision du 3 juillet 1969 [résolution 267 (1969)], par. 8.
 Décision du 15 septembre 1969 [résolution 271 (1969)], par. 7.
 Décision du 25 septembre 1971 [résolution 298 (1971)], par. 5.
- iii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 20.
- iv) *Question du conflit racial en Afrique du Sud* :
 Décision du 23 juillet 1970 [résolution 282 (1970)], par. 5.
- v) *Plainte du Sénégal* :
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 8.
- vi) *La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï* :
 Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 6.
4. Demandes adressées aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 7.
- ii) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 23.
- B. — Décision expresse de poursuivre l'examen de la question
- i) *La situation en Namibie* :
 Décision du 20 mars 1969 [résolution 264 (1969)], par. 10.
 Décision du 12 août 1969 [résolution 269 (1969)], par. 10.
 Décision du 30 janvier 1970 [résolution 276 (1970)], par. 9.
 Décision du 29 juillet 1970 [résolution 283 (1970)], par. 17.
- ii) *Plainte de la Zambie* :
 Décision du 28 juillet 1969 [résolution 268 (1969)], par. 6.
- iii) *Plainte du Sénégal* :
 i) Décision du 9 décembre 1969 [résolution 273 (1969)], par. 4.
 Décision du 24 novembre 1971 [résolution 302 (1971)], par. 10.
- v) *La situation en Rhodésie du Sud* :
 Décision du 18 mars 1970 [résolution 277 (1970)], par. 24.
 Décision du 17 novembre 1970 [résolution 288 (1970)], par. 6.
- v) *Plainte de la Guinée* :
 Décision du 23 novembre 1970 [résolution 289 (1970)], par. 5.
 Décision du 8 décembre 1970 [résolution 290 (1970)], par. 12.
 Décision du 3 août 1971 [résolution 295 (1971)], par. 4.
- vi) *La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï* :
 Décision du 21 décembre 1971 [résolution 307 (1971)], par. 7.
- C. — Report de l'examen de la question de façon à laisser à des tierces parties suffisamment de temps pour essayer d'agir efficacement
Question relative aux îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb :
 Décision : déclaration du Président en date du 9 décembre 1971.
- X. — Mesures requises du fait de l'impossibilité dans laquelle se trouvait le Conseil de sécurité de parvenir à un accord
- A. — Renvoi d'une question à l'Assemblée générale en vertu de la résolution 377 A (V) de l'Assemblée générale
La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï :
 Décision en date du 6 décembre 1971 [résolution 303 (1971)], dernier paragraphe.
- XI. — Mesures visant à promouvoir la paix et la sécurité internationales
- A. — Réunions périodiques du Conseil de sécurité conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte
*Organisation d'une réunion périodique*⁸
 Décision : déclaration du Président en date du 12 juin 1970.

⁸ Comme suite à la décision prise le 12 juin 1970, la première réunion périodique du Conseil (1555^e séance) s'est tenue en privé le 21 octobre 1970. A l'issue de la séance, un communiqué a été publié par les soins du Secrétaire général, conformément à l'article 55 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Deuxième partie

LA SITUATION EN NAMIBIE

DÉBATS INITIAUX

Dans une lettre⁹ datée du 14 mars 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Burundi, Cameroun, Ceylan, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Inde, Indonésie, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Philippines, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Togo, Tunisie, Yémen du Sud, Yougoslavie, Zambie, ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner la situation en Namibie, qui était en train de se détériorer. Ils ont rappelé que l'Assemblée générale, par sa résolution 2145 (XXI), avait mis fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie (Sud-Ouest africain) et avait décidé que, « désormais, le Sud-Ouest africain relevait directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies ». Dans cette même résolution, l'Assemblée générale avait également réaffirmé les droits inaliénables de la population du Territoire à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Les représentants rappelaient aussi dans ladite lettre que, dans sa résolution 246 (1968), le Conseil de sécurité avait reconnu qu'il avait une responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire de la Namibie. Malgré les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, le Gouvernement sud-africain persistait dans son occupation du Territoire de la Namibie, ce qui constituait « une menace grave contre la paix et la sécurité internationales ». Eu égard aux résolutions 2372 (XXII) et 2403 (XXIII) de l'Assemblée générale, il incombait au Conseil de sécurité d'examiner d'urgence cette grave situation et de prendre, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, les mesures et les décisions appropriées pour permettre à la population de la Namibie d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Les représentants de Chypre, de l'Éthiopie, du Libéria, de la Libye, de la Mongolie et de la Turquie se sont ensuite associés à cette demande¹⁰.

A la 1464^e séance, le 20 mars 1969, après l'adoption de l'ordre du jour¹¹, le représentant de la République arabe unie, qui avait demandé à prendre part à la discussion en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour le mois de mars, a été invité à participer au débat¹². Le Conseil a examiné la question à ses 1464^e et 1465^e séances, tenues toutes deux le 20 mars 1969.

Décision du 20 mars 1969 : résolution 264 (1969)

A la 1464^e séance, le Président (Hongrie) a indiqué que le libellé du point de l'ordre du jour à l'examen avait été modifié pour se lire « La situation en Namibie » au lieu de « Question du Sud-Ouest africain », compte tenu de la résolution 2372 (XXII) de l'Assemblée générale datée du 12 juin 1968, par laquelle l'Assemblée avait proclamé que le Sud-Ouest africain porterait désormais le nom de

« Namibie ». Il a ajouté que l'ordre du jour de la séance avait été établi conformément à cette décision de l'Assemblée générale.

Au cours de la même séance, le représentant de l'Algérie, rappelant que l'Assemblée générale avait mis fin au Mandat exercé par l'Afrique du Sud sur la Namibie et que le Conseil de sécurité avait reconnu avoir une responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire de la Namibie, a déclaré que le Conseil se devait maintenant d'arrêter les moyens d'imposer la volonté collective des Membres de l'ONU pour que les Namibiens puissent exercer leur droit à l'autodétermination. L'Organisation devait assumer la responsabilité directe de l'administration de la Namibie jusqu'à l'accession de celle-ci à la pleine souveraineté. Elle ne ferait ainsi que remplir sa tâche primordiale de décolonisation, en vertu de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Non seulement la continuation de l'occupation militaire de la Namibie par l'Afrique du Sud était un cas « d'agression armée directe » et une grave violation des principes fondamentaux de la Charte, mais encore le Gouvernement sud-africain était en train de procéder à la destruction systématique de l'unité du peuple namibien et de l'intégrité de son territoire — ce qui constituait, il fallait le reconnaître, « la menace la plus grave contre la paix et à la sécurité internationales ». Le Conseil devrait donc envisager les mesures pratiques en vue d'assurer le retrait des autorités sud-africaines de la Namibie, même s'il fallait l'obtenir par des mesures coercitives¹³.

Décision du 20 mars 1969 (1465^e séance) : résolution 264 (1969)

A la 1464^e séance, le représentant de la Zambie a présenté¹⁴ un projet de résolution, qui avait pour auteurs la Colombie, le Népal, le Pakistan, le Paraguay, le Sénégal et la Zambie¹⁵. Il a déclaré, à propos du paragraphe 2 dudit projet¹⁶, que les auteurs auraient voulu affirmer que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie constituait un acte d'agression et, par conséquent, une menace contre la paix et à la sécurité internationales, mais qu'ils avaient dû tenir compte des sentiments d'un certain nombre de membres du Conseil hostiles à l'idée d'un affrontement inévitable avec l'Afrique du Sud. Il a souligné que, de l'avis des auteurs du projet de résolution, le paragraphe 8¹⁷ n'excluait pas entièrement l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte¹⁸.

A la 1465^e séance, le 20 mars 1969, le représentant de la République arabe unie*, prenant la parole en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que le Conseil, qui avait été chargé d'administrer, au nom de l'ONU, le Territoire de la Namibie jusqu'à

¹³ *Ibid.*, par. 17 à 29.

¹⁴ *Ibid.*, par. 33.

¹⁵ S/9100, *ibid.*

¹⁶ Aux termes du paragraphe 2, le Conseil de sécurité considérait que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et contraire aux principes de la Charte et aux décisions antérieures de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle portait préjudice aux intérêts de la population du Territoire et à ceux de la communauté internationale.

¹⁷ Le paragraphe 8 disposait que si le Gouvernement sud-africain ne se conformait pas aux dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunirait immédiatement pour déterminer les mesures nécessaires, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

¹⁸ 1464^e séance, par. 38 et 43.

⁹ S/9090.

¹⁰ S/9090 et Add.1 à 3, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de janv.-mars* 1969, p. 137 et 138.

¹¹ 1464^e séance, par. 1.

¹² *Ibid.*, par. 9.

son accession à l'indépendance, n'avait pas été en mesure de s'acquitter de sa responsabilité en raison de la politique de défi et d'obstruction poursuivie par les autorités sud-africaines. La présence continue et illégale de l'Afrique du Sud en Namibie constituait un acte d'agression qu'il incombait à l'Organisation de faire cesser par tous les moyens prévus par la Charte. Ce n'était que si toutes les mesures nécessaires étaient prises pour éliminer la présence de l'Afrique du Sud du Territoire que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie pourrait espérer s'acquitter de ses responsabilités et le peuple namibien accéder à la liberté et à l'indépendance¹⁹.

A la même séance, le Conseil a adopté²⁰ le projet de résolution par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

La résolution²¹ était ainsi libellée :

Le Conseil de sécurité,

Prenant note des résolutions de l'Assemblée générale 2248 (S-V), en date du 19 mai 1967, 2324 (XXII) et 2325 (XXII), en date du 16 décembre 1967, 2372 (XXII), en date du 12 juin 1968, et 2403 (XXIII), en date du 16 décembre 1968,

Tenant compte de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a mis fin au Mandat sur le Sud-Ouest africain et a assumé la responsabilité directe du Territoire jusqu'à son indépendance,

Rappelant ses résolutions 245 (1968) du 25 janvier 1968 et 246 (1968) du 14 mars 1968,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance conformément aux dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Conscient des graves conséquences de l'occupation continue de la Namibie par l'Afrique du Sud,

Réaffirmant sa responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire de Namibie,

1. *Reconnaît* que l'Assemblée générale des Nations Unies a mis fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et a assumé la responsabilité directe du Territoire jusqu'à son indépendance;

2. *Considère* que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie est illégale et contraire aux principes de la Charte et aux décisions antérieures de l'Organisation des Nations Unies et porte préjudice aux intérêts de la population du Territoire et à ceux de la communauté internationale;

3. *Demande* au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du Territoire;

4. *Déclare* que les actes du Gouvernement sud-africain visant à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie par la création de bantoustans sont contraires aux dispositions de la Charte des Nations Unies;

5. *Déclare* que le Gouvernement sud-africain n'a aucun droit de promulguer le projet de loi relatif aux affaires du Sud-Ouest africain (*South West Africa Affairs Bill*), car une telle promulgation constituerait une violation des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

6. *Condamne* le refus de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions 2145 (XXI), 2248 (S-V), 2324 (XXII), 2325 (XXII), 2372 (XXII) et 2403 (XXIII) de l'Assemblée générale et aux résolutions 245 (1968) et 246 (1968) du Conseil de sécurité;

7. *Invite* tous les Etats à user de leur influence pour amener le Gouvernement sud-africain à se conformer aux dispositions de la présente résolution;

8. *Décide* que, si le Gouvernement sud-africain ne se conforme pas aux dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour déterminer les dispositions ou mesures nécessaires, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies;

9. *Prie* le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de rendre compte aussitôt que possible au Conseil de sécurité;

10. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Décision du 12 août 1969 (1497^e séance) : résolution 269 (1969)

Par une lettre²², en date du 24 juillet 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Chili, Colombie, Guyane, Inde, Indonésie, Nigéria, Pakistan, République arabe unie, Turquie, Yougoslavie, Zambie, membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour qu'il examine la situation résultant de la réaction entièrement négative de l'Afrique du Sud devant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité et des mesures qu'elle continuait de prendre au mépris de l'autorité du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Il était rappelé dans la lettre que, aux termes de la résolution susmentionnée, le Conseil de sécurité avait demandé au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du Territoire et décidé que si le Gouvernement sud-africain ne se conformait pas aux dispositions de cette résolution, il se réunirait immédiatement pour arrêter les mesures nécessaires, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

Par une lettre²³ en date du 1^{er} août 1969, les représentants des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Birmanie, Burundi, Cameroun, Ceylan, Chypre, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Népal, Niger, Ouganda, Philippines, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Yémen, Yémen du Sud, se sont associés à la demande susmentionnée en vue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour décider des mesures à prendre pour faire face à la dangereuse situation en Namibie. Ils soulignaient dans leur lettre que la situation résultant du refus de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions de l'ONU, notamment aux résolutions 245 (1968), 246 (1968) et 264 (1969) du Conseil, était aussi urgente qu'elle était grave, que sa perpétuation ne ferait qu'accroître la menace déjà grave contre la paix et à la sécurité internationales dans la région, et que seule une action résolue du Conseil de sécurité, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, permettrait d'atteindre l'objectif visé, c'est-à-dire le retrait immédiat de l'Afrique du Sud du Territoire.

A la 1492^e séance, le 30 juillet 1969, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour²⁴, qu'il a examinée de sa 1492^e à sa 1497^e séance, entre le 30 juillet et le 12 août 1969. A la 1492^e séance, le représentant du Chili a été invité à participer à la discussion²⁵. Ultérieurement, à la 1493^e séance, une invitation a été adressée aussi au représentant de l'Inde²⁶.

A la 1492^e séance, le représentant de la Colombie a appelé l'attention du Conseil sur une lettre²⁷ en date du 23 juillet 1969, qu'il avait adressée, en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour le mois de juillet, au Président du Conseil de sécurité, et dans laquelle il soulignait que le Conseil pour la Nami-

²² S/9359, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 155.

²³ S/9372 et Add.1 à 3, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 164.

²⁴ 1492^e séance, par. 1.

²⁵ *Ibid.*, par. 1.

²⁶ 1493^e séance, par. 64.

²⁷ S/9352, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 152.

¹⁹ 1465^e séance, par. 99 à 102.

²⁰ *Ibid.*, par. 165.

²¹ Résolution 264 (1969).

bie se trouvait dans l'impossibilité de s'acquitter efficacement de ses tâches aux termes des dispositions des résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale du fait que le Gouvernement sud-africain bravait ouvertement ces résolutions ainsi que l'autorité de l'ONU en continuant d'occuper illégalement le Territoire. Dans cette lettre, il faisait également part de son inquiétude face à la politique poursuivie par l'Afrique du Sud, qui consistait à démembrer le Territoire par la création de « homelands » et à intenter des poursuites contre ces Namibiens à la faveur d'un procès arbitraire. Le Conseil de sécurité était arrivé à un point où il ne pouvait permettre à l'Afrique du Sud de continuer à occuper illégalement la Namibie, en bravant ainsi l'autorité du Conseil et de l'ONU. Conformément au paragraphe 8 de sa résolution 264 (1969), le Conseil de sécurité se devait de décider des mesures nécessaires conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies²⁸.

Le représentant de la Zambie a souligné que, face au mépris dont l'Afrique du Sud faisait montre vis-à-vis de la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité et des autres décisions de l'ONU, il n'y avait pas d'autre moyen de traiter ce problème que d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies²⁹.

Ultérieurement, à la 1497^e séance, le 12 août 1969, le représentant de la Zambie a présenté³⁰ un projet de résolution³¹, ayant pour auteurs l'Algérie, la Colombie, le Pakistan, le Paraguay, le Sénégal et la Zambie, et il a demandé qu'il soit mis aux voix ce même jour.

A la même séance, le projet de résolution a été adopté³² par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. La résolution³³ était ainsi libellée :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 264 (1969) du 20 mars 1969,

Prenant note du rapport du Secrétaire général figurant dans le document S/9204,

Conscient qu'il a le devoir de prendre les mesures voulues pour que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'acquittent fidèlement des obligations qu'ils ont assumées conformément à l'Article 25 de la Charte des Nations Unies,

Conscient également des devoirs qui lui incombent aux termes de l'Article 6 de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme sa résolution 264 (1969),*

2. *Condamne le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour son refus de se conformer à la résolution 264 (1969) et pour le défi persistant qu'il oppose à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies;*

3. *Décide que l'occupation continue du Territoire de Namibie par les autorités sud-africaines constitue une atteinte agressive à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, une violation de l'intégrité territoriale et une négation de la souveraineté politique du peuple namibien;*

4. *Reconnaît la légitimité de la lutte du peuple namibien contre la présence illégale des autorités sud-africaines dans le Territoire;*

5. *Demande au Gouvernement sud-africain de retirer son administration du Territoire immédiatement et, en tout état de cause, avant le 4 octobre 1969;*

6. *Décide que, si le Gouvernement sud-africain ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe précédent de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour arrêter des mesures efficaces, conformément aux dispositions appropriées des chapitres pertinents de la Charte des Nations Unies;*

7. *Demande à tous les Etats de s'abstenir de toute relation avec le Gouvernement sud-africain agissant prétendument au nom du Territoire de Namibie;*

8. *Demande à tous les Etats d'intensifier l'aide morale et matérielle qu'ils apportent au peuple namibien dans sa lutte contre l'occupation étrangère;*

9. *Prie le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de rendre compte aussitôt que possible au Conseil de sécurité;*

10. *Décide de demeurer activement saisi de la question.*

Décision du 30 janvier 1970 (1529^e séance) : résolution 276 (1970)

Par une lettre³⁴ en date du 26 janvier 1970 adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Burundi, Cambodge, Ceylan, Congo (République démocratique du), Congo (République populaire du), Dahomey, Ethiopie, Gabon, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Syrie, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Yémen du Sud, Yougoslavie, Zambie, se référant au paragraphe 6 de la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité, ont demandé que celui-ci se réunisse d'urgence pour examiner la situation résultant du refus du Gouvernement sud-africain de se conformer à la lettre et à l'esprit de la résolution en question, et notamment de son paragraphe 4³⁵. Les représentants du Cameroun, de Chypre, du Ghana, de la Guinée, du Japon, du Kenya, des Philippines, de la Thaïlande et du Yémen se sont par la suite associés à cette demande³⁶.

A la 1527^e séance, le 28 janvier 1970, à la suite de l'adoption de l'ordre du jour³⁷, le représentant de la Turquie, qui avait demandé à prendre part à la discussion en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour le mois de janvier, a été invité à participer au débat du Conseil³⁸. Par la suite, à la 1529^e séance, le Conseil a aussi décidé d'inviter les représentants de l'Inde et du Pakistan à participer au débat³⁹. Le Conseil a examiné la question de sa 1527^e à sa 1529^e séance, entre le 28 et le 30 janvier 1970.

A la 1527^e séance, le représentant de la Finlande a présenté⁴⁰ un projet de résolution⁴¹, ayant pour auteurs le Burundi, la Finlande, le Népal, la Sierra Leone et la Zambie.

En présentant le projet de résolution, le représentant de la Finlande a fait observer qu'il avait pour objet, faute de pouvoir appliquer les dispositions prévues au Chapitre VII de la Charte, au sujet desquelles les divergences d'opinions au Conseil semblaient irréconciliables, de permettre au Conseil de sécurité d'explorer la possibilité de prendre des mesures pratiques qui pourraient servir la cause du peuple namibien. Le projet de résolution visait à déterminer un terrain d'entente entre la grande majorité des Etats membres et évitait, à dessein, les questions qui tendaient à diviser le Conseil⁴².

³⁴ S/9616.

³⁵ Le paragraphe 4 de la résolution 260 (1969) stipule que le Conseil de sécurité « reconnaît la légitimité de la lutte du peuple namibien contre la présence illégale des autorités sud-africaines dans le Territoire ».

³⁶ S/9616/Add.1 à 3, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 128.

³⁷ 1527^e séance, par. 4.

³⁸ *Ibid.*, par. 26.

³⁹ 1529^e séance, par. 2 et 70.

⁴⁰ 1527^e séance, par. 30 et 31.

⁴¹ S/9620, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 129.

⁴² 1527^e séance, par. 35 à 38.

²⁸ 1492^e séance, par. 6 à 25.

²⁹ *Ibid.*, par. 28 à 44.

³⁰ 1497^e séance, par. 10 à 13.

³¹ S/9384. Même texte que celui de la résolution 269 (1969).

³² 1497^e séance, par. 22.

³³ Résolution 269 (1969).

A la 1528^e séance, le 29 janvier 1970, le représentant de la Finlande, au nom des auteurs du projet de résolution des cinq puissances, a présenté un certain nombre de modifications⁴³ au projet de résolution dont il avait été convenu à l'issue de consultations tenues à la fois au sein du Conseil et avec les délégations d'Etats non membres du Conseil.

A la même séance, le représentant de la Turquie*, en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a dit que le Conseil avait examiné au cours de ses dernières séances des moyens nouveaux, des mesures pratiques et efficaces, qui ne feraient pas nécessairement obstacle aux solutions rigoureuses envisagées au Chapitre VII de la Charte, dont seul le Conseil de sécurité pouvait user. Il avait étudié un rapport d'activité émanant d'un sous-comité chargé d'examiner les moyens d'aider le Conseil de sécurité à promouvoir l'application des résolutions antérieurement adoptées, et notamment de la résolution 269 (1969). Eu égard à ces observations, le représentant de la Turquie a exprimé l'espoir que le sous-comité *ad hoc* dont le projet de résolution prévoyait la création s'acquitterait de sa tâche aussi rapidement que possible et présenterait au Conseil de sécurité des recommandations qui tiendraient compte des vues du Conseil des Nations Unies pour la Namibie touchant la nécessité de prendre des mesures efficaces⁴⁴.

Le représentant de l'URSS a dit que l'attitude de l'Afrique du Sud, qui ne tenait aucun compte des décisions de l'ONU, y compris de celles du Conseil de sécurité qui avaient force obligatoire pour tous les Etats Membres de l'Organisation en vertu de l'Article 25 de la Charte, représentait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a rappelé que, dans sa résolution 269 (1969), le Conseil de sécurité avait averti le Gouvernement sud-africain que, s'il n'avait pas retiré son administration de Namibie avant le 4 octobre 1969, le Conseil arrêterait « des mesures efficaces, conformément aux dispositions appropriées des chapitres pertinents de la Charte des Nations Unies ». Pour exercer une pression efficace sur l'Afrique du Sud et mettre fin à l'occupation de la Namibie, le Conseil de sécurité devait demander à tous les Etats qu'ils cessent toutes relations avec la République sud-africaine, sur le plan économique et commercial, en matière de communications et dans les autres domaines, conformément à l'Article 41 de la Charte⁴⁵.

A la 1529^e séance, le 30 janvier 1970, le projet de résolution révisé a été mis aux voix et adopté⁴⁶ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Il était libellé comme suit⁴⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Réaffirmant la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, par laquelle l'Organisation des Nations Unies a décidé que le Mandat sur le Sud-Ouest africain était terminé et a assumé la responsabilité directe du Territoire jusqu'à son indépendance,

Réaffirmant la résolution 264 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 20 mars 1969, dans laquelle il a reconnu qu'il avait été mis fin au Mandat et a demandé au Gouvernement sud-africain de retirer immédiatement son administration du Territoire,

Réaffirmant que l'extension et l'application des lois sud-africaines dans le Territoire en même temps que la continuation des arresta-

tions, procès et condamnations subséquentes des Namubiens par le Gouvernement sud-africain constituent des actes illégaux et des violations flagrantes des droits des Namubiens en cause, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du statut international du Territoire, qui relève maintenant directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 12 août 1969,

1. *Condamne* énergiquement le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie;

2. *Déclare* que la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie est illégale et qu'en conséquence toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, après la cessation du Mandat, sont illégales et invalides;

3. *Déclare en outre* que l'attitude de défi du Gouvernement sud-africain envers les décisions du Conseil sape l'autorité de l'Organisation des Nations Unies;

4. *Considère* que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies a de graves conséquences pour les droits et intérêts du peuple namibien;

5. *Demande* à tous les Etats, en particulier ceux qui ont des intérêts économiques et autres en Namibie, de s'abstenir de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui sont incompatibles avec le paragraphe 2 de la présente résolution;

6. *Décide* de constituer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un sous-comité *ad hoc* du Conseil qui étudiera, en consultation avec le Secrétaire général, les moyens par lesquels les résolutions pertinentes du Conseil, y compris la présente résolution, peuvent être effectivement appliquées conformément aux dispositions appropriées de la Charte, compte tenu du refus flagrant de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie, et qui présentera ses recommandations d'ici au 30 avril 1970;

7. *Prie* tous les Etats, ainsi que les institutions spécialisées et les autres organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, de fournir au Sous-Comité tous renseignements et toute autre assistance dont il pourra avoir besoin en exécution de la présente résolution;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance possible au Sous-Comité dans l'exécution de sa tâche;

9. *Décide* de reprendre l'examen de la question de Namibie dès que les recommandations du Sous-Comité seront disponibles.

Décision du 29 juillet 1970 (1550^e séance) : résolutions 283 (1970) et 284 (1970)

Par une lettre⁴⁸ en date du 23 juillet 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants du Burundi, de la Finlande, du Népal, de la Sierra Leone et de la Zambie, rappelant les dispositions du paragraphe 9 de la résolution 276 (1970), aux termes duquel le Conseil de sécurité avait décidé de reprendre l'examen de la question de Namibie dès que les recommandations du Sous-Comité *ad hoc*, créé en vertu de cette même résolution, seraient disponibles et notant que le Sous-Comité avait présenté son rapport⁴⁹ au Conseil, ont demandé que le Conseil se réunisse dans les meilleurs délais pour reprendre l'examen de la question de Namibie.

A la 1550^e séance, le 29 juillet 1970, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le rapport du Sous-Comité *ad hoc*, ainsi que la lettre des représentants des cinq pays, et a examiné la question à cette même séance.

Après l'adoption de l'ordre du jour⁵⁰, le Président a appelé l'attention du Conseil⁵¹ sur deux projets de résolution qui avaient été présentés au Conseil pour examen — l'un parrainé conjointement par le Burundi, la Finlande, le

⁴³ S/9620/Rev.1, 1528^e séance, par. 4 à 9.

⁴⁴ 1528^e séance, par. 27 à 29.

⁴⁵ *Ibid.*, par. 102, 103, 118 et 119.

⁴⁶ 1529^e séance, par. 184.

⁴⁷ Résolution 276 (1970).

⁴⁸ S/9886, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1970*, p. 130.

⁴⁹ S/9863, *ibid.*, p. 91.

⁵⁰ 1550^e séance, par. 1.

⁵¹ *Ibid.*, par. 1.

Népal, la Sierra Leone et la Zambie⁵², et l'autre par la Finlande⁵³.

En présentant le projet de résolution des cinq puissances, le représentant du Burundi a dit que l'expansion rapide des forces armées de l'Afrique du Sud ces dernières années était non seulement la cause première du refus de ce pays d'évacuer la Namibie, mais encore la source certaine d'un futur conflit mondial, danger que le Conseil de sécurité, en sa qualité de garant de la paix internationale, ne pouvait minimiser. Il a fait observer que le projet de résolution s'inspirait des principales conclusions du rapport du Sous-Comité *ad hoc* sur la Namibie⁵⁴.

Le représentant de la Finlande a présenté le second projet de résolution, aux termes duquel le Conseil demanderait un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, et déclaré que sa proposition visait également à réactiver la Cour internationale de Justice elle-même. La Cour était un des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies et la plus haute autorité internationale en matière de droit, et son rôle était essentiel au développement d'un ordre international pacifique⁵⁵.

A la même séance, le projet de résolution des cinq puissances a été mis aux voix et adopté⁵⁶ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Il était libellé comme suit⁵⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant une fois de plus le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance, reconnu dans sa résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Réaffirmant les résolutions 264 (1969) et 276 (1970) du Conseil de sécurité, en date des 20 mars 1969 et 30 janvier 1970, dans lesquelles il a reconnu la décision prise par l'Assemblée générale de mettre fin au Mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et d'assumer la responsabilité directe du Territoire jusqu'à son indépendance, et dans lesquelles la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie, ainsi que toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, après la cessation du Mandat, ont été déclarées illégales et invalides,

Rappelant la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 12 août 1969,

Notant avec une profonde inquiétude le refus flagrant et persistant du Gouvernement sud-africain de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité demandant à l'Afrique du Sud de se retirer immédiatement du Territoire,

Profondément préoccupé de constater que les lois et procédures judiciaires sud-africaines ont continué à être appliquées dans le Territoire en violation du statut international de celui-ci,

Réaffirmant la résolution 282 (1970) du Conseil de sécurité, en date du 23 juillet 1970, concernant l'embargo sur les armements à l'encontre du Gouvernement sud-africain et l'importance de cette résolution pour le Territoire et le peuple de Namibie,

Rappelant que le Conseil de sécurité a décidé, le 30 janvier 1970, de constituer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un sous-comité *ad hoc* du Conseil qui étudierait, en consultation avec le Secrétaire général, les moyens par lesquels les résolutions pertinentes du Conseil, y compris la résolution 276 (1970), pouvaient être effectivement appliquées conformément aux dispositions appropriées de la Charte des Nations Unies, compte tenu du refus flagrant de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie, et qui présenterait ses recommandations au Conseil,

Ayant examiné le rapport présenté par le Sous-Comité *ad hoc* et les recommandations qui y figurent,

Ayant présente à l'esprit la responsabilité spéciale de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le Territoire de la Namibie et son peuple,

1. *Prie* tous les Etats de s'abstenir de toutes relations — diplomatiques, consulaires ou autres — avec l'Afrique du Sud qui indiqueraient qu'ils reconnaissent l'autorité du Gouvernement sud-africain sur le Territoire de la Namibie;

2. *Demande* à tous les Etats entretenant des relations diplomatiques ou consulaires avec l'Afrique du Sud d'adresser au Gouvernement sud-africain une déclaration formelle indiquant qu'ils ne reconnaissent pas son autorité sur la Namibie et qu'ils jugent illégale sa présence continue en Namibie;

3. *Demande* à tous les Etats entretenant de telles relations de mettre fin à leur représentation diplomatique et consulaire dans la mesure où elle s'étend à la Namibie, de retirer toute mission diplomatique ou consulaire et de demander à tout représentant qu'ils auraient dans le Territoire de le quitter;

4. *Demande* à tous les Etats de veiller à ce que les sociétés et autres entreprises commerciales et industrielles appartenant à l'Etat ou placées sous son contrôle direct mettent fin à toutes relations qu'elles pourraient avoir avec des entreprises ou concessions commerciales ou industrielles en Namibie;

5. *Demande* à tous les Etats de n'accorder à leurs ressortissants ou aux sociétés qui ne sont pas placées sous leur contrôle direct aucun prêt officiel, aucune garantie de crédit et aucun autre appui financier qui serait utilisé pour faciliter les rapports ou les échanges commerciaux avec la Namibie;

6. *Demande* à tous les Etats de veiller à ce que les sociétés et autres entreprises commerciales appartenant à l'Etat ou placées sous son contrôle direct ne procèdent à aucun nouvel investissement, y compris l'acquisition de concessions, en Namibie;

7. *Demande* à tous les Etats de décourager leurs ressortissants ou les sociétés qui ne sont pas placées sous leur contrôle direct d'effectuer des investissements ou d'acquérir des concessions en Namibie et, à cette fin, de n'accorder à de tels investissements aucune protection contre les revendications éventuelles d'un futur gouvernement légal de la Namibie;

8. *Prie* tous les Etats d'entreprendre sans retard une étude détaillée de tous les traités bilatéraux existant entre eux-mêmes et l'Afrique du Sud dans la mesure où ceux-ci contiennent des dispositions qui en étendent l'application au Territoire de la Namibie;

9. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre sans retard une étude détaillée de tous les traités multilatéraux auxquels l'Afrique du Sud est partie et qui pourraient être considérés comme s'appliquant, soit directement, soit par le jeu des dispositions pertinentes du droit international, au Territoire de la Namibie;

10. *Prie* le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de faire tenir au Conseil de sécurité les résultats de son étude et des propositions concernant la délivrance de passeports et de visas aux Namibiens ainsi que d'entreprendre une étude et de formuler des propositions concernant la réglementation spéciale relative aux passeports et aux visas qui devrait être adoptée par les Etats pour les voyages de leurs ressortissants en Namibie;

11. *Lance un appel* à tous les Etats pour les dissuader d'encourager le tourisme et l'émigration en Namibie;

12. *Demande* à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-cinquième session, de créer un Fonds des Nations Unies pour la Namibie afin de porter assistance aux Namibiens ayant souffert de persécutions et de financer un programme général d'enseignement et de formation pour les Namibiens, en tenant particulièrement compte du fait que, dans l'avenir, ils seront responsables de l'administration du Territoire;

13. *Invite* tous les Etats à rendre compte au Secrétaire général des mesures qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la présente résolution;

14. *Décide* de rétablir, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie et demande au Sous-Comité d'étudier d'autres recommandations effectives concernant les moyens par lesquels on pourra appliquer de façon efficace les résolutions pertinentes du Conseil, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies à cet effet, étant donné le refus flagrant de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie;

15. *Demande* au Sous-Comité d'étudier les réponses envoyées par les gouvernements au Secrétaire général en application du paragraphe 13 de la présente résolution et de rendre compte au Conseil selon qu'il conviendra;

16. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Sous-Comité toute l'assistance dont il aura besoin pour l'exécution de sa tâche;

17. *Décide* de rester activement saisi de cette question.

⁵² S/9891.

⁵³ S/9892.

⁵⁴ 1550^e séance, par. 3, 12, 13, 31 et 32.

⁵⁵ *Ibid.*, par. 38 à 42.

⁵⁶ *Ibid.*, par. 155.

⁵⁷ Résolution 283 (1970).

Le Conseil est ensuite passé au vote sur le projet de résolution présenté par la Finlande. Le représentant de la France, conformément à l'article 32 du règlement intérieur provisoire, a demandé⁵⁸ un vote séparé sur le dernier membre de phrase du paragraphe 1 dudit projet de résolution : « nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité ». Ce membre de phrase a été maintenu⁵⁹ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le Conseil a alors adopté⁶⁰ l'ensemble du projet de résolution finlandais par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions. Il était libellé comme suit⁶¹ :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant la responsabilité spéciale de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le Territoire et le peuple de la Namibie,

Rappelant sa résolution 276 (1970) du 30 janvier 1970, sur la question de Namibie,

Prenant acte du rapport présenté par le Sous-Comité ad hoc créé en application de la résolution 276 (1970) et des recommandations qui y figurent,

Prenant acte également de la recommandation du Sous-Comité ad hoc touchant la possibilité de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice,

Considérant qu'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice serait utile au Conseil de sécurité pour continuer à examiner la question de Namibie et pour la réalisation des objectifs recherchés par le Conseil,

1. *Décide de soumettre, conformément au paragraphe 1 de l'Article 96 de la Charte des Nations Unies, la question suivante à la Cour internationale de Justice, en demandant qu'un avis consultatif soit transmis au Conseil de sécurité à une date rapprochée :*

« Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité? » ;

2. *Prie le Secrétaire général de transmettre la présente résolution à la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 65 du Statut de la Cour, en y joignant tout document pouvant servir à élucider la question.*

Décision du 20 octobre 1971 (1598^e séance) : résolution 301 (1971)

Par une lettre⁶² en date du 17 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe libyenne, République centrafricaine, République populaire du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, ont fait état de la résolution AHG/Res.65 (VIII) que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réunie à Addis-Abeba avait adoptée, à sa huitième session, le 23 juin 1971 et dans laquelle elle demandait instamment la convocation immédiate d'une session spéciale du Conseil de sécurité pour discuter des moyens à utiliser pour appliquer les décisions antérieures de l'ONU, compte tenu de l'obligation juridique imposée à la communauté mondiale par la décision de la Cour internationale de Justice⁶³. En application de cette résolution, les

Etats Membres signataires de la lettre demandaient que le Conseil de sécurité se réunisse le 27 septembre 1971, afin de permettre à Son Excellence M. Moktar Ould Daddah, président en exercice de l'OUA, de participer personnellement aux débats du Conseil de sécurité. Les représentants du Souaziland et du Dahomey sont devenus ultérieurement cosignataires de la lettre⁶⁴.

A la 1583^e séance, le 27 septembre 1971, le Conseil a inscrit à son ordre du jour la lettre susmentionnée, ainsi que le rapport du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie⁶⁵, et examiné la question de sa 1583^e à sa 1585^e séance, de sa 1587^e à sa 1589^e séance, de sa 1593^e à sa 1595^e séance et à ses 1597^e et 1598^e séances, tenues entre le 27 septembre et le 20 octobre 1971. A la 1583^e séance, le Président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a été invité à prendre la parole devant le Conseil⁶⁶. Ultérieurement, des invitations ont été également adressées aux représentants de l'Afrique du Sud, de l'Ethiopie, de la Guyane, du Libéria et du Soudan⁶⁷, du Tchad⁶⁸, de Maurice et du Nigéria⁶⁹, de l'Arabie Saoudite⁷⁰, de l'Inde et de l'Ouganda⁷¹. Le Conseil a également décidé d'inviter, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁷² et le représentant de la South West African People's Organization⁷³.

A la 1583^e séance, le 27 septembre 1971, le Président de la Mauritanie, président en exercice de l'OUA, a appelé l'attention du Conseil sur le fait que le Gouvernement sud-africain avait constamment violé, depuis 1960, toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et fait observer que, compte tenu de l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice — laquelle avait déclaré catégoriquement que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et que l'Afrique du Sud avait donc l'obligation de retirer immédiatement son administration du Territoire et, partant, de mettre fin à son occupation —, l'OUA avait demandé au Conseil de sécurité l'application des dispositions pertinentes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies à l'encontre du Gouvernement sud-africain. Une fois que le Conseil de sécurité aurait décidé d'appliquer les mesures nécessaires à l'encontre du Gouvernement sud-africain, l'ONU devrait engager des consultations avec le peuple namibien ainsi qu'avec l'OUA, en vue de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la déclaration d'indépendance de la Namibie en tant qu'Etat souverain. L'OUA demandait instamment au Conseil de sécurité d'aller au-delà de simples déclarations de principe et de prendre des mesures concrètes en vue de mettre fin à l'occupation du Territoire de la Namibie par une puissance étrangère. L'OUA était pleinement consciente des difficultés que posait l'application des dispositions du Chapitre VII, mais le défi que lançait l'Afrique du Sud à la communauté internationale risquait de détruire les fondements mêmes de la Charte et de constituer une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales. La communauté internationale devait être invitée à appliquer avec la

⁶⁴ 1583^e séance, par. 1; 1588^e séance, par. 9.

⁶⁵ S/10330 et Corr.1 et Add.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Supplément spécial* n° 5.

⁶⁶ 1583^e séance, par. 2.

⁶⁷ 1584^e séance, par. 46 et 48.

⁶⁸ *Ibid.*, par. 94.

⁶⁹ 1587^e séance, par. 4.

⁷⁰ 1589^e séance, par. 128.

⁷¹ 1595^e séance, par. 5.

⁷² 1584^e séance, par. 49.

⁷³ 1588^e séance, par. 88. Pour la discussion sur l'article 39 du règlement intérieur provisoire, voir chap. III, cas n° 5.

⁵⁸ 1550^e séance, par. 157.

⁵⁹ *Ibid.*, par. 159.

⁶⁰ *Ibid.*, par. 160.

⁶¹ Résolution 284 (1970). Pour le débat relatif à l'Article 96, voir chap. VI, cas n° 6.

⁶² S/10326, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 69.

⁶³ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité. Avis consultatif : C.I.J. Recueil 1971*, p. 16.

plus grande rigueur les sanctions politiques, économiques et militaires que pourrait dicter les circonstances. A cet égard, les grandes puissances, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale. Le Président de la Mauritanie demandait donc instamment au Conseil de sécurité d'utiliser tous les moyens nécessaires pour faire en sorte que soient pleinement respectés les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et les décisions de l'ONU ⁷⁴.

A la 1584^e séance, le 27 septembre 1971, le représentant de la Somalie a soulevé un point d'ordre concernant la demande de l'Afrique du Sud de participer au débat du Conseil et le libellé de cette demande. A la suite d'un débat de procédure, le Conseil a décidé ⁷⁵, sans procéder à un vote, d'inviter le représentant de l'Afrique du Sud à participer au débat.

A la même séance, le représentant du Nigéria, parlant en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice signifiait que celle-ci reconnaissait le Conseil comme gouvernement *de jure* de la Namibie. Plus de soixante-dix gouvernements reconnaissaient les documents d'identité et de voyage délivrés par le Conseil aux Namubiens. Mais si le Conseil avait les pouvoirs juridiques d'une entité souveraine à l'égard de la Namibie, il ne disposait pas de ressources et ne pouvait exercer ces pouvoirs, en particulier à l'intérieur du Territoire. Pour permettre au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de s'acquitter de ses responsabilités, le Conseil de sécurité devait mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud en appliquant les mesures les plus rigoureuses possibles à l'encontre de ce pays, y compris le cas échéant les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte ⁷⁶.

Le représentant de l'Afrique du Sud* a dit que l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice était tout à fait inacceptable pour son gouvernement. La Cour n'avait pas répondu à la question essentielle en litige, c'est-à-dire à la question de savoir en vertu de quelles dispositions de la Charte l'Assemblée générale, qui avait qualité pour discuter des questions et faire des recommandations mais non pour prendre des décisions obligatoires et passer elle-même à l'action directe, avait pu mettre fin au droit de l'Afrique du Sud d'administrer le Territoire. De même, la Cour n'avait pas répondu aux questions touchant les pouvoirs du Conseil de sécurité. L'Article 24 ⁷⁷ conférait au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales mais, contrairement à l'avis de la Cour, il ne conférait au Conseil aucun pouvoir général qu'il pouvait exercer chaque fois qu'il jugeait que la situation risquait de mener à une rupture de la paix. Selon la Cour, toute mesure que le Conseil pourrait prendre aurait s'il l'entendait ainsi un caractère obligatoire au sens de l'Article 25 ⁷⁸. Or, les pouvoirs que la Charte conférait au Conseil pour s'acquitter de ses responsabilités étaient spécifiquement définis aux Chapitres VI, VII, VIII et XII et visaient à traiter d'une menace contre la paix ou de situations susceptibles de mettre la paix en danger. En outre, tandis que la Cour avait reconnu que le Conseil n'aurait pu agir valablement que pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité

internationales, elle avait omis de se pencher sur la preuve non équivoque que le Conseil avait en fait agi dans un but tout à fait différent — celui d'obtenir comme une fin en soi que l'Afrique du Sud se retire du Sud-Ouest africain. S'agissant de la question de la justification concrète de la prétendue révocation du droit de l'Afrique du Sud d'administrer le Territoire, la Cour avait condamné l'Afrique du Sud en refusant d'entendre des témoignages précis ou de coopérer avec l'Afrique du Sud à l'organisation d'un plébiscite. La condamnation prononcée par la Cour répondait donc nettement à un objectif politique plutôt que juridique et mettait en relief la nature éminemment politique de l'Avis. Accepter l'avis de la Cour, qui cherchait à conférer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des pouvoirs dépassant de loin ceux que les auteurs de la Charte étaient convenus de leur attribuer, signifierait que, dans presque toutes les situations où les deux tiers des Membres de l'Organisation voudraient imposer leur volonté à tel Etat ou groupe d'Etats, ils seraient désormais en mesure de la faire — sans égard pour les dispositions de la Charte telles qu'elles avaient été interprétées jusqu'alors. Le Sud-Ouest africain connaissait la paix, la prospérité et le progrès, et la situation qui y régnait ne constituait nullement une menace contre la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité n'avait donc aucun rôle à jouer dans les affaires du Territoire ⁷⁹.

A la 1585^e séance, le 28 septembre 1971, le représentant du Libéria* a soutenu que la décision de l'Afrique du Sud de maintenir sa présence illégale en Namibie constituait un acte d'agression qui relevait des dispositions de l'Article 39 de la Charte, en vertu duquel le Conseil de sécurité pouvait prendre des mesures pour rétablir la paix et la sécurité internationales, y compris les mesures énumérées à l'Article 41 de la Charte. Il a demandé aux membres permanents du Conseil de sécurité de respecter les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte et qui correspondaient à la position spéciale qui était la leur aux termes des Articles 23 et 27 pour la protection de la communauté internationale contre les violations arbitraires des principes de la Charte et des décisions de l'Organisation ⁸⁰.

Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que, contrairement à ce qu'avait dit le représentant de l'Afrique du Sud, la Cour avait examiné la question de la compétence de l'Assemblée générale et, d'après l'avis majoritaire, s'agissant des mandats, cette compétence ne se limitait pas à la formulation de recommandations. De même, toujours d'après l'avis majoritaire, le Conseil de sécurité, lorsqu'il avait adopté les résolutions concernant la situation en Namibie, avait agi dans l'exercice de ce qu'il estimait être sa responsabilité principale — le maintien de la paix et de la sécurité — qui, en vertu de la Charte, s'étendait aux situations susceptibles de mener à une rupture de la paix. Pour ce qui était de la plainte de l'Afrique du Sud selon laquelle la Cour avait émis son avis sans avoir pris connaissance des preuves concrètes de progrès dans le Territoire, la Cour avait jugé qu'il n'était nul besoin de preuves sur les faits pour déterminer que la politique d'*apartheid* que l'Afrique du Sud appliquait en Namibie, et qui était de notoriété publique, constituait un déni des droits fondamentaux de l'homme et une violation flagrante des buts et principes de la Charte ⁸¹.

A la 1589^e séance, le 6 octobre 1971, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le passage de l'Avis consultatif qui affirmait que certaines résolutions du Conseil de

⁷⁴ 1583^e séance, par. 17 à 25.

⁷⁵ 1584^e séance, par. 48. Pour l'examen de l'application de l'article 37 du règlement intérieur provisoire, voir chap. III, cas n° 4.

⁷⁶ 1584^e séance, par. 78 à 82.

⁷⁷ Pour l'examen des dispositions de l'Article 24, voir chap. XII, troisième partie.

⁷⁸ Pour l'examen des dispositions de l'Article 25, voir chap. XII, quatrième partie.

⁷⁹ 1584^e séance, par. 96 à 131.

⁸⁰ 1585^e séance, par. 48 à 50.

⁸¹ *Ibid.*, par. 65 à 67, 71, 72, 106 et 107.

sécurité sur la Namibie étaient juridiquement contraignantes soulevait de très graves objections juridiques. Le Gouvernement britannique estimait que le Conseil de sécurité ne pouvait prendre des décisions généralement contraignantes pour les Etats Membres que lorsqu'il avait constaté, conformément aux dispositions de l'Article 39, l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression. Il avait été bien entendu, d'après les dispositions mêmes de la Charte, que c'était uniquement dans ces circonstances que les décisions avaient caractère obligatoire au sens de l'Article 25⁸². Il n'y avait pas eu de constatations de ce genre au sujet de la question à l'ordre du jour⁸³.

A la 1593^e séance, le 13 octobre 1971, le représentant de la Syrie a déclaré que quatre membres afro-asiatiques du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie — à savoir le Burundi, la Sierra Leone, la Somalie et la Syrie — en étaient venus à la conclusion, présentée dans la partie B, paragraphe 19 du rapport du Sous-Comité (S/10330), que le mouvement de libération nationale en Namibie était en droit de poursuivre sa lutte par tous les moyens dont il disposait, et que tout nouveau refus de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie constituerait un acte d'agression et une menace contre la paix et la sécurité internationales au sens du Chapitre VII de la Charte. Il a ajouté qu'il appuyait sans réserve la conclusion de la Cour internationale de Justice selon laquelle l'Article 25 de la Charte s'appliquait non seulement aux mesures de coercition adoptées au titre du Chapitre VII, mais encore aux résolutions du Conseil de sécurité sur la situation en Namibie⁸⁴.

A la 1595^e séance, le 15 octobre 1971, le représentant de la Somalie a présenté⁸⁵ un projet de résolution⁸⁶, parainé conjointement par le Burundi, la République arabe syrienne et la Sierra Leone.

A la 1597^e séance, le 19 octobre 1971, le représentant de la Somalie a présenté⁸⁷ le texte révisé⁸⁸ du projet de résolution des quatre puissances, qui avait été établi à la suite de consultations et reprenait un certain nombre de suggestions faites à propos du texte initial.

A la 1598^e séance, le 20 octobre 1971, le projet de résolution révisé, qui avait été à nouveau modifié⁸⁹ par ses auteurs à l'issue de consultations avec les membres du Conseil, a été mis aux voix et adopté⁹⁰ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte était libellé comme suit⁹¹ :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance, tel qu'il a été reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité directe de la Namibie depuis l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, et que les Etats devraient entretenir toutes relations avec la Namibie ou la concernant d'une manière conforme à cette responsabilité.

Réaffirmant les dispositions de ses résolutions 264 (1969) du 20 mars 1969, 276 (1970) du 30 janvier 1970 et 283 (1970) du 29 juillet 1970,

Rappelant sa résolution 284 (1970) du 29 juillet 1970, dans laquelle il a demandé à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur la question suivante :

« Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité? »,

Gravement préoccupé devant le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité concernant la Namibie,

Rappelant sa résolution 282 (1970) du 23 juillet 1970, relative à l'embargo sur les armements à l'encontre du Gouvernement sud-africain, et soulignant l'importance de cette résolution en ce qui concerne le Territoire de la Namibie,

Reconnaissant la légitimité du mouvement du peuple namibien contre l'occupation illégale de son territoire par les autorités sud-africaines et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

Prenant note des déclarations faites par la délégation de l'Organisation de l'unité africaine, conduite par le Président de la Mauritanie en sa qualité de président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation,

Prenant note en outre de la déclaration du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

Ayant entendu les déclarations faites par la délégation du Gouvernement sud-africain,

Ayant examiné le rapport du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie,

1. *Réaffirme* que le Territoire de la Namibie relève de la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et que cette responsabilité comporte l'obligation d'appuyer et de promouvoir les droits du peuple namibien conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. *Réaffirme* l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;

3. *Condamne* toutes mesures prises par le Gouvernement sud-africain en vue de détruire cette unité et cette intégrité territoriale, par exemple la création de bantoustans;

4. *Déclare* que la continuation de la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie constitue un acte illicite sur le plan international et une violation des obligations internationales et que l'Afrique du Sud devra continuer de répondre devant la communauté internationale de toutes violations de ses obligations internationales ou des droits du peuple du Territoire de la Namibie;

5. *Prend note avec satisfaction* de l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 21 juin 1971;

6. *Partage* l'avis de la Cour tel qu'il figure au paragraphe 133 de l'Avis consultatif, à l'effet :

« 1) Que, la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud a l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser d'occuper le Territoire;

« 2) Que les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et le défaut de la validité des mesures prises par elle au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, et de s'abstenir de tous actes et en particulier de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration, ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

« 3) Qu'il incombe aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies de prêter leur assistance, dans les limites du sous-paragraphe 2 ci-dessus, à l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Namibie »;

7. *Déclare* que toutes les questions touchant les droits du peuple namibien intéressent directement tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'il s'ensuit que ces derniers doivent tenir compte de ce fait dans leurs relations avec le Gouvernement sud-africain, en particulier dans toutes relations qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration illégales ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

8. *Demande encore une fois* à l'Afrique du Sud de se retirer du Territoire de la Namibie;

9. *Déclare* que tout nouveau refus du Gouvernement sud-africain de se retirer de Namibie pourrait créer des conditions nuisibles au maintien de la paix et de la sécurité dans la région;

10. *Réaffirme* les dispositions de la résolution 283 (1970), en particulier les paragraphes 1 à 8 et 11;

⁸² Pour l'examen des dispositions de l'Article 25, voir chap. XII, quatrième partie.

⁸³ 1589^e séance, par. 50 à 51.

⁸⁴ 1593^e séance, par. 71 à 76 et 81 à 82.

⁸⁵ 1595^e séance, par. 106.

⁸⁶ S/10372, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 28.

⁸⁷ 1597^e séance, par. 5.

⁸⁸ S/10372/Rev.1. Même texte que celui de la résolution 301 (1971).

⁸⁹ Dans le texte modifié, les mots « fait sien », au paragraphe 6, ont été remplacés par le mot « partage ». 1598^e séance, par. 4.

⁹⁰ 1598^e séance, par. 31.

⁹¹ Résolution 301 (1971).

11. *Demande* à tous les Etats, dans l'exercice de leurs responsabilités à l'égard de la Namibie et sous réserve des cas définis dans les paragraphes 122 et 125 de l'Avis consultatif du 21 juin 1971;

a) De s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec l'Afrique du Sud dans tous les cas où le Gouvernement sud-africain prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne;

b) De s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne qui nécessitent une collaboration intergouvernementale active;

c) D'examiner leurs traités bilatéraux avec l'Afrique du Sud pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec les paragraphes 5 et 6 ci-dessus;

d) De s'abstenir d'accréditer auprès de l'Afrique du Sud des missions diplomatiques ou spéciales dont la juridiction s'étendrait au Territoire de la Namibie;

e) De s'abstenir d'envoyer des agents consulaires en Namibie et de rappeler ceux qui s'y trouveraient déjà;

f) De s'abstenir d'entretenir avec l'Afrique du Sud agissant au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne des relations de caractère économique ou autre qui seraient de nature à affirmer l'autorité de l'Afrique du Sud sur le Territoire;

12. *Déclare* que les licences, droits, titres ou contrats relatifs à la Namibie qui auront été adjugés à des particuliers ou à des sociétés par l'Afrique du Sud après l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale ne pourront être protégés ou repris à leur compte par les Etats dont relèvent ces particuliers ou sociétés dans le cas de revendications formulées par un futur gouvernement légitime de la Namibie;

13. *Prie* le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie de continuer à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées au titre des paragraphes 14 et 15 de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité et, en particulier, en tenant compte de la nécessité de prendre des dispositions pour protéger efficacement les intérêts namibiens à l'échelon international, d'étudier des mesures appropriées pour que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Namibie;

14. *Demande* au Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie d'examiner tous les traités et accords qui sont en contradiction avec les dispositions de la présente résolution afin de déterminer si des Etats ont conclu des accords qui reconnaissent l'autorité de l'Afrique du Sud sur la Namibie, et de faire périodiquement rapport à ce sujet;

15. *Demande* à tous les Etats de soutenir et défendre les droits du peuple namibien et à cette fin d'appliquer intégralement les dispositions de la présente résolution;

16. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur l'application des dispositions de la présente résolution.

Décision du 20 octobre 1971 (1598^e séance) :

Levée de la séance

A la 1598^e séance, le 20 octobre 1971, le représentant de l'Argentine a présenté ⁹² un projet de résolution ⁹³, aux

⁹² 1598^e séance, par. 45.

⁹³ S/10376, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 29.

termes duquel le Conseil de sécurité : a) inviterait le Secrétaire général, agissant au nom de l'ONU, à prendre dès que possible toutes les mesures nécessaires, et notamment à se mettre en rapport avec toutes les parties intéressées, en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple du Territoire de la Namibie d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies; et b) prierait le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la résolution. Il a ensuite souligné que les mesures décrites dans le texte proposé, qui était le fruit de consultations très larges, n'étaient nullement incompatibles avec les mesures envisagées dans la résolution que le Conseil de sécurité avait adoptée. Ce projet était basé sur la conviction qu'il fallait explorer toutes les possibilités, pour faire en sorte que l'avenir de la Namibie soit conforme aux principes fondamentaux que les résolutions précédentes de l'ONU avaient établis concernant le Territoire ⁹⁴.

Au cours de la discussion qui a suivi, un certain nombre de suggestions tendant à modifier le projet de résolution ont été faites, et un certain nombre de représentants ont exprimé le vœu que le projet de résolution soit mis aux voix à une séance ultérieure, afin que les membres du Conseil puissent examiner le texte de façon plus approfondie et entamer des consultations.

Le Président (Nicaragua) a alors suggéré ⁹⁵ de lever la séance et de poursuivre l'examen du projet de résolution de l'Argentine à une séance ultérieure, à une date qu'il fixerait. Les consultations se poursuivraient entre les membres, et le Président serait à leur disposition. En l'absence d'opposition, il a été décidé de lever la séance ⁹⁶.

Le 22 octobre 1971, le représentant de l'Argentine a présenté le texte révisé ⁹⁷ du projet de résolution de sa délégation, dans lequel notamment : a) les mots « et sans préjudice des autres résolutions adoptées en la matière par le Conseil de sécurité » avaient été ajoutés au premier alinéa du préambule; et b) un nouveau paragraphe 2 avait été ajouté au dispositif, qui était ainsi libellé : « *Exhorte* le Gouvernement sud-africain à coopérer pleinement avec le Secrétaire général dans l'application de la présente résolution ».

La question est demeurée sur la liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi.

⁹⁴ 1598^e séance, par. 44 et 45.

⁹⁵ *Ibid.*, par. 94 et 95.

⁹⁶ *Ibid.*, par. 100.

⁹⁷ S/10376/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 30.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Décision du 1^{er} avril 1969 (1473^e séance) : résolution 265 (1969)

Dans une lettre ⁹⁸, en date du 26 mars 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Jordanie, se référant à ses lettres antérieures des 16 et 17 mars 1969 ⁹⁹ concernant l'agression d'Israël contre des agglomérations civiles en Jordanie, s'est plaint de ce que le même jour des avions à réaction israéliens avaient attaqué, avec des bombes lourdes et des roquettes, des vil-

lages et des agglomérations civiles en Jordanie dans la région d'Es Salt, causant de lourdes pertes en vies humaines et des dommages importants. Par suite de ces graves attaques, il était demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner ces violations graves et continues d'Israël et pour adopter des mesures plus adéquates et plus efficaces pour empêcher les actes d'agression d'Israël et rétablir la paix et la sécurité internationales.

Par une lettre ¹⁰⁰ en date du 27 avril 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant d'Israël,

⁹⁸ S/9113, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1969*, p. 154.

⁹⁹ S/9083 et S/9085, *ibid.*, p. 134 et 135.

¹⁰⁰ S/9114, *ibid.*, p. 154.

se référant à sa lettre du 17 mars 1969¹⁰¹ concernant les attaques armées continues lancées contre Israël à partir de la Jordanie par des forces régulières et irrégulières et devant lesquelles Israël était amené à prendre des mesures de légitime défense, a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner la plainte relative aux violations graves et continues par la Jordanie du cessez-le-feu, des dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international, notamment : a) attaques armées, infiltration armée et meurtres et actes de violence commis par des groupes terroristes opérant à partir du territoire jordanien avec l'appui, l'aide et l'encouragement officiels du Gouvernement et des forces armées de la Jordanie; b) tirs à travers les lignes du cessez-le-feu par les forces jordaniennes et, en particulier, bombardement purement gratuit de villages israéliens.

A la 1466^e séance, le 27 mars 1969, après un débat de procédure portant sur l'adoption de l'ordre du jour¹⁰², le Conseil a décidé¹⁰³, sans procéder à un vote, d'inscrire les deux lettres à son ordre du jour et il a invité¹⁰⁴ les représentants de la Jordanie et d'Israël à participer sans droit de vote à la discussion de la question. Une invitation¹⁰⁵ analogue a également été adressée au représentant de l'Arabie Saoudite à la 1467^e séance. Le Conseil a examiné la question de sa 1466^e à sa 1473^e séance, tenues entre le 27 mars et le 1^{er} avril 1969.

A la 1466^e séance, le 27 mars 1969, le représentant de la Jordanie* a déclaré qu'au cours des trois mois précédents les actes d'agression commis par Israël par voies aérienne et terrestre contre les agglomérations civiles et les moyens de communication à l'intérieur du territoire jordanien s'étaient non seulement poursuivis, ainsi qu'il avait été signalé¹⁰⁶ par le représentant de la Jordanie dans ses communications au Conseil de sécurité, en violation flagrante des résolutions de cessez-le-feu et au mépris complet de la Convention d'armistice, mais avaient trouvé leur point culminant en une attaque perpétrée par des avions de combat israéliens dans des zones civiles situées entre la rive occidentale et la rive orientale du Jourdain, où il n'y avait pas d'installations militaires dans les environs immédiats et d'où aucun tir antiaérien n'avait été dirigé contre les avions israéliens. Ces attaques montraient clairement que la politique que suivait Israël n'était pas une politique « d'autodéfense », et l'incident en question constituait un acte d'agression bien défini; il constituait également un défi au Conseil de sécurité qui, dans sa résolution 262 (1968) du 31 décembre 1968, avait condamné Israël pour son action militaire préméditée et avait adressé l'avertissement que si de tels actes se répétaient, le Conseil devrait envisager d'autres mesures pour donner effet à ses décisions¹⁰⁷. A cet égard, le Conseil se devait de prendre des mesures appropriées et efficaces en vertu du Chapitre VII de la Charte¹⁰⁸.

Le représentant d'Israël* a fait observer que le fondement de la doctrine des Nations Unies sur la guerre de terrorisme arabe était contenu dans les dispositions de la résolution 56 (1948) du 19 août 1948. Le rôle que jouait la

Jordanie dans la guerre terroriste contre le peuple israélien était important puisque c'était surtout du territoire jordanien qu'étaient lancées les attaques des principales organisations terroristes qui y avaient leur siège, des sections, des bureaux de recrutement et des bases. Au cours des incidents en question, Israël avait agi en état de légitime défense pour démanteler ces centres d'attaque et ces bases d'opération du terrorisme contre Israël. Tant qu'il ne serait pas mis fin à la guerre arabe contre Israël au cours de laquelle on recourait surtout aux méthodes terroristes et tant que les Etats arabes n'observeraient pas le cessez-le-feu qu'ils s'étaient engagés à respecter, le droit de légitime défense d'Israël demeurerait inaliénable. On ne saurait le contester ni le restreindre en faisant passer les ripostes d'Israël pour des représailles, car cela ne correspondait pas à la réalité des choses au Moyen-Orient¹⁰⁹.

A la 1472^e séance, le 1^{er} avril 1969, le représentant du Pakistan a, au nom des délégations sénégalaise, zambienne et pakistanaise, présenté un projet de résolution¹¹⁰ qui, a-t-il déclaré, était le fruit de longues consultations non seulement entre les membres afro-asiatiques du Conseil de sécurité mais aussi avec d'autres membres permanents et non permanents.

A la 1473^e séance, le 1^{er} avril 1969, le représentant du Pakistan a fait observer que des modifications avaient été apportées au projet de résolution initial afin de tenir davantage compte de certaines vues exprimées aux trois auteurs au cours d'autres consultations intensives menées afin de parvenir, si possible, à l'unanimité.

Au cours de la même séance, le projet de résolution des trois puissances a été mis aux voix et adopté¹¹¹ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu¹¹² :

Le Conseil de sécurité:

Ayant examiné l'ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1466/Rev.1,

Ayant entendu les déclarations faites devant le Conseil,

Rappelant sa résolution 236 (1967) du 12 juin 1967,

Observant que de nombreuses violations préméditées du cessez-le-feu se sont produites,

Constatant avec une profonde inquiétude que les attaques aériennes lancées récemment contre des villages et d'autres zones habitées en Jordanie avaient été préparées à l'avance, en violation des résolutions 248 (1968) du 24 mars 1968 et 256 (1968) du 16 août 1968,

Gravement préoccupé de la détérioration de la situation, qui met en danger la paix et la sécurité dans la région,

1. Réaffirme les résolutions 248 (1968) et 256 (1968);
2. Déploie les pertes de vies humaines parmi la population civile, ainsi que les pertes matérielles;
3. Condamne les attaques aériennes préméditées lancées récemment par Israël contre des villages et des zones habitées en Jordanie en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des résolutions relatives au cessez-le-feu, et avertit une fois de plus que si de telles attaques se répétaient, le Conseil de sécurité devrait se réunir pour envisager des mesures nouvelles et plus efficaces, prévues par la Charte, pour assurer que de pareilles attaques ne se répètent pas.

Décision du 3 juillet 1969 (1485^e séance) : résolution 267 (1969)

Par une lettre¹¹³ en date du 26 juin 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Jordanie a déclaré qu'Israël continuait à violer les droits de l'homme fondamentaux à Jérusalem et à prendre des mesures contraires aux dispositions de la résolution 252

¹⁰¹ S/9089, *ibid.*, p. 137.

¹⁰² Pour la discussion et la décision prise au sujet de l'ordre du jour, voir chap. II, cas n° 3.

¹⁰³ 1466^e séance, par. 24.

¹⁰⁴ *Ibid.*, par. 25.

¹⁰⁵ 1467^e séance, par. 2.

¹⁰⁶ Il a été fait état des communications ci-après : S/8911 et S/8916, *Doc. off.*, 23^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1968*, p. 133, 134 et 158 respectivement; S/9039, S/9083 et S/9085, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de janv.-mars 1969*, p. 106 à 110, 134 et 135 respectivement.

¹⁰⁷ Résolution 262 (1968), par. 1 et 3.

¹⁰⁸ 1466^e séance, par. 30, 37 à 39, 40, 43, 45, 48, 49 à 51, 53 et 55.

¹⁰⁹ *Ibid.*, par. 62 à 69, 85, 87, 88, 95, 96 et 100.

¹¹⁰ 1472^e séance, par. 8. Distribué sous la cote S/9120.

¹¹¹ 1473^e séance, par. 92.

¹¹² Résolution 265 (1969).

¹¹³ S/9284, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 365 et 366.

(1968) du Conseil de sécurité et à la Charte des Nations Unies. Se référant aux actes d'Israël et aux mesures envisagées pour installer des colonies israéliennes dans la Ville sainte et repeupler celle-ci avec ses ressortissants, il a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner la violation persistante, par Israël, de sa résolution 252 (1968) sur Jérusalem.

A la 1482^e séance, le 30 juin 1969, après l'adoption¹¹⁴ de l'ordre du jour, le Conseil a invité¹¹⁵ les représentants de la Jordanie et d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question. Des invitations analogues¹¹⁶ ont été également adressées aux représentants de la République arabe unie, de l'Arabie Saoudite, de la Syrie et du Maroc à la 1482^e séance, aux représentants de l'Irak, de l'Indonésie et du Liban à la 1483^e séance, au représentant de la Malaisie à la 1484^e séance, et aux représentants de l'Afghanistan, du Soudan, du Yémen, de la Tunisie et du Koweït à la 1485^e séance. Le Conseil a examiné la question de sa 1482^e à sa 1485^e séance, tenues entre le 30 juin et le 3 juillet 1969.

A la 1482^e séance, le 30 juin 1969, le représentant de la Jordanie*, ayant déclaré qu'au cours des semaines et des mois qui venaient de s'écouler Israël avait, à maintes reprises, dans sa résolution de poursuivre la réalisation de son plan d'expansion, commis des actes d'agression en violation de l'Accord d'armistice et du cessez-le-feu, a affirmé que la situation dans la région de Jérusalem menaçait non seulement la vie politique, sociale et économique des citoyens jordaniens, chrétiens et musulmans, de Jérusalem, mais également la paix et la sécurité internationales. Rappelant les dispositions de la résolution 252 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 21 mai 1968, dans laquelle le Conseil avait déclaré que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël et tendant à modifier le statut juridique de Jérusalem étaient non valides, il a fait observer que, le 23 août 1968, les autorités israéliennes avaient adopté et publié la loi portant réglementation de questions juridiques et administratives dont l'objet était de compléter le processus d'annexion unilatérale par Israël de Jérusalem et de régions avoisinantes. Insistant sur le fait que le point dont le Conseil était saisi était la résolution 252 (1968) adoptée par le Conseil et dont Israël continuait de ne faire aucun cas et sur le fait que de nouvelles violations étaient commises, le représentant de la Jordanie a instamment invité le Conseil à prendre les mesures ci-après : a) prendre acte du rapport présenté par le Secrétaire général¹¹⁷ les 11 avril et 30 juin 1969 en application de la résolution 252 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 21 mai 1968, concernant le statut de Jérusalem; déplorer qu'Israël n'avait aucunement respecté la résolution 252 (1968) du Conseil et condamner dans les termes les plus énergiques le fait qu'Israël ne s'était pas conformé à cette résolution; b) insister, une fois de plus, sur le principe établi selon lequel l'acquisition de territoire par la conquête militaire ne saurait être admise; c) à titre de mesure provisoire, adresser une fois de plus un appel urgent à Israël pour qu'il rapporte toutes les mesures prises, qui avaient eu ou pourraient avoir pour résultat de modifier le statut de la ville de Jérusalem et qu'il s'abstienne, à l'avenir, de tous actes pouvant avoir un effet de cet ordre; d) avertir solennellement Israël que si les actes législatifs illégaux susmentionnés n'étaient pas rapportés, le Conseil se réunirait

sans délai pour prendre des mesures, y compris l'application de l'Article 41 de la Charte; e) inviter Israël à l'informer, dans la quinzaine, de ses intentions en ce qui concernait l'application des dispositions de la résolution; f) à titre de mesure provisoire, lancer un appel à tous les Etats Membres pour qu'ils s'abstiennent d'envoyer des armes et de l'équipement militaire à Israël jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux demandes susmentionnées de la part du Conseil. Le représentant de la Jordanie* a en outre demandé au Conseil de réaffirmer sa résolution 252 (1968) du 21 mai 1968, ainsi que les résolutions 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) du 4 juillet et du 14 juillet 1967, respectivement, de l'Assemblée générale, ayant trait à Jérusalem et de déclarer que la nouvelle loi israélienne en date du 23 août 1968 ainsi que les décrets et les mesures législatives ultérieurs étaient nuls et nonavenus. Il a également exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité demanderait au Secrétaire général de faire rapport au Conseil sur l'application de sa résolution¹¹⁸.

Au cours de la même séance, le représentant d'Israël* a affirmé que la plainte jordanienne n'était qu'une manœuvre pour détourner l'attention du fait que les gouvernements arabes s'étaient raidis encore davantage dans leur refus de conclure la paix avec Israël, et que la guerre d'agression arabe contre Israël continuait sans répit. Le prétexte de la demande jordanienne d'une réunion d'urgence était une loi vieille d'un an qui prévoyait que des patentes et des permis devaient être accordés pour l'exercice du commerce et des professions, c'est-à-dire des règlements nécessaires pour le bien-être de la population, aussi bien juive qu'arabe. Les principes généralement reconnus des droits de l'homme et de la démocratie politique ne sauraient être suspendus dans le cas de Jérusalem, dont l'unité, le développement, le bien-être et la sécurité seraient maintenus et protégés par Israël¹¹⁹.

A la 1483^e séance, le 1^{er} juillet 1969, le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé la position de son gouvernement, exposée le 21 juin 1967 devant l'Assemblée générale, selon laquelle il découlait de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies que la guerre ne doit pas conduire à des agrandissements territoriaux, et il a réaffirmé le principe selon lequel aucune action unilatérale ne devait ni ne pouvait modifier le statut de Jérusalem. Il estimait essentiel que le Conseil demande que rien ne soit fait par des actes unilatéraux préjudiciables à l'avenir de Jérusalem, avenir qui devait pouvoir encore se préparer et qui devait être discuté et décidé dans le cadre d'un règlement définitif assurant une paix permanente. Notant que nul ne pouvait contester l'intérêt primordial que les pays du Moyen-Orient portaient à l'établissement de la paix dans la région et qu'un accord de puissances extérieures sans l'assentiment des pays et des populations directement intéressés n'assurerait pas une paix permanente, le représentant du Royaume-Uni a fait observer que le Conseil portait un intérêt légitime à la paix et à la sécurité et avait une responsabilité internationale en matière de paix et de sécurité. Le Conseil ne devait laisser dire à personne que sa responsabilité primordiale quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales se trouvait réduite ou ajournée¹²⁰. Il a souligné que Jérusalem était au cœur de tout le problème, et qu'un règlement juste et complet ne devrait pas être exclu par avance et ne devrait pas être rendu impossible par un acte quelconque visant à préjuger le statut futur de la ville¹²¹.

¹¹⁴ 1482^e séance, immédiatement avant le paragraphe 1.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*, par. 2 et 98; 1483^e séance, par. 4 et 24; 1484^e séance, par. 2; 1485^e séance, par. 2.

¹¹⁷ S/9149 et Add.1, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 116 à 119.

¹¹⁸ 1482^e séance, par. 5, 6, 7, 9, 12, 14 à 17, 44, 78, 81 et 82.

¹¹⁹ *Ibid.*, par. 53, 71 et 74.

¹²⁰ Pour la discussion de cette question, voir chap. XII, troisième partie, Article 24.

¹²¹ 1483^e séance, par. 27, 33, 36 et 37.

A la 1485^e séance, le 3 juillet 1969, le représentant du Pakistan a fait état du dédain total d'Israël pour les résolutions 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale en date des 4 et 14 juillet 1967 et de la résolution 252 (1968) du Conseil de sécurité en date du 21 mai 1968, et de son refus de rapporter les mesures et dispositions législatives et administratives qu'il avait prises pour modifier le statut juridique de Jérusalem. Il a exprimé le point de vue de sa délégation selon lequel toute décision que le Conseil pourrait prendre devrait soutenir fermement le principe de l'inadmissibilité des acquisitions territoriales par la guerre et rappelé que ce principe avait été souligné dans la résolution 242 (1967) du Conseil en date du 22 novembre 1967 et réaffirmé dans la résolution 252 (1968)¹²². Ultérieurement, le représentant du Pakistan a, au nom des délégations sénégalaise, zambienne et pakistanaise, présenté un projet de résolution¹²³ qui, a-t-il déclaré, était le résultat des consultations qui avaient eu lieu entre les membres du Conseil de sécurité.

Au cours de la même séance, le Président a annoncé qu'un vote séparé avait été demandé sur le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution des trois puissances¹²⁴. Ce paragraphe a alors été mis aux voix et adopté¹²⁵ par 14 voix contre zéro, avec une abstention. Le projet de résolution dans son ensemble a été ensuite mis aux voix et adopté¹²⁶ à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu¹²⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 252 (1968) du 21 mai 1968 et les résolutions antérieures de l'Assemblée générale 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V), en date des 4 et 14 juillet 1967, respectivement, concernant les mesures et dispositions prises par Israël qui affectent le statut de la ville de Jérusalem,

Ayant entendu les déclarations des parties intéressées sur la question,

Notant que, depuis l'adoption des résolutions susmentionnées, Israël a pris d'autres mesures qui tendent à modifier le statut de la ville de Jérusalem,

Réaffirmant le principe établi selon lequel l'acquisition de territoire par la conquête militaire est inadmissible,

1. *Réaffirme* sa résolution 252 (1968);
2. *Déplore* qu'Israël n'ait tenu aucun compte des résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;
3. *Censure* dans les termes les plus énergiques toutes les mesures prises pour modifier le statut de la ville de Jérusalem;
4. *Confirme* que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël qui ont pour effet d'altérer le statut de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens immobiliers, sont non valides et ne peuvent modifier ce statut;
5. *Demande d'urgence* une fois de plus à Israël de rapporter immédiatement toutes les mesures prises par lui qui peuvent tendre à modifier le statut de la ville de Jérusalem et de s'abstenir à l'avenir de toutes dispositions susceptibles d'avoir un tel effet;
6. *Demande* à Israël d'informer le Conseil de sécurité sans plus de délai de ses intentions touchant l'application des dispositions de la présente résolution;
7. *Décide* que, en cas de réponse négative ou d'absence de réponse d'Israël, le Conseil se réunira de nouveau sans délai pour envisager quelles autres dispositions devraient être prises en la matière;
8. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité de l'application de la présente résolution.

Décision du 26 août 1969 (1504^e séance) : résolution 270 (1969)

Par une lettre¹²⁸ en date du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Liban a déclaré que comme suite à une lettre antérieure¹²⁹ en date du 11 août 1969, dans laquelle il avait informé le Conseil de sécurité de l'agression préméditée et non provoquée commise par Israël contre des villages civils dans le sud du Liban, et étant donné la gravité de la situation, qui mettait en danger la paix et la sécurité du Liban, il demandait que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence.

Par une lettre¹³⁰ en date du 12 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant d'Israël a déclaré que le cessez-le-feu que le Liban s'était engagé à respecter interdisait toute activité militaire. En violation flagrante de cette obligation, des attaques répétées avaient été lancées contre Israël à partir du territoire libanais. Il était notoire que le Liban abritait sur son territoire, et en particulier dans le sud du pays, près de la frontière israélienne, de fortes concentrations de troupes irrégulières qui menaient une guerre terroriste contre Israël. Au cours du mois précédent, vingt et une attaques par bombardements, coups de feu et poses de mines avaient été dirigées contre les localités habitées d'Israël. Devant ces attaques, Israël avait été obligé de prendre, le 11 août 1969, des mesures de légitime défense contre les camps terroristes. En raison de la gravité des attaques armées lancées contre Israël à partir du territoire libanais, le représentant d'Israël priait le Président de réunir d'urgence le Conseil de sécurité.

A la 1498^e séance, le 13 août 1969, le Conseil a décidé¹³¹, sans procéder à un vote, d'inscrire ces lettres à son ordre du jour et a invité¹³² les représentants du Liban et d'Israël à participer à la discussion sans droit de vote. Le Conseil a examiné la question de sa 1498^e à sa 1502^e séance et à sa 1504^e séance, tenues entre le 13 et le 26 août 1969.

A la 1498^e séance, le 13 août 1969, le représentant du Liban* a soutenu qu'en se livrant contre des villages situés dans le sud du Liban à une attaque aérienne soudaine et sans provocation au cours de laquelle il avait été notamment fait usage de bombes au napalm, Israël avait commis un acte d'agression massive, flagrante et sans provocation. Se référant à la contre-accusation israélienne selon laquelle l'attaque en question constituait une riposte à des attaques qui auraient été lancées à partir du territoire libanais contre des localités habitées d'Israël, il a déclaré que, dans la mesure où Israël refusait d'avoir recours à la Commission mixte d'armistice établie dans le cadre de la Convention d'armistice ou de permettre une enquête quelconque sur son territoire pour établir le bien-fondé de cette contre-accusation, celle-ci restait sans fondement. Il a affirmé en outre qu'on ne saurait tenir le Liban pour responsable des actes commis par les Arabes de Palestine qui, en tant que combattants de la liberté, qu'hommes cherchant à obtenir le droit à la libre détermination, luttaient en état de légitime défense contre les agresseurs et les occupants. Compte tenu des dispositions de la résolution 262 (1968) du Conseil de sécurité en date du 31 décembre 1968, le représentant du Liban a prié le Conseil de prendre des mesures effectives et rapides sous la forme de sanctions prévues dans la Charte, afin d'éviter la répétition d'actes semblables et d'empêcher que la situation générale au Moyen-Orient ne s'aggrave encore¹³³.

¹²² 1485^e séance, par. 163 et 181.

¹²³ *Ibid.*, par. 185. Distribué sous la cote S/9311.

¹²⁴ 1485^e séance, par. 194.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*, par. 195.

¹²⁷ Résolution 267 (1969).

¹²⁸ S/9385, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 170.

¹²⁹ S/9383, *ibid.*, p. 169.

¹³⁰ S/9387, *ibid.*, p. 174.

¹³¹ 1498^e séance, par. 9.

¹³² *Ibid.*, par. 10.

¹³³ *Ibid.*, par. 12, 14 à 22, 30, 31, 34, 35, 38 et 39.

Le représentant d'Israël* a affirmé que le Gouvernement libanais ne pouvait être absous de sa responsabilité pour ce qui était de l'utilisation de son territoire comme base de guerre terroriste menée contre Israël. Ayant fait observer que les autorités libanaises semblaient ne pas pouvoir ou ne pas vouloir mettre un terme à l'utilisation de leur territoire pour mener des attaques armées contre Israël en violation du cessez-le-feu, il a affirmé que c'était là la raison pour laquelle Israël s'était vu contraint d'exercer son droit de légitime défense afin de démanteler les bases terroristes installées au Liban ¹³⁴.

A la 1504^e séance, le 16 août 1969, le Président (Espagne) a annoncé que, à la suite des consultations intensives qui avaient eu lieu entre les membres du Conseil, on était parvenu à un accord sur le texte d'un projet de résolution qui reflétait le consensus des membres du Conseil ¹³⁵.

Au cours de la même séance, le Président a déclaré qu'en l'absence d'opposition il considérait que le projet de résolution était adopté à l'unanimité ¹³⁶. Le texte en était ainsi conçu ¹³⁷:

Le Conseil de sécurité:

Ayant examiné l'ordre du jour publié sous la cote S/Agenda/1498/Rev.1,

Ayant pris note du contenu de la lettre du chargé d'affaires par intérim du Liban (S/9383),

Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,

Affligé par la perte tragique de vies humaines parmi la population civile ainsi que par les pertes matérielles,

Gravement préoccupé de la détérioration de la situation résultant de la violation des résolutions du Conseil de sécurité,

Rappelant la Convention d'armistice général du 23 mars 1949 entre Israël et le Liban et le cessez-le-feu établi en application des résolutions 233 (1967) et 234 (1967) des 6 et 7 juin 1967, respectivement,

Rappelant sa résolution 262 (1968) du 31 décembre 1968,

Conscient de sa responsabilité aux termes des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,

1. *Condanne l'attaque aérienne préméditée lancée par Israël contre des villages du Liban méridional en violation de ses obligations aux termes de la Charte et des résolutions du Conseil de sécurité;*

2. *Déplore tous incidents violents en violation du cessez-le-feu;*

3. *Déplore l'extension de la zone de combat;*

4. *Déclare que de tels actes de représailles militaires et autres graves violations du cessez-le-feu ne peuvent être tolérés et que le Conseil de sécurité devrait envisager des mesures nouvelles et plus efficaces, prévues par la Charte, pour assurer que de tels actes ne se répètent pas.*

Décision du 15 septembre 1969 (1512^e séance) : résolution 271 (1969)

Par une lettre ¹³⁸ en date du 28 août 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants: Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Guinée, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Pakistan, République arabe unie, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen, Yémen du Sud, comme suite à leur communication télégraphique ¹³⁹ du 22 août 1969 concernant l'événement grave qui s'était produit le 21 août 1969 à Jérusalem, à savoir l'incendie de la sainte mosquée Al

Aqsa, ont demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner la douloureuse situation résultant des dégâts considérables causés par l'incendie criminel de la sainte mosquée Al Aqsa à Jérusalem.

A la 1507^e séance, le 9 septembre 1969, après l'adoption de l'ordre du jour ¹⁴⁰, le Conseil a décidé d'inviter ¹⁴¹ les représentants d'Israël, de la République arabe unie et de l'Indonésie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question. Des invitations ¹⁴² analogues ont également été adressées aux représentants de l'Inde et de la Somalie à la 1508^e séance, aux représentants de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite à la 1509^e séance, aux représentants de Ceylan et de la Malaisie à la 1510^e séance, et aux représentants du Liban et de la Tunisie à la 1511^e séance. Le Conseil a examiné la question de sa 1507^e à sa 1512^e séance, tenues entre le 9 et le 15 septembre 1969.

De la 1507^e à la 1512^e séance, tenues du 9 au 12 septembre, et le 15 septembre 1969, dix ¹⁴³ des vingt-cinq signataires de la lettre datée du 29 août 1969 ¹⁴⁴ demandant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, ainsi que deux autres Etats ¹⁴⁵ non membres du Conseil de sécurité qui avaient été invités à participer à la discussion, ont soutenu que la situation grave résultant des dommages considérables provoqués par l'incendie criminel de la sainte mosquée Al Aqsa découlait d'une série de circonstances politiques qui faisaient partie de la situation plus générale existant au Moyen-Orient et que l'incident était inextricablement lié à l'occupation militaire de la vieille ville par Israël et aux tentatives faites par Israël pour annexer Jérusalem au mépris des décisions du Conseil de sécurité, en violation des résolutions de l'Assemblée générale et du principe affirmé et souligné à maintes reprises par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale, selon lequel l'acquisition de territoires par conquête militaire était inadmissible. Il a été affirmé que les Lieux saints étaient organiquement reliés à la ville elle-même et ne pouvaient être isolés de leur milieu physique ni de l'ordre social et politique qui était imposé à ce milieu. En conséquence, l'acte de profanation commis à la sainte mosquée Al Aqsa et la question connexe de la protection de la sainteté et de la sécurité des sanctuaires devaient être examinés dans le contexte de la situation générale existant au Moyen-Orient et en tant que partie de la question de l'avenir de Jérusalem et du statut de la vieille ville. A cet égard, il a été fait état des résolutions 252 (1968) du 21 mai 1968 et 267 (1969) du 3 juillet 1969 du Conseil de sécurité, aux termes desquelles le Conseil avait confirmé que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël qui avaient pour effet d'altérer le statut de Jérusalem étaient non valides, avait censuré ces mesures et avait lancé un appel à Israël pour qu'il les rapporte. Il a été noté que, sur la base de ces résolutions, ni le Conseil de sécurité ni un Membre quelconque de l'ONU ne pouvait reconnaître, même de façon implicite, la validité ou la légitimité de l'autorité d'Israël sur la Ville sainte ni même

¹⁴⁰ 1507^e séance, par. 2.

¹⁴¹ *Ibid.*, par. 4.

¹⁴² 1508^e séance, par. 2; 1509^e séance, par. 3 et 105; 1510^e séance, par. 3; et 1511^e séance, par. 3.

¹⁴³ 1507^e séance : Indonésie, par. 66 à 70, 72, 76 et 77; Pakistan, par. 9, 10, 11, 13, 26, 28 à 30 et 32; RAU, par. 36, 39, 50 et 51; 1508^e séance : Algérie, par. 13 et 14, 16, 17 et 27 à 29; Somalie, par. 45, 57, 58, 59, 60 et 61 à 64; 1509^e séance : Arabie Saoudite, par. 181; Jordanie, par. 47 et 54; 1510^e séance : Malaisie, par. 40, 42, 43 et 44; 1511^e séance : Liban, par. 22, 23, 25, 26, 27 et 28; Tunisie, par. 33, 34, 37 et 43; 1512^e séance : Jordanie, par. 14 et 18; Pakistan, par. 94 à 97, 100, 101 à 105 et 107 à 109.

¹⁴⁴ Voir ci-dessus note 43 de bas de page.

¹⁴⁵ 1508^e séance : Inde, par. 35, 37, 38, 40 et 41; 1510^e séance : Ceylan, par. 26, 27, 28 et 31.

¹³⁴ *Ibid.*, par. 47, 48, 66, 67, 82, 83 et 86.

¹³⁵ 1504^e séance, par. 2.

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ Résolution 270 (1969).

¹³⁸ S/9421 et Add.1 et 2, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 183.

¹³⁹ S/9447, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 191 à 203, annexe I, p. 191.

donner tacitement son consentement aux mesures prises par Israël contre l'auteur de l'incendie et en vue de l'indemnisation des dommages subis. A ce moment, le Conseil devait au minimum prendre des mesures décisives pour sortir de l'impasse créée par le fait qu'Israël ne respectait pas les résolutions que le Conseil avait antérieurement adoptées au sujet de la ville de Jérusalem et veiller à ce que ces résolutions soient appliquées.

A ses 1507^e et 1509^e séances, tenues les 9 et 11 septembre 1969, le représentant d'Israël* a affirmé que la véritable question qui se posait au Conseil de sécurité était de savoir comment il devait réagir devant l'exploitation de l'incendie de la mosquée Al Aqsa à des fins politiques et comment éviter que l'incitation à la belligérance soit approuvée. Après avoir fait observer que toutes les mesures nécessaires avaient déjà été prises par les autorités israéliennes pour déterminer les circonstances de l'incendie criminel et pour réparer le bâtiment, il a déclaré que tous les efforts tentés soit dans la région même, soit au Conseil de sécurité pour tirer parti de l'incendie afin d'intensifier la belligérance à l'égard d'Israël et d'attaquer ses droits et sa position étaient inacceptables¹⁴⁶.

A la 1510^e séance, le 12 septembre 1969, le représentant du Pakistan a présenté¹⁴⁷ un projet de résolution¹⁴⁸ dont le texte, a-t-il signalé, reflétait le consensus des vingt-cinq Etats Membres qui avaient demandé au Conseil de se réunir pour examiner la situation découlant de l'incident du 21 août 1969. En ce qui concerne le troisième paragraphe du dispositif, aux termes duquel le Conseil constaterait que l'acte de profanation de la sainte mosquée Al Aqsa soulignait l'immédiate nécessité pour Israël de renoncer à agir en violation des résolutions 252 (1968) et 267 (1969) du Conseil, il tenait à préciser que, dans ce paragraphe, le Pakistan ne prétendait pas qu'Israël était complice de l'acte d'incendie criminel et que voir un lien de ce genre reviendrait à attribuer à ce texte un sens que le Pakistan n'entendait pas lui donner¹⁴⁹.

A la 1511^e séance, le 15 septembre 1969, le représentant des Etats-Unis, ayant fait observer que les circonstances qui entouraient l'incendie de la sainte mosquée Al Aqsa devaient faire l'objet d'une enquête complète et impartiale et qu'il n'y avait aucun désaccord sur la nécessité de prendre de plus amples précautions afin d'éviter à l'avenir de tels actes de profanation, a déclaré que sa délégation ne pensait pas qu'il convenait ou qu'il était souhaitable de reprendre la question du statut de Jérusalem pour se prononcer sur elle ni de lier l'incendie de la mosquée Al Aqsa à l'ensemble du conflit arabo-israélien. Il a en outre affirmé que le projet de résolution dont le Conseil était saisi allait loin au-delà de la raison précise qui avait motivé la réunion du Conseil de sécurité et que le projet de résolution, ayant réaffirmé les dispositions de la résolution 267 (1969) du Conseil, n'aurait dû traiter au fond que de mesures destinées à pourvoir à la sauvegarde, à la réparation et à la protection des Lieux saints, prévoyant notamment une participation appropriée de représentants musulmans¹⁵⁰.

A la 1512^e séance, qui s'est tenue elle aussi le 15 septembre 1969, le représentant de l'URSS a déclaré que toutes les décisions de l'ONU sur la question de Jérusalem se fondaient sur un principe qui exprimait la conscience

juridique des Etats Membres de l'Organisation, à savoir que la conquête de la partie arabe de Jérusalem par Israël, au moyen de la force, était illégale. Il a fait observer que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967 exigeant le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés, n'avait fait aucune exception ni pour la partie arabe de Jérusalem ni pour tout autre territoire arabe envahi par Israël. Après avoir fait observer que les décisions du Conseil de sécurité avaient un caractère obligatoire pour tous les Etats Membres qui, conformément à l'Article 25 de la Charte, avaient l'obligation de les appliquer, le représentant de l'URSS a déclaré que la non-application par Israël des décisions du Conseil de sécurité relatives à Jérusalem avait aggravé la situation, accru la menace à la paix, et avait créé un climat d'arbitraire dans des conditions d'occupation qui avaient rendu possible un nouvel acte flagrant de vandalisme. Il a soutenu que, dans la mesure où l'incendie de la mosquée Al Aqsa était la conséquence directe de l'agression, de l'occupation, de la politique d'annexion poursuivie par Israël à l'égard de Jérusalem et des autres territoires arabes, le Conseil devait déclarer clairement qu'Israël était politiquement et moralement responsable de l'incendie de la mosquée et de l'atmosphère tendue qui régnait dans la partie arabe de Jérusalem et dans les autres territoires arabes occupés¹⁵¹.

Au cours de la même séance, le représentant du Pakistan a, au nom des auteurs du projet de résolution dont le Conseil était saisi, apporté oralement un amendement au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution pakistanaise aux termes duquel ce paragraphe se référerait non seulement aux « Conventions de Genève » mais aussi au « droit international » régissant l'occupation militaire¹⁵².

Ultérieurement, le représentant de la France, après avoir indiqué la position de sa délégation selon laquelle, dans le cas considéré, une référence à la Convention et au Protocole de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé aurait été plus appropriée qu'une référence aux « Conventions de Genève régissant l'occupation militaire », a demandé, conformément à l'article 32 du règlement intérieur provisoire du Conseil, un vote séparé sur le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution¹⁵³. En conséquence, ce paragraphe a été mis au voix en premier et il a été adopté¹⁵⁴ par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions. Puis l'ensemble du projet de résolution a été mis aux voix et adopté¹⁵⁵ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu¹⁵⁶ :

Le Conseil de sécurité:

Affligé par les importants dommages qu'un incendie criminel a causés à la sainte mosquée Al Aqsa à Jérusalem, le 21 août 1969, sous l'occupation militaire d'Israël,

Conscient de la perte qui en est résultée pour la culture de l'humanité,

Ayant entendu les déclarations faites devant le Conseil qui témoignent de l'indignation universelle causée par cet acte sacrilège dans l'un des sanctuaires les plus vénérés de l'humanité,

Rappelant ses résolutions 252 (1968) du 21 mai 1968 et 267 (1969) du 3 juillet 1969, ainsi que les résolutions antérieures de l'Assemblée générale 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V), en date des 4 et 14 juillet 1967, respectivement, concernant les mesures et dispositions prises par Israël qui affectent le statut de la ville de Jérusalem,

Réaffirmant le principe établi selon lequel l'acquisition de territoire par la conquête militaire est inadmissible,

¹⁴⁶ 1507^e séance, par. 115 à 121, 123 et 125; 1509^e séance, par. 101.

¹⁴⁷ 1510^e séance, par. 57.

¹⁴⁸ S/9445. Le texte a été reproduit dans le procès-verbal de la 1510^e séance, au paragraphe 57, et a été adopté sans changement, mais avec une interpolation au paragraphe 4, en tant que résolution 271 (1969).

¹⁴⁹ 1510^e séance, par. 67.

¹⁵⁰ 1511^e séance, par. 63 à 65 et 71 à 73.

¹⁵¹ 1512^e séance, par. 35 à 40, 46, 47 à 49, 51 et 55.

¹⁵² *Ibid.*, par. 112.

¹⁵³ *Ibid.*, par. 118.

¹⁵⁴ *Ibid.*, par. 136.

¹⁵⁵ *Ibid.*, par. 137.

¹⁵⁶ Résolution 271 (1969).

1. Réaffirme ses résolutions 252 (1968) et 267 (1969);
2. Reconnaît que tout acte de destruction ou de profanation des Lieux saints, des édifices religieux et des sites de Jérusalem, ou tout encouragement à un acte de cette nature ou toute connivence dans un tel acte, peut mettre gravement en péril la paix et la sécurité internationales;
3. Constate que l'acte exécrable de violation et de profanation de la sainte mosquée Al Aqsa souligne l'immédiate nécessité pour Israël de renoncer à agir en violation des résolutions précitées et de rapporter immédiatement toutes les mesures et dispositions prises par lui qui tendent à altérer le statut de Jérusalem;
4. Demande à Israël d'observer scrupuleusement les dispositions des Conventions de Genève et du droit international régissant l'occupation militaire et de s'abstenir d'entraver en quoi que ce soit l'exercice des fonctions qui appartiennent au Conseil suprême musulman de Jérusalem, y compris toute coopération que le Conseil peut souhaiter obtenir de pays à population musulmane prédominante et de communautés musulmanes touchant ses plans pour l'entretien et la réparation des Lieux saints islamiques de Jérusalem;
5. Condamne le manquement d'Israël à se conformer aux résolutions précitées et lui demande d'appliquer immédiatement les dispositions desdites résolutions;
6. Réitère la décision qu'il a prise au paragraphe 7 de la résolution 267 (1969), selon laquelle, en cas de réponse négative ou d'absence de réponse d'Israël, le Conseil de sécurité se réunira sans délai pour envisager quelles autres dispositions devraient être prises en la matière;
7. Prie le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de rendre compte à ce sujet au Conseil de sécurité à une date aussi rapprochée que possible.

Décision du 12 mai 1970 (1537^e séance) : résolution 279 (1970)

Décision du 19 mai 1970 (1542^e séance) : résolution 280 (1970)

Par une lettre ¹⁵⁷ en date du 12 mai 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Liban a déclaré que des forces armées israéliennes avaient, très tôt le même jour, envahi le Liban. Des unités blindées et des unités d'infanterie israéliennes avaient pénétré en force sur le territoire libanais, et l'aviation et l'artillerie israéliennes bombardaient plusieurs villes et villages. Cet acte d'agression était dirigé contre le Liban en violation flagrante de la Convention d'armistice et des dispositions de la Charte des Nations Unies. Etant donné la gravité de la situation, qui compromettrait la paix et la sécurité au Liban et dans la région, il demandait la convocation d'urgence d'une réunion du Conseil de sécurité.

Par une lettre ¹⁵⁸ en date du 12 mai 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant d'Israël a demandé qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée d'urgence pour examiner les actes d'attaque armée, bombardement, incursion, meurtre et violence perpétrés à partir du territoire libanais contre le territoire et la population d'Israël en violation flagrante du cessez-le-feu et de la Charte des Nations Unies.

A la 1537^e séance, le 12 mai 1970, après l'adoption ¹⁵⁹ de l'ordre du jour, le Conseil a invité ¹⁶⁰ les représentants du Liban et d'Israël à participer à la discussion de la question. A la même séance, une invitation ¹⁶¹ analogue a été également adressée aux représentants du Maroc et de l'Arabie Saoudite. Le Conseil a examiné la question de sa 1537^e à sa 1542^e séance, tenues entre le 12 et le 19 mai 1970.

A la 1537^e séance, le 12 mai 1970, le Secrétaire général a déclaré qu'il avait reçu du chef d'état-major par intérim de l'ONUST des renseignements selon lesquels une attaque avait été lancée par des unités blindées israéliennes contre le territoire libanais, avec l'appui de l'artillerie et de l'aviation. Il a signalé en outre qu'il n'était pas en mesure de donner des renseignements détaillés sur les opérations en cours, du fait notamment que ses efforts en vue d'augmenter substantiellement des deux côtés le nombre des observateurs n'avaient pas été couronnés de succès ¹⁶².

Dans sa déclaration liminaire, le représentant du Liban* a informé le Conseil que, très tôt le jour même, Israël avait déclenché une agression massive contre son pays: des unités blindées et des unités d'infanterie israéliennes avaient franchi la frontière libanaise à l'est et au sud d'un district situé dans le sud-est du Liban, et l'aviation et l'artillerie lourde israéliennes bombardaient depuis lors les villes et les villages civils de la région. Soulignant que cette agression avait eu lieu à la suite de plusieurs menaces proférées par des personnalités israéliennes contre le Liban au cours des quelques mois précédents et dont une avait été communiquée par le Liban au Conseil de sécurité par une lettre en date du 7 mars 1970 ¹⁶³, il a soutenu qu'il fallait prendre acte « des calculs des milieux officiels israéliens qui se repaissent de sinistres desseins d'agression ». Ayant rappelé les dispositions de la résolution 262 (1968) du 31 décembre 1968, dans laquelle le Conseil de sécurité avait averti solennellement Israël que si des actes semblables à l'action militaire préméditée et importante perpétrée par les forces armées israéliennes contre l'aéroport international civil de Beyrouth se répétaient, le Conseil devrait envisager d'autres mesures pour donner effet à ses décisions, le représentant du Liban a dit que ce que son pays cherchait à obtenir du Conseil pour le moment, c'était le retrait immédiat de toutes les troupes israéliennes du territoire libanais, une condamnation d'Israël en termes vigoureux et l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ¹⁶⁴.

Le représentant d'Israël*, après s'être référé à ses lettres des 5, 15 et 29 janvier, 27 février, 4 et 10 mars, et 10 mai 1970 ¹⁶⁵, dans lesquelles il avait informé le Conseil de sécurité des actes d'agression perpétrés contre le territoire et la population d'Israël à partir du territoire libanais en violation du cessez-le-feu et de la Charte des Nations Unies, a déclaré que le Gouvernement israélien avait demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner ces actes. Rappelant qu'Israël avait, à maintes reprises, demandé au Gouvernement libanais d'observer le cessez-le-feu et de mettre fin à ces attaques et avait aussi demandé à des organes de l'ONU et à des gouvernements d'Etats Membres de faire comprendre au Liban la gravité de la situation créée par la poursuite de la guerre à partir de son territoire, il a affirmé que, dans la mesure où ces actes d'agression n'avaient pas pris fin mais, au contraire, étaient devenus plus nombreux et plus importants, Israël avait été obligé d'agir pour se défendre. Le 12 mai 1970 au matin, des forces de défense israéliennes étaient passées à l'action contre des bases d'agression concentrées dans le sud-est du Liban afin de débarrasser la région des forces irrégulières et des bandes de terroristes qui se livraient à une guerre de terrorisme contre Israël; les forces israéliennes quitteraient la région une fois leur

¹⁶² *Ibid.*, par. 6 à 8.

¹⁶³ S/9683, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 170.

¹⁶⁴ 1537^e séance, par. 11 à 15, 17, 19, 23 et 24.

¹⁶⁵ S/9593, S/9604, S/9621, S/9670, S/9678 et S/9691, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 117, 120 et 121, 130, 162 et 163, 166 et 167, 172 respectivement; S/9790, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin, 1970*, p. 205 et 206.

¹⁵⁷ S/9794, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 206.

¹⁵⁸ S/9795, *ibid.*, p. 207.

¹⁵⁹ 1537^e séance, par. 2.

¹⁶⁰ *Ibid.*, par. 4.

¹⁶¹ *Ibid.*, par. 28.

mission accomplie. Le représentant d'Israël a en outre affirmé que, aux termes du cessez-le-feu et de la Charte, le Gouvernement libanais avait l'entière responsabilité des attaques armées commises à partir de son territoire contre Israël — que ce soit par des forces régulières ou irrégulières. Il a ajouté que cette responsabilité était évidente, étant donné les accords officiels conclus entre le Gouvernement libanais et les forces irrégulières opérant contre Israël à partir du territoire libanais. A la fin de sa déclaration, le représentant d'Israël a fait savoir au Conseil de sécurité qu'il avait reçu un communiqué publié par un porte-parole de l'armée israélienne et selon lequel l'opération était terminée et les forces israéliennes se déployaient pour quitter la région¹⁶⁶.

Au cours de la même séance, le représentant de l'Espagne, après avoir fait observer que l'invasion militaire du Liban par les forces armées israéliennes en violation flagrante de la Charte ne saurait être admise et qu'il ne convenait pas que le Conseil reste passif devant des faits reconnus par les parties intéressées, a présenté¹⁶⁷ un projet de résolution¹⁶⁸ et a demandé qu'il soit mis immédiatement aux voix¹⁶⁹. Il a été officiellement appuyé par le représentant de la Zambie¹⁷⁰.

Le Président (France) a fait observer que le projet de résolution dont le Conseil était saisi était une proposition de nature provisoire qui ne préjugait en rien la discussion et la suite du débat¹⁷¹. Après une discussion de procédure sur la question de savoir si le représentant d'Israël devrait être autorisé à prendre la parole à ce stade¹⁷², le Président a mis aux voix la proposition du représentant de la Syrie tendant à ce que le Conseil passe immédiatement au vote. La proposition n'a pas été adoptée¹⁷³, le résultat du vote ayant été 7 voix pour, 2 contre, et 6 abstentions.

Ultérieurement, le représentant d'Israël a soutenu que, l'opération israélienne étant terminée et les forces israéliennes se retirant du territoire libanais, le projet de résolution proposé par le représentant de l'Espagne était dissocié de la réalité et ne tenait pas compte de tous les faits parce qu'il ne faisait pas allusion à la guerre menée contre Israël en violation flagrante de la Charte. L'action israélienne à l'examen avait été uniquement dirigée contre les bases de terroristes imposées au Liban au détriment des intérêts libanais. Il a soutenu que le Conseil de sécurité ne devrait pas prendre de décision, quelle qu'elle soit, avant d'élucider les faits de façon positive et définitive¹⁷⁴.

Le représentant de l'Espagne a déclaré que sa délégation avait présenté le projet de résolution sans préjuger aucune autre mesure que le Conseil de sécurité pourrait souhaiter prendre, du fait que le principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte avait été violé par l'opération israélienne¹⁷⁵.

Au cours de la même séance, le représentant des Etats-Unis a proposé oralement un amendement tendant à ajouter au projet de résolution espagnol les mots « et une cessation immédiate de toutes les opérations militaires dans la région »¹⁷⁶.

Le représentant de l'URSS a proposé oralement un sous-amendement à l'amendement des Etats-Unis, tendant à remplacer les mots « cessez-le-feu immédiat » par les mots « cessation immédiate de l'agression et retrait »¹⁷⁷.

Après que le représentant des Etats-Unis eut appelé l'attention sur le fait que le mot « cessez-le-feu » ne figurait pas dans son amendement, le sous-amendement a été modifié par le représentant de l'URSS pour qu'il se lise : « ainsi que l'arrêt de l'agression israélienne contre le Liban »¹⁷⁸.

A la 1537^e séance, le 12 mai 1970, le sous-amendement de l'URSS à l'amendement des Etats-Unis a été mis aux voix et n'a pas été adopté¹⁷⁹, le résultat du vote ayant été de 3 voix pour, zéro contre et 12 abstentions. L'amendement des Etats-Unis a été ensuite mis aux voix et n'a pas été adopté¹⁸⁰, le résultat du vote ayant été de 2 voix pour, zéro contre et 13 abstentions.

Le projet de résolution présenté par l'Espagne a alors été mis aux voix et adopté¹⁸¹ à l'unanimité. Le texte¹⁸² en était ainsi conçu :

Le Conseil de sécurité

Exige le retrait immédiat du territoire libanais de toutes les forces armées israéliennes.

A la 1538^e séance, qui s'est tenue elle aussi le 12 mai 1970, le représentant du Liban a fait savoir que, d'après les renseignements qu'il venait de recevoir de son pays, les forces israéliennes étaient encore nombreuses dans la région du sud du Liban et ne manifestaient nullement l'intention de se retirer¹⁸³.

Le représentant d'Israël a déclaré que, comme il faisait déjà nuit dans la région, les forces israéliennes qui se trouvaient encore sur le sol libanais ne se retireraient pas afin d'éviter des incidents provoqués par des coups de feu tirés dans l'obscurité¹⁸⁴.

A la 1539^e séance, le 13 mai 1970, le Président a communiqué au Conseil de sécurité un message dans lequel le Secrétaire général disait ne pas encore avoir reçu de renseignements du chef d'état-major par intérim de l'ONUST au sujet de l'application de la résolution 279 (1970) du Conseil en date du 12 mai 1970, du fait qu'il n'était pas possible de faire des vérifications sur le terrain en l'absence de moyens directs d'observation des deux côtés du secteur israélo-libanais¹⁸⁵.

Ultérieurement, il a été donné lecture, devant le Conseil de sécurité, d'une communication¹⁸⁶ en date du 13 mai 1970, émanant du représentant permanent d'Israël, et communiquant à l'ONU un message du Premier Ministre d'Israël. Il y était notamment déclaré que l'opération de nettoyage, que les circonstances avaient obligé Israël à engager, avait été exécutée conformément aux plans, qu'elle était terminée et que les forces israéliennes qui avaient participé à cette opération défensive avaient regagné leurs bases¹⁸⁷.

Au cours de la même séance, le représentant du Liban a déclaré que la nuit précédente les forces aériennes israéliennes, couvrant le retrait des forces israéliennes du

¹⁶⁶ 1537^e séance, par. 31, 34, 36, 38, 39, 40 et 41.

¹⁶⁷ *Ibid.*, par. 46.

¹⁶⁸ *Ibid.* Distribué sous la cote S/9800.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ *Ibid.*, par. 47.

¹⁷¹ *Ibid.*, par. 50.

¹⁷² Voir chap. I^{er}, cas n° 30, et chap. III, cas n° 8.

¹⁷³ 1537^e séance, par. 77.

¹⁷⁴ *Ibid.*, par. 81 et 100.

¹⁷⁵ *Ibid.*, par. 84.

¹⁷⁶ *Ibid.*, par. 91.

¹⁷⁷ *Ibid.*, par. 113.

¹⁷⁸ *Ibid.*, par. 128.

¹⁷⁹ *Ibid.*, par. 129.

¹⁸⁰ *Ibid.*, par. 130.

¹⁸¹ *Ibid.*, par. 131.

¹⁸² Résolution 279 (1970).

¹⁸³ 1538^e séance, par. 30.

¹⁸⁴ *Ibid.*, par. 108.

¹⁸⁵ 1539^e séance, par. 3.

¹⁸⁶ S/9801, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 207.

¹⁸⁷ 1539^e séance, par. 6.

Liban, avaient bombardé des positions militaires et civiles libanaises contrairement aux affirmations d'Israël selon lesquelles la prétendue opération de nettoyage était dirigée contre des positions de commandos au Liban ¹⁸⁸.

A la 1540^e séance, le 14 mai 1970, le représentant des Etats-Unis a insisté sur le fait que son gouvernement continuait de s'opposer à tous actes de violence à travers les frontières en violation du cessez-le-feu, quels qu'en soient les auteurs. A son avis, la façon de faire cesser des violences de ce genre était de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement politique pacifique du conflit arabo-israélien avec la participation de tous les Etats de la région. Comme première mesure dans ce sens, il demandait instamment que les consultations soient reprises entre Israël, le Liban et le Secrétaire général, au sujet des suggestions faites antérieurement par ce dernier et tendant à poster des observateurs en nombre suffisant des deux côtés de la frontière entre Israël et le Liban, afin de mettre au point un accord mutuellement acceptable, sans préjudice de la position juridique des parties en cause, grâce auquel l'ONUST pourrait procéder effectivement à des observations dans la région ¹⁸⁹.

Le représentant d'Israël a fait savoir au Conseil que, au cours de la nuit précédente, une unité des forces irrégulières avait pénétré en Israël après avoir franchi la frontière libanaise et avait ouvert le feu sur un village israélien. Après avoir signalé qu'il y avait eu riposte dans ce cas et dans d'autres cas similaires d'hostilité au cours de la nuit, il a déclaré que c'était là le genre d'actes d'agression qui obligeaient Israël à prendre des mesures défensives pour protéger son territoire et ses ressortissants ¹⁹⁰.

Au cours de la même séance, le Conseil de sécurité a reçu une communication du Secrétaire général indiquant que le Président par intérim de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise avait fait savoir au chef d'état-major par intérim de l'ONUST que le retrait total des forces israéliennes du Liban avait été officiellement confirmé par les autorités libanaises ¹⁹¹.

A la 1541^e séance, le 15 mai 1970, le représentant de la Colombie, faisant état de la nature provisoire de la résolution que le Conseil avait adoptée peu de temps auparavant ¹⁹² et de la non-observation des mesures prises par le Conseil antérieurement, a suggéré que le Conseil de sécurité envisage la possibilité de créer un comité composé de trois membres du Conseil, sans rapport direct avec le conflit, pour entendre les parties, prendre acte des efforts de négociation du Secrétaire général en vue de la négociation et s'informer des solutions politiques des quatre grandes puissances. Ensuite, ce comité proposerait au Conseil, dans un délai raisonnable, des solutions portant sur tous les aspects du problème : réfugiés, frontières, Jérusalem, désarmement, etc. ¹⁹³.

A la 1542^e séance, le 19 mai 1970, après que le Président eut suspendu la séance afin de donner à certaines délégations le temps d'avoir des consultations au sujet d'un projet de résolution ¹⁹⁴, le représentant de la Zambie a donné lecture du texte du projet de résolution ¹⁹⁵ mis au point pendant ces consultations.

Au cours de la même séance, le projet de résolution a été mis aux voix et adopté ¹⁹⁶ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu ¹⁹⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné l'ordre du jour contenu dans le document S/Agenda/1537.

Ayant pris note du contenu de la lettre du représentant permanent du Liban et de la lettre du représentant permanent d'Israël,

Ayant entendu les déclarations des représentants du Liban et d'Israël,

Gravement inquiet de la détérioration de la situation résultant des violations des résolutions du Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 262 (1968) du 31 décembre 1968 et 270 (1969) du 26 août 1969,

Convaincu que l'attaque militaire israélienne contre le Liban était préméditée, à grande échelle et soigneusement préparée,

Rappelant sa résolution 279 (1970) du 12 mai 1970, exigeant le retrait immédiat du territoire libanais de toutes les forces armées israéliennes,

1. *Déplore* le manquement d'Israël à respecter les résolutions 262 (1968) et 270 (1969) du Conseil de sécurité;

2. *Condamne* Israël pour son action militaire préméditée en violation de ses obligations aux termes de la Charte des Nations Unies;

3. *Déclare* que ces attaques armées ne peuvent être tolérées plus longtemps et réitère à Israël son avertissement solennel selon lequel, s'il récidive, le Conseil de sécurité envisagera de prendre, conformément à la résolution 262 (1968) et à la présente résolution, des dispositions ou des mesures appropriées et efficaces en application des articles pertinents de la Charte pour mettre en œuvre ses résolutions;

4. *Déplore* les pertes de vies humaines et les dommages causés aux biens résultant des violations des résolutions du Conseil de sécurité.

Décision du 5 septembre 1970 (1551^e séance) : résolution 285 (1970)

Par une lettre ¹⁹⁸ en date du 5 septembre 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Liban, se référant à sa lettre antérieure ¹⁹⁹ du 4 septembre 1970 relative aux actes d'agression constamment commis par Israël contre le Liban au cours des semaines précédentes, s'est plaint de ce que le jour même deux compagnies d'infanterie des forces armées israéliennes, fortement appuyées par l'aviation, avaient pénétré à l'intérieur du territoire libanais, bombardant des installations civiles et ouvrant des routes à usage militaire, de façon à permettre d'autres opérations expansionnistes. En raison de l'extrême gravité de la situation, qui compromettait la paix et la sécurité du Liban, le Président était prié de convoquer d'urgence le Conseil de sécurité.

A la 1551^e séance, le 5 septembre 1970, après l'adoption ²⁰⁰ de l'ordre du jour, le Conseil a décidé d'inviter ²⁰¹ les représentants du Liban et d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question qui n'a été examinée qu'à cette séance.

Au début de la séance, le Secrétaire général a donné lecture du texte de deux télégrammes qu'il avait reçus du chef d'état-major de l'ONUST au sujet de la question dont le Conseil était saisi. Dans ces télégrammes, il était notamment déclaré que, le 5 septembre 1970, les autorités libanaises avaient informé la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise d'une attaque par des avions israéliens et de l'entrée d'une unité israélienne mixte d'infanterie et de blindés en territoire libanais, et avaient demandé la confirmation par un observateur militaire de l'ONU se trouvant

¹⁸⁸ *Ibid.*, par. 140.

¹⁸⁹ 1540^e séance, par. 32, 34 et 36.

¹⁹⁰ *Ibid.*, par. 59 et 63.

¹⁹¹ *Ibid.*, par. 84.

¹⁹² Résolution 279 (1970).

¹⁹³ 1541^e séance, par. 13 et 14.

¹⁹⁴ 1542^e séance, par. 31 et 32.

¹⁹⁵ *Ibid.*, par. 34. Distribué sous la cote S/9807 et adopté, sans changement, en tant que résolution 280 (1970).

¹⁹⁶ *Ibid.*, par. 57.

¹⁹⁷ Résolution 280 (1970).

¹⁹⁸ S/9925, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1970*, p. 153.

¹⁹⁹ S/9924, *ibid.*, p. 153.

²⁰⁰ 1551^e séance, par. 7.

²⁰¹ *Ibid.*, par. 8.

sur les lieux ainsi que le retrait immédiat de l'unité israélienne du territoire libanais; que l'officier de liaison adjoint des forces israéliennes de défense qui, au départ, n'avait aucun renseignement au sujet de l'attaque susmentionnée, avait ultérieurement, le même jour, fait savoir au chef de l'ONUST que toutes les forces israéliennes de défense s'étaient retirées du territoire libanais. Le Secrétaire général a rappelé qu'il avait déclaré le 12 mai 1970 dans un cas similaire²⁰² qu'il cherchait depuis longtemps, mais sans succès, à augmenter substantiellement le nombre des observateurs de l'ONU de part et d'autre dans la région, ce qui expliquait l'absence de renseignements détaillés sur des opérations comme celle dont le Conseil était saisi²⁰³.

Le représentant du Liban*, après avoir indiqué qu'au cours des deux semaines précédentes des forces armées israéliennes avaient commis cinquante-huit actes d'agression contre le Liban, a répété les accusations formulées dans la lettre dans laquelle il avait demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence et selon lesquelles des forces armées israéliennes, appuyées par l'aviation et par des tanks, avaient franchi la frontière et lancé une attaque à l'intérieur du territoire libanais. Il a déclaré que les opérations militaires israéliennes se poursuivaient, et que des accrochages avaient encore lieu entre les forces israéliennes et des unités de l'armée libanaise à l'intérieur du territoire libanais. Le représentant du Liban a aussi déclaré que son pays demandait au Conseil de sécurité le retrait immédiat et complet de toutes les forces israéliennes de tout le territoire libanais; la condamnation d'Israël pour ses actes répétés d'agression contre le Liban, en violation de la Charte et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité — résolutions 262 (1968) du 31 décembre 1968, 270 (1969) du 26 août 1969, 279 (1970) du 12 mai 1970 et 280 (1970) du 19 mai 1970; l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte contre Israël, conformément au paragraphe 3 de la résolution 280 (1970) du Conseil, par lequel Israël avait été averti que, en cas de répétition d'une attaque armée, le Conseil envisagerait de prendre des dispositions ou des mesures appropriées et efficaces en application des articles pertinents de la Charte pour mettre en œuvre ses résolutions²⁰⁴.

Le représentant d'Israël* a soutenu que la tentative faite par le Liban pour dramatiser un « petit incident de patrouille » ne pouvait justifier la convocation d'urgence du Conseil de sécurité. Il a en outre affirmé que le caractère inéquitable et partial du texte de la résolution 280 (1970) du 19 mai 1970 avait encouragé l'agresseur et que, depuis l'adoption de cette résolution, plus de deux cents actes d'agression avaient été commis, avec la connivence des autorités libanaises, contre le territoire et la population d'Israël à partir du territoire libanais. Il a soutenu que l'accord dit « Accord du Caire », signé entre le Liban et les commandos palestiniens le 3 novembre 1969, était à la base des activités terroristes menées contre Israël à partir du Liban. Il a signalé que cet accord réaffirmait que la lutte armée palestinienne était de l'intérêt du Liban, et que l'armée libanaise s'était engagée à coopérer à l'installation de postes de ravitaillement, de postes de repos et de postes de secours destinés aux commandos palestiniens. Dans cette situation créée par ces actes continus d'agression perpétrés à partir du territoire libanais et par l'incapacité, reconnue, des autorités libanaises de contrôler leur propre territoire, Israël s'était vu obligé d'exercer son droit de légitime défense dans le cas considéré. Les 4 et 5 septembre 1970, une petite unité des forces israéliennes de défense

avait effectué une opération de recherche et de ratissage dirigée uniquement contre les terroristes dans la région concernée du Liban. Elle avait quitté le sol libanais une fois sa mission terminée. Au cours de cette action israélienne peu importante, de nature défensive et limitée, l'armée libanaise n'était pas directement intervenue sauf par quelques tirs d'artillerie à partir de positions éloignées. Le représentant d'Israël a en outre insisté sur le fait que le Liban était tenu, en tant qu'Etat Membre de l'ONU, d'empêcher des forces irrégulières, tout comme aussi des forces régulières, d'utiliser son territoire pour se livrer à des actes d'agression contre un autre Etat Membre. Si le Liban choisissait de répudier ce principe, il ne pouvait pas prétendre être à l'abri d'actes par lesquels Israël se défendait contre l'agression²⁰⁵.

Le représentant de l'Espagne a soutenu que, dans la mesure où une invasion du Liban par Israël s'était produite, le fait que le retrait des troupes avait commencé n'était pas suffisant pour que le Conseil reste inactif. Tenant compte de ce que l'incident à l'examen constituait la répétition d'actes qui avaient eu lieu antérieurement en violation flagrante de certains principes de la Charte, il a prié le Conseil d'agir avec toute l'urgence qu'exigeait la situation et a présenté²⁰⁶ un projet de résolution²⁰⁷. Il a demandé que celui-ci soit mis aux voix avant la fin de la séance²⁰⁸.

Par la suite, le projet de résolution a été mis aux voix et adopté²⁰⁹ par 14 voix contre zéro, avec une abstention. Le texte en était ainsi conçu²¹⁰ :

Le Conseil de sécurité

Exige le retrait complet et immédiat du territoire libanais de toutes les forces armées israéliennes.

Décision du 25 septembre 1971 (1582^e séance) : résolution 298 (1971)

Par une lettre²¹¹ en date du 13 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Jordanie a demandé que le Conseil soit convoqué d'urgence pour examiner les mesures illégales prises par Israël à Jérusalem au mépris des résolutions 252 (1968), 267 (1969) et 271 (1969) du Conseil de sécurité. Il a déclaré qu'Israël avait continué à prendre illégalement et unilatéralement des mesures et des dispositions tendant à modifier le caractère arabe de la ville et de ses environs, et envisageait à ce moment d'adopter une nouvelle loi tendant à reculer les limites de Jérusalem de façon à englober trente autres villes et villages arabes, peuplés de plus de 100 000 habitants. Ces mesures avaient été mentionnées dans les dernières lettres de sa délégation²¹² ainsi que dans les rapports du Secrétaire général en date du 18 février 1971²¹³ et du 20 avril 1971²¹⁴. L'attitude négative d'Israël s'était manifestée depuis qu'il avait commencé à exécuter le prétendu « plan directeur » de Jérusalem. Du fait que la situation créée par les mesures illégales d'Israël constituait une menace directe pour le caractère de Jérusalem

²⁰⁵ *Ibid.*, par. 46, 47, 48, 51, 52, 53, 54 et 55.

²⁰⁶ *Ibid.*, par. 59 et 60 à 64.

²⁰⁷ *Ibid.* Distribué sous la cote S/9928.

²⁰⁸ *Ibid.*, par. 64.

²⁰⁹ *Ibid.*, par. 93.

²¹⁰ Résolution 295 (1970).

²¹¹ S/10313, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, par. 63.

²¹² S/10075, S/10123, S/10130/Corr.1, S/10139, S/10149 et S/10152 *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de janv.-mars 1971*, p. 38 à 41, 79 et 80, 84 à 90, 100, 106, 107 et 108 respectivement; S/10169, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1971*, p. 24 à 26.

²¹³ S/10124, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de janv.-mars 1971*, p. 80 à 82.

²¹⁴ S/10124/Add.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1971*, p. 23 et 24.

²⁰² 1537^e séance, par. 6 à 8.

²⁰³ 1551^e séance, par. 11 à 14.

²⁰⁴ *Ibid.*, par. 16 à 25.

salem, de sa banlieue et des villages environnants, pour la vie et l'avenir de sa population et pour la paix et la sécurité internationales, elle devait être immédiatement examinée par le Conseil de sécurité.

A la 1579^e séance du Conseil de sécurité, le 16 septembre 1971, le représentant de la Syrie a proposé que, puisque les rapports du Secrétaire général présentés en application des résolutions 252 (1968), 267 (1969) et 271 (1969) du Conseil de sécurité se rapportaient à la question qu'allait examiner le Conseil, le point inscrit à l'ordre du jour provisoire au sujet de la situation au Moyen-Orient soit divisé en deux parties et comprenne ces rapports en plus de la lettre en date du 13 septembre 1971 émanant du représentant de la Jordanie²¹⁵. Le point de l'ordre du jour, tel qu'il avait été modifié, a été adopté²¹⁶ sans opposition. Le texte en était ainsi conçu :

La situation au Moyen-Orient

- a) Lettre, en date du 13 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10313);
- b) Rapports du Secrétaire général (S/8052, S/8146, S/9149 et Add. 1, S/9537, S/10124 et Add.1 et 2).

Par la suite, le Conseil a invité²¹⁷ les représentants de la Jordanie, de l'Égypte et d'Israël à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question dont le Conseil était saisi. Des invitations analogues²¹⁸ ont été également adressées aux représentants du Mali, du Maroc, du Liban et de l'Arabie Saoudite à la 1580^e séance, et au représentant de la Tunisie à la 1581^e séance. Le Conseil a examiné la question de sa 1579^e à sa 1582^e séance, tenues entre le 16 et le 25 septembre 1971.

A la 1579^e séance, le 16 septembre 1971, le représentant de la Jordanie* a déclaré que l'aggravation de la situation à Jérusalem était le résultat de la persistance d'Israël à mettre en œuvre des mesures destinées : a) à modifier le statut et le caractère de la Ville sainte, au mépris des résolutions réitérées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité; et b) à empêcher la conclusion d'un règlement juste et pacifique, dans l'espoir que les lignes du cessez-le-feu finiraient par devenir les nouvelles frontières d'Israël. Aux termes des nouvelles lois qu'envisageait Israël, le territoire de Jérusalem serait étendu par l'annexion de trois autres villes arabes et de vingt-sept villages arabes en plus de ceux qui avaient déjà été annexés unilatéralement et illégalement en juin 1967. En outre, des rapports émanant des territoires occupés signalaient des tentatives faites au Parlement israélien pour adopter une loi tendant à limiter les Lieux saints musulmans de la région de Haram Esh-Sherif à la mosquée Al Aqsa et à celle de la Coupole du Rocher, ce qui aurait pour effet que la place de Haram Esh-Sherif et d'autres édifices religieux et culturels qui en faisaient partie, et qui étaient considérés comme sacrés par les musulmans, feraient l'objet de règlements et de fouilles israéliennes illégales. Il a déclaré que les autorités israéliennes se refusaient encore à fournir au Secrétaire général, malgré ses demandes répétées, des renseignements sur le « plan directeur » de la « Grande-Jérusalem » qui prévoyait notamment des mesures intéressant les locaux du Government House — le quartier général de l'ONUST situé dans le *no man's land* à Jérusalem. A la fin de sa déclaration, le représentant de la Jordanie a réitéré l'accusation selon laquelle Israël poursuivait systématiquement et délibérément une politique de judaïsation de la Ville sainte et de ses environs et, à cet égard, a appelé l'attention sur les

points ci-après : ces mesures d'annexion prises par Israël à Jérusalem constituaient une répudiation des engagements pris par Israël aux termes de la convention d'armistice dont il était signataire; elles constituaient une violation de l'accord de cessez-le-feu qui impliquait qu'il serait mis fin aux mouvements de troupe et il fallait déplorer toute tentative en vue d'obtenir des avantages juridiques et géographiques du fait de la situation; elles étaient contraires au droit international contemporain et aux pratiques internationales contemporaines qui ne reconnaissent pas le droit de conquête ni le droit du conquérant d'acquérir des territoires par suite de ses conquêtes; elles étaient en contradiction avec les principes de la Charte des Nations Unies qui réaffirmaient le principe établi selon lequel l'acquisition de territoires par la conquête militaire est inadmissible; elles constituaient une violation des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité se rapportant à Jérusalem, en particulier des résolutions 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale et des résolutions 252 (1968), 267 (1969) et 271 (1969) du Conseil de sécurité; elles constituaient aussi une violation de la Convention de La Haye de 1907 et des Conventions de Genève de 1949 et du droit international et de la pratique internationale régissant l'occupation militaire, de la Convention et du Protocole de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; et ces mesures portaient atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un Etat Membre indépendant et souverain de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné qu'Israël avait violé à maintes reprises les résolutions de l'ONU ainsi que les conventions internationales, le représentant de la Jordanie estimait que le Conseil de sécurité devrait envisager les sanctions qu'il jugeait appropriées aux termes du Chapitre VII de la Charte pour assurer le respect de ses décisions et pour éviter que l'on se trouve, à Jérusalem, devant un fait accompli qui empêche une solution équitable au problème du Moyen-Orient²¹⁹.

A la 1580^e séance, le 16 septembre 1971, le représentant d'Israël* a soutenu que la plainte dont était saisi le Conseil de sécurité constituait une tentative de la Jordanie pour détourner l'attention de ses difficultés intérieures. Il a affirmé qu'il n'avait été question de la Jordanie à propos de Jérusalem qu'à la suite de l'invasion faite en 1948 en violation de la Charte et des résolutions de l'ONU, et de l'occupation illégale ultérieure du secteur oriental de la ville. Il a ajouté que cette occupation ne donnait à la Jordanie aucun droit, en particulier maintenant qu'elle avait pris fin. Elle n'avait jamais été reconnue par aucun des Etats Membres de l'ONU et ne pouvait servir de base pour invoquer des conventions et instruments internationaux; elle ne pouvait pas non plus être utilisée pour s'opposer au droit de la ville à avoir une existence normale et à être reconstruite et développée. Contrairement aux allégations jordaniennes, il n'y avait pas de « plan directeur ». Le développement de Jérusalem, notamment les travaux de construction, ayant été interrompu par la guerre et par le fait que la ville avait été ultérieurement coupée en deux devait de nouveau se faire normalement. Le représentant d'Israël a repoussé les allégations jordaniennes selon lesquelles Israël envisagerait d'étendre les limites de la ville pour qu'elle englobe des villes et villages arabes voisins et leur population, et a déclaré que, en ce qui concerne les dispositions législatives mentionnées dans la plainte de la Jordanie, il s'agissait d'un projet de loi d'intérêt local soumis individuellement par un membre du

²¹⁵ 1579^e séance, par. 3 à 5.

²¹⁶ *Ibid.*, par. 7.

²¹⁷ *Ibid.*, par. 9.

²¹⁸ 1580^e séance, par. 2 et 75; 1581^e séance, par. 45.

²¹⁹ 1579^e séance, par. 17, 19, 20, 27, 28, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 76 à 86.

Parlement israélien et qui avait été depuis longtemps retiré. En conclusion, le représentant d'Israël a déclaré que, tout en rejetant toutes revendications fondées sur l'agression contre Jérusalem et l'ancienne division illégale de la ville, Israël continuerait à être guidé par les droits et intérêts légitimes des habitants de Jérusalem, quelles que soient leur nationalité et leur religion, et veillerait scrupuleusement à assurer la sainteté des Lieux saints, la liberté d'accès à ces lieux et la juridiction des diverses communautés religieuses sur ces lieux ²²⁰.

A la 1582^e séance, le 25 septembre 1971, le représentant de l'URSS a déclaré que les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale sur la question de Jérusalem et sur la situation au Moyen-Orient reposaient sur le principe du droit international universellement reconnu de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre ²²¹. Malgré ces résolutions, Israël continuait à mener une politique visant à la conquête et à l'assimilation des territoires arabes et à empêcher et à torpiller le règlement politique pacifique prévu par le Conseil de sécurité dans sa résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967. Il a conclu en déclarant appuyer la demande des pays arabes tendant à ce qu'une mission spéciale du Conseil de sécurité soit envoyée à Jérusalem ²²².

Au cours de la même séance, le représentant de la Somalie a présenté ²²³ un projet de résolution ²²⁴ dans lequel, après avoir noté les principaux éléments de la question, on cherchait à tracer pour le Conseil une ligne d'action qui permettrait à l'ONU de progresser dans l'exercice de ses responsabilités ²²⁵.

Par la suite, le représentant de la Syrie a proposé ²²⁶ un certain nombre d'amendements ²²⁷ au projet de résolution somali.

En réponse à un appel des représentants de la France ²²⁸, des Etats-Unis ²²⁹, du Royaume-Uni ²³⁰, de la Somalie ²³¹ et de l'Italie ²³² pour qu'il retire ses amendements afin qu'il y ait unanimité, le représentant de la Syrie a retiré le deuxième, le troisième et le quatrième amende-

ment qu'il avait présentés, mais a demandé ²³³ que le premier amendement soit mis aux voix.

A la 1582^e séance, le 25 septembre 1971, l'amendement syrien au projet de résolution présenté par la Somalie a été mis aux voix et adopté ²³⁴ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Par la suite, le paragraphe 5 du projet de résolution a été mis aux voix, un vote séparé ayant été demandé par le représentant de l'URSS ²³⁵, et a été adopté ²³⁶ par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

A la même séance, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été modifié, a été mis aux voix et adopté ²³⁷ par 14 voix contre zéro, avec une abstention. Le texte en était ainsi conçu ²³⁸ :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 252 (1968) du 21 mai 1968 et 267 (1969) du 3 juillet 1969 ainsi que les résolutions antérieures 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale, en date des 4 et 14 juillet 1967, relatives aux mesures et dispositions prises par Israël en vue de modifier le statut de la partie de Jérusalem occupée par les Israéliens,

Ayant examiné la lettre du représentant de la Jordanie sur la situation à Jérusalem et les rapports du Secrétaire général, et ayant entendu les déclarations des parties intéressées,

Réaffirmant le principe que l'acquisition d'un territoire par une conquête militaire est inadmissible,

Notant avec inquiétude qu'Israël se refuse à se conformer aux résolutions susmentionnées,

Notant également avec inquiétude que, depuis l'adoption des résolutions susmentionnées, Israël a pris de nouvelles mesures en vue de modifier le statut et le caractère de la partie occupée de Jérusalem,

1. *Réaffirme* les dispositions de ses résolutions 252 (1968) et 267 (1969);

2. *Déplore* qu'Israël n'ait pas respecté les résolutions précédemment adoptées par l'Organisation des Nations Unies au sujet des mesures et dispositions prises par Israël en vue de modifier le statut de la ville de Jérusalem;

3. *Confirme* de la façon la plus explicite que toutes les dispositions législatives et administratives prises par Israël en vue de modifier le statut de la ville de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens immeubles, le transfert de populations et la législation visant à incorporer la partie occupée, sont totalement nulles et non avenues et ne peuvent modifier le statut de la ville;

4. *Invite instamment* Israël à rapporter toutes les mesures et dispositions précédentes et à ne prendre dans la partie occupée de Jérusalem aucune autre mesure pouvant viser à modifier le statut de la ville ou portant préjudice aux droits des habitants et aux intérêts de la communauté internationale, ou à une paix juste et durable;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Président du Conseil de sécurité et en utilisant les moyens qu'il juge appropriés, y compris l'envoi d'un représentant ou d'une mission, de faire rapport au Conseil en temps opportun, et en tout cas dans les soixante jours, sur l'application de la présente résolution.

²²⁰ 1580^e séance, par. 6, 9, 11, 21, 28, 34, 61 et 69 à 72.

²²¹ Pour l'examen de la question de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, en vertu du paragraphe 4 de l'Article 2, voir chap. XII, cas n° 6.

²²² 1582^e séance, par. 4, 7, 8 à 15, 20, 26 et 30. La suggestion a été faite par un membre invité (Maroc) à la 1581^e séance, par. 24 et 25.

²²³ 1582^e séance, par. 126.

²²⁴ S/10337, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 72.

²²⁵ 1582^e séance, par 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111 et 127 à 133.

²²⁶ *Ibid.*, par. 156.

²²⁷ S/10338/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 72.

²²⁸ 1582^e séance, par. 252 et 253.

²²⁹ *Ibid.*, par. 255.

²³⁰ *Ibid.*, par. 314.

²³¹ *Ibid.*, par. 317.

²³² *Ibid.*, par. 324.

²³³ *Ibid.*, par. 328.

²³⁴ *Ibid.*, par. 335.

²³⁵ *Ibid.*, par. 279, 280, 330, 331 et 332.

²³⁶ *Ibid.*, par. 338.

²³⁷ *Ibid.*, par. 339.

²³⁸ Résolution 298 (1971).

PLAINTÉ DU GOUVERNEMENT CHYPRIOTE

Décision du 10 juin 1969 (1474^e séance) : résolution 266 (1969)

Le 2 juin 1969, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport ²³⁹ sur l'opération des

Nations Unies à Chypre pour la période allant du 3 décembre 1968 au 2 juin 1969. Dans son rapport, le Secrétaire général signalait que, pendant cette période, la situation avait été calme dans l'ensemble. Il ne s'était produit aucune violation majeure du cessez-le-feu, mais certains incidents avaient été, à certains moments, cause de tensions. Les relations entre Chypriotes grecs et Chypriotes

²³⁹ S/9233, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 188 à 199.

turcs avaient continué de s'améliorer quelque peu; en particulier, il y avait eu nette augmentation du nombre des contacts entre les membres des deux communautés. Il s'était créé ainsi un climat plus propice à la normalisation. Le Secrétaire général se déclarait par ailleurs convaincu que, dans les circonstances qui existaient alors, l'activité de maintien de la paix de la Force des Nations Unies était un élément indispensable pour entretenir et améliorer encore le climat de calme dans l'île et pour favoriser les mesures de normalisation. Il estimait, en conséquence, qu'il s'imposait de prolonger encore le stationnement de la Force des Nations Unies. De plus, toutes les parties intéressées étaient favorables au maintien de la présence de la Force à Chypre.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à sa 1474^e séance, le 10 juin 1969, séance au cours de laquelle l'ordre du jour a été adopté²⁴⁰ sans opposition. Les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie ont été invités²⁴¹ à participer aux débats.

A la même séance, à la suite de consultations entre les membres du Conseil avant la séance, l'accord s'est fait sur le texte d'un projet de résolution²⁴², dont le texte était conçu comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 3 juin 1969 (S/9233), la présence de la Force des Nations Unies à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1969,

Notant que l'amélioration de la situation à Chypre s'est maintenue durant la période considérée, comme il ressort des observations contenues dans le rapport,

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 24 novembre 1967;

2. *Prie instamment* les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. *Prolonge* à nouveau d'une période prenant fin le 15 décembre 1969 le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

A la même séance, le Président (Paraguay) a mis aux voix le projet de résolution, qui a été adopté²⁴³ à l'unanimité. Après le vote, le représentant de l'URSS a dit que, eu égard aux vœux des parties directement intéressées, son gouvernement ne s'opposerait pas à la proposition visant à prolonger de nouveau pour une période de six mois le stationnement de la Force des Nations Unies à Chypre étant donné que cette prolongation était tout à fait conforme aux dispositions de la résolution du 4 mars 1964 du Conseil de sécurité, à savoir que les fonctions de la Force

demeureraient les mêmes et que son financement continuerait d'être assuré par des contributions volontaires²⁴⁴.

Décision du 11 décembre 1969 (1521^e séance)

Le 3 décembre 1969, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport²⁴⁵ sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 3 juin au 1^{er} décembre 1969. Dans son rapport, le Secrétaire général déclarait que les efforts patients et persistants déployés depuis près de six ans, dans lesquels la Force des Nations Unies avait joué un rôle vital, avaient permis d'améliorer sensiblement la situation à Chypre, mais que cette situation demeurerait fondamentalement instable et incertaine. Il ne voyait pas d'autre solution que de recommander une nouvelle prolongation du stationnement de la Force des Nations Unies à Chypre²⁴⁶.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à sa 1521^e séance, le 11 décembre 1969, à laquelle l'ordre du jour a été adopté²⁴⁷ sans opposition. Les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie ont été invités²⁴⁸ à participer aux débats.

A la même séance, le Président (Zambie) a déclaré que, à la suite de consultations officieuses qui avaient eu lieu préalablement, un projet de résolution avait été établi. Il a annoncé ultérieurement que d'autres consultations avec les membres du Conseil de sécurité avaient abouti à une modification mineure du troisième alinéa du préambule²⁴⁹.

Le représentant de l'URSS, après avoir souligné que l'opération de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre ne saurait se poursuivre indéfiniment et compte tenu de la position des parties intéressées, a déclaré que son gouvernement ne s'opposait pas à la proposition visant à prolonger le stationnement de la Force des Nations Unies pour une nouvelle période de six mois, à la condition que ses fonctions soient exercées en pleine conformité avec les dispositions de la résolution 186 du Conseil, en date du 4 mars 1964, et que son financement continuerait d'être assuré par des contributions volontaires²⁵⁰.

A la même séance, le Président (Zambie) a mis aux voix le projet de résolution, qui a été adopté²⁵¹ à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu²⁵² :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 3 décembre 1969 (S/9521), la présence de la Force des Nations Unies à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1969,

Notant que l'amélioration de la situation à Chypre s'est poursuivie durant la période considérée, comme il ressort des observations contenues dans le rapport,

²⁴⁴ *Ibid.*, par. 137 à 139.

²⁴⁵ S/9521 et Add.1. *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1969*, p. 135 à 156.

²⁴⁶ Les parties intéressées avaient donné leur accord à la prolongation du stationnement de la Force qui était proposée.

²⁴⁷ 1521^e séance, par. 1.

²⁴⁸ *Ibid.*, par. 1.

²⁴⁹ Le troisième alinéa, sous sa forme modifiée, était ainsi conçu : « *Notant* que l'amélioration de la situation à Chypre s'est poursuivie durant la période considérée, comme il ressort des observations contenues dans le rapport ».

²⁵⁰ 1521^e séance, par. 69 et 70.

²⁵¹ *Ibid.*, par. 72; S/9550/Rev.1.

²⁵² Résolution 274 (1969).

²⁴⁰ 1474^e séance, par. 1.

²⁴¹ *Ibid.*, par. 8.

²⁴² *Ibid.*, par. 10 et 11.

²⁴³ *Ibid.*, par. 64; résolution 266 (1969).

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin, 261 (1968) du 10 décembre 1968 et 266 (1969) du 10 juin 1969, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 24 novembre 1967;

2. *Prie instamment* les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. *Prolonge* à nouveau d'une période prenant fin le 15 juin 1970 le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

Décision du 9 juin 1970 (1543^e séance) : résolution 281 (1970)

Le 1^{er} juin 1970, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport²⁵³ sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période allant du 2 décembre 1969 au 1^{er} juin 1970. Après avoir fait observer que, dans les circonstances existantes, il serait peu réaliste de s'attendre à une solution rapide des problèmes fondamentaux de Chypre et noté que des réductions avaient été opérées depuis six mois tant en ce qui concernait les effectifs que les dépenses de la Force et que ce processus était considéré avec une certaine inquiétude tant par le Gouvernement chypriote que par les dirigeants chypriotes turcs, qui attachaient de l'importance au maintien de la présence des troupes de l'ONU comme garantie de tranquillité et de paix, le Secrétaire général a recommandé le maintien de la Force à son effectif actuel pendant une nouvelle période de six mois.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à sa 1543^e séance, le 9 juin 1970, séance à laquelle l'ordre du jour provisoire a été adopté sans opposition²⁵⁴, et les représentants de Chypre, de la Grèce, de la Turquie ont été invités à participer aux débats²⁵⁵.

A la même séance, le Président (Népal) a annoncé que, à la suite de consultations officieuses entre les membres du Conseil de sécurité, un projet de résolution²⁵⁶ avait été établi pour examen par le Conseil²⁵⁷. Il a mis aux voix ce projet de résolution, qui a été adopté à l'unanimité²⁵⁸. Le texte en était ainsi conçu²⁵⁹ :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 1^{er} juin 1970, la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1970,

Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin, 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 25 novembre 1967;

2. *Prie instamment* les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. *Prolonge* à nouveau, d'une période prenant fin le 15 décembre 1970, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

Après le vote, le représentant de l'URSS a fait observer que six années s'étaient écoulées depuis que la Force des Nations Unies à Chypre était venue à Chypre. Il jugeait nécessaire de souligner que cette opération de maintien de la paix des Nations Unies ne pouvait pas et ne devait pas durer indéfiniment. Par sa nature même, et par sa durée, elle ne saurait à son avis servir de prototype ni de modèle à une opération normale de maintien de la paix des Nations Unies. Le stationnement sur le territoire d'un Etat indépendant et souverain de forces étrangères, même sous l'égide de l'ONU, ne saurait être qu'une mesure exceptionnelle dont l'exécution devait prendre fin à la première occasion. Le représentant de l'URSS a déclaré que son pays ne s'opposait pas à la prolongation du stationnement de la Force des Nations Unies à Chypre pour une nouvelle période de six mois, étant entendu que cette prolongation se ferait en pleine conformité avec les dispositions de la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 4 mars 1964, en d'autres termes que les fonctions de la Force des Nations Unies à Chypre et son financement, assuré par des contributions volontaires, demeureraient inchangés²⁶⁰.

Décision du 10 décembre 1970 (1564^e séance) : résolution 291 (1970)

Le 2 décembre 1970, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport²⁶¹ sur les faits nouveaux survenus entre le 2 juin et le 1^{er} décembre 1970. Après avoir noté que la situation existant à Chypre était caractérisée par une « stabilité négative » — à savoir que pendant les six derniers mois il n'y avait pas eu de nouveaux progrès dans le sens d'une normalisation et de l'élimination de l'affrontement, et qu'il n'y avait pas eu non plus de retour à la situation tendue et explosive qui régnait avant que ne commencent, en juin 1968, les entretiens entre les communautés, le Secrétaire général recommandait au Conseil de sécurité de prolonger à nouveau de six mois le stationnement de la Force, avec l'accord des Gouvernements chypriote, grec et turc, étant donné que si on la retirait le risque était grand d'un retour à un état généralisé de violence entre les communautés.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à sa 1564^e séance, le 10 décembre 1970 — séance au cours de laquelle l'ordre du jour provisoire a été adopté sans opposition²⁶² et les représentants de Chypre,

²⁵³ S/9814, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 215 à 227.

²⁵⁴ 1543^e séance, par. 4.

²⁵⁵ *Ibid.*, par. 5.

²⁵⁶ S/9831. Le projet de résolution a été adopté sans modification en tant que résolution 281 (1970).

²⁵⁷ 1543^e séance, par. 7.

²⁵⁸ *Ibid.*, par. 87.

²⁵⁹ Résolution 281 (1970).

²⁶⁰ 1543^e séance, par. 126 à 128.

²⁶¹ S/10005, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1970*, p. 58 à 72.

²⁶² 1564^e séance, par. 1.

de la Grèce et de la Turquie ont été invités à participer aux débats ²⁶³.

A la même séance, le Président (URSS) a déclaré que, à la suite de consultations officieuses entre les membres du Conseil, un projet de résolution ²⁶⁴ avait été établi ²⁶⁵. Il a mis aux voix ce projet de résolution, qui a été adopté à l'unanimité ²⁶⁶. Le texte en était ainsi conçu ²⁶⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 2 décembre 1970, la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1970,

Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin, 274 (1969) du 11 décembre 1969 et 281 (1970) du 9 juin 1970, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 25 novembre 1967;

2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolument leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 juin 1971, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

Ultérieurement, le représentant de l'URSS a réaffirmé la position de son gouvernement, à savoir qu'un stationnement aussi long que le stationnement de sept ans des troupes des Nations Unies à Chypre ne saurait être considéré comme normal et que la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un Etat indépendant et souverain, même sous l'égide de l'ONU, ne pouvait être qu'une mesure provisoire et extraordinaire, à laquelle il fallait mettre fin à la première occasion. Après avoir exprimé l'espoir que cette occasion se présenterait au plus tard à l'expiration de la période de six mois pendant laquelle le stationnement de la Force des Nations Unies à Chypre venait d'être prolongé, il a déclaré que c'était dans cet esprit et compte tenu aussi de la position en la matière des parties intéressées que l'URSS n'avait pas soulevé à ce stade la question du retrait de ces troupes de Chypre. Le représentant de l'URSS a fait aussi observer que son gouvernement ne s'était pas opposé à la prolongation du stationnement des troupes des Nations Unies à Chypre pour une nouvelle période de six mois, étant entendu que cette prolongation se fait en pleine conformité avec les dispositions de la résolution 186 (1964) du Conseil — à savoir que la Force conserverait le rôle limité qu'elle avait alors et que son financement continuerait d'être assuré par des contributions volontaires ²⁶⁸.

Décision du 26 mai 1971 (1568^e séance) : résolution 293 (1971)

Le 20 mai 1971, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport ²⁶⁹ sur les faits nouveaux survenus entre le 2 décembre 1970 et le 19 mai 1971. Le Secrétaire général signalait que, pendant cette période, la situation à Chypre n'avait pas connu d'amélioration sensible et que rien n'indiquait qu'on s'acheminât vers une solution négociée des problèmes fondamentaux de l'île. Bien au contraire, tant les porte-parole du Gouvernement chypriote que ceux de la communauté chypriote turque avaient eu parfois tendance à adopter des attitudes tranchantes dans leurs déclarations publiques, aggravant la tension. Des signes étaient là qui montraient clairement que si on ne redoublait pas d'efforts pour aplanir les difficultés existantes, Chypre risquait de connaître une nouvelle période de tension au cours de laquelle il serait vain de s'attendre à des progrès très importants sur la voie du règlement des principaux problèmes, tandis que de nouveaux troubles seraient sérieusement à redouter. Le Secrétaire général, dans ces circonstances, recommandait que le Conseil prolonge pour une nouvelle période de six mois le mandat de la Force des Nations Unies à Chypre, c'est-à-dire jusqu'au 15 décembre 1971. Après avoir fait observer que toutes les parties principalement intéressées étaient d'accord avec cette recommandation, il signalait qu'il n'était pas souhaitable de diminuer sensiblement les activités de la Force tant qu'on ne serait pas parvenu à réduire dans une large mesure l'affrontement entre les forces de l'île. A cet égard, le Secrétaire général appelait l'attention sur le fait que c'était la dix-neuvième fois qu'il recommandait au Conseil de sécurité de prolonger le mandat de la Force et faisait observer que la perspective d'un engagement apparemment illimité de l'ONU à Chypre posait des problèmes fondamentaux à l'Organisation sur le plan de ses responsabilités en ce qui concernait le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il croyait que le moment était venu de procéder à un examen d'ensemble de ce problème, et exprimait l'espoir que les membres du Conseil de sécurité lui accorderaient la plus grande attention dans les mois à venir et penseraient particulièrement à des solutions constructives pouvant remplacer les arrangements alors en vigueur.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à ses 1567^e et 1568^e séances, le 26 mai 1971.

A la 1567^e séance, le Conseil de sécurité a adopté ²⁷⁰, sans opposition, l'ordre du jour provisoire et invité les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie à participer aux débats ²⁷¹.

Ultérieurement, le Président (Burundi) a annoncé que, au cours des discussions officieuses tenues entre les membres du Conseil, un projet de résolution ²⁷² avait été mis au point ²⁷³.

Au cours de la même séance, le Président a mis aux voix le projet de résolution, qui a été adopté à l'unanimité ²⁷⁴. Le texte en était ainsi conçu ²⁷⁵ :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 20 mai 1971, la présence de la Force des Nations Unies chargée

²⁶³ *Ibid.*, par. 1.

²⁶⁴ S/10036. Le projet de résolution a été adopté sans modification en tant que résolution 291 (1970).

²⁶⁵ 1564^e séance, par. 3.

²⁶⁶ *Ibid.*, par. 86.

²⁶⁷ Résolution 291 (1970).

²⁶⁸ 1564^e séance, par. 162 à 164.

²⁶⁹ S/10199, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1971*, p. 54 à 64.

²⁷⁰ 1567^e séance, par. 1.

²⁷¹ *Ibid.*, par. 2.

²⁷² S/10209. Le projet de résolution a été adopté sans modification en tant que résolution 293 (1971).

²⁷³ 1567^e séance, par. 3.

²⁷⁴ *Ibid.*, par. 127.

²⁷⁵ Résolution 293 (1971).

du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1971,

Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, et 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 25 novembre 1967;

2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre résolution leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 décembre 1971, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

A la 1568^e séance, le 25 mai 1971, le représentant de l'URSS a déclaré que la position de son pays sur la question de Chypre demeurerait absolument inchangée. La question de Chypre devait être réglée sur la base de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Chypre et sans ingérence extérieure. Toutes les forces étrangères devaient être retirées du territoire. Le représentant de l'URSS a souligné de nouveau que bien des années s'étaient écoulées depuis que les contingents militaires étrangers appelés Force des Nations Unies avaient été envoyés pour la première fois à Chypre. Une opération aussi prolongée de l'ONU en vue du maintien de la paix pouvait difficilement servir d'exemple. En elle-même, la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un Etat souverain et indépendant, même sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et opérant en son nom, ne pouvait être qu'une mesure exceptionnelle et provisoire dont l'exécution devait prendre fin le plus rapidement possible. Cela étant, et compte tenu de la position adoptée à cet égard par les parties intéressées, la délégation soviétique ne soulevait pas à ce stade la question du retrait total de ces troupes du territoire de Chypre. En outre, l'URSS avait accepté le prolongement du mandat de la Force, étant entendu qu'il serait entièrement conforme à la résolution 186 (1964) du Conseil et de ses résolutions ultérieures sur la question de Chypre, c'est-à-dire que les fonctions de ces troupes et le mode de leur financement sur la base de contributions volontaires demeuraient inchangés²⁷⁶.

Décision du 13 décembre 1971 (1613^e séance) : résolution 305 (1971)

Le 30 novembre 1971, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport²⁷⁷ exposant les faits nouveaux intervenus entre le 20 mai et le 30 novembre 1971. Après avoir déclaré que la période considérée avait été marquée par une détérioration de la situation générale à Chypre, le Secrétaire général signalait que le malaise qui

régnait alors était dû en grande partie aux incertitudes qui caractérisaient les entretiens entre les deux communautés, qui avaient fini par déboucher sur une impasse. Il restait convaincu que le meilleur moyen de parvenir à une solution du problème de Chypre était de favoriser la négociation d'un accord entre les deux communautés sur les aspects constitutionnels. Le Secrétaire général faisait également observer que les entretiens entre les deux communautés étaient arrivés sous la forme qu'ils revêtaient alors à une impasse, qui ne pourrait être surmontée que si un nouvel élan leur était donné. Cela étant, il formulait quelques suggestions de procédure visant à relancer ces entretiens et à les rendre plus efficaces. Il pensait que, en vue de faciliter à l'avenir le déroulement des entretiens entre les deux communautés, son représentant spécial à Chypre devrait, dans l'exercice des bons offices du Secrétaire général, participer aux entretiens entre les représentants des deux communautés et que les Gouvernements grec et turc devraient d'autre part désigner chacun un spécialiste du droit constitutionnel qui participerait aux conversations à titre consultatif. Le Secrétaire général soulignait qu'il n'était pas question que le représentant spécial joue un rôle de médiateur et fasse des propositions sur la manière de résoudre le problème quant au fond.

Dans son rapport, le Secrétaire général faisait également observer que deux craintes dominaient plus particulièrement le problème chypriote : la crainte du partage, du côté chypriote grec, et la crainte de l'*énosis*, du côté chypriote turc. Il lui semblait que si le Conseil de sécurité pouvait aider les parties à aplanir les difficultés que créaient ces deux idées et, ce faisant, réaffirmer sa propre volonté de faire en sorte qu'un règlement juste soit trouvé à Chypre dans le respect des principes de la Charte et conformément à l'esprit et à la lettre des résolutions qu'il avait adoptées à ce sujet, le climat des entretiens entre les deux communautés ainsi que les relations entre les deux parties s'en trouveraient améliorés. Le Secrétaire général exprimait par ailleurs l'avis que sur certains des problèmes fondamentaux, les avis et les directives du Conseil, ainsi que les nouvelles initiatives qu'il pourrait prendre, avec l'accord des parties, apporteraient un élément rassurant et constructif à leurs efforts en vue de parvenir à un règlement. Il appartiendrait au Conseil lui-même d'examiner quelle serait pour lui la meilleure façon de remplir son rôle. Étant donné la tension qui régnait alors à Chypre et qu'il était indispensable, alors qu'on continuait à rechercher une solution au problème de Chypre, de maintenir le calme dans l'île, le Secrétaire général recommandait, avec l'accord des parties intéressées, la prolongation du mandat de la Force des Nations Unies à Chypre pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 15 juin 1972.

Après avoir rappelé que la perspective d'un engagement apparemment illimité de l'ONU à Chypre posait des problèmes fondamentaux à l'Organisation sur le plan de ses responsabilités en ce qui concernait le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Secrétaire général a déclaré qu'il n'avait formulé aucune suggestion en vue de solutions constructives pouvant remplacer les arrangements alors en vigueur, car la possibilité d'en trouver dépendait du résultat des efforts en cours pour relancer les entretiens entre les deux communautés et des conséquences qui pourraient en résulter pour la situation dans l'île.

Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général à ses 1612^e et 1613^e séances, le 13 décembre 1971. A la 1612^e séance, l'ordre du jour provisoire a été adopté sans opposition²⁷⁸ et les représentants de Chypre,

²⁷⁶ 1568^e séance, par. 11 à 115.

²⁷⁷ S/10401, Doc. off., 26^e année, Suppl. d'oct.-déc. 1971, p. 45 à 59.

²⁷⁸ 1612^e séance, par. 1.

de la Grèce et de la Turquie ont été invités à participer aux débats ²⁷⁹.

Ultérieurement, le Président a annoncé que, à la suite des consultations que les membres du Conseil de sécurité avaient tenues avant la séance, un projet de résolution ²⁸⁰ avait été mis au point ²⁸¹. Le projet de résolution a été mis aux voix et adopté par 14 voix contre zéro. Un membre n'a pas participé au vote ²⁸². Le texte en était ainsi conçu ²⁸³ :

Le Conseil de sécurité,

Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 30 novembre 1971, la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1971,

Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, et 293 (1971) du 26 mai 1971, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 25 novembre 1967;

2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre de manière accélérée et résolue leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 juin 1972, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif.

A la même séance, le représentant de Chypre* a notamment déclaré que son gouvernement avait décidé d'accepter, en dépit de certaines réserves, les suggestions du Secré-

taire général relatives aux entretiens entre les deux communautés, étant entendu qu'elles ne créeraient pas de précédent. Il a souligné que si les nouveaux efforts déployés dans le cadre de la proposition du Secrétaire général n'aboutissaient pas à la réalisation des objectifs du Conseil de sécurité — tels qu'ils étaient énoncés dans la résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 —, soit le Conseil, de sa propre initiative, soit le Gouvernement chypriote demanderait au Conseil de sécurité de mettre en œuvre l'autre suggestion du Secrétaire général visant à ce que le Conseil de sécurité s'engage plus activement à aider les parties dans la recherche d'une solution au problème de Chypre ²⁸⁴.

Le représentant de la Turquie* s'est déclaré convaincu que la poursuite des contacts entre le Secrétaire général et les parties intéressées sur la question de la relance des entretiens entre les deux communautés aboutirait sous peu à un consensus à partir duquel les entretiens pourraient reprendre ²⁸⁵.

Le représentant de la Grèce* a réaffirmé que son gouvernement acceptait la suggestion du Secrétaire général concernant la relance des entretiens entre les deux communautés et souligné que la participation d'un représentant du Secrétaire général à ces conversations, dans le cadre de l'exercice des bons offices du Secrétaire général, était conforme à la résolution 244 (1967) du Conseil, en date du 22 décembre 1967, en particulier au paragraphe 3, sur la base duquel le dialogue avait été entamé ²⁸⁶.

Le représentant de l'URSS a déclaré que la position de son gouvernement sur la question de Chypre, telle qu'il avait déjà eu l'occasion de l'exposer, demeurait inchangée, et qu'il partageait le point de vue, exprimé par le Secrétaire général dans son rapport et aussi avancé par le représentant de Chypre, selon lequel le Conseil de sécurité devrait être associé plus activement à la recherche d'une solution au problème de Chypre. Le Conseil de sécurité devrait de nouveau étudier toutes les possibilités de règlement de la situation à Chypre qui conduiraient au retrait des troupes des Nations Unies de l'île. Le représentant de l'URSS a noté que c'était à cette condition et compte tenu de la position des parties intéressées en la matière que la délégation soviétique n'avait pas à ce stade soulevé la question du retrait des troupes des Nations Unies de Chypre ²⁸⁷.

A la 1613^e séance, le 13 décembre 1971, le Président, au nom du Conseil, a adressé aux parties intéressées un appel pour qu'elles conviennent des modalités de la relance des entretiens, conformément aux suggestions faites par le Secrétaire général ²⁸⁸.

²⁷⁹ *Ibid.*, par. 3.

²⁸⁰ S/10441. Le projet de résolution a été adopté sans modification — mais avec l'insertion, au paragraphe 2 du texte original, des mots « *and accelerate* », qui avaient été omis, après le mot « *continué* » — en tant que résolution 305 (1971).

²⁸¹ 1612^e séance, par. 5.

²⁸² *Ibid.*, par. 6.

²⁸³ Résolution 305 (1971).

²⁸⁴ 1612^e séance, par. 30 à 31, 33 à 35, 37 et 38.

²⁸⁵ *Ibid.*, par. 52.

²⁸⁶ *Ibid.*, par. 68.

²⁸⁷ *Ibid.*, par. 145, 147, 148 et 152 à 156.

²⁸⁸ 1613^e séance, par. 72.

LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD

Décision du 17 juin 1969 (1477^e séance) :

Déclaration du Président

Décision du 24 juin 1969 (1481^e séance) :

Rejet du projet de résolution

Par une lettre ²⁸⁹ en date du 6 juin 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays

suiuants : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Botswana, Burundi, Cameroun, Ceylan, Chypre, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Philippines, République arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Souaziland, Soudan, Syrie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Yémen, Yémen du Sud, Yougoslavie, Zambie, ont prié le Président du Conseil de

²⁸⁹ S/9237 et Add.1 et 2, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 200. Le document S/9237/Add.1 du 9 juin 1969 indiquait que la Côte d'Ivoire et la Mongolie s'étaient jointes à la liste des signataires de la lettre; le document S/9237/Add.2 du 13 juin 1969 indiquait que Chypre s'était également jointe à cette liste.

sécurité de convoquer d'urgence une réunion du Conseil de sécurité pour examiner la situation en Rhodésie du Sud (Zimbabwe). Il était dit dans la lettre que, en raison de la non-coopération de plusieurs Etats Membres dont, en particulier, l'Afrique du Sud et le Portugal, les sanctions obligatoires globales imposées en vertu de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 29 mai 1968, n'avaient pas abouti aux résultats recherchés. Le régime illégal de la minorité raciste continuait à renforcer son contrôle sur le territoire et sur la population et envisageait de nouvelles mesures tendant à officialiser un régime d'*apartheid* déjà pratiqué dans le territoire. La détérioration rapide de la situation et le refus du Royaume-Uni d'agir de la façon appropriée — c'est-à-dire de recourir à l'usage de la force — avaient créé une situation grave qui constituait une menace croissante à la paix et à la sécurité internationales. Le Conseil devait envisager des mesures plus énergiques dans le cadre du Chapitre VII de la Charte afin de permettre au peuple de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) d'exercer son droit à l'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

A la 1475^e séance, le 13 juin 1969, le Conseil a adopté l'ordre du jour²⁹⁰, qui comprenait aussi, à la demande du représentant de l'Algérie, deux rapports²⁹¹ du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. Le Conseil a examiné la question de sa 1475^e à sa 1481^e séance, entre le 13 et le 24 juin 1969. Les représentants de l'Arabie Saoudite, du Burundi, de la Guinée, de l'Inde, de la Mauritanie, de la République-Unie de Tanzanie, de la Somalie et du Soudan ont été invités à participer aux débats²⁹².

A la 1475^e séance, le Président a appelé l'attention²⁹³ du Conseil sur une lettre²⁹⁴, en date du 10 juin 1969, par laquelle le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux transmettait le texte d'une résolution du Comité spécial, de même date, sur la situation en Rhodésie du Sud.

A la même séance, le représentant de l'Algérie a déclaré qu'il était indispensable que le Conseil de sécurité procède à un nouvel examen du problème de la Rhodésie, étant donné l'inefficacité des sanctions économiques imposées

aux termes de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité et la détérioration progressive de la situation qui, le Conseil l'avait déjà reconnu, constituait une menace à la paix. Le régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui aurait dû se débattre dans des difficultés économiques insurmontables par suite des sanctions imposées contre lui, était à la veille de franchir une étape nouvelle dans la voie de sa consolidation et d'une réaffirmation encore plus marquée de son caractère raciste en soumettant à un référendum son projet de constitution. L'inefficacité des sanctions économiques était due essentiellement au fait que le territoire bénéficiait de sources d'approvisionnement en Afrique du Sud et au Portugal, et aussi au fait que certains autres Etats n'avaient pas appliqué intégralement les dispositions de la résolution 253 (1968). La Puissance administrante, qui était encore au premier chef responsable de la situation en Rhodésie du Sud, se refusait à prendre les mesures plus énergiques réclamées par les pays africains pour mettre fin à la rébellion. Le Conseil de sécurité se devait donc d'appliquer des mesures plus étendues et plus énergiques avec toute la fermeté qu'exigeait la situation et en engageant toute son autorité pour une application plus stricte de ses décisions²⁹⁵.

Le représentant de la Zambie a déclaré que la question fondamentale était qu'il existait en Rhodésie du Sud un régime minoritaire raciste et illégal qui contrôlait le territoire et qui refusait à la majorité du peuple du Zimbabwe le droit à la libre détermination. Face au défi lancé par l'Afrique du Sud et le Portugal, qui avaient voué à l'échec les sanctions, la manière dont le Conseil de sécurité devait agir consistait, de toute évidence, à étendre les sanctions obligatoires à ces deux pays. Si le Conseil de sécurité voulait réussir en Rhodésie du Sud, il devait être prêt à appliquer les dispositions des Articles 41 et 42 du Chapitre VII de la Charte. Le Royaume-Uni avait exclu l'emploi de la seule arme dont il aurait pu se servir pour mater la rébellion, sous prétexte que le recours à la force entraînerait des pertes inutiles de vies et de biens et qu'il existait des possibilités de règlement négocié. Or, le projet de constitution proposé montrait clairement qu'il n'existait aucune possibilité de règlement négocié et qu'une guerre raciale semblait inévitable. Si le Conseil ne prenait pas de mesures efficaces, il n'y aurait d'autre choix que le recours à la force : la seule question était de savoir s'il serait le fait de la Puissance administrante ou du peuple du Zimbabwe lui-même. Le représentant de la Zambie a instamment prié le Conseil de peser les conséquences et de prendre des mesures efficaces²⁹⁶.

Les représentants du Burundi*, de la Guinée*, de la Hongrie, de l'Inde*, de la Mauritanie*, du Népal, du Pakistan, de la République-Unie de Tanzanie*, du Sénégal, de la Somalie*, du Soudan* et de l'URSS ont aussi déploré l'inefficacité des sanctions économiques et le fait que certains Etats Membres n'appliquaient pas intégralement les décisions pertinentes du Conseil de sécurité, et ils ont demandé l'application de mesures plus énergiques et plus efficaces, y compris l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte et le recours à la force par la Puissance administrante²⁹⁷.

A la 1475^e séance, le représentant du Royaume-Uni a souligné qu'il importait que le Conseil de sécurité prenne

²⁹⁰ 1475^e séance, par. 1.

²⁹¹ S/8954, *Doc. off.*, 23^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1968*, p. 181 à 295, et S/9252 et Add. 1, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 209 à 349. Dans son premier rapport (S/8954), le Comité déclarait notamment que, en violation de la résolution 232 (1966), certains pays, outre l'Afrique du Sud et le Portugal, avaient continué de commercer avec la Rhodésie du Sud. Dans son deuxième rapport (S/9252 et Add.1), le Comité signalait que, par suite du refus de l'Afrique du Sud et du Portugal de prendre des mesures en application des décisions du Conseil et du fait que certains autres Etats n'appliquaient pas pleinement les dispositions de la résolution 253 (1968), force lui était d'observer que les sanctions prises par ladite résolution contre le régime illégal en Rhodésie du Sud n'avaient pas donné encore les résultats souhaités par le Conseil de sécurité. Le Comité estimait qu'il faudrait envisager des mesures plus efficaces pour assurer l'application intégrale de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité.

²⁹² 1477^e séance, par. 1, 2 et 74; 1478^e séance, par. 1 à 4; 1480^e séance, par. 1 à 3.

²⁹³ 1475^e séance, par. 6.

²⁹⁴ S/9244, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1969*, p. 204. Dans sa résolution sur la Rhodésie du Sud, le Comité spécial, notamment, appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la gravité de la situation en Rhodésie du Sud, qui constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales, et sur la nécessité urgente d'appliquer certaines mesures, envisagées au Chapitre VII de la Charte, contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud et les Gouvernements sud-africains et portugais, qui avaient refusé d'appliquer les décisions obligatoires du Conseil de sécurité. Pour la discussion sur lesdites mesures, voir chap. XI, cas n° 4.

²⁹⁵ 1475^e séance, par. 9 à 23.

²⁹⁶ *Ibid.*, par. 31 à 45.

²⁹⁷ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1475^e séance : Pakistan, par. 87 à 118; Sénégal, par. 49 et 50, 63; 1476^e séance : Hongrie, par. 82 à 85; Népal, par. 17 à 23; URSS, par. 24 à 52; 1477^e séance : Guinée*, par. 60 à 69; Mauritanie*, par. 20 à 30; République-Unie de Tanzanie*, par. 38 à 51; Somalie*, par. 77 à 90; 1478^e séance : Inde*, par. 9 à 21; Soudan*, par. 26 à 32; 1480^e séance : Burundi*, par. 27 à 34.

d'urgence et à l'unanimité, avant le référendum qu'il était proposé d'organiser en Rhodésie du Sud, des mesures condamnant les propositions visant à la promulgation d'une nouvelle constitution, dont le caractère ouvertement raciste était une violation des principes démocratiques, et il a invité de nouveau tous les Etats à refuser de reconnaître le régime illégal, sous quelque forme que ce soit. Le Gouvernement britannique serait alors disposé à consulter d'autres gouvernements, en particulier les gouvernements africains, sur ce qui pourrait être fait de plus. De son côté, le Gouvernement britannique était déterminé à suivre sans faiblesse sa ligne de conduite qui consistait à refuser de reconnaître un régime illégal et à maintenir les sanctions. Le principe le plus important était qu'il n'était pas possible d'accepter un règlement qui ne soit pas approuvé par la population de la Rhodésie tout entière ²⁹⁸.

A la 1477^e séance, le 17 juin 1969, le Président du Conseil (Paraguay) a fait la déclaration suivante ²⁹⁹ :

Au cours du débat qui a eu lieu ici sur cette question, tous les membres du Conseil de sécurité ont fait connaître leurs points de vue. Dans leurs déclarations, ils ont été unanimes à juger illégal le référendum auquel le régime illégal de Rhodésie du Sud se propose de procéder le 20 juin. Ils n'ont pas jugé valides les prétendues propositions constitutionnelles, et ils ont déclaré que toute constitution promulguée par le régime de la minorité raciste n'aurait aucun effet juridique.

Etant donné le danger permanent que la situation en Rhodésie du Sud crée pour la paix et la sécurité internationales, le Conseil va maintenant poursuivre l'examen de cette question.

A la 1479^e séance, le 19 juin 1969, le représentant de l'Algérie a présenté ³⁰⁰ un projet de résolution ³⁰¹ qui avait pour auteurs l'Algérie, le Népal, le Pakistan, le Sénégal et la Zambie, et aux termes duquel le Conseil, ayant réaffirmé sa résolution 232 (1966) dans laquelle il avait constaté que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales, soulignerait la responsabilité du Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, quant à la situation qui régnait en Rhodésie du Sud et condamnerait les prétendues propositions constitutionnelles du régime illégal de la minorité raciste visant à perpétuer son pouvoir et à consacrer le système de l'*apartheid* en Rhodésie du Sud; demanderait instamment au Royaume-Uni de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires, y compris l'usage de la force, pour mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud et pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; déciderait que tous les Etats rompraient immédiatement toutes leurs relations économiques et autres avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud, y compris les communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, téléphoniques, radioélectriques et autres moyens de communication; censurerait l'assistance que les gouvernements portugais et sud-africain fournissent au régime illégal en faisant fi des résolutions du Conseil de sécurité; déciderait que les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées appliqueraient les mesures concernant les importations et les exportations envisagées dans la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité et dans la présente résolution contre la République sud-africaine et la colonie portugaise du Mozambique; demanderait à tous les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées d'appliquer

les décisions du Conseil de sécurité, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Charte; demanderait à tous les Etats Membres, et en particulier à ceux à qui incombait, en vertu de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de contribuer effectivement à l'application des mesures prévues dans le projet de résolution; demanderait instamment à tous les Etats d'apporter leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe, afin de leur permettre d'obtenir la liberté et l'indépendance; prierait tous les Etats de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'ils auraient prises pour l'application du projet de résolution présenté; et prierait le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité des progrès de cette application.

A la même séance, le représentant du Royaume-Uni, se référant à la demande formulée par un certain nombre de représentants visant à ce que son gouvernement recoure à la force, a déclaré que depuis que la Rhodésie avait été érigée en colonie autonome, en 1923, il n'y avait jamais eu là-bas ni armée britannique, ni fonctionnaires britanniques qui aient une autorité sur le plan administratif. Il ne s'agissait donc pas simplement d'agir sur le plan local pour maintenir l'ordre, mais d'une invasion et du déclenchement d'une guerre. Le Royaume-Uni n'était pas en mesure d'agir de la sorte, car, une fois que l'on commençait à employer la force, une escalade s'ensuivait aisément et les résultats étaient incalculables. S'agissant de l'extension des sanctions au Portugal et à l'Afrique du Sud, le représentant du Royaume-Uni a réaffirmé que son gouvernement, en raison des liens économiques très forts existant depuis longtemps entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud, ne pouvait prendre une mesure aussi extrême qu'une campagne complète de sanctions économiques appuyées par un blocus maritime de toute l'Afrique australe. En conclusion, après avoir exclu le recours à la force et l'extension des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal, il a réaffirmé que son gouvernement était d'avis qu'il fallait maintenir et, si possible, intensifier les sanctions contre la Rhodésie du Sud ³⁰².

Les représentants de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France et du Paraguay, après avoir condamné le projet de constitution que le régime illégal de Rhodésie du Sud soumettait à un vote, ont déclaré que le Conseil devait s'efforcer de décider de mesures efficaces, sur la base de l'unanimité et non à partir de propositions telles que le recours à la force et l'extension des sanctions économiques à l'Afrique du Sud et au Portugal — qui ne pouvaient que diviser le Conseil ³⁰³.

A la 1481^e séance, le 24 juin 1969, le projet de résolution des cinq puissances a été mis aux voix et n'a pas été adopté. Il a recueilli 8 voix; il n'y a eu aucune voix contre, et il y a eu 7 abstentions ³⁰⁴.

Décision du 17 mars 1970 (1534^e séance) :

Rejet d'une motion d'ajournement de la séance

Décision du 17 mars 1970 (1534^e séance) :

Rejet d'une motion de suspension de la séance

Décision du 17 mars 1970 (1534^e séance) :

Rejet du projet de résolution du Royaume-Uni

³⁰² 1479^e séance, par. 30 à 39.

³⁰³ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1475^e séance : Etats-Unis d'Amérique, par. 119 à 136; 1476^e séance : Colombie, par. 61 et 62; Finlande, par. 54 à 58; France, par. 6 à 10; 1480^e séance : Finlande, par. 6 à 9; 1481^e séance : Colombie, par. 109; Etats-Unis d'Amérique, par. 110 à 115; France, par. 103; Paraguay, par. 129 à 139.

³⁰⁴ 1481^e séance, par. 78.

²⁹⁸ 1475^e séance, par. 70 à 83.

²⁹⁹ 1477^e séance, par. 4 et 5.

³⁰⁰ 1479^e séance, par. 7 à 21.

³⁰¹ S/9270/Rev.1, Doc. off., 24^e année, Suppl. d'avr.-juin 1969, p. 358.

Décision du 17 mars 1970 (1534^e séance) :

Rejet du projet de résolution commun présenté par le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie

Décision du 18 mars 1970 (1535^e séance) : résolution 277 (1970)

Par une lettre³⁰⁵ en date du 3 mars 1970, le représentant du Royaume-Uni a fait connaître au Président du Conseil de sécurité que « le régime illégal de la Rhodésie du Sud a eu la prétention de déclarer dissous son parlement illégal et de proclamer la République ». Après avoir signalé que cette déclaration, comme la déclaration d'indépendance de 1965 et les actes ultérieurs, était illégale, il a demandé, au nom de son gouvernement, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

A la 1530^e séance, le 6 mars 1970, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour³⁰⁶ la lettre du représentant du Royaume-Uni et examiné la question de sa 1530^e à sa 1535^e séance, entre le 6 et le 18 mars 1970. A sa 1531^e séance, le 11 mars 1970, le Conseil a aussi inscrit à son ordre du jour une lettre³⁰⁷, en date du 6 mars 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des pays suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Congo (République populaire du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan, Tchad Togo, Tunisie, Zambie, demandant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité en vue d'examiner « la détérioration de la situation en Rhodésie du Sud, à la suite de la proclamation d'une prétendue république par le régime minoritaire raciste illégal de Salisbury, menaçant de ce fait la paix et la sécurité internationales ». Le représentant du Gabon s'est par la suite associé à la demande en question³⁰⁸.

A la 1531^e séance, le 11 mars, les représentants de l'Algérie, du Sénégal et du Pakistan ont été invités à participer aux débats du Conseil³⁰⁹. A des séances ultérieures, le Conseil a invité aussi les représentants de la Yougoslavie³¹⁰, de l'Inde³¹¹ et de l'Arabie Saoudite³¹² à participer aux débats.

A la 1530^e séance, le 6 mars 1970, le Président a appelé l'attention du Conseil sur un projet de résolution du Royaume-Uni présenté le 3 mars 1970³¹³, qui a été ultérieurement révisé. Aux termes de la version révisée du projet de résolution³¹⁴, le Conseil de sécurité, après avoir rappelé et réaffirmé ses résolutions 216 (1965), 217 (1965), 221 (1966), 232 (1966) et 253 (1968), condamnerait les actes illégaux du régime minoritaire raciste de la Rhodésie du Sud, notamment celui par lequel il avait eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut d'une république, et déciderait, conformément à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, que tous les Etats Membres de l'ONU s'abstiendraient de reconnaître ce régime illégal ou de lui prêter une assistance quelle qu'elle fût et prierait instamment les Etats non membres de l'Organisation, eu

égard aux principes énoncés à l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, d'agir en conséquence.

En présentant la version révisée du projet de résolution, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le Conseil devrait concentrer ses efforts sur un seul but, à savoir refuser fermement et à l'unanimité la reconnaissance du statut de république que le régime illégal de Salisbury avait eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud. Il a instamment prié le Conseil, agissant d'un commun accord et sans le moindre délai, d'adopter le projet de résolution, comme il l'avait fait précédemment en adoptant la résolution 216 (1965)³¹⁵.

A la demande du représentant de la Zambie, qui, parlant au nom des délégations burundaise, sierra-léonienne et zambienne, a expliqué que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avait décidé d'envoyer une délégation composée de ministres des affaires étrangères pour participer à la discussion du Conseil de sécurité, le Conseil a décidé d'ajourner ses travaux jusqu'au 10 mars 1970³¹⁶.

A la 1531^e séance, le 11 mars 1970, le représentant de la Zambie a déclaré qu'il avait été chargé par l'OUA de formuler au Conseil les demandes précises suivantes : que l'existence d'un régime illégal de Rhodésie soit condamnée et qu'aucune reconnaissance ne lui soit accordée; que tous les Etats prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce qu'aucun acte ne soit accompli par qui que ce soit ou par quelque institution que ce soit au nom du régime minoritaire illégal sur leur territoire; que tous les Etats, conformément au Chapitre VII de la Charte, rompent immédiatement toutes relations consulaires, économiques, militaires ou autres avec ce régime, y compris les communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et tous autres moyens de communication; et que ces mesures soient également appliquées par les institutions spécialisées et par les organes de l'ONU et organismes des Nations Unies. Les pays africains étaient d'avis que les membres permanents du Conseil de sécurité avaient tout spécialement l'obligation de veiller à ce que la paix et la sécurité internationales ne soient plus menacées par l'existence de ce régime illégal. D'autre part, le Royaume-Uni avait la responsabilité principale du territoire et devait se servir de tous les moyens dont il disposait, y compris l'usage de la force, pour mettre fin à la rébellion³¹⁷.

Le représentant de la Sierra Leone a fait observer que, puisque l'Afrique du Sud et le Portugal bravaient ouvertement les décisions du Conseil de sécurité, il n'y avait pas d'autre solution que d'imposer à leur encontre les sanctions et de prendre les mesures visées aux Articles 41 et 42 du Chapitre VII de la Charte, le Conseil ayant reconnu dans ses résolutions antérieures que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales³¹⁸.

Le représentant du Royaume-Uni a de nouveau adressé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il décide d'urgence et à l'unanimité de refuser de reconnaître le régime illégal et la déclaration illégale de la République, et il a ajouté que son intention n'avait jamais été de déclarer que la question dont le Conseil était saisi était uniquement une question de reconnaissance. En particulier, la délégation du Royaume-Uni ne reviendrait sur aucune des décisions antérieures du Conseil et était disposée à examiner chacun des aspects de la question, en consultation avec les autres membres du Conseil³¹⁹.

³⁰⁵ S/9675, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl.*, de janv.-mars 1970, p. 165.

³⁰⁶ 1530^e séance, par. 3.

³⁰⁷ S/9682, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl.* de janv.-mars 1970, p. 169.

³⁰⁸ 1531^e séance, par. 1.

³⁰⁹ *Ibid.*, par. 2.

³¹⁰ 1532^e séance, par. 2.

³¹¹ *Ibid.*, par. 122.

³¹² 1534^e séance, par. 48.

³¹³ S/9676, multicopié.

³¹⁴ S/9676/Rev.1, 1530^e séance, par. 9.

³¹⁵ 1530^e séance, par. 16 à 23.

³¹⁶ *Ibid.*, par. 84.

³¹⁷ 1531^e séance, par. 21 et 23 à 27.

³¹⁸ *Ibid.*, par. 40 et 41.

³¹⁹ *Ibid.*, par. 94 à 96.

A la 1532^e séance, le 12 mars 1970, le représentant de l'URSS a déclaré que le Conseil de sécurité avait déjà adopté certaines mesures contre le régime illégal de l'Afrique du Sud. Ces mesures avaient été prises dans le cadre de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte. Elles étaient aussi conformes à l'Article 25 de la Charte, qui avait un caractère obligatoire pour tous les Etats Membres. Ces mesures avaient toutefois échoué, le Portugal et l'Afrique du Sud bravant la décision du Conseil et continuant à maintenir toutes sortes de relations avec la Rhodésie du Sud, notamment d'importantes relations dans les domaines commercial et militaire et dans celui des transports. En outre, par des arrangements passés avec ses alliés de l'OTAN, le Royaume-Uni avait efficacement empêché que le Conseil de sécurité adopte des mesures plus efficaces contre la Rhodésie du Sud et les principaux pays qui contrevenaient aux sanctions, à savoir l'Afrique du Sud et le Portugal. Parallèlement, il avait refusé de prendre des mesures importantes de sa propre initiative. Le Conseil de sécurité était cependant tenu de prendre de nouvelles mesures efficaces pour permettre à la population de la Rhodésie du Sud d'exercer son droit à l'autodétermination³²⁰.

A la même séance, le représentant de la Syrie a présenté³²¹ un projet de résolution³²², ayant pour auteurs le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie. Aux termes du projet de résolution, le Conseil de sécurité, agissant conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies : condamnerait la proclamation d'une république au Zimbabwe par le régime de la minorité raciste de Salisbury et déclarerait nulle et non avenue toute forme de gouvernement qui ne soit pas fondée sur le principe de la règle de la majorité; déciderait que tous les Etats Membres de l'ONU s'abstiendraient de reconnaître le régime illégal, et prierait instamment les Etats non membres de l'Organisation, eu égard aux principes énoncés à l'Article 2 de la Charte, d'agir en conséquence; demanderait que tous les Etats prennent des mesures selon qu'il conviendrait, sur le plan national, pour assurer qu'aucun acte accompli par des représentants et des institutions du régime illégal de la Rhodésie du Sud ou par des personnes et des organisations prétendant agir pour son compte ou en son nom ne serait en rien reconnu sur le plan officiel, y compris pour ce qui était des décisions judiciaires, par les organes compétents de leur Etat; soulignerait la responsabilité du Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, quant à la situation qui régnait en Rhodésie du Sud; condamnerait le refus persistant du Gouvernement du Royaume-Uni d'utiliser la force pour mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud et pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; déciderait que tous les Etats rompraient immédiatement avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud toutes relations diplomatiques, consulaires, économiques, militaires et autres, y compris les communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et autres moyens de communication; prierait le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, d'abroger tous accords existants sur la base desquels des représentations étrangères consulaires, commerciales et autres pouvaient être alors maintenues dans la Rhodésie du Sud ou auprès d'elle; condamnerait l'assistance que les Gouvernements portugais

et sud-africain et autres puissances impérialistes fournissaient au régime illégal en faisant fi des résolutions du Conseil de sécurité, et exigerait le retrait immédiat des troupes sud-africaines du territoire du Zimbabwe; déciderait que les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées appliqueraient contre l'Afrique du Sud et le Portugal les mesures énoncées dans la résolution 253 (1968) et dans la résolution; demanderait à tous les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité, conformément aux obligations qui leur incombaient en vertu de la Charte; demanderait à tous les Etats Membres de l'ONU, et en particulier à ceux à qui incombait, en vertu de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de contribuer effectivement à l'application de la résolution; demanderait instamment à tous les Etats d'apporter leur appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale du Zimbabwe, afin de leur permettre de recouvrer la liberté et l'indépendance; prierait tous les Etats de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'ils auraient prises pour appliquer la résolution; prierait le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité des progrès de l'application de la résolution³²³.

Le représentant de la Finlande a fait observer qu'aucun des deux projets de résolution présentés au Conseil ne ferait l'unanimité. Le Conseil de devrait donc ménager aucun effort en vue de convenir de mesures acceptables par tous ses membres. A cet égard, la délégation finlandaise a suggéré que le Conseil décide, en vertu des dispositions obligatoires de l'Article 41 de la Charte³²⁴, que tous les Etats Membres rompent immédiatement les relations diplomatiques, consulaires, commerciales, militaires et autres avec le régime illégal et interrompent tous les moyens de communication existants à partir et à destination de la Rhodésie du Sud. Il devrait aussi interdire à ce régime de participer aux relations multilatérales entre Etats, et suspendre sa qualité de membre de certaines institutions spécialisées. En outre, le Conseil devrait lancer un appel aux Etats Membres pour qu'ils appliquent les sanctions de façon plus effective, et il pourrait donner un rôle plus étendu et plus actif au comité créé en application de sa résolution 253 (1968). Enfin, la délégation finlandaise a exprimé l'avis que les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées et d'autres organisations internationales devaient accroître leur assistance à la Zambie, pays qui pâtissait considérablement des effets des mesures prises à l'encontre de la Rhodésie du Sud³²⁵.

A la 1534^e séance, le 17 mars 1970, le représentant du Royaume-Uni, après s'être référé aux demandes faites par plusieurs délégations en faveur du recours à la force, a réaffirmé la position de son gouvernement, à savoir qu'il ne saurait déclencher une guerre en envahissant la Rhodésie du Sud, qui était autonome depuis un demi-siècle. Son gouvernement n'était pas non plus en mesure d'étendre les sanctions à toute l'Afrique australe³²⁶.

A la même séance, le représentant du Royaume-Uni a formellement proposé, étant donné les nouvelles suggestions formulées à la séance précédente par le représentant de la Finlande, que le débat soit ajourné pour vingt-quatre heures de manière que de nouvelles consultations puissent avoir lieu avant le vote³²⁷. Après un bref débat de procé-

³²⁰ 1532^e séance, par. 5 à 32.

³²¹ *Ibid.*, par. 72.

³²² S/9696, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 177.

³²³ 1532^e séance, par. 65 à 86.

³²⁴ Pour l'examen de l'applicabilité de l'Article 41, voir chap. XI, cas n° 5.

³²⁵ 1533^e séance, par. 47 à 58.

³²⁶ 1534^e séance, par. 10 à 19.

³²⁷ *Ibid.*, par. 132.

dure, le Conseil a voté sur la motion du Royaume-Uni, qu'il a rejetée³²⁸ par 7 voix contre 6, avec 2 abstentions.

A la même séance, le représentant des Etats-Unis a formellement demandé, le projet de résolution des cinq puissances risquant de faire l'objet d'un vote paragraphe par paragraphe, que le Conseil suspende sa séance pour une demi-heure afin de donner à ses membres le temps de réfléchir sur la situation nouvelle avant de passer au vote sur le projet de résolution³²⁹. Après un nouveau débat de procédure, le Conseil de sécurité a rejeté³³⁰ par 7 voix contre 6, avec 2 abstentions, la proposition des États-Unis.

Le Conseil de sécurité a alors voté sur le projet de résolution du Royaume-Uni, qui n'a pas été adopté³³¹. Le résultat du vote a été de 5 voix pour, zéro contre, et 10 abstentions.

Le Président (Colombie) a déclaré que, conformément à la demande faite par le représentant de l'Espagne et en l'absence d'opposition, des votes séparés auraient lieu sur les paragraphes 8 et 9 du dispositif du projet de résolution des cinq puissances. Les paragraphes 8 et 9 n'ont pas été adoptés. Chacun d'eux a recueilli 7 voix pour, zéro voix contre, et 8 abstentions. Le projet de résolution des cinq puissances, tel qu'il avait été modifié par la suppression des paragraphes 8 et 9, a été mis aux voix. Le résultat du vote a été de 9 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions. Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif de deux membres permanents du Conseil de sécurité³³².

Prenant la parole après le vote, le représentant de la Finlande a soutenu que le Conseil se devait donc de s'efforcer de convenir d'une ligne d'action en vue d'intensifier les pressions internationales sur le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Dans cet esprit, sa délégation présentait au Conseil un projet de résolution³³³ conçu compte tenu des suggestions qu'il avait faites au Conseil à la séance précédente³³⁴.

A la 1535^e séance, le 18 mars 1970, le représentant de la Finlande a déclaré que, après consultation avec les auteurs des divers projets de résolution soumis à l'examen du Conseil, il présentait un texte révisé³³⁵ du projet de résolution de sa délégation³³⁶.

A la même séance, le projet de résolution révisé a été adopté³³⁷ par 14 voix contre zéro, avec une abstention. Le texte³³⁸ en était ainsi conçu :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966 et 253 (1968) du 29 mai 1968,

Réaffirmant que, pour autant qu'elles ne sont pas remplacées par la présente résolution, les mesures prévues dans les résolutions 217 (1965), 232 (1966) et 253 (1968) aussi bien que celles prises par les Etats Membres en application desdites résolutions doivent demeurer en vigueur,

Tenant compte des rapports du Comité créé en application de la résolution 253 (1968),

Notant avec une profonde préoccupation que:

a) Les mesures prises jusqu'ici n'ont pas réussi à mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud,

b) Certains Etats, contrairement aux résolutions 232 (1966) et 253 (1968) du Conseil de sécurité et à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, n'ont pas fait le nécessaire pour empêcher le commerce avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud,

c) Les Gouvernements sud-africain et portugais ont continué à fournir une assistance au régime illégal de la Rhodésie du Sud, diminuant ainsi les conséquences des mesures décidées par le Conseil de sécurité,

d) La situation en Rhodésie du Sud continue à se détériorer du fait de l'adoption, par le régime illégal, de nouvelles mesures, notamment celle par laquelle il a eu la prétention d'attribuer à la Rhodésie du Sud le statut de république, qui visent à opprimer la population africaine en violation de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Reconnaissant la légitimité de la lutte que mène le peuple de la Rhodésie du Sud pour obtenir la jouissance de ses droits tels qu'ils sont énoncés dans la Charte et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,

Réaffirmant que la situation actuelle en Rhodésie du Sud constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Condamne* la proclamation illégale par laquelle le régime illégal de la Rhodésie du Sud a attribué au territoire le statut de république;

2. *Décide* que les Etats Membres s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal ou de lui fournir toute assistance;

3. *Demande* que les Etats Membres prennent, sur le plan national, des mesures appropriées pour assurer qu'aucun acte accompli par des représentants et des institutions du régime illégal de la Rhodésie du Sud ne sera en rien reconnu, sur le plan officiel ou sur un autre plan, y compris pour ce qui est des décisions judiciaires, par les organes compétents de leur Etat;

4. *Réaffirme* que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a la responsabilité principale de mettre le peuple du Zimbabwe en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et en conformité de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et prie instamment ce gouvernement de s'acquitter pleinement de sa responsabilité;

5. *Condamne* toutes les mesures de répression politique, notamment les arrestations, les détentions, les procès et les exécutions, qui violent les libertés et droits fondamentaux du peuple de la Rhodésie du Sud;

6. *Condamne* la politique des Gouvernements sud-africain et portugais, qui continuent d'avoir des relations politiques, économiques, militaires et autres avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

7. *Exige* le retrait immédiat des forces policières et militaires sud-africaines du territoire de la Rhodésie du Sud;

8. *Demande* aux Etats Membres de prendre des mesures plus rigoureuses afin d'empêcher que leurs ressortissants, qu'il s'agisse de particuliers ou d'organisations, sociétés et autres institutions, ne tournent les décisions prises par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 232 (1966) et 253 (1968), dont toutes les dispositions resteront pleinement en vigueur;

9. *Décide*, conformément à l'Article 41 de la Charte et pour servir l'objectif qui est de mettre fin à la rébellion, que les Etats Membres devront:

a) Rompre immédiatement toutes les relations diplomatiques, consulaires, commerciales, militaires et autres qu'ils pourraient avoir avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud, et mettre fin à toute représentation qu'ils pourraient maintenir dans le territoire;

b) Interrompre immédiatement le service de tout moyen de transport existant à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud;

10. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, d'abroger ou de retirer tous accords existants sur la base desquels une représentation étrangère consulaire, commerciale et autre peut être actuellement maintenue en Rhodésie du Sud ou auprès d'elle;

³²⁸ *Ibid.*, par. 138. Voir aussi chap. I^{er}, cinquième partie.

³²⁹ *Ibid.*, par. 139 à 149.

³³⁰ *Ibid.*, par. 172. Voir aussi chap. I^{er}, sixième partie.

³³¹ *Ibid.*, par. 185.

³³² *Ibid.*, par. 205 à 207.

³³³ S/9709, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 182 et 183.

³³⁴ 1534^e séance, par. 209 à 221.

³³⁵ S/9709/Rev.1. Le projet de résolution a été adopté sans modification en tant que résolution 277 (1970).

³³⁶ 1535^e séance, par. 4 à 17.

³³⁷ *Ibid.*, par. 85.

³³⁸ Résolution 277 (1970).

11. *Demande* aux Etats Membres de prendre toutes autres nouvelles dispositions possibles en vertu de l'Article 41 de la Charte pour régler la situation en Rhodésie du Sud, sans que soit exclue aucune des mesures prévues dans cet article;

12. *Invite* les Etats Membres à prendre les dispositions appropriées pour suspendre le régime illégal de la Rhodésie du Sud de toute qualité de membre ou membre associé qu'il possède au sein des institutions spécialisées des Nations Unies;

13. *Prie instamment* les Etats membres de toute organisation internationale ou régionale de suspendre le régime illégal de la Rhodésie du Sud de la qualité de membre de leurs organisations respectives et de rejeter toute demande de ce régime visant à acquiescer cette qualité;

14. *Prie instamment* les Etats Membres d'accroître leur appui moral et matériel au peuple de la Rhodésie du Sud dans la lutte légitime qu'il mène pour obtenir la liberté et l'indépendance;

15. *Demande* aux institutions spécialisées et autres organisations internationales intéressées, agissant en consultation avec l'Organisation de l'Unité africaine, de prêter aide et assistance aux réfugiés de la Rhodésie du Sud ainsi qu'à ceux qui souffrent de l'oppression du régime illégal de la Rhodésie du Sud;

16. *Demande* aux Etats Membres, à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies de s'efforcer de toute urgence d'accroître l'assistance qu'ils fournissent en priorité à la Zambie afin de l'aider à résoudre les problèmes économiques spéciaux qu'elle risque de rencontrer du fait de l'application des décisions du Conseil de sécurité sur la question;

17. *Prie* les Etats Membres, en particulier ceux à qui incombe, en vertu de la Charte, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de contribuer effectivement à l'application des mesures prévues par la présente résolution;

18. *Prie instamment*, compte tenu du principe énoncé à l'Article 2 de la Charte, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies de se conformer aux dispositions de la présente résolution;

19. *Prie* les Etats Membres de faire rapport au Secrétaire général, le 1^{er} juin 1970 au plus tard, sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer la présente résolution;

20. *Demande* au Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès de l'application de la présente résolution, le premier rapport devant être présenté le 1^{er} juillet 1970 au plus tard;

21. *Décide* que le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968), conformément à l'article 28 du règlement intérieur provisoire du Conseil, sera chargé:

a) D'examiner les rapports sur l'application de la présente résolution qui seront présentés par le Secrétaire général;

b) De demander aux Etats Membres, au sujet de l'application effective des dispositions énoncées dans la présente résolution, tous renseignements supplémentaires qu'il pourra juger nécessaires pour s'acquitter dûment de son obligation de faire rapport au Conseil de sécurité;

c) D'étudier les moyens par lesquels les Etats Membres pourraient appliquer de façon plus effective les décisions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud et de faire des recommandations au Conseil;

22. *Demande* au Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, de continuer à donner une assistance maximale au Comité et de fournir au Comité tous renseignements qu'il peut recevoir, afin que les mesures envisagées dans la présente résolution ainsi que dans les résolutions 232 (1966) et 253 (1968) puissent être rendues pleinement effectives;

23. *Demande* aux Etats Membres ainsi qu'aux institutions spécialisées de fournir tous renseignements que le Comité pourra leur demander conformément à la présente résolution;

24. *Décide* de maintenir cette question à son ordre du jour pour prendre toutes autres mesures appropriées eu égard à l'évolution de la situation.

Décision du 10 novembre 1970 (1556^e séance) :

Rejet du projet de résolution commun présenté par le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie

Décision du 17 novembre 1970 (1557^e séance) : résolution 288 (1970)

Dans une lettre ³³⁹ en date du 6 novembre 1970 adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants du Burundi, du Népal, de la Sierra Leone, de la Syrie et de la Zambie déclaraient que, depuis l'adoption de la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité, un certain nombre de faits politiques et économiques préoccupants s'étaient produits dans le territoire de la Rhodésie du Sud qui appelaient un examen attentif de la part du Conseil de sécurité, et ils demandaient une réunion du Conseil de sécurité dans les meilleurs délais.

A la 1556^e séance, le 10 novembre 1970, le Conseil a inscrit ³⁴⁰ à son ordre du jour la lettre susmentionnée, ainsi que le troisième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) ³⁴¹. La question a été examinée aux 1556^e et 1557^e séances du Conseil, les 10 et 17 novembre 1970.

A la même séance, le Président a appelé l'attention du Conseil sur un projet de résolution ³⁴², présenté par les représentants du Burundi, du Népal, de la Sierra Leone, de la Syrie et de la Zambie, aux termes duquel le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte : demanderait au Royaume-Uni, en tant que puissance administrante, de ne pas accorder l'indépendance à la Rhodésie du Sud tant qu'elle n'aurait pas de gouvernement représentatif de la majorité; déciderait que les sanctions actuelles contre la Rhodésie du Sud demeureraient en vigueur; prierait instamment tous les Etats d'appliquer pleinement les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Rhodésie du Sud, conformément à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte, et déplorerait l'attitude des Etats qui avaient continué à fournir une assistance morale, politique et économique au régime illégal; prierait instamment tous les Etats de n'accorder aucune forme de reconnaissance au régime illégal de la Rhodésie du Sud.

Le représentant du Népal, en présentant le projet de résolution susmentionné, a déclaré que le troisième rapport du Comité des sanctions du Conseil de sécurité, en date du 15 juin 1970 ³⁴³, et l'Introduction au rapport annuel du Secrétaire général ³⁴⁴ donnaient la preuve incontestable que la politique des sanctions n'avait pas atteint son objectif, à savoir la chute du régime illégal de la Rhodésie du Sud. Cet échec était dû au manque de coopération de la part de certains Etats. En conséquence, le projet de résolution exprimait la grave préoccupation du fait que certains Etats, contrairement aux obligations qui leur incombent aux termes de l'Article 25 de la Charte, ne s'étaient pas conformés aux dispositions des résolutions antérieures du Conseil de sécurité concernant l'application des sanctions. Le passage le plus important de ce projet de résolution en était le paragraphe 1 du dispositif, qui tendait à clarifier le problème clef de la situation en Rhodésie du Sud, à savoir le refus qu'un régime minoritaire raciste opposait à l'exercice par la majorité de son droit inaliénable à l'autodétermination. La responsabilité de l'ONU et celle de la Puissance administrante ne prendraient pas fin avec la chute du régime illégal, mais avec l'application

³³⁹ S/9975/Rev.1, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1970*, p. 37.

³⁴⁰ 1556^e séance, par. 6.

³⁴¹ S/9844 et Add.1 à 3, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. spéciaux n^{os} 3 et 3A*.

³⁴² S/9976, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1970*, p. 38.

³⁴³ S/9844 et Add.1 à 3. Voir ci-dessus note 340.

³⁴⁴ A/8001/Add.1, *Doc. off. de l'Assemblée générale*, 25^e session, *Suppl. n^o 1A*, par. 11.

pleine et entière du principe de l'autodétermination. La Puissance administrante était en conséquence priée de ne pas accorder l'indépendance à la Rhodésie du Sud tant qu'elle n'aurait pas de gouvernement représentatif de la majorité³⁴⁵.

Le représentant de la Zambie a dit que depuis que le Conseil avait pour la dernière fois examiné la situation en Rhodésie du Sud, en mars 1970, le régime illégal de la Rhodésie du Sud avait consolidé sa position politique, militaire et économique. Un des faits les plus inquiétants était l'attitude du nouveau Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de la question des sanctions. Bien que l'ancien Gouvernement du Royaume-Uni ait accepté la politique tendant à ne pas accorder l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité, l'actuel gouvernement semblait désireux de négocier avec le régime rebelle et d'accepter un règlement qui laisserait la majorité africaine du territoire sous le contrôle de la minorité blanche³⁴⁶.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement avait pris des mesures concrètes pour s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne la situation en Rhodésie du Sud. C'est ainsi qu'il examinait la question de savoir s'il existait une base sur laquelle le problème pourrait être réglé conformément aux cinq principes qu'il avait formulés. Le premier de ces principes était le principe et l'intention de ne pas empêcher et de garantir l'instauration d'un gouvernement par la majorité. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que son gouvernement s'était engagé à veiller à ce que tout règlement soit acceptable pour l'ensemble du peuple rhodésien. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne saurait accepter de nouvel engagement devant le Conseil de sécurité qui le gênerait de quelque manière que ce soit à parvenir à un tel règlement, s'il s'avérait possible; il ne jugeait pas non plus acceptable que le Conseil de sécurité doive à ce stade chercher à définir des conditions d'un règlement, quelles qu'elles soient. S'agissant des sanctions, la délégation du Royaume-Uni regrettait qu'elles n'aient pas atteint leur objectif politique immédiat. Il était cependant indéniable que les sanctions continuaient d'affecter l'économie rhodésienne et de limiter son rythme de développement. Contrairement à ce qui avait été allégué, le Gouvernement du Royaume-Uni venait de reconduire la loi annuelle imposant des sanctions. Se référant au projet de résolution dont le Conseil était saisi, le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il n'allait pas assez loin, en ce sens que deux des paragraphes du dispositif semblaient reprendre, en des termes moins précis, des mesures que le Conseil avait déjà prises; d'un autre côté, il allait trop loin, en ce sens que le paragraphe 1 du dispositif visait à obliger le Royaume-Uni à ne pas accorder l'indépendance à la Rhodésie du Sud tant que celle-ci n'aurait pas de gouvernement représentatif de la majorité. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait jamais accepté cet engagement dans une résolution de l'ONU et ne pouvait toujours pas le faire. Le représentant du Royaume-Uni a conclu en disant que son pays avait toujours accepté et continuait d'accepter sa responsabilité au premier chef de la Rhodésie du Sud. Il n'était cependant pas disposé à négocier dans une position qui lui serait dictée publiquement de l'extérieur³⁴⁷.

Le représentant de la France a déclaré que l'ONU devrait préférer aux recommandations qui ne rapprocheraient pas de l'objectif recherché toutes les mesures concrètes menées de concert avec la Puissance adminis-

trante. Le Royaume-Uni était l'autorité responsable à qui il incombait de prendre les mesures adaptées aux circonstances pour faire cesser la rébellion rhodésienne. Le Conseil ne pouvait dicter au Gouvernement du Royaume-Uni les mesures qu'il devait prendre. La délégation française ne soulevait aucune objection de fond à propos du projet de résolution, mais elle trouvait le paragraphe 1 de son dispositif juridiquement contestable, son libellé semblant aller au-delà des pouvoirs conférés au Conseil en vertu de l'Article 41³⁴⁸.

A la même séance, le Conseil a voté sur le projet de résolution des cinq puissances. Le résultat du vote a été de 12 voix pour, une contre, et 2 abstentions. Le projet de résolution n'a pas été adopté³⁴⁹, du fait du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

A la 1557^e séance, le 17 novembre 1970, le Président (Syrie) a annoncé que, au cours des consultations qui avaient eu lieu depuis la séance précédente, un projet de résolution avait été établi qui semblait recueillir l'appui de tous les membres du Conseil. Il a ajouté que bien que la délégation française ait réitéré les réserves qu'elle avait exprimées à la 1556^e séance, le 10 novembre 1970³⁵⁰, elle s'était néanmoins associée au consensus réalisé en faveur du projet de résolution³⁵¹.

A la même séance, le projet de résolution a été mis aux voix et adopté³⁵² à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu³⁵³ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud,

Réaffirmant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966, 253 (1968) du 29 mai 1968 et 277 (1970) du 18 mars 1970,

Gravement préoccupé par le fait que certains Etats ne se sont pas conformés aux dispositions des résolutions 232 (1966), 253 (1968) et 277 (1970), contrairement à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a la responsabilité principale de mettre le peuple de la Rhodésie du Sud en mesure d'obtenir l'autodétermination et l'indépendance, et en particulier la responsabilité de mettre un terme à la déclaration illégale d'indépendance,

Tenant compte du troisième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968),

Agissant conformément aux décisions précédentes du Conseil de sécurité sur la Rhodésie du Sud, prises en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Réaffirme* sa condamnation de la déclaration illégale d'indépendance de la Rhodésie du Sud;

2. *Demande* au Royaume-Uni, en tant que puissance administrante dans l'exercice de sa responsabilité, de prendre d'urgence des mesures effectives pour mettre un terme à la rébellion illégale en Rhodésie du Sud et pour permettre au peuple d'exercer son droit à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et en conformité des objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960;

3. *Décide* que les sanctions actuelles contre la Rhodésie du Sud demeurent en vigueur;

4. *Prie instamment* tous les Etats d'appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Rhodésie du Sud, conformément à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte, et déplore l'attitude des Etats qui ont continué à fournir une assistance morale, politique et économique au régime illégal;

³⁴⁸ *Ibid.*, par. 164 à 167. Pour l'examen de l'applicabilité de l'article 41, voir chap. XI, cas n° 6.

³⁴⁹ *Ibid.*, par. 212.

³⁵⁰ *Ibid.*, par. 167. Voir ci-dessus note 59 de bas de page.

³⁵¹ 1557^e séance, par. 1.

³⁵² *Ibid.*, par. 3.

³⁵³ Résolution 288 (1970).

³⁴⁵ 1556^e séance, par. 72, 73 et 78 à 80.

³⁴⁶ *Ibid.*, par. 87 et 91.

³⁴⁷ *Ibid.*, par. 131 à 143.

5. *Prie en outre instamment* tous les Etats, en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, de n'accorder aucune forme de reconnaissance au régime illégal de la Rhodésie du Sud;

6. *Décide* de demeurer activement saisi de la question³⁵⁴.

Décision du 30 décembre 1971 (1623^e séance) :

Rejet du projet de résolution

Dans une lettre³⁵⁵ en date du 24 novembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Royaume-Uni a demandé une réunion du Conseil de sécurité pour le 25 novembre 1971, ou à une date ultérieure aussi rapprochée que possible, pour qu'il puisse y faire une déclaration sur les résultats des entretiens que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth venait d'avoir à Salisbury au sujet de la situation en Rhodésie du Sud.

A la 1602^e séance, le 25 novembre 1971, le Conseil a inscrit³⁵⁶ à son ordre du jour la lettre du représentant du Royaume-Uni, ainsi que le quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité³⁵⁷, et examiné la question de sa 1602^e à sa 1605^e séance, et à ses 1609^e, 1622^e et 1623^e séances, tenues entre le 25 novembre et le 30 décembre 1971. Les représentants de l'Arabie Saoudite³⁵⁸, de la République-Unie de Tanzanie et du Kenya³⁵⁹, de la Zambie et du Ghana³⁶⁰, de l'Ouganda, du Nigéria, de l'Algérie et de l'Inde³⁶¹ ont été invités à participer aux débats.

A la 1602^e séance, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, bien qu'il n'y ait jamais eu aucun doute au sein du Conseil de sécurité quant au fait que le règlement de la situation en Rhodésie du Sud relevait essentiellement du Gouvernement du Royaume-Uni, il avait été aussi toujours reconnu que cette question était une source de préoccupation légitime et constante pour la communauté internationale. C'est pourquoi son gouvernement avait jugé bon d'informer le Conseil de sécurité de l'accord que le Secrétaire aux affaires étrangères du Royaume-Uni et M. Ian Smith avaient conclu à Salisbury, le 24 novembre 1971, concernant des propositions d'un règlement du problème de la Rhodésie du Sud. Les parties essentielles des propositions, dont le texte serait distribué à tous les membres du Conseil³⁶², étaient les arrangements constitutionnels qui, a affirmé le représentant du Royaume-Uni, permettraient une progression sans entrave vers le gouvernement par la majorité et constituaient de ce fait une modification sensible par rapport à la Constitution de 1969 en vigueur. Ces propositions contenaient aussi une nouvelle déclaration des droits, qui protégerait les droits et libertés fondamentaux de la personne. Les autres dispositions principales avaient trait à la modification de la Constitution rhodésienne. Certaines dispositions consacrées de la Constitution, y compris les nouvelles disposi-

tions pour réaliser la représentation accrue des Africains et donner effet à la nouvelle déclaration des droits, seraient protégées contre toute modification rétrograde. Les propositions prévoyaient aussi bien une révision de la législation en vigueur par une commission indépendante chargée d'examiner le problème de la discrimination raciale que d'autres dispositions ayant trait directement au statut et aux droits des Africains, à la libération d'un grand nombre de personnes détenues et de personnes frappées d'interdiction, à la fin de l'état d'urgence, et à d'importantes dispositions sur le régime foncier et le développement, y compris un programme de développement bénéficiant de l'aide du Gouvernement britannique et visant à accroître les possibilités d'éducation et d'emploi pour les Africains. L'accord sur les propositions précitées ne constituait qu'une première étape, et aucune modification ne serait apportée à la situation existante, y compris l'application des sanctions, tant que l'ensemble du peuple rhodésien n'aurait pas eu pleinement et librement l'occasion d'indiquer qu'elles étaient acceptables. A cet égard, le représentant du Royaume-Uni a dit que son gouvernement désignerait une commission, qui demanderait immédiatement à toutes les couches de la population rhodésienne leurs vues sur l'acceptabilité des dispositions et ferait rapport au Gouvernement du Royaume-Uni³⁶³.

Le représentant de l'URSS a soutenu que les entretiens [britannico-rhodésiens] avaient été menés avec un régime raciste illégal, déjà condamné comme tel par l'ONU, et qu'ils avaient abouti à un accord conclu sans la participation ou la consultation de la majorité du peuple du Zimbabwe ou de ses partis politiques, contrairement à l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2652 (XXV). Il était évident que les propositions visaient à maintenir pendant longtemps l'ordre raciste existant sur le territoire. Il était par conséquent nécessaire que les dirigeants de la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) et de la Zimbabwe African National Union (ZANU) soient invités à prendre la parole devant le Conseil et à donner leur opinion sur les propositions³⁶⁴.

A la 1604^e séance, le 2 décembre 1971, le Conseil de sécurité, agissant sur proposition du représentant de l'URSS appuyé par le représentant de la Somalie³⁶⁵, a décidé, sans opposition, d'inviter M. Joshua Nkomo et M. N. Sithole à prendre la parole devant le Conseil pour exposer leurs vues sur les propositions relatives à la Rhodésie du Sud³⁶⁶.

A la 1609^e séance, le 8 décembre 1971, le représentant de la Chine a dit que depuis la déclaration illégale de la prétendue indépendance, en novembre 1965, les autorités colonialistes de la Rhodésie du Sud avaient intensifié leur domination fasciste sur le peuple du Zimbabwe, ainsi que leur répression de la lutte du peuple du Zimbabwe pour l'indépendance nationale. L'expérience acquise par les pays afro-asiatiques avait prouvé que sans indépendance politique il ne saurait y avoir de progrès économique et social, et, en conséquence, aux termes des propositions du Royaume-Uni, un gouvernement par la majorité africaine en Rhodésie du Sud ne pourrait jamais être instauré. Les propositions ne visaient qu'à légaliser la domination fasciste et raciste sur le peuple du Zimbabwe, à permettre aux colonialistes de tourner ouvertement les sanctions imposées contre les autorités colonialistes de la Rhodésie. La seule solution au problème de la Rhodésie du Sud était

³⁵⁴ Pour l'examen des dispositions du Chapitre VII de la Charte, voir chap. XI, cinquième partie.

³⁵⁵ S/10396, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 43.

³⁵⁶ 1602^e séance, par. 1.

³⁵⁷ S/10229 et Add.1 et 2, *Doc. off.*, 26^e année, *Supplément spécial n° 2*. A la 1609^e séance, le Conseil a également inscrit à son ordre du jour un rapport d'activité du même Comité (S/10408, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 84 et 85). Voir 1609^e séance, par. 68.

³⁵⁸ 1602^e séance, par. 99.

³⁵⁹ 1603^e séance, par. 88.

³⁶⁰ 1604^e séance, par. 8.

³⁶¹ 1623^e séance, par. 2.

³⁶² Par une lettre en date du 1^{er} décembre 1971, le représentant du Royaume-Uni a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte d'un livre blanc intitulé : « Rhodésie : propositions de règlement », S/10405, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 64 à 79.

³⁶³ 1602^e séance, par. 1 à 59.

³⁶⁴ *Ibid.*, par. 62 à 79.

³⁶⁵ *Ibid.*, par. 79, 137 et 138.

³⁶⁶ 1604^e séance, par. 44 à 48. Pour l'examen des invitations à M. Nkomo et à M. Sithole, voir chap. III, cas n° 6.

l'accession du peuple du Zimbabwe à l'indépendance nationale ³⁶⁷.

Au cours du débat, les représentants de l'Algérie*, de l'Arabie Saoudite*, du Burundi, du Ghana*, de l'Inde*, du Kenya*, du Nigéria*, de l'Ouganda*, de la République arabe syrienne, de la République-Unie de Tanzanie*, de la Sierra Leone, de la Somalie et de la Zambie* se sont déclarés opposés aux propositions de règlement du problème sud-rhodésien, faisant valoir qu'elles avaient été négociées et convenues sans la participation des dirigeants politiques de la majorité du peuple du Zimbabwe, étaient contraires aux principes et aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et ne tenaient pas compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question de la Rhodésie du Sud. Ils ont souligné que les clauses des propositions ne permettraient pas à la majorité du peuple de la Rhodésie du Sud d'exercer librement et dans des conditions d'égalité son droit à l'autodétermination, et ne cadraient pas non plus au principe de la progression sans entrave vers le gouvernement par la majorité. Les représentants des pays précités ont, par ailleurs, mis en doute l'affirmation du Royaume-Uni selon laquelle les propositions répondaient aux cinq principes énoncés par le Gouvernement du Royaume-Uni, et ils ont souligné à cet égard que ces principes n'avaient jamais été acceptés par l'Organisation des Nations Unies, ou l'Organisation de l'unité africaine, ou les Etats africains indépendants en tant que base d'un règlement. Ils ont prié instamment le Conseil de rejeter les propositions et de renforcer les sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud, et ils se sont déclarés préoccupés par les violations récentes des sanctions signalées par le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité ³⁶⁸.

Les représentants de la Belgique, de la France et de l'Italie ont déclaré que les propositions avaient l'avantage de mettre un terme *in statu quo* et d'offrir au peuple de la Rhodésie la possibilité de mettre en marche un mécanisme qui pourrait et devrait transformer ses institutions. Il importait donc de ne pas préjuger l'accord avant de connaître les résultats du test d'acceptabilité ³⁶⁹.

A la 1622^e séance, le 29 décembre 1971, le représentant de la Somalie a expliqué la teneur d'un document de travail établi par sa délégation et distribué à titre officieux. Il espérait que ce document servirait de base à un projet de résolution ³⁷⁰.

A la 1623^e séance, le 30 décembre 1971, le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation ne croyait pas qu'une résolution du Conseil de sécurité s'imposait à ce stade, et que le Conseil devrait attendre le résultat du test d'acceptabilité avant d'envisager toute nouvelle mesure ³⁷¹.

³⁶⁷ 1609^e séance, par. 74 à 81.

³⁶⁸ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1602^e séance (PV) : Burundi, par. 81 à 97 et 131 à 132; République arabe syrienne, par. 125 à 127; Somalie, par. 133 à 142; 1603^e séance : République-Unie de Tanzanie*, par. 92 à 141; 1604^e séance : Arabie Saoudite, par. 56 à 96; Somalie, par. 11 à 38; 1605^e séance : Ghana*, par. 31 à 68; Kenya*, par. 73 à 105; Zambie*, par. 6 à 27; 1609^e séance : Sierra Leone, par. 84 à 116; 1622^e séance : Arabie Saoudite*, par. 93 à 103; République arabe syrienne, par. 63 à 69; Somalie, par. 6 à 36; 1623^e séance : Algérie*, par. 135 à 153; Inde*, par. 96 à 119; Nigéria*, par. 88 à 94; Ouganda*, par. 44 à 85.

³⁶⁹ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1623^e séance : Belgique, par. 155 à 162; France, par. 33 à 35 et 189 à 191; Italie, par. 18 à 32 et 184 à 187.

³⁷⁰ 1622^e séance, par. 8 et 9.

³⁷¹ 1623^e séance, par. 178 et 179.

A la même séance, le représentant de la Somalie a présenté ³⁷² un projet de résolution ³⁷³ qui était proposé conjointement par le Burundi, la République arabe syrienne, la Sierra Leone et la Somalie et qui s'inspirait du document de travail présenté au Conseil à la séance précédente par sa délégation. Aux termes du projet de résolution, le Conseil : déciderait que les modalités des propositions ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour assurer que toute la population de la Rhodésie du Sud soit en mesure d'exercer dans la liberté et l'égalité son droit à l'autodétermination; rejetterait les « propositions de règlement » étant donné qu'elles ne garantissaient pas les droits inaliénables de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud; considérerait que le principe du suffrage universel des adultes pour toute la population de la Rhodésie du Sud sans distinction de couleur ou de race devait constituer la base de tout arrangement constitutionnel et politique concernant le territoire; prierait instamment le Royaume-Uni, conformément au paragraphe 3 du projet de résolution en question, de n'accorder aucune reconnaissance, sous quelque forme que ce soit, à un Etat indépendant de Rhodésie du Sud qui n'était pas fondé sur la décision de la majorité ou sur la volonté de la majorité, telle qu'elle s'exprimait par le suffrage universel des adultes; adresserait un appel au Royaume-Uni pour qu'il veuille à ce que, dans toute consultation ayant pour objet de connaître les vœux de la population de la Rhodésie du Sud en ce qui concerne son avenir politique, la procédure suivie soit celle du référendum au scrutin secret, chaque personne disposant d'une voix, sans distinction fondée sur la race, la couleur ou l'éducation, la fortune ou le revenu; adresserait en outre un appel au Royaume-Uni pour que, après avoir assuré des conditions permettant à toute la population de la Rhodésie du Sud d'exercer librement et dans l'égalité son droit à l'autodétermination sur la base des paragraphes 3 et 5 du projet de résolution en question, il facilite la participation d'une équipe d'observateurs de l'ONU aux préparatifs et à la réalisation de toute consultation destinée à connaître les vœux de la population de la Rhodésie du Sud en ce qui concerne son avenir politique; déciderait de poursuivre la politique de sanctions politiques, diplomatiques et économiques contre la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aurait pas été mis fin à l'autorité du régime rebelle dans ce territoire; prierait le Gouvernement du Royaume-Uni de ne transférer en aucun cas à sa colonie de la Rhodésie du Sud, telle qu'elle était gouvernée actuellement, aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté, mais au contraire de favoriser l'accès de ce pays à l'indépendance par un système démocratique de gouvernement conforme aux aspirations de la majorité de la population.

Après une brève suspension de séance, le représentant de la Somalie a demandé qu'un vote par division ait lieu sur les deuxième et cinquième alinéas du préambule et les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif ³⁷⁴.

A la même séance, le projet de résolution a été mis aux voix. Les résultats du vote ont été les suivants ³⁷⁵ :

Le deuxième alinéa du préambule, aux termes duquel le Conseil noterait que les propositions de règlement n'avaient pas été l'objet de négociations en consultation avec les responsables politiques autorisés de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud, a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

³⁷² *Ibid.*, par. 231 à 233.

³⁷³ S/10489, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 138 et 139.

³⁷⁴ 1623^e séance, par. 249 à 259.

³⁷⁵ *Ibid.*, par. 266 à 272.

Le cinquième alinéa du préambule, aux termes duquel le Conseil tiendrait compte des conditions nécessaires pour permettre la libre expression du droit à l'autodétermination, a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Le paragraphe 3 du dispositif a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Les paragraphes 4 et 5 du dispositif ont été adoptés chacun par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

L'ensemble du projet de résolution n'a pas été adopté, en raison du vote négatif d'un membre du Conseil de sécurité. Il a recueilli 9 voix pour, une voix contre, et 5 abstentions³⁷⁶.

³⁷⁶ *Ibid.*, par. 272.

PLAINTÉ DE LA ZAMBIE

DÉBATS INITIAUX

Par une lettre³⁷⁷ en date du 15 juillet 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de la Zambie a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse à bref délai pour examiner les récentes violations de l'intégrité territoriale de la Zambie par le Portugal, ainsi que le bombardement d'un village, la destruction de biens et le fait que deux civils innocents et sans armes avaient été blessés et tués dans le village de Lote du district de Katete de la province orientale de la Zambie, le 30 juin 1969. Il a rappelé que plusieurs activités non provoquées du Gouvernement portugais avaient été portées à l'attention du Conseil et a ajouté que la récente agression prouvait les intentions belliqueuses du Gouvernement portugais. Craignant que son recours au droit naturel de légitime défense reconnu à l'Article 51 de la Charte puisse créer une situation plus grave encore, le Gouvernement zambien demandait au Conseil de sécurité d'envisager des mesures correctives pour faire cesser ces actes qui constituaient une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Ultérieurement, dans une lettre³⁷⁸ en date du 18 juillet 1969, adressée au Président du Conseil, trente-cinq États Membres agissant au nom de l'Organisation de l'unité africaine ont appuyé la demande de convocation du Conseil.

A la 1486^e séance, le 18 juillet 1969, la question a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil³⁷⁹. Celui-ci a examiné la question de sa 1468^e à sa 1491^e séance, tenues du 22 au 29 juillet 1969. Les représentants du Portugal³⁸⁰, de la Tanzanie³⁸¹, de la Somalie³⁸², du Kenya³⁸³, de la République arabe unie³⁸⁴, du Libéria, de Madagascar, de la Sierra Leone, de la Tunisie, du Gabon³⁸⁵ et de la République démocratique du Congo³⁸⁶ ont été invités à participer à la discussion.

A la 1486^e séance, le représentant de la Zambie* a déclaré que, depuis qu'il avait demandé la réunion du Conseil de sécurité, il s'était produit dans le district de Balovale une nouvelle attaque armée de soldats portugais contre des civils zambiens, qui avait fait deux morts. Il a déclaré en outre que la raison pour laquelle son gouvernement n'avait pas porté plus tôt cette affaire devant le Conseil de sécurité était qu'il jugeait préférable de régler les questions de cette nature sur une base bilatérale. Toute-

fois, les autorités portugaises étant devenues intransigeantes, son gouvernement avait jugé nécessaire de s'adresser au Conseil. Il a en outre dit que, au cours de la période qui s'était écoulée entre le 18 mai 1966 et le 30 juin 1969, il y avait eu près de 60 incursions militaires portugaises en territoire zambien, 35 par voie de terre et 25 par voie aérienne. Il s'agissait d'actes d'agression qui étaient une source constante de troubles et d'instabilité et qui constituaient une menace à la paix et à la sécurité non seulement de la Zambie mais de l'Afrique tout entière. Ils constituaient des violations flagrantes du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte.

Le représentant de la Zambie a ensuite cité certains des actes d'agression armée que le Portugal aurait commis contre le territoire zambien, et fourni des données techniques relatives aux fragments de bombes, de mines et de grenades afin d'établir la preuve de l'intervention directe des forces armées portugaises dans les incidents faisant l'objet de la plainte et de faire savoir aux membres de l'OTAN que les armes qu'ils fournissaient au Portugal n'étaient pas utilisées pour la défense du Portugal ou des pays membres de l'OTAN mais pour opprimer les peuples du Mozambique et de l'Angola et pour attaquer la Zambie. Devant ces nombreux actes d'agression, il incombe au Conseil d'examiner si le Portugal, Membre de l'Organisation des Nations Unies, respectait le principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte. En conclusion, le représentant de la Zambie, après avoir déclaré que son gouvernement se réservait le droit inhérent à la légitime défense en vertu de l'Article 51 de la Charte, a demandé au Conseil de condamner le Portugal pour son agression préméditée et non provoquée contre des civils zambiens non armés, de demander au Portugal de mettre fin à ses actes d'agression, de rendre les ressortissants zambiens enlevés par des soldats portugais en Angola et au Mozambique, et d'exiger qu'il verse des indemnités pour les biens et les foyers zambiens détruits³⁸⁷.

Le représentant du Portugal* a dit qu'il trouvait étrange que le Gouvernement zambien ait porté la question devant le Conseil de sécurité, évitant la méthode des pourparlers bilatéraux adoptée d'un commun accord par les deux gouvernements. En outre, ses allégations étaient sans fondement. En fait, celle qui avait trait au seul incident mentionné et qui aurait eu lieu le 20 juin — à savoir le bombardement du village de Lote dans la province orientale de Zambie — était aussi sans fondement. Il se demandait en outre pourquoi le représentant de la Zambie avait donné au Conseil une longue liste d'incidents qui avaient eu lieu en 1966 puisque ces incidents antérieurs avaient été considérés comme réglés dans le cadre de conversations bilatérales. Il a poursuivi en déclarant qu'aucun incident ne s'était produit avant 1966. Cependant, le Gouvernement zambien avait décidé en 1966 d'ouvrir son territoire à des activités hostiles contre l'Angola et le Mozambique.

³⁷⁷ S/9331, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 143.

³⁷⁸ S/9340 et Add.1 à 3, *ibid.*, p. 147.

³⁷⁹ 1486^e séance, avant le paragraphe 1.

³⁸⁰ *Ibid.*, par. 1.

³⁸¹ 1487^e séance, par. 12.

³⁸² *Ibid.*, par. 13.

³⁸³ 1488^e séance, par. 2.

³⁸⁴ *Ibid.*, par. 44.

³⁸⁵ 1489^e séance, par. 2.

³⁸⁶ *Ibid.*, par. 31.

³⁸⁷ 1486^e séance, par. 6 à 9, 14 à 21, 51, 52 et 58.

Il avait autorisé l'établissement, sur son territoire, de bases d'entraînement et d'approvisionnement pour des attaques armées contre les territoires portugais limitrophes.

C'était donc le Gouvernement zambien qui s'était lancé dans une politique d'hostilité contre le Portugal. Cette politique, consistant à autoriser l'emploi de la violence contre le Portugal, s'était concrétisée par des attaques conduites à partir du territoire zambien contre les territoires portugais.

Le Gouvernement portugais, face à cette situation, avait, d'une part, essayé de faire entendre raison à la Zambie et, d'autre part, donné des instructions très strictes à ses propres forces de sécurité pour qu'elles respectent l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République de Zambie. Par contre, il ne pouvait pas permettre que ses forces de sécurité stationnées à la frontière soient harcelées et que des éléments hostiles se trouvant de l'autre côté de la frontière tirent sur elles sans que ces forces se considèrent en état de légitime défense et réagissent. C'était au Gouvernement zambien qu'il appartenait de prendre des mesures afin que cessent les tirs à travers la frontière, à partir de son territoire, sur les territoires portugais. Aussi le Gouvernement portugais espérait-il que le Conseil de sécurité inviterait le Gouvernement zambien à respecter à cet égard les normes de la bonne conduite internationale.

Le représentant du Portugal a en outre insisté sur le fait que non seulement le Gouvernement zambien autorisait des éléments hostiles à mener des activités violentes illégales contre les forces de sécurité portugaises, mais aussi que les forces armées zambiennes intervenaient parfois dans les incidents. L'espace aérien portugais avait été violé à maintes reprises par l'armée de l'air zambienne. Le Portugal avait donc patiemment cherché à parvenir à un accord avec la Zambie au moyen d'entretiens bilatéraux qui avaient eu lieu à New York, à Londres et en Zambie même. Mais la Zambie ne semblait pas vouloir parvenir à un accord et avait saisi le Conseil de sécurité d'accusations sans fondement dirigées contre le Portugal.

En conclusion, le représentant du Portugal a déclaré que son gouvernement avait donné à la Zambie l'assurance qu'il restait désireux de coopérer avec elle et d'entretenir avec elle des relations de bon voisinage et qu'il souhaitait que la Zambie comprendrait enfin les avantages de la coopération mutuelle pour le bien-être des populations respectives des deux pays. Se référant à l'Article 33 de la Charte, il a exprimé l'espoir que la Commission mixte luso-zambienne pourrait encore être un instrument d'entente et de coopération entre la Zambie et le Portugal³⁸⁸.

Dans sa réponse, le représentant de la Zambie*, se référant à l'affirmation du Portugal selon laquelle il existait une commission permanente luso-zambienne chargée de s'occuper des incidents de frontière, a déclaré qu'il n'y avait jamais eu de commission mixte permanente luso-zambienne chargée d'examiner les incidents de ce genre. De temps à autre, seuls des comités *ad hoc* s'étaient réunis. Il a ajouté que la Zambie avait eu recours à ce moyen dans le passé, mais, à peine un accord avait-il été signé que les Portugais se livraient à une attaque contre un autre village zambien. Quant à la plainte du Portugal portant sur des activités des ressortissants de l'Angola et du Mozambique à l'intérieur du Mozambique ou à l'intérieur de l'Angola, il a affirmé que le Gouvernement zambien ne pouvait pas accepter la responsabilité de ces activités, qui relevaient de la responsabilité du Gouvernement portugais puisque chaque gouvernement avait le devoir de contrôler les activités de ses propres ressortissants³⁸⁹.

A la 1488^e séance, le 23 juillet 1969, le représentant du Portugal*, se référant aux accusations précises dont la Zambie avait saisi le Conseil, a déclaré qu'il devenait évident que le Gouvernement zambien ou bien ne voulait pas surveiller ses frontières, ou bien ne le pouvait pas. Néanmoins, il ne saurait se soustraire à sa responsabilité en ce qui concernait les attaques faites contre le territoire portugais. Pour terminer, il a repoussé les accusations selon lesquelles son gouvernement utilisait en Afrique des armes fournies par l'OTAN³⁹⁰.

A la 1489^e séance, le 24 juillet 1969, le représentant de la Zambie* a déclaré que si son gouvernement avait porté l'incident de Lote devant le Conseil, c'était parce que le Portugal violait depuis quatre ans son intégrité territoriale. En ce qui concernait les trois séries d'incidents, le Gouvernement zambien avait invité les représentants du Gouvernement portugais à venir en Zambie constater eux-mêmes les résultats des actes d'agression. Ils n'avaient accepté la responsabilité que d'un seul de ces actes. En ce qui concerne les deux autres incidents, ils avaient affirmé qu'ils avaient attaqué dans l'exercice du prétendu droit de poursuite. Le Gouvernement zambien en avait conclu que le règlement pacifique n'avait aucun sens pour les Portugais.

Décision du 28 juillet 1969 (1491^e séance) : résolution 268 (1969)

A la 1491^e séance, le 28 juillet 1969, le représentant du Pakistan a présenté un projet de résolution proposé conjointement par l'Algérie, le Népal, le Pakistan et le Sénégal³⁹¹. Ultérieurement, le Président a mis aux voix le projet de résolution des quatre puissances, qui a été adopté³⁹² par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu³⁹³ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant entendu les déclarations des parties,

Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales,

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Inquiet de la situation grave créée par le bombardement portugais du village de Lote, dans le district de Katete de la province orientale de Zambie, à la frontière du territoire du Mozambique,

Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,

1. *Censure énergiquement* les attaques portugaises contre le village de Lote, dans le district de Katete de la province orientale de Zambie, qui ont causé la mort de civils zambiens et des dommages matériels;

2. *Demande* au Portugal de cesser immédiatement de violer l'intégrité territoriale de la Zambie et de lancer des raids non provoqués contre le territoire zambien;

3. *Requiert* la mise en liberté et le rapatriement immédiats de tous les civils de Zambie enlevés par les forces militaires portugaises opérant dans les territoires coloniaux de l'Angola et du Mozambique;

4. *Requiert en outre* le Portugal de restituer tous les biens enlevés illégalement du territoire zambien par les forces militaires portugaises;

5. *Déclare* que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer au paragraphe 2 de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d'autres mesures;

6. *Décide* de demeurer saisi de la question.

³⁹⁰ 1488^e séance, par. 27, 28 et 40 à 42.

³⁹¹ 1491^e séance, par. 3 et 4.

³⁹² *Ibid.*, par. 26.

³⁹³ Résolution 268 (1969).

³⁸⁸ *Ibid.*, par. 63 à 69, 71, 73, 74, 85, 86 et 92.

³⁸⁹ *Ibid.*, par. 109, 110 et 112.

Décision du 12 octobre 1971 (1592^e séance) : résolution 300

Par une lettre ³⁹⁴ en date du 6 octobre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Zambie a demandé la convocation aussitôt que possible d'une réunion du Conseil de sécurité en vue de l'examen d'une série d'incidents et de violations graves qui étaient le fait des forces du Gouvernement sud-africain et portaient atteinte à la souveraineté, l'espace aérien et l'intégrité territoriale de la Zambie. Dans la lettre, il était en outre indiqué que des incidents fréquents se produisaient depuis longtemps dans la zone frontrière située entre la Zambie et le Territoire international de la Namibie, où le Gouvernement sud-africain maintenait illégalement des forces militaires et de police en vue de réprimer les mouvements de libération namibiens. A une date toute récente, le 5 octobre 1971, des forces sud-africaines venant de la bande de Caprivi en Namibie avaient pénétré illégalement en territoire zambien.

Dans une lettre ³⁹⁵ en date du 7 octobre 1971, adressée au Président du Conseil, quarante-sept Etats Membres ³⁹⁶ ont appuyé la demande de convocation du Conseil présentée par la Zambie. Par la suite, le Lesotho a aussi appuyé la demande de convocation d'une réunion du Conseil ³⁹⁷.

A la 1590^e séance, le 8 octobre 1971, la question a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Le Conseil a examiné cette question de sa 1590^e à sa 1592^e séance, tenues du 8 au 12 octobre 1971. Les représentants de la Zambie, de la Tanzanie, du Nigéria, de l'Afrique du Sud, du Kenya ³⁹⁸, de la Guinée ³⁹⁹, de la Yougoslavie ⁴⁰⁰, de l'Inde et du Pakistan ⁴⁰¹ ont été invités à participer aux débats.

A la 1590^e séance, le 8 octobre 1971, le représentant de la Zambie* a déclaré qu'une série de violations systématiques et préméditées de la souveraineté de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie avait été perpétrée par les forces armées sud-africaines. Le 5 octobre 1971, à 19 h 30, heure locale, des unités de l'armée sud-africaine étaient entrées illégalement en Zambie, à Katime Mulilo, à bord de vedettes rapides et d'hélicoptères, prétendument pour poursuivre des combattants de la liberté qui, pensaient-elles, avaient pénétré dans la bande de Caprivi, dans le Territoire international des Nations Unies de la Namibie, en passant par la Zambie. Après avoir passé un certain temps en Zambie à les chercher en vain, les forces armées sud-africaines étaient retournées à leur base militaire dans la bande de Caprivi. Il a en outre énuméré vingt-quatre incidents survenus entre le 26 octobre 1968 et le 5 octobre 1971. Ces incidents sérieux étaient dirigés contre la Zambie parce que ce pays était limitrophe du Territoire international de la Namibie qui était sous un régime minoritaire illégal; parce qu'il croyait à une politique de non-racisme et s'opposait à un dialogue avec l'Afrique du

Sud et à la prétendue politique d'ouverture vers l'extérieur; parce qu'il croyait que les peuples d'Afrique australe et de Guinée-Bissau avaient le droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; parce qu'il s'opposait à la suprématie blanche et s'acquittait des obligations qui lui incombaient en vertu de l'Article 25 de la Charte. Il a souligné que le Gouvernement zambien n'acceptait aucune responsabilité quant aux activités, à l'intérieur de la Namibie, des combattants de la liberté namibiens qui menaient un juste combat pour résister à l'occupation et à la répression sud-africaines.

En outre, l'Afrique du Sud s'était rendue coupable d'ingérence dans les affaires intérieures de la Zambie en finançant des partis d'opposition à l'intérieur de ce pays. Bien que la Zambie désirât la paix et la stabilité à ses frontières, il était peu réaliste de parler de paix avec l'Afrique du Sud tant que les problèmes majeurs de l'*apartheid* et de la race ne seraient pas résolus. Bien qu'il eût certaines réserves au sujet de l'envoi de missions d'enquête, le Gouvernement zambien se féliciterait de l'envoi d'une mission de ce genre par le Conseil, à condition qu'elle puisse se rendre sans entrave en Namibie ⁴⁰².

A la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud* a déclaré que, les 4 et 5 octobre, des incidents s'étaient bien produits dans la bande de Caprivi. Le 4 octobre, le véhicule de membres de la police sud-africaine en patrouille près de la frontière entre le Caprivi oriental et la Zambie a sauté sur une mine. Quatre des occupants ont été gravement blessés. Le lendemain, d'autres membres des forces de police ayant été envoyés enquêter sur les lieux, une autre mine terrestre a explosé, tuant l'un des policiers. On avait trouvé les traces de quatre personnes allant d'un point situé vers la frontière zambienne à l'emplacement de la mine et repartant en direction de la frontière zambienne. Le Premier Ministre d'Afrique du Sud avait, à maintes reprises, signalé que son pays ne tolérerait pas des attaques faites contre son peuple ou les peuples du « Sud-ouest africain » à travers la frontière de la République ou du Territoire. Des mesures étaient prises pour poursuivre les coupables, et les poursuivants se défendraient s'ils étaient attaqués. Toutefois, les forces de police sud-africaines n'avaient pas franchi la frontière zambienne. Elles avaient suivi les traces laissées par les quatre personnes jusqu'à l'endroit où elles disparaissaient dans la zone de la bande de Caprivi et avaient regagné leur stationnement. Le représentant de l'Afrique du Sud a admis qu'il y avait eu des cas de franchissement non autorisé de frontières et de violation de l'espace aérien dans la région de la frontière entre la Zambie et le Caprivi oriental mais que la responsabilité en incombait aux deux parties, et pas seulement à l'Afrique du Sud. Il s'agissait d'incidents qui n'étaient pas intentionnels et qui étaient dus au fait que le fleuve qui servait de frontière entre la Zambie et la bande de Caprivi avait un cours très sinueux et que la frontière ne se trouvait pas toujours au milieu du fleuve.

Entre le 23 octobre 1969 et le 5 mai 1970, la Zambie s'était plainte de huit violations de l'espace aérien par l'Afrique du Sud. Mais la Zambie avait, à douze reprises, violé l'espace aérien du Sud-Ouest africain entre novembre 1969 et juillet 1971. Le représentant de l'Afrique du Sud a souligné que les accusations du Gouvernement zambien étaient absolument sans fondement. Cependant, il se produisait des incidents beaucoup plus graves au cours desquels, franchissant la frontière de la Zambie, des bandes armées s'infiltraient dans la bande de Caprivi pour semer la mort et la destruction. Cinq mines avaient explosé en 1971. Ces bandes armées opéraient à partir de camps

³⁹⁴ S/10352, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 22 et 23.

³⁹⁵ S/10364, *ibid.*, p. 27.

³⁹⁶ *Ibid.*, quarante-sept Etats Membres : Algérie, Barbade, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guyane, Haute-Volta, Inde, Jamaïque, Kenya, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe libyenne, République arabe syrienne, République centrafricaine, République populaire du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Yougoslavie, Zambie.

³⁹⁷ S/10368, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 28.

³⁹⁸ 1590^e séance, par. 1 et 2.

³⁹⁹ *Ibid.*, par. 143.

⁴⁰⁰ 1591^e séance, par. 2.

⁴⁰¹ *Ibid.*, par. 3 et 4.

⁴⁰² 1590^e séance, par. 7 à 23.

situés en Zambie, recevaient un abri sur le sol zambien et bénéficiaient de l'appui du Gouvernement zambien. Le Gouvernement sud-africain avait demandé à la Zambie d'empêcher des incursions armées dans le Sud-Ouest africain à partir de son territoire, mais n'avait pas obtenu de réponse. Bien que la politique du Gouvernement sud-africain fût d'éviter les incidents de frontière et les violations de l'espace aérien des pays voisins, il était de son devoir, dans le cas d'incursions de terroristes, de protéger les habitants de l'Afrique du Sud et du « Sud-Ouest africain » contre des actes de terrorisme, actes qui ne seraient pas tolérés⁴⁰³.

A la même séance, le représentant de la République arabe syrienne a présenté⁴⁰⁴ un projet de résolution, dont le Burundi, la Sierra Leone, la République arabe syrienne étaient coauteurs.

A la 1592^e séance, le 12 octobre 1971, le représentant de la Somalie a fait savoir que, à la suite de nombreuses consultations entre les membres du Conseil, les trois pays africains présentant le projet de résolution avaient décidé⁴⁰⁵ de le modifier pour tenir compte des différentes positions des membres et pour présenter un texte susceptible d'être adopté à l'unanimité.

Le Président a alors mis aux voix le projet de résolution

⁴⁰³ *Ibid.*, par. 59 à 72.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, par. 175 à 177.

⁴⁰⁵ 1592^e séance, par. 3 à 18.

révisé, qui a été adopté⁴⁰⁶ à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu⁴⁰⁷ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant reçu la lettre du représentant de la Zambie reproduite dans le document S/10352 ainsi que la lettre de quarante-sept Etats Membres publiée sous la cote S/10364.

Prenant note de la déclaration du représentant de la Zambie concernant des violations de la souveraineté de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie par l'Afrique du Sud.

Prenant note de la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine,

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres doivent s'abstenir dans leurs relations de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,

Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité,

Préoccupé par la situation qui règne aux frontières de la Zambie et de la Namibie, au voisinage de la bande de Caprivi,

1. *Réaffirme* que toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre est contraire à la Charte des Nations Unies;

2. *Fait appel* à l'Afrique du Sud pour qu'elle respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie;

3. *Déclare en outre* que, au cas où l'Afrique du Sud violerait la souveraineté ou l'intégrité territoriale de la Zambie, le Conseil de sécurité se réunira de nouveau pour examiner plus avant la situation conformément aux dispositions pertinentes de la Charte.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, par. 20.

⁴⁰⁷ Résolution 300 (1971).

SITUATION EN IRLANDE DU NORD

DÉBATS INITIAUX

Dans une lettre⁴⁰⁸ en date du 17 août 1969, le représentant de l'Irlande a demandé, en vertu de l'Article 35 de la Charte des Nations Unies, la convocation d'urgence du Conseil de sécurité. Il était déclaré dans cette lettre qu'au cours de la semaine qui venait de s'écouler il s'était créé, dans les six comtés d'Irlande du Nord, une situation découlant de l'oppression continue des habitants de la région. La gendarmerie (Constabulary) royale de l'Ulster avait été incapable de tenir en main la situation, ce qui avait conduit à l'intervention des forces militaires britanniques. Les propositions faites par son gouvernement et tendant à ce que le Royaume-Uni demande à l'ONU d'envoyer une force de maintien de la paix et, ultérieurement, à ce que soit créée une force commune de maintien de la paix composée d'éléments britanniques et irlandais avaient été rejetées par le Gouvernement britannique. En conséquence, le Gouvernement irlandais se voyait contraint d'en appeler au Conseil de sécurité pour qu'une force de maintien de la paix de l'ONU soit envoyée dans la région car il ne pouvait rester inactif devant le préjudice subi par les habitants des six comtés d'Irlande du Nord, et il ne pouvait tolérer les tensions créées le long de la frontière qui pouvaient donner lieu à des troubles sérieux sur son propre territoire. Il était demandé que la délégation irlandaise puisse se faire entendre à tous les stades de l'examen de la question par le Conseil afin de pouvoir exposer sa position.

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner la

situation en Irlande du Nord à sa 1503^e séance, le 20 août 1969.

Au sujet de l'adoption de l'ordre du jour, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le principe de la compétence nationale énoncé au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte était un principe fondamental. S'il était violé ou affaibli les conséquences pour l'ONU seraient extrêmement graves⁴⁰⁹.

Le représentant de la Finlande a proposé que, avant de se prononcer sur son ordre du jour, le Conseil de sécurité invite le Ministre irlandais des affaires étrangères à faire une déclaration pour expliquer la demande de son gouvernement tendant à ce que le Conseil de sécurité se réunisse⁴¹⁰.

Décision du 20 août 1969 (1503^e séance)

Déclaration du Président

A la 1503^e séance, le 20 août 1969, le Président (Espagne) a déclaré que le Conseil de sécurité, avant de se prononcer sur son ordre du jour, avait décidé d'inviter le Ministre irlandais des affaires étrangères à faire une déclaration devant le Conseil pour expliquer la demande de convocation d'urgence du Conseil de sécurité présentée par son gouvernement⁴¹¹.

A la même séance, le Ministre des affaires étrangères d'Irlande*, après s'être élevé contre l'argument selon lequel la situation en Irlande du Nord relevait exclusive-

⁴⁰⁸ S/9394, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1969*, p. 176 et 177.

⁴⁰⁹ 1503^e séance, par. 2 à 14. Pour l'examen du paragraphe 7 de l'Article 2, voir chap. XII, cas n° 12.

⁴¹⁰ 1503^e séance, par. 15 à 17.

⁴¹¹ *Ibid.*, par. 20.

ment de la compétence nationale du Royaume-Uni⁴¹², a déclaré que la situation qui existait dans les six comtés d'Irlande du Nord découlait du partage de l'Irlande, décision prise unilatéralement par le Gouvernement du Royaume-Uni et qui n'avait jamais été reconnue par le Gouvernement irlandais, qui avait pour politique déclarée d'obtenir la réunification par des moyens pacifiques. Le refus persistant du Gouvernement du Royaume-Uni d'octroyer les droits civiques à une grande partie de la population d'Irlande du Nord avait abouti à la crise actuelle. Bien que la délégation irlandaise* soutint que cet aspect de la question suffisait à lui seul à justifier la demande de réunion du Conseil de sécurité, une autre raison pour laquelle le Conseil devrait s'occuper de la question était que la situation grave qui existait en Irlande du Nord pouvait empirer au point d'entraîner une dégradation des relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. Il ne faisait aucun doute que la situation en Irlande du Nord était grave et pouvait porter atteinte aux relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. La crise actuelle avait été provoquée par la décision du gouvernement des six comtés d'autoriser l'organisation d'un défilé de provocation par une organisation protestante sectaire de Derry, malgré les mises en garde formulées par son gouvernement. Les désordres qui s'étaient produits à Derry s'étaient étendus rapidement à d'autres villes de la région, provoquant des pertes en vies humaines, des dégâts maté-

⁴¹² Pour l'examen du paragraphe 7 de l'Article 2, voir chap. XII, cas n° 12.

riels et le quasi-effondrement du dispositif de maintien de l'ordre. L'envoi de troupes britanniques constituait l'aveu du gouvernement des six comtés de son impuissance à maintenir l'ordre de façon impartiale avec ses forces de police. Il a souligné que la présence d'une force de maintien de la paix impartiale était indispensable dans la mesure où la présence de troupes britanniques constituait l'un des facteurs fondamentaux de la perpétuation du partage. Le Conseil devait également tenir compte du fait que la tension créée par ces événements risquait de s'étendre au-delà de la région intéressée et d'entraîner des heurts entre deux Etats Membres voisins⁴¹³.

Décision du 20 août 1969 (1503^e séance) :

Ajournement

A la 1503^e séance, le 20 août 1969, le représentant de la Zambie a déclaré que la question dont le Conseil était saisi était de savoir s'il devait ou non adopter l'ordre du jour. Compte tenu des déclarations qui avaient été faites jusqu'alors, le Conseil serait peut-être plus avisé d'ajourner sa décision sur la question. En conséquence, il proposait que, conformément au règlement intérieur et plus particulièrement à l'alinéa b de l'article 33, la séance soit ajournée⁴¹⁴.

La proposition d'ajournement a été adoptée à l'unanimité.

⁴¹³ 1503^e séance, par. 23 à 43.

⁴¹⁴ *Ibid.*, par. 68.

PLAINTÉ DU SÉNÉGAL

Décision du 9 décembre 1969 (1520^e séance) : résolution 273 (1969)

Par une lettre⁴¹⁵ en date du 27 novembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Sénégal a fait savoir au Conseil que, le 25 novembre 1969, l'armée régulière portugaise, de la base de Bégène en Guinée (Bissau), avait bombardé le village de Samine, situé dans la région sud du Sénégal, faisant un mort et huit blessés graves et causant des dommages matériels. Ce n'était pas la première fois que les forces portugaises attaquaient des citoyens sénégalais et violaient le territoire sénégalais. Devant les pertes de vies humaines et les destructions de biens de plus en plus graves, le Gouvernement sénégalais se voyait obligé de dénoncer la politique de provocations systématiques du Portugal et de demander la convocation, dans les meilleurs délais, du Conseil de sécurité pour l'examen de cette question.

Par une lettre⁴¹⁶ en date du 2 décembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, ont appuyé la demande du Sénégal. Rappelant que d'autres Etats africains limitrophes des territoires sous domination portugaise avaient aussi été l'objet d'actes

d'agression de la part du Portugal, les signataires de la lettre disaient combien les menaces et les actes d'agression constamment perpétrés par le Portugal préoccupaient l'Afrique et ont exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité prendrait les mesures qui s'imposaient pour mettre un terme à ces agressions, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

A la 1516^e séance, le 4 décembre 1969, le Conseil de sécurité a adopté⁴¹⁷ l'ordre du jour et a examiné la question de sa 1516^e à sa 1520^e séance, tenues du 4 au 9 décembre 1969. A la 1516^e séance, le 4 décembre, les représentants du Portugal, de la Guinée et du Maroc ont été invités⁴¹⁸ à prendre part à la discussion. Par la suite, à la 1517^e séance, le 5 décembre, les représentants du Libéria, de Madagascar, de la Sierra Leone, de la Tunisie, du Mali, de l'Arabie Saoudite, de la Syrie, du Yémen et de la République arabe unie⁴¹⁹ et, à la 1518^e séance, le 8 décembre, le représentant de la Mauritanie⁴²⁰ ont aussi été invités à participer à la discussion.

A la 1516^e séance, le 4 décembre 1969, le représentant du Sénégal a relaté l'incident qu'il avait décrit dans sa lettre du 27 novembre et que son gouvernement estimait suffisamment grave pour constituer une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a ensuite mentionné les nombreuses violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriales du Sénégal commises par les forces portugaises depuis avril 1963 et a rappelé les résolutions antérieures du Conseil⁴²¹ dans lesquelles celui-ci avait déploré

⁴¹⁷ 1516^e séance, avant le paragraphe 40.

⁴¹⁸ *Ibid.*, par. 40 et 41.

⁴¹⁹ 1517^e séance, par. 4, 59 et 92.

⁴²⁰ 1518^e séance, par. 3.

⁴²¹ Résolution 178 (1963) et résolution 204 (1965).

⁴¹⁵ S/9513, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1969*, p. 132.

⁴¹⁶ S/9524 et Add.1, *ibid.*, p. 159.

ces actes et demandé au Portugal de prendre toutes les mesures efficaces nécessaires pour empêcher des violations de ce genre. Malgré ces résolutions, le Portugal avait commis d'autres actes de provocation et, depuis janvier 1969, les incidents étaient devenus plus fréquents et plus graves, les forces portugaises violant l'espace aérien sénégalais et bombardant les villages sénégalais, tuant, blessant et enlevant des villageois. Si le Portugal persistait dans sa politique de provocation systématique et de violation de l'intégrité territoriale des pays africains, dans laquelle il était assuré du soutien de ses alliés, en particulier de l'Afrique du Sud, le Sénégal n'aurait d'autre choix que de recourir à la force pour imposer le respect de la souveraineté de son territoire. Toutefois, le Sénégal était convaincu que le Conseil de sécurité ferait en sorte que cette mesure ne soit pas nécessaire en adoptant une résolution efficace dans laquelle il condamnerait sévèrement les autorités portugaises et les actes d'agression⁴²².

A la même séance, le représentant du Portugal* a déclaré, en réponse, que les attaques étaient toujours venues du Sénégal, et que le Portugal s'était borné à prendre les mesures de légitime défense strictement nécessaires. C'était un fait notoire que des organisations anti-portugaises opéraient depuis plusieurs années contre la Guinée portugaise à partir de bases situées au Sénégal, notamment de la base de Samine. Après avoir énuméré les incidents de violation du territoire de la Guinée portugaise, notamment des tirs d'artillerie, des raids et des violations de l'espace aérien, le représentant du Portugal a déclaré que nul ne pouvait contester le droit de légitime défense du Portugal, droit qu'il avait exercé au minimum et à l'intérieur de son territoire. Dans le cas considéré, le Portugal n'excluait pas *a priori* la possibilité qu'après des tirs d'artillerie et des infiltrations venant du Sénégal la riposte du Portugal ait eu les conséquences mentionnées par le Sénégal. Si tel était le cas, il incombait au Sénégal, aux termes de l'Article 33 de la Charte, de prendre contact avec le Portugal pour qu'il soit procédé à une enquête en vue d'arriver à un règlement par voie de conciliation. Pour sa part, le Portugal était prêt à examiner la question avec le Sénégal et, après une enquête bilatérale en bonne et due forme, à verser au Sénégal des dommages-intérêts pour tout préjudice éventuel⁴²³.

A la 1518^e séance, le 8 décembre 1969, le Président (Zambie) a fait savoir⁴²⁴ au Conseil que, par une lettre⁴²⁵ en date du 7 décembre, le représentant du Sénégal avait demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence pour examiner une nouvelle plainte relative à un nouveau bombardement de Samine qui avait provoqué d'autres pertes en vies humaines et d'autres dégâts matériels. La lettre était inscrite⁴²⁶ à l'ordre du jour, ainsi que la plainte antérieure.

A la même séance, le représentant du Sénégal a déclaré que le Portugal avait commis le nouvel acte d'agression mentionné dans la lettre de sa délégation à un moment où le Conseil examinait la plainte précédente du Sénégal, et qu'il avait ainsi bravé le Conseil de sécurité. Il a rappelé le plan de paix en quatre points pour la Guinée (Bissau), publiquement proposé par le Président du Sénégal, qui prévoyait un cessez-le-feu suivi immédiatement par des négociations entre le Portugal et les mouvements nationalistes, négociations aboutissant à une période d'autonomie interne suivie par l'accession à l'indépendance dans

le cadre d'une communauté luso-africaine. Les bombardements des villages sénégalais avaient été la seule réponse du Portugal à ce plan de paix. En conséquence, le représentant du Sénégal demandait au Conseil de sécurité de condamner sévèrement et sans retard le Portugal pour ses actes d'agression répétés⁴²⁷.

Au cours des débats, un certain nombre de représentants ont exprimé l'avis que le droit de légitime défense auquel prétendait le Portugal était inadmissible parce que la présence coloniale continue du Portugal en Afrique était illégitime et contraire à la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale⁴²⁸.

A la 1519^e séance, le 8 décembre 1969, le Conseil était saisi d'un projet de résolution⁴²⁹ présenté par l'Algérie, le Népal, le Pakistan et la Zambie, qui a été ultérieurement révisé⁴³⁰ par les auteurs à la suite de consultations.

A la 1520^e séance, le 9 décembre 1969, le représentant du Portugal* a déclaré que, contrairement à ce qui avait été affirmé au cours des débats, sa délégation n'avait pas reconnu le bien-fondé de la plainte initiale du Sénégal. Il avait mis l'accent sur le droit inaliénable de légitime défense du Portugal contre des attaques armées dirigées contre son territoire, attaques qui étaient contraires à la Charte et ne pouvaient être légitimées par des résolutions de l'Assemblée générale, qui n'étaient rien d'autre que des recommandations, ni même par celles du Conseil de sécurité. Dans la Charte rien ne justifiait une « double interprétation » de l'Article 51 de manière à priver le Portugal de son droit de légitime défense. Il a insisté sur le fait que le Portugal avait été admis en tant qu'Etat Membre avec tous ses territoires tels qu'ils étaient définis par la Constitution portugaise et qu'il n'était pas de la compétence de l'ONU de contester l'intégrité territoriale de l'Etat portugais. Se référant à l'incident qui aurait eu lieu d'après la plainte du Sénégal en date du 7 septembre, le représentant du Portugal a fait savoir que les informations que sa délégation avait reçues n'indiquaient pas que des forces de sécurité portugaises y avaient été impliquées. Toutefois, il semblait s'être produit à Samine un incident auquel aurait été mêlés la population locale et des groupes armés rivaux organisés pour attaquer la Guinée portugaise. Le représentant du Portugal a lancé de nouveau un appel pour qu'une enquête soit faite sur les lieux afin d'établir la vérité⁴³¹.

A la même séance, le projet de résolution révisé a été adopté⁴³² par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte en était ainsi conçu⁴³³ :

Le Conseil de sécurité,

Prenant acte des plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/9513 et S/9541.

Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales.

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

⁴²⁷ *Ibid.*, par. 5 à 13.

⁴²⁸ Pour les textes des déclarations pertinentes, voir 1518^e séance : Madagascar*, par. 18 et 19; Mauritanie*, par. 131 et 132; Népal, par. 116 à 121; République arabe unie*, par. 57 à 62; Tunisie*, par. 37 et 42 à 44; URSS, par. 104 et 105; 1519^e séance : Pakistan, par. 17; Syrie*, par. 46.

⁴²⁹ S/9542, 1519^e séance, par. 3.

⁴³⁰ S/9542 Rev.1, *ibid.*, par. 28 et 29.

⁴³¹ 1520^e séance, par. 9 à 19.

⁴³² *Ibid.*, par. 56.

⁴³³ Résolution 273 (1969).

⁴²² 1516^e séance, par. 47 à 69.

⁴²³ *Ibid.*, par. 101 à 135.

⁴²⁴ 1518^e séance, par. 4.

⁴²⁵ S/9541, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1969*, p. 166.

⁴²⁶ 1518^e séance, avant le paragraphe 1.

Inquiet de la situation grave créée par les tirs d'obus sur le village de Samine, dans la région sud du Sénégal, à partir de la base de Bégène,

Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,

Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963 et 204 (1965) du 19 mai 1965,

1. *Condamne sévèrement* les autorités portugaises pour ces tirs d'obus sur le village de Samine, tirs qui ont provoqué: 1) le 25 novembre 1969, un mort et huit blessés graves et ont atteint un bâtiment de la gendarmerie sénégalaise et entièrement détruit deux maisons dans le village de Samine; 2) le 7 décembre 1969, cinq morts et une blessée grave;

2. *Demande une fois de plus* au Portugal de cesser immédiatement de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal;

3. *Déclare* que, au cas où le Portugal manquerait à se conformer au paragraphe 2 de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner d'autres mesures;

4. *Décide* de demeurer saisi de la question.

Décision du 15 juillet 1971 (1572^e séance) : résolution 294 (1971)

Par une lettre ⁴³⁴ en date du 6 juillet 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Sénégal a informé le Conseil de sécurité d'une « nouvelle violation manifeste et caractérisée de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal » impliquant la pose de mines antipersonnel et de mines antichar, commise par les forces régulières portugaises depuis mai 1971, faisant des morts, des blessés et provoquant des dégâts matériels. Etant donné ces incidents et ceux qui avaient été relatés dans ses lettres antérieures en date des 27 avril ⁴³⁵ et 16 juin 1971 ⁴³⁶, il demandait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité.

Dans une lettre ⁴³⁷ en date du 10 juillet, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Portugal a déploré que le Sénégal ait demandé la convocation du Conseil de sécurité sans avoir au préalable tenté d'établir par des contacts directs avec le Portugal la vérité des faits, comme il est prévu dans la Charte. En outre, le Sénégal avait systématiquement rendu le Portugal responsable d'incidents qui auraient eu lieu à la frontière luso-sénégalaise sans fournir la preuve de ce qu'il avançait. Le Portugal continuait à être victime d'agressions commises par le Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), groupement subversif qui organisait et préparait, sur le territoire sénégalais, des attaques armées contre la Guinée portugaise et était responsable de tous les problèmes qui se posaient dans les zones frontalières respectives. En ce qui concernait les incidents mentionnés dans la plainte du Sénégal, le représentant du Portugal a déclaré que les circonstances paraissaient plutôt indiquer que le PAIGC en était responsable. En conséquence, son gouvernement repoussait les accusations du Sénégal et rejetait catégoriquement toute responsabilité en ce qui concernait les incidents.

Dans une lettre ⁴³⁸ en date du 12 juillet 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants des pays suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe libyenne, Républi-

que arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, ont appuyé la demande de convocation du Conseil de sécurité faite par le Sénégal et ont demandé au Conseil de prendre les mesures qui s'imposaient pour que le Portugal se conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en mettant fin à ces agressions caractérisées et en accordant l'autodétermination et l'indépendance à ses colonies, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

A la 1569^e séance, le 12 juillet 1971, le Conseil de sécurité a inscrit ⁴³⁹ la question à son ordre du jour et l'a examinée de sa 1569^e à sa 1572^e séance, tenues du 12 au 15 juillet 1971. A la 1569^e séance, le 12 juillet, les représentants du Sénégal et de la Guinée ont été invités ⁴⁴⁰ à participer à la discussion. Ultérieurement, à la 1570^e séance, le 13 juillet, les représentants du Mali, du Soudan et de la Mauritanie ⁴⁴¹ et, à la 1571^e séance, le 14 juillet, les représentants de Maurice, du Togo et de la Zambie ⁴⁴² ont été aussi invités à participer à la discussion.

A la 1569^e séance, le 12 juillet 1971, le représentant du Sénégal* a déclaré que les actes les plus récents d'agression commis par les troupes portugaises s'inscrivaient dans une suite déjà longue de violations de l'intégrité territoriale du Sénégal et étaient étroitement liés à la répression par le Portugal des mouvements nationalistes en Guinée (Bissau). Après avoir rappelé l'examen, par le Conseil de sécurité, de plaintes antérieures du Sénégal contre le Portugal, il a ajouté que, depuis que le Conseil avait, pour la dernière fois, examiné la question, en décembre 1969, il y avait eu une escalade des actes de violence perpétrés par le Portugal qui se traduisaient par un nombre de plus en plus grand de blessés et des dommages matériels de plus en plus importants et comprenaient la pose de mines antichars et de mines antipersonnel sur le territoire sénégalais. Le représentant du Sénégal a ensuite passé en revue les incidents relatés dans la plainte la plus récente du Sénégal et a déclaré que les Etats africains étaient persuadés que le Portugal ne pouvait mener sa politique de répression que parce qu'il bénéficiait de l'appui de ses alliés de l'OTAN. Il a rappelé que son gouvernement avait proposé un plan de paix de nature à mettre un terme à la lutte qui opposait en Guinée (Bissau) le Portugal et les nationalistes et à aboutir à l'indépendance par la négociation. Ce plan avait été approuvé par les mouvements de libération mais il n'y avait pas encore eu de réaction du Portugal. Rappelant la résolution 273 (1969) du Conseil de sécurité aux termes de laquelle le Conseil avait déclaré que, au « cas où le Portugal manquerait à se conformer au paragraphe 2 de cette résolution, le Conseil de sécurité se réunirait pour examiner d'autres mesures » ⁴⁴³, le représentant du Sénégal a dit que son gouvernement, après avoir épuisé toutes les procédures prévues par la Charte, priait le Conseil de sécurité de prendre des mesures efficaces pour donner effet à ses décisions et s'acquitter de la responsabilité qui lui incombait, aux termes de la Charte, de réprimer les actes d'agression ⁴⁴⁴.

A la 1570^e séance, le 13 juillet 1971, le représentant de l'URSS a rappelé la résolution ⁴⁴⁵ adoptée par le Conseil

⁴³⁹ 1569^e séance, avant le paragraphe 7.

⁴⁴⁰ *Ibid.*, par. 7 à 9.

⁴⁴¹ 1570^e séance, par. 2, 3 et 45.

⁴⁴² 1571^e séance, par. 4 et 5.

⁴⁴³ Résolution 273 (1969), par. 3. Au paragraphe 2, le Conseil de sécurité avait demandé au Portugal de cesser immédiatement de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal.

⁴⁴⁴ 1569^e séance, par. 14 à 72.

⁴⁴⁵ Résolution 178 (1963).

⁴³⁴ S/10251, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 31 et 32.

⁴³⁵ S/10182, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1971*, p. 37.

⁴³⁶ S/10227, *ibid.*, p. 85.

⁴³⁷ S/10255, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 33 et 34.

⁴³⁸ S/10259 et Add.1 et 2, *ibid.*, p. 36 et 37.

de sécurité en avril 1963, dans laquelle le Conseil avait condamné l'incursion portugaise dans le territoire du Sénégal et demandé que le Portugal prenne toutes mesures nécessaires pour empêcher toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal, et il a affirmé que le Portugal ne s'était pas conformé à cette décision qui avait un caractère obligatoire aux termes de la Charte des Nations Unies et avait poursuivi sa politique d'agression contre le Sénégal et d'autres Etats africains. Ces actes d'agression constituaient un prolongement direct de la politique coloniale du Portugal et seule l'application des dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, c'est-à-dire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, permettrait d'y mettre fin. Le colonialisme, le racisme et l'*apartheid* n'étaient pas une « affaire intérieure » du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud, mais la source constante et dangereuse de conflits aigus, de guerres et de tension internationale. Dans sa résolution 290 (1970), le Conseil de sécurité avait déjà averti solennellement le Portugal que si des attaques armées contre des Etats africains indépendants se reproduisaient, le Conseil envisagerait immédiatement des dispositions ou des mesures efficaces appropriées conformément aux dispositions pertinentes de la Charte⁴⁴⁶. Il incombait donc au Conseil de sécurité de prendre immédiatement des mesures efficaces contre le Portugal pour arrêter ces actes d'agression⁴⁴⁷.

A la 1572^e séance, le 15 juillet 1971, le représentant de la Somalie a noté que le Sénégal avait cherché à résoudre le conflit par voie de négociation et autres moyens pacifiques conformément aux dispositions de l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité était placé devant la responsabilité, à laquelle il ne pouvait se soustraire, de faire face à des actes d'agression. Se référant au rapport⁴⁴⁸ du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme qui avait beaucoup circulé en Casamance, au Sénégal, en 1970 et avait obtenu directement des témoignages révélateurs sur la situation à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), il a déclaré que sa délégation croyait que le Conseil de sécurité devait faire pleinement usage du pouvoir d'enquêter qui lui est conféré aux termes de l'Article 34 de la Charte afin d'être en mesure, sur la base d'informations nombreuses et solides, de prendre des mesures efficaces pour préserver la paix dans la région⁴⁴⁹. Le représentant de la Somalie a alors présenté un projet de résolution⁴⁵⁰ dont le Burundi, le Japon, la Sierra Leone, la Somalie et la Syrie⁴⁵¹ étaient les auteurs.

A la même séance, à la demande du représentant des Etats-Unis, un vote séparé a eu lieu sur le paragraphe 4 du dispositif, qui a été adopté⁴⁵² à l'unanimité. Puis le projet de résolution dans son ensemble a été adopté⁴⁵³ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Le texte en était ainsi conçu⁴⁵⁴ :

Le Conseil de sécurité,

Prenant acte des plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 et S/10251,

Prenant acte de la lettre du chargé d'affaires par intérim du Portugal,

Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Sénégal,

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales et réprimer tout acte d'agression,

Inquiet de la situation de plus en plus grave créée par les actes de violence perpétrés par les troupes portugaises contre le Sénégal depuis l'adoption de la résolution 273 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 9 décembre 1969,

Vivement ému par la pose répétée de mines sur le territoire sénégalais,

Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature, en portant atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Sénégal, risquent de compromettre la paix et la sécurité internationales,

Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

Ayant pris note du rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme sur les actes de violence portugais commis en territoire sénégalais,

Constatant que le Portugal ne s'est pas conformé aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 273 (1969)

1. *Demande au Gouvernement portugais la cessation immédiate de tous actes de violence et de destruction sur le territoire sénégalais et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la sécurité du Sénégal;*

2. *Condamne les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal;*

3. *Condamne la pose illégale sur le territoire sénégalais de mines antichars et antipersonnel;*

4. *Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général d'envoyer d'urgence sur place une mission spéciale composée de membres du Conseil, assistés de leurs experts militaires, pour faire une enquête sur les faits portés à la connaissance du Conseil, examiner la situation à la frontière de la Guinée (Bissau) et du Sénégal et faire rapport au Conseil en formulant toute recommandation en vue de garantir la paix et la sécurité dans cette région.*

Décision du 24 novembre 1971 (1601^e séance) : résolution 302 (1971)

Le 16 septembre 1971, la Mission spéciale créée conformément à la résolution 294 (1971) du Conseil de sécurité a présenté son rapport⁴⁵⁵ au Conseil de sécurité. Dans ses conclusions, la Mission a déclaré qu'il ressortait des déclarations qui lui avaient été faites, ainsi que des observations faites par elle-même, que c'était un principe strictement observé de la politique étrangère de la République du Sénégal que d'éviter de sa part tout engagement avec les forces portugaises autre que pour la défense même du territoire sénégalais. Il en ressortait également que les attaques armées répétées contre le Sénégal provoquaient des pertes en vies humaines et des dégâts matériels; elles créaient un climat d'insécurité et d'instabilité et étaient grosses d'une menace à la paix et à la sécurité dans la région. Toutes les traces d'actes de violence et de destruction que la Mission avait relevés elle-même se situaient le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), zone dans laquelle, d'après les observations de la Mission, le PAIGC ne se livrait à aucune activité militaire. La Mission avait relevé les indices propres à désigner comme responsables les autorités portugaises en Guinée (Bissau)

⁴⁴⁶ Résolution 290 (1970), par. 8.

⁴⁴⁷ 1570^e séance, par. 23 à 44.

⁴⁴⁸ E/CN.4/1050.

⁴⁴⁹ Pour l'examen de l'Article 34, voir chap. X, cas n° 2.

⁴⁵⁰ S/10266, 1572^e séance, par. 37.

⁴⁵¹ 1572^e séance, par. 26 à 37.

⁴⁵² *Ibid.*, par. 72 à 84.

⁴⁵³ *Ibid.*, par. 85.

⁴⁵⁴ Résolution 294 (1971).

⁴⁵⁵ S/10308 et Corr.1, Doc. off., 26^e année, Suppl. spécial n° 3.

et elle concluait que ces actes de violence et de destruction mentionnés apparaissaient bien être la conséquence de la situation spéciale qui existait en Guinée (Bissau) et qui était en contradiction avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, c'est-à-dire la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. La Mission recommandait que le Conseil de sécurité entreprenne toutes démarches et prenne toutes initiatives propres à amener le Portugal, d'une part, à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal et à cesser tous actes de violence et de destruction contre son territoire et ses populations et, d'autre part, à respecter le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de la Guinée (Bissau) et à permettre que ce droit puisse être exercé sans plus tarder.

Dans une lettre⁴⁵⁶ en date du 29 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Ministre portugais des affaires étrangères a fait savoir que son gouvernement rejetait catégoriquement les conclusions de la Mission spéciale qui étaient d'ailleurs en contradiction totale avec les faits établis par la Mission au Sénégal. Alors que le PAIGC admettait lui-même que ses membres commettaient des actes de violence en Guinée portugaise, la Mission spéciale avait attribué la responsabilité de ces actes aux autorisés de la Guinée portugaise, qui ne faisaient qu'exercer leur droit de légitime défense garanti par l'Article 51 de la Charte. Il a rappelé que les Ministres portugais et sénégalais des affaires étrangères étaient convenus de créer une commission mixte permanente chargée d'enquêter sur la situation le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée portugaise, et a affirmé qu'alors que le Portugal avait offert immédiatement d'appliquer les mesures convenues le Gouvernement sénégalais ne leur avait pas donné suite. Malgré cela, son gouvernement, dans un esprit constructif et désireux de trouver un système pratique de coopération, réitérait sa proposition tendant à créer une commission permanente chargée du contrôle de la frontière.

A la 1586^e séance, le 29 septembre 1971, le Conseil de sécurité a adopté⁴⁵⁷ son ordre du jour et a examiné la question à ses 1586^e et 1599^e à 1601^e séances, tenues du 29 septembre au 24 novembre 1971. A la 1586^e séance, le 29 septembre, le représentant du Sénégal⁴⁵⁸ et, à la 1599^e séance, le 23 novembre, les représentants de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, de Maurice, du Soudan, du Togo et de la Zambie⁴⁵⁹ ont été invités à participer aux débats.

A la 1586^e séance, le 29 septembre 1971, le représentant du Nicaragua a, en sa qualité de président de la Mission spéciale, présenté le rapport et souligné le fait que cette mission était la première que le Conseil avait autorisée à faire des recommandations nécessaires pour garantir la paix et la sécurité dans la région⁴⁶⁰.

Le représentant du Sénégal* a déclaré que son gouvernement se félicitait du rapport et exprimait le vœu que ses recommandations recevraient une application satisfaisante. Son gouvernement demandait la cessation immédiate et définitive des actes d'agression que subissaient ses populations et pensait, avec les membres de la Mission, qu'il était essentiel pour résoudre les problèmes qui se posaient en Guinée (Bissau) que le droit à l'autodétermination soit rendu à ses populations⁴⁶¹.

Le représentant de l'URSS a noté avec satisfaction que le Conseil de sécurité avait rétabli la pratique de l'envoi de missions composées de membres du Conseil chargées de tâches directes et immédiates, telle que des enquêtes sur place, pour le maintien de la paix internationale, revenant ainsi à la pratique prévue par la Charte des Nations Unies et par le règlement intérieur du Conseil. Il espérait qu'à l'avenir le Conseil observerait cette pratique et a rappelé la position de son gouvernement, à savoir que le Conseil de sécurité, en tant qu'organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, devait être l'organisateur et l'exécutant des opérations de maintien de la paix⁴⁶².

A la 1599^e séance, le 23 novembre 1971, le représentant du Sénégal* s'est référé à la lettre du Portugal en date du 29 septembre et a expliqué qu'en mai 1971 une rencontre avait eu lieu entre le Ministre sénégalais des affaires étrangères et le Ministre portugais des affaires étrangères, à la demande de ce dernier, mais qu'elle n'avait abouti à aucune décision positive et que le Sénégal n'avait jamais accepté la constitution d'une commission mixte. Se référant à d'autres incidents, cités dans sa lettre⁴⁶³ en date du 15 novembre 1971, et qui s'étaient produits depuis l'enquête de la Mission spéciale, à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau) le 30 octobre et dans la nuit du 3 au 4 novembre, et rappelant que le Conseil de sécurité avait déjà condamné les actes d'agression du Portugal et avait lancé un avertissement selon lequel, si le Portugal récidivait, il examinerait d'autres mesures, le représentant du Sénégal a affirmé que le Conseil ne saurait examiner les autres mesures à prendre contre le Portugal sans s'attaquer aux causes profondes qui étaient à l'origine du climat d'insécurité chronique qui régnait dans la région et qu'il ne saurait prendre des mesures moins nettes et moins fermes que celles qui avaient fait l'objet de ses résolutions antérieures⁴⁶⁴.

A la même séance, le représentant du Burundi a présenté au nom du Burundi, de la Sierra Leone et de la Somalie un projet de résolution⁴⁶⁵ qui a été ultérieurement remanié⁴⁶⁶ par les auteurs à la suite de consultations avec d'autres membres du Conseil.

A la 1601^e séance, le 24 novembre 1971, le projet de résolution révisé a été adopté⁴⁶⁷ par 14 voix contre zéro, avec une abstention. Le texte en était ainsi conçu⁴⁶⁸ :

Le Conseil de sécurité,

Considérant les plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 et S/10251,

Rappelant ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

Ayant examiné le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) du 15 juillet 1971,

Profondément préoccupé par le climat d'insécurité et d'instabilité, lourd d'une menace contre la paix et la sécurité de la région,

Affirmant la nécessité d'assurer les conditions essentielles pour l'élimination des causes de tension dans la région et pour l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité, comme la Mission spéciale l'a recommandé dans son rapport,

1. *Sait gré à la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) du travail qu'elle a accompli;*

⁴⁵⁶ S/10343, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 73 et 74.

⁴⁵⁷ 1586^e séance, avant le paragraphe 1.

⁴⁵⁸ *Ibid.*, par. 2.

⁴⁵⁹ 1599^e séance, par. 99 et 100.

⁴⁶⁰ 1586^e séance, par. 5 à 8. Pour l'examen de l'Article 34, voir chap. X, cas n° 2.

⁴⁶¹ 1586^e séance, par. 28 à 30.

⁴⁶² *Ibid.*, par. 79 à 86.

⁴⁶³ S/10388, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 36 et 37.

⁴⁶⁴ 1599^e séance, par. 114 à 126.

⁴⁶⁵ S/10395, 1599^e séance, par. 143 à 152.

⁴⁶⁶ 1601^e séance, par. 5 à 14.

⁴⁶⁷ *Ibid.*, par. 38.

⁴⁶⁸ Résolution 302 (1971).

2. *Prend note avec satisfaction* des recommandations de la Mission spéciale qui figurent au paragraphe 128 de son rapport;
3. *Réaffirme* les dispositions de sa résolution 294 (1971) condamnant les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal;
4. *Déplore vivement* l'absence de coopération du Gouvernement portugais avec la Mission spéciale, qui a empêché celle-ci de s'acquitter pleinement du mandat qui lui était confié aux termes du paragraphe 4 de la résolution 294 (1971);
5. *Demande* au Gouvernement portugais de prendre immédiatement des mesures effectives :
 - a) Pour que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal soient pleinement respectées;
 - b) Pour empêcher les actes de violence et de destruction contre

le territoire et le peuple du Sénégal, en vue de contribuer à la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans la région;

6. *Demande* au Gouvernement portugais de respecter pleinement le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de la Guinée (Bissau);
7. *Demande* au Gouvernement portugais de prendre sans plus tarder les mesures nécessaires pour que ce droit inaliénable du peuple de la Guinée (Bissau) soit exercé;
8. *Prie* le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de suivre cette question et de faire rapport au Conseil sur l'application de la présente résolution dans les délais appropriés et au plus tard dans six mois;
9. *Déclare* que, si le Portugal n'applique pas les dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner les initiatives et les mesures que la situation exige;
10. *Décide* de rester saisi de la question.

PLAINTÉ DE LA GUINÉE

DÉBATS INITIAUX

Par une lettre ⁴⁶⁹ en date du 4 décembre 1969, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée a demandé que le Conseil de sécurité tienne une réunion « pour examiner l'agression commise récemment par l'armée coloniale portugaise contre l'intégrité territoriale de la République de Guinée ». Dans sa lettre, le représentant de la Guinée se référait à une lettre antérieure ⁴⁷⁰, en date du 2 décembre, dans laquelle il avait informé le Conseil que quelques jours auparavant des villages frontaliers guinéens avaient été l'objet de bombardements de la part des forces portugaises. Les représentants des pays suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo (Brazaville), Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, se sont par la suite associés à la demande de la Guinée dans une lettre ⁴⁷¹ en date du 5 décembre 1969, dans laquelle ils ont exprimé l'espoir que le Conseil prendrait les mesures qui s'imposaient aux termes du Chapitre VII de la Charte pour mettre un terme aux actes d'agression du Portugal.

Dans une autre lettre ⁴⁷², en date du 12 décembre 1969, le représentant de la Guinée a informé le Conseil de sécurité de plusieurs bombardements et autres actes de « provocation et de violation... du territoire national guinéen » qui auraient été commis par les forces portugaises entre le 13 avril et le 13 novembre 1969. Ces incidents avaient fait plusieurs morts et blessés et causé des dommages considérables, et le chaland à moteur guinéen *Patrice Lumumba* et vingt et un de ses passagers étaient toujours retenus par les autorités portugaises.

A la 1522^e séance, le 15 décembre 1969, le Conseil de sécurité a inscrit ⁴⁷³ la question à son ordre du jour et a invité les représentants de la Guinée et du Portugal à participer aux débats ⁴⁷⁴. A des séances ultérieures, des

invitations analogues ont aussi été adressées aux représentants du Congo (Brazaville), du Libéria, de Madagascar, du Mali, de la Sierra Leone, de la Syrie, de la Tunisie ⁴⁷⁵, de l'Arabie Saoudite et du Lesotho ⁴⁷⁶, de la Libye et du Yémen ⁴⁷⁷, de l'Inde ⁴⁷⁸, de la Bulgarie et de Maurice ⁴⁷⁹. Le Conseil a examiné la question de sa 1522^e à sa 1526^e séance, tenues du 15 au 22 décembre 1969.

Décision du 22 décembre 1969 (1526^e séance) : résolution 275 (1970)

A la 1522^e séance, le 15 décembre 1969, le représentant de la Guinée* a déclaré que les actes de provocation commis par le Portugal contre son pays et contre d'autres Etats africains persistaient et constituaient une menace grave contre la paix et la sécurité dans le continent africain. Après avoir fait de nouveau le récit des incidents énumérés dans sa lettre du 12 décembre ⁴⁸⁰ et signalé qu'un aéronef guinéen et deux membres de l'équipage étaient toujours détenus par les autorités portugaises depuis mars 1968, il a dit sa conviction que le Conseil de sécurité condamnerait à l'unanimité le Portugal pour son occupation du Mozambique, de l'Angola et de la Guinée (Bissau) et pour ses actes d'agression contre la République de Guinée et qu'il demanderait aussi au Portugal de libérer immédiatement les ressortissants guinéens détenus, de restituer l'aéronef et le chaland à moteur guinéens, de dédommager les victimes des actes d'agression et de cesser toutes les provocations aux frontières de la République de Guinée ⁴⁸¹.

A la même séance, le représentant du Portugal* a affirmé que c'était la Guinée portugaise qui avait été constamment l'objet d'attaques venant de la République de Guinée. Après en avoir signalé un certain nombre, il a proposé que le Conseil de sécurité procède à une enquête sur les accusations formulées par les deux parties afin de déterminer quels étaient les faits et quels étaient les responsables. En ce qui concerne le chaland à moteur guinéen et ses passagers et l'aéronef et son équipage détenus en Guinée portugaise, le Portugal n'était prêt à envisager de les relâcher qu'à condition que les vingt-quatre militaires

⁴⁶⁹ S/9528, Doc. off., 24^e année, Suppl. d'oct.-déc. 1969, p. 162.

⁴⁷⁰ S/9525, *ibid.*, p. 159 et 160.

⁴⁷¹ S/9549, *ibid.*, p. 168 et 169.

⁴⁷² S/9554, *ibid.*, p. 170 et 171.

⁴⁷³ 1522^e séance, avant le paragraphe 1, par. 2.

⁴⁷⁴ *Ibid.*, par. 1.

⁴⁷⁵ 1523^e séance, par. 3.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, par. 26.

⁴⁷⁷ 1524^e séance, par. 2.

⁴⁷⁸ *Ibid.*, par. 27.

⁴⁷⁹ 1525^e séance, par. 2.

⁴⁸⁰ S/9554, voir ci-dessus note 472 de bas de page.

⁴⁸¹ 1522^e séance, par. 7 à 39.

portugais enlevés illégalement et détenus en République de Guinée soient libérés⁴⁸².

A la 1524^e séance, le 18 décembre 1969, le représentant du Portugal* a en outre déclaré que, sur la base de l'enquête faite depuis que la question avait été soumise à l'attention du Conseil, son gouvernement rejetait comme dénuées de tout fondement les accusations de bombardements et de raids aériens portées par le Gouvernement guinéen. Il a insisté sur le fait que, malgré les allégations, toutes les mesures prises par le Portugal l'avaient toujours été à l'intérieur de son propre territoire et dans l'exercice de son droit de légitime défense⁴⁸³.

A la 1525^e séance, le 19 décembre 1969, le représentant du Népal a présenté un projet de résolution⁴⁸⁴ dont l'Algérie, le Népal, le Pakistan, le Sénégal et la Zambie étaient les auteurs.

A la 1526^e séance, le 22 décembre 1969, le projet de résolution a été mis aux voix et a été adopté⁴⁸⁵ par 9 voix contre zéro, avec 6 abstentions. Le texte en était ainsi conçu⁴⁸⁶ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant pris note de la teneur des lettres du représentant de la Guinée publiées sous les cotes S/9525, S/9528 et S/9554,

Constatant que des incidents de cette nature compromettent la paix et la sécurité internationales,

Conscient de ce qu'aucun Etat ne devrait agir d'une manière incompatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Gravement préoccupé par toute attaque de ce genre lancée par le Portugal contre des Etats africains indépendants,

Affligé par les dégâts importants résultant du bombardement de villages guinéens à partir de positions portugaises situées en territoire de Guinée (Bissau),

1. *Déplore profondément les pertes en vies humaines et les dégâts considérables infligés à plusieurs villages guinéens par les autorités militaires portugaises opérant à partir de bases situées en Guinée (Bissau);*

2. *Demande au Portugal de cesser sur-le-champ de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Guinée;*

3. *Demande aux autorités portugaises en Guinée (Bissau) de libérer immédiatement l'avion civil guinéen qui a été capturé le 26 mars 1968, ainsi que les pilotes qui se trouvaient à bord;*

4. *Demande en outre aux autorités portugaises en Guinée (Bissau) de libérer immédiatement le chaland à moteur guinéen Patrice Lumumba qui a été capturé le 27 août 1969, ainsi que les passagers qu'il transportait;*

5. *Avertit solennellement le Portugal que, si de tels actes devaient se reproduire, le Conseil se verrait obligé d'envisager sérieusement de nouvelles mesures pour donner effet à la présente décision.*

Décision du 23 novembre 1970 (1558^e séance) : résolution 289 (1970)

Par une lettre⁴⁸⁷ en date du 22 novembre 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué d'extrême urgence. Il signalait dans la lettre que, le matin du même jour, le territoire de la Guinée avait été l'objet d'une attaque armée des forces portugaises qui avaient débarqué en plusieurs points de la capitale, et que des commandos mercenaires avaient effectué des bombardements sur plusieurs points de la ville et demandait l'intervention immédiate de troupes aéroportées de l'ONU pour soutenir l'armée nationale de la République de Guinée.

Dans un télégramme⁴⁸⁸ portant la même date, adressé au Secrétaire général, le Président de la République de Guinée réitérait l'accusation selon laquelle le Portugal aurait commis un acte d'agression et réitérait la demande d'intervention de l'ONU.

Dans une lettre⁴⁸⁹ également datée du 22 novembre 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Portugal a nié les accusations du Gouvernement guinéen. Déclarant que la question à laquelle se réfère la lettre guinéenne ne concernait pas le Portugal, il a exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité rejetterait comme étant dénuée de fondement l'accusation portée par la Guinée.

A la 1558^e séance, les 22/23 novembre 1970, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour⁴⁹⁰ et l'a examinée au cours de cette séance. Les représentants de l'Arabie Saoudite, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal ont été invités⁴⁹¹ à participer aux débats.

Le Secrétaire général a informé les membres du Conseil du message⁴⁹² qu'il avait reçu du Président de la République de Guinée, ainsi que du message du représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement à Conakry, envoyé à la demande du Gouvernement guinéen, qui confirmait que le débarquement de forces extérieures, que le gouvernement disait portugaises, avait eu lieu le matin du même jour à Conakry, et que le représentant résident avait personnellement vu quatre navires accoster et des bombardiers survoler la ville⁴⁹³.

Après avoir appelé l'attention du Conseil sur les plaintes antérieures présentées par son gouvernement et par un certain nombre de pays africains contre le Portugal, le représentant de la Guinée* a fait savoir que, ce matin-là, la République de Guinée avait été l'objet d'une agression armée préméditée perpétrée par les forces coloniales portugaises. Des mercenaires partis de la Guinée (Bissau) à bord de dix bateaux portugais avaient débarqué en plusieurs points de Conakry et les combats continuaient. En raison de la gravité de la situation, il demandait que le Conseil de sécurité exige la cessation immédiate de l'agression et le retrait immédiat de toutes les forces portugaises et des mercenaires et de tout matériel militaire. Le Conseil devrait également condamner sans équivoque le Gouvernement portugais pour ses attaques préméditées contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Guinée et décider l'envoi immédiat des forces nécessaires au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région⁴⁹⁴.

Après une suspension de séance aux fins de consultation, le Président (Syrie) a appelé l'attention du Conseil sur le projet de résolution⁴⁹⁵ qui avait été présenté conjointement par le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie, et révisé par les auteurs⁴⁹⁶.

Le représentant du Népal, en présentant au nom de ses auteurs le projet de résolution révisé des cinq puissances⁴⁹⁷ aux termes duquel le Conseil de sécurité dépêcherait notamment une mission spéciale en République de Guinée en vue de faire rapport sur la situation, a précisé

⁴⁸⁸ S/9988, 1558^e séance, par. 7.

⁴⁸⁹ S/9989, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl.*, d'oct.-déc. 1970, p. 53.

⁴⁹⁰ 1558^e séance, avant le paragraphe 1.

⁴⁹¹ *Ibid.*, par. 2 et 3.

⁴⁹² S/9988. Voir note 488 de bas de page.

⁴⁹³ 1558^e séance, par. 7 et 10.

⁴⁹⁴ *Ibid.*, par. 15, 17, 18, 20 et 25.

⁴⁹⁵ S/9990, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl.*, d'oct.-déc. 1970, p. 53 et 54.

⁴⁹⁶ 1558^e séance, par. 79.

⁴⁹⁷ S/9990/Rev.1, 1558^e séance, par. 81.

⁴⁸² *Ibid.*, par. 44 à 66.

⁴⁸³ 1524^e séance, par. 71 à 73.

⁴⁸⁴ S/9574, 1525^e séance, par. 9.

⁴⁸⁵ 1526^e séance, par. 48.

⁴⁸⁶ Résolution 275 (1969).

⁴⁸⁷ S/9987, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl.*, d'oct.-déc. 1970, p. 53.

que ce projet était une mesure provisoire, et il s'est déclaré convaincu que le Conseil prendrait des mesures appropriées après avoir reçu tous les renseignements disponibles. Il a demandé que le projet de résolution soit immédiatement mis aux voix ⁴⁹⁸.

Le représentant des Etats-Unis, se référant au paragraphe 4 du projet de résolution qui disposait que la mission spéciale serait constituée après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général, a dit que le Conseil de sécurité pourrait demander au Secrétaire général d'envoyer un représentant dans la région, procédure qui avait souvent été utilisée. Si les auteurs préféraient que la mission soit composée de représentants de gouvernements, sa délégation estimait qu'il était important que tous les membres du Conseil soient consultés. En conséquence, il a proposé un amendement tendant à ce que la mission spéciale soit constituée après consultation entre les membres du Conseil de sécurité ⁴⁹⁹.

L'amendement des Etats-Unis a été mis aux voix et n'a pas été adopté ⁵⁰⁰, le vote ayant été de 3 voix pour, zéro contre et 12 abstentions. Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté ⁵⁰¹ à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu ⁵⁰² :

Le Conseil de sécurité,

Ayant entendu la déclaration faite par le représentant permanent de la Guinée,

Ayant pris note de la requête formulée par le Président de la République de Guinée,

1. *Exige la cessation immédiate de l'attaque armée contre la République de Guinée;*
2. *Exige le retrait immédiat de toutes les forces armées extérieures et de tous les mercenaires, ainsi que du matériel militaire utilisé dans l'attaque armée contre le territoire de la République de Guinée;*
3. *Décide de dépêcher une mission spéciale en République de Guinée en vue de faire rapport immédiat sur la situation;*
4. *Décide que cette mission spéciale sera constituée après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général;*
5. *Décide de demeurer saisi de la question.*

Décision du 8 décembre 1970 (1563^e séance) : résolution 290 (1970)

Le 3 décembre 1970, la Mission spéciale en République de Guinée, constituée en application de la résolution 289 (1970), a présenté son rapport ⁵⁰³ au Conseil de sécurité. Dans les conclusions du rapport, il était indiqué que, autant que la Mission spéciale avait pu en juger, la force de 350 à 400 hommes qui avait envahi la République de Guinée en débarquant de plusieurs navires les 22/23 novembre avait été assemblée en Guinée (Bissau) et se composait d'unités navales et militaires des forces armées portugaises agissant de concert avec des éléments dissidents guinéens venus de l'extérieur.

Dans une lettre ⁵⁰⁴ en date du 4 décembre 1970, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Portugal, se référant au rapport de la Mission spéciale, a déclaré que son gouvernement n'avait ordonné, autorisé ou permis aucune opération militaire contre la République de Guinée. Réaffirmant le désir de paix et de coopération de son gouvernement, en particulier avec les Etats limi-

trophes de ses territoires, il a affirmé que la justice la plus élémentaire semblerait exiger que la Mission spéciale ne tire aucune conclusion ou que le Conseil de sécurité ne se prononce pas sans informer auparavant le Gouvernement portugais des faits constatés. C'est pourquoi le Gouvernement portugais rejetait toute résolution qui viserait à établir la culpabilité d'entités ou de ressortissants portugais.

A la 1599^e séance, le 4 décembre 1970, le Conseil de sécurité a inscrit ⁵⁰⁵ le rapport de la Mission spéciale à son ordre du jour et l'a examiné de sa 1559^e à sa 1563^e séance, tenues du 4 au 8 décembre. A la 1599^e séance, le Conseil a décidé d'inviter les représentants de la Guinée, de l'Algérie, du Libéria, du Mali, de la Mauritanie, de Maurice, de la République populaire du Congo, de l'Arabie Saoudite, du Sénégal, du Soudan, de la République-Unie de Tanzanie, de la Yougoslavie, de l'Ethiopie et de la République arabe unie ⁵⁰⁶ à participer aux débats. Ultérieurement, à la 1560^e séance, le 5 décembre, les représentants de Cuba et du Yémen du Sud ⁵⁰⁷, à la 1561^e séance, le 7 décembre, les représentants de l'Ouganda, de l'Inde et de la Somalie ⁵⁰⁸ et, à la 1562^e séance, le 7 décembre, les représentants de Haïti et du Pakistan ⁵⁰⁹ ont également été invités à participer aux débats.

A la 1559^e séance, le 4 décembre 1970, le représentant du Népal a, en sa qualité de président de la Mission spéciale, présenté le rapport et exprimé l'espoir qu'il répondrait au but recherché qui était de faire toute la lumière sur les faits afin que le Conseil de sécurité puisse prendre toutes autres mesures jugées nécessaires ⁵¹⁰.

Le représentant de la Guinée* a rappelé la série de violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Guinée commise par le Portugal depuis 1961, que son gouvernement avait portée à l'attention du Conseil, et il a déclaré que l'acte d'agression le plus récent n'était pas un fait isolé mais trouvait son origine dans la détermination de l'impérialisme à rétablir son hégémonie et à refuser aux peuples africains leur souveraineté et leur indépendance. La situation grave qui découlait de la persistance du régime colonial portugais en Guinée (Bissau), au Mozambique et en Angola constituait une menace constante à la paix et à la sécurité internationales, et ce dont il était question n'était pas seulement la politique agressive du Portugal contre l'Afrique, mais aussi la conduite à adopter pour assurer le respect des principes au nom desquels l'ONU avait été créée ⁵¹¹.

Le représentant de l'Algérie* a déclaré que la plainte à l'examen n'était pas uniquement une plainte de la Guinée mais une plainte de toute l'Afrique, et que l'Algérie se considérait comme directement concernée par l'agression dont la Guinée avait été la victime. Il regrettait que, deux semaines après l'agression, le Conseil de sécurité n'ait pas pris de mesure concrète pour assister la victime de l'agression et pour condamner l'agresseur ⁵¹².

Le représentant de la Tanzanie* a déclaré que la situation constatée en Guinée par la Mission spéciale du Conseil de sécurité constituait une menace contre la paix et un acte d'agression au sens de l'Article 39 de la Charte. Il incombait au Conseil de sécurité, non seulement de condamner sans retard le Portugal, mais aussi de prendre

⁴⁹⁸ 1558^e séance, par. 82.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, par. 84 à 86.

⁵⁰⁰ *Ibid.*, par. 100.

⁵⁰¹ *Ibid.*, par. 100.

⁵⁰² Résolution 289 (1970).

⁵⁰³ S/10009 et Add.1, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'oct.-déc.* 1970, p. 75 à 79.

⁵⁰⁴ S/10014, *ibid.*, p. 79 et 80.

⁵⁰⁵ 1559^e séance, avant le paragraphe 9.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, par. 10 et 94.

⁵⁰⁷ 1560^e séance, par. 4.

⁵⁰⁸ 1561^e séance, par. 2, 92 et 111.

⁵⁰⁹ 1562^e séance, par. 2 et 29.

⁵¹⁰ 1559^e séance, par. 16 à 18.

⁵¹¹ *Ibid.*, par. 21 à 39 et 45.

⁵¹² *Ibid.*, par. 52 à 56.

des mesures efficaces conformément aux dispositions des Articles 39 et 41 ⁵¹³.

Au cours des débats, un certain nombre d'autres représentants ont également lancé un appel pour que le Conseil de sécurité prenne des mesures efficaces en vertu des Articles 39 ⁵¹⁴ et 41 ⁵¹⁵, et si nécessaire de l'Article 42 ⁵¹⁶ ou du Chapitre VII ⁵¹⁷ de la Charte.

A la 1562^e séance, le 7 décembre 1970, le Président (URSS) a fait savoir ⁵¹⁸ aux membres du Conseil qu'une lettre ⁵¹⁹ en date du même jour lui avait été adressée par le représentant du Portugal pour transmettre le texte d'un communiqué officiel publié le même jour par le Ministère portugais des affaires étrangères. Dans ce communiqué, le Gouvernement portugais déclarait que la source de renseignements dont avait disposé la Mission spéciale du Conseil de sécurité avait été le Gouvernement guinéen et que, étant donné ce mépris des principes de procédure les plus élémentaires, les conclusions du rapport de la Mission spéciale étaient inacceptables.

A la même séance, après une brève suspension, le représentant du Burundi a présenté un projet de résolution ⁵²⁰ au nom de son pays, du Népal, de la Sierra Leone, de la Syrie et de la Zambie.

A la 1563^e séance, le 8 décembre 1970, le projet de résolution des cinq puissances a été mis aux voix et adopté ⁵²¹ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu ⁵²² :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné avec satisfaction le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée, constituée en vertu de la résolution 289 (1970) du 23 novembre 1970,

Ayant entendu de nouvelles déclarations du représentant permanent de la Guinée,

Gravement préoccupé par le fait que l'invasion du territoire de la République de Guinée qui a eu lieu les 22 et 23 novembre 1970 à partir de la Guinée (Bissau) a été effectuée par des unités navales et militaires des forces armées portugaises, ainsi que par l'attaque armée contre la République de Guinée qui a eu lieu les 27 et 28 novembre 1970,

Gravement préoccupé de ce que de telles attaques armées lancées contre des Etats africains indépendants font peser une grave menace sur la paix et la sécurité des Etats africains indépendants,

Conscient de la responsabilité qui lui incombe de prendre des mesures collectives efficaces pour empêcher et dissiper les menaces à la paix et à la sécurité internationales,

Rappelant ses résolutions 218 (1965) du 23 novembre 1965 et 275 (1969) du 22 décembre 1969, dans lesquelles il a condamné le Portugal et a affirmé que la situation qui résultait de la politique du Portugal tant à l'égard de la population africaine de ses colonies qu'à l'égard des Etats voisins compromettrait la paix et la stabilité du continent africain,

Réaffirmant le droit inaliénable du peuple de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) à la liberté et à l'indépendance conformément à la Charte des Nations Unies et aux dispositions de

la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

Affligé par les pertes en vies humaines et les dégâts importants causés par l'attaque armée et l'invasion dont a été victime la République de Guinée,

1. *Fait siennes* les conclusions du rapport de la Mission spéciale en République de Guinée;

2. *Condamne énergiquement* le Gouvernement portugais pour son invasion de la République de Guinée;

3. *Exige* que le Gouvernement portugais indemnise intégralement la République de Guinée des importantes pertes en vies humaines et en biens causées par l'attaque armée et l'invasion et prie le Secrétaire général d'aider le Gouvernement de la République de Guinée à évaluer l'étendue des dommages causés;

4. *Lance un appel* à tous les Etats afin qu'ils prêtent une assistance morale et matérielle à la République de Guinée pour qu'elle renforce et défende son indépendance et son intégrité territoriale;

5. *Déclare* que la présence du colonialisme portugais sur le continent africain est une menace sérieuse à la paix et à la sécurité des Etats africains indépendants;

6. *Demande instamment* à tous les Etats de s'abstenir de fournir au Gouvernement portugais une aide militaire ou matérielle quelconque le mettant en mesure de poursuivre ses actes de répression contre les populations des territoires qui sont sous sa domination et contre des Etats africains indépendants;

7. *Demande* au Gouvernement portugais d'appliquer sans plus attendre aux populations des territoires qui sont sous sa domination les principes de l'autodétermination et de l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

8. *Avertit solennellement* le Gouvernement portugais que, si des attaques armées contre des Etats africains indépendants se reproduisent, le Conseil de sécurité envisagera immédiatement des dispositions ou des mesures efficaces appropriées conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies;

9. *Demande* au Gouvernement portugais d'appliquer intégralement toutes les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la présente résolution, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 25 de la Charte;

10. *Prie* tous les Etats, en particulier les alliés du Portugal, d'user de leur influence sur le Gouvernement portugais pour assurer l'application des dispositions de la présente résolution;

11. *Prie* le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de suivre de près la mise en œuvre de la présente résolution;

12. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

Décision du 3 août 1971 (1573^e séance) : résolution 295 (1971)

Décision du 26 août 1971 (1576^e séance) :

Déclaration du Président

Par une lettre ⁵²³ en date du 3 août 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée a déclaré que les services de sécurité de son gouvernement avaient capté des conversations entre des unités de l'armée coloniale portugaise faisant état d'une agression militaire imminente contre la République de Guinée, en particulier sur les principaux points de la frontière avec la Guinée (Bissau) et contre Conakry, qui viserait la libération des prisonniers faits au cours de l'agression du 22 novembre 1970 contre la Guinée. Etant donné cette menace imminente pesant sur la paix et la sécurité internationales, il demandait la réunion immédiate du Conseil de sécurité.

A la 1573^e séance, le 3 août 1971, le Conseil de sécurité a inscrit ⁵²⁴ la question à son ordre du jour et il l'a examinée à ses 1573^e et 1576^e séances, les 3 et 26 août 1971. A la

⁵¹³ *Ibid.*, par. 102 et 111 à 113.

⁵¹⁴ Pour le texte de la déclaration pertinente, voir 1560^e séance : Yougoslavie, par. 37.

⁵¹⁵ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1560^e séance : URSS, par. 139 et 140; Yémen du Sud*, par. 9 et 13; Yougoslavie*, par. 74.

⁵¹⁶ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1560^e séance : URSS, par. 140; Yémen du Sud, par. 9; Yougoslavie*, par. 74.

⁵¹⁷ Pour le texte des déclarations pertinentes, voir 1560^e séance : RAU*, par. 60; 1561^e séance : Ouganda, par. 88; Pologne, par. 69; Somalie*, par. 137; Syrie, par. 50; Zambie, par. 20.

⁵¹⁸ 1562^e séance, par. 4.

⁵¹⁹ S/10024, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1970*, p. 80 et 81.

⁵²⁰ S/10030, 1562^e séance, par. 49 et 50.

⁵²¹ 1563^e séance, par. 155.

⁵²² Résolution 290 (1970).

⁵²³ S/10280, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 45 et 46.

⁵²⁴ 1573^e séance, avant le paragraphe 5.

1573^e séance, le représentant de la Guinée a été invité ⁵²⁵ à participer aux débats.

A la 1573^e séance, le 3 août 1971, le représentant de la Guinée* a rappelé que son pays était depuis douze ans la victime d'actes d'agression perpétrés par le Portugal, dont le plus récent s'était produit le 22 novembre 1970. A cette époque, la Mission spéciale envoyée en Guinée par le Conseil de sécurité avait trouvé des preuves irréfutables des actes d'agression portugais et, sur la base de ce rapport, le Conseil de sécurité avait, dans sa résolution 290 (1970), condamné énergiquement le Portugal pour son invasion de la Guinée et avait décidé de demeurer activement saisi de la question. Malgré cette résolution, les violations du territoire guinéen par le Portugal s'étaient poursuivies. Etant donné la gravité des nouveaux actes d'agression qui se préparaient contre lui, le Gouvernement de la République de Guinée avait décidé de prendre des mesures préventives et d'appeler à temps l'attention du Conseil sur la situation afin qu'il puisse prendre des décisions opportunes et efficaces ⁵²⁶.

A la même séance, le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution ⁵²⁷ parrainé par le Burundi, la Sierra Leone, la Somalie et la Syrie, aux termes duquel le Conseil de sécurité déciderait notamment d'envoyer « un représentant spécial du Conseil de sécurité » en Guinée pour y avoir des consultations avec les autorités et faire rapport sur la situation immédiatement.

Après une brève suspension de séance, le représentant de la Somalie a déclaré que le projet de résolution avait été révisé à la suite de consultations de façon que le Conseil de sécurité décide d'envoyer « une mission spéciale composée de trois membres du Conseil de sécurité » et non un « représentant » ⁵²⁸. Le projet de résolution a ensuite été mis aux voix et adopté ⁵²⁹ à l'unanimité. Le texte en était ainsi conçu ⁵³⁰ :

Le Conseil de sécurité,

Prenant acte de la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Guinée,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la Guinée,

Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

1. *Affirme* que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Guinée doivent être respectées;

2. *Décide* d'envoyer une mission spéciale composée de trois membres du Conseil de sécurité en Guinée afin d'avoir des consultations avec les autorités et de faire rapport sur la situation immédiatement;

3. *Décide* que cette mission spéciale sera nommée après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général;

4. *Décide* de maintenir la question inscrite à son ordre du jour.

Dans une lettre ⁵³¹ en date du 4 août 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Guinée a demandé de surseoir à l'envoi de la Mission spéciale constituée en vertu de la résolution 295 (1971). Ultérieurement, dans une lettre ⁵³², en date du 12 août

1971, il a informé le Président du Conseil que son gouvernement acceptait de recevoir la Mission dans les meilleurs délais possibles.

A la 1576^e séance, le 26 août 1971, le Président (Italie) a donné lecture de la déclaration ci-après qui reflétait le consensus des membres du Conseil et qui a été approuvée sans opposition ⁵³³.

De l'avis général du Conseil de sécurité, la Mission spéciale prévue par la résolution 295 (1971) devrait se composer de deux membres du Conseil et non de trois. Elle se rendra à Conakry pour procéder à des consultations avec le Gouvernement de la République de Guinée au sujet de sa plainte et elle fera rapport au Conseil aussitôt que possible.

Décision du 30 novembre 1971 (1603^e séance) :

Déclaration du Président

Le 14 septembre 1971, la Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée, constituée en vertu de la résolution 295 (1971), a présenté son rapport ⁵³⁴. Dans ce rapport, la Mission relatait les réunions au cours desquelles des personnalités guinéennes avaient apporté des explications détaillées au sujet de la plainte de la Guinée et avaient répondu aux questions posées par les membres de la Mission spéciale, et décrivait des documents et d'autres matériaux se rapportant à la plainte remis par le Gouvernement guinéen à la Mission spéciale.

Dans une lettre ⁵³⁵ en date du 29 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Portugal a déclaré qu'un examen du rapport de la Mission spéciale avait fait clairement voir que cette mission n'avait rien trouvé qui confirmait l'accusation de la République de Guinée relative à une agression militaire imminente par le Portugal et montrait que les prétendues conversations interceptées sur lesquelles la Guinée avait fondé sa plainte avaient eu lieu entre deux ressortissants guinéens. Il a déclaré qu'il était regrettable que l'on ait demandé au Conseil de sécurité de se réunir d'urgence sur la base de renseignements aussi vagues et aussi trompeurs.

A la 1586^e séance, le 29 septembre 1971, le Conseil de sécurité a inscrit ⁵³⁶ le rapport de la Mission spéciale à son ordre du jour et l'a examiné à cette séance ainsi qu'à sa 1603^e séance, le 30 novembre 1971. A la 1586^e séance, le représentant de la Guinée a été invité ⁵³⁷ à participer aux débats.

A la 1586^e séance, le 29 septembre 1971, un des deux membres de la Mission spéciale, le représentant de la Syrie, a présenté ⁵³⁸ le rapport.

Le représentant de la Guinée* a déclaré que ce rapport était le compte rendu fidèle des faits constatés, qui témoignaient tous de la menace persistante que le Portugal faisait peser sur la sécurité de son pays. Il a invité le Conseil de sécurité à garantir la sécurité de la Guinée en appliquant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui garantit le droit à l'autodétermination à tous les peuples, et en appliquant au Portugal les sanctions indispensables afin qu'il se conforme aux résolutions pertinentes du Conseil ⁵³⁹.

A la 1603^e séance, le 30 novembre 1971, le Président (Pologne), avec l'autorisation des membres du Conseil ⁵⁴⁰,

⁵²⁵ *Ibid.*, par. 5.

⁵²⁶ *Ibid.*, par. 9 à 23.

⁵²⁷ S/10281, 1573^e séance, par. 40 et 41.

⁵²⁸ 1573^e séance, par. 68 à 70.

⁵²⁹ *Ibid.*, par. 80.

⁵³⁰ Résolution 295 (1971).

⁵³¹ S/10283, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 46.

⁵³² S/10287, *ibid.*, p. 48.

⁵³³ 1576^e séance, par. 4 et 5. Voir *Doc. off.*, 26^e année, *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1971*, p. 5.

⁵³⁴ S/10309/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. spécial n° 4*.

⁵³⁵ S/10344, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1971*, p. 74.

⁵³⁶ 1586^e séance, avant le paragraphe 92.

⁵³⁷ *Ibid.*, par. 92.

⁵³⁸ *Ibid.*, par. 94 à 101.

⁵³⁹ *Ibid.*, par. 109 à 112.

⁵⁴⁰ 1603^e séance, par. 5.

a fait la déclaration ci-après qui reflétait le consensus des membres du Conseil ⁵⁴¹ :

On se souviendra que, le 3 août 1971, le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer une mission spéciale en République de Guinée. La Mission spéciale, composée de M. l'ambassadeur George J. Tomeh, représentant de la Syrie, et de M. le ministre Julio César Carasales, représentant adjoint de l'Argentine, est restée en Guinée du 30 août au 2 septembre 1971 et a eu des consultations approfondies avec des représentants du Gouvernement guinéen.

Au cours de ces consultations, les autorités guinéennes ont coopéré pleinement avec la Mission spéciale et lui ont accordé toutes les facilités nécessaires pour lui permettre de mener à bien sa tâche.

De retour à New York, la Mission spéciale a, conformément à son mandat, présenté son rapport au Conseil de sécurité; ce rapport a été publié sous la cote S/10309. Le Conseil a commencé l'examen

⁵⁴¹ Décision du 30 novembre 1971, *Doc. off.*, 26^e année, *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1971*, p. 5.

LA QUESTION DE BAHREÏN

DÉBATS INITIAUX

Dans un rapport ⁵⁴² en date du 28 mars 1970, le Secrétaire général a informé les membres du Conseil de sécurité que, à la suite de démarches qui avaient été faites auprès de lui par les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni et après des entretiens prolongés avec les deux parties, il avait accepté de fournir ses bons offices pour une question intéressant Bahreïn. En donnant son acceptation, il avait eu présent à l'esprit qu'une activité de ce genre, entreprise par le Secrétaire général à la demande d'Etats Membres, était devenue courante à l'ONU et s'était révélée comme un moyen précieux de diminuer ou d'empêcher la tension dans certaines situations qui ne pourraient que se prolonger ou s'aggraver si elles étaient prématurément rendues publiques ou débattues en public.

La lettre contenait le texte d'une déclaration faite par le Secrétaire général après consultation avec les parties. Le Secrétaire général y exposait les faits qui l'avaient conduit à décider d'exercer ses bons offices et citait le mandat convenu par les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni, dont le texte était le suivant :

Eu égard au problème créé par les divergences de vues entre les parties intéressées en ce qui concerne le statut de Bahreïn, ainsi qu'à la nécessité d'apporter une solution à ce problème en vue d'établir un climat de tranquillité, de stabilité et d'amitié dans toute la région, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est prié par les parties intéressées d'envoyer un représentant personnel pour s'assurer des vœux de la population de Bahreïn.

Le Secrétaire général a ajouté que, après consultation desdites parties, il avait désigné M. Vittorio Winspeare Gucciardi, secrétaire général adjoint et directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, comme son représentant personnel. Le Secrétaire général avait reçu l'assurance que la population de Bahreïn serait en mesure de faire connaître à son représentant personnel ses vœux librement et en privé. Le représentant personnel du Secrétaire général devrait présenter ses conclusions dans un rapport au Secrétaire général qui, à son tour, et comme convenu entre les parties intéressées, transmettrait ses conclusions au Conseil de sécurité pour examen et approbation.

⁵⁴² S/9726, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de janv.-mars 1970*, p. 191 à 193.

du rapport de la Mission spéciale à sa 1586^e séance, le 29 septembre 1971.

Il ressort de ce rapport que l'on continue à s'inquiéter en Guinée de la possibilité que se renouvellent des actes dirigés contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du pays, tels que ceux qui ont conduit aux événements de novembre 1970. A cet égard, le Gouvernement guinéen a exprimé l'avis que le Conseil de sécurité devrait prendre des mesures pour empêcher le Portugal de violer l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Guinée.

Il est évident également que le fait que le Portugal n'applique pas à la Guinée (Bissau) le principe de l'autodétermination, et notamment le droit à l'indépendance, a un effet perturbateur sur la situation dans la région.

Le Conseil de sécurité, ayant pris acte avec satisfaction du rapport de la Mission spéciale, ainsi que des représentations faites par le Gouvernement guinéen, réaffirme la teneur du paragraphe 1 de sa résolution 295 (1971) qui affirme que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Guinée doivent être respectées.

Dans une note ⁵⁴³ en date du 30 avril 1970, par laquelle il transmettait au Conseil de sécurité le rapport de son représentant personnel, le Secrétaire général a rappelé que les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni s'étaient engagés à accepter ses conclusions à la suite et sous réserve de leur approbation par le Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a indiqué que, en présentant le rapport de son représentant personnel, il s'était acquitté pleinement de ses responsabilités dans l'exercice de ses bons offices à propos de Bahreïn. Dans son rapport, le représentant personnel signalait que ses consultations l'avaient convaincu que la majorité massive de la population de Bahreïn souhaitait obtenir la reconnaissance de son identité dans un Etat pleinement indépendant et souverain, libre de décider lui-même de ses relations avec les autres Etats.

Dans une lettre ⁵⁴⁴ en date du 4 mai 1970, le représentant de l'Iran a demandé une réunion du Conseil de sécurité pour l'examen d'un rapport du Secrétaire général sur la question de Bahreïn.

Dans une lettre ⁵⁴⁵ en date du 5 mai 1970, le représentant du Royaume-Uni a formulé une demande analogue.

La question a été inscrite à l'ordre du jour ⁵⁴⁶ et examinée par le Conseil à sa 1536^e séance, le 11 mai 1970. Les représentants de l'Iran ⁵⁴⁷, du Yémen du Sud ⁵⁴⁸ et du Pakistan ⁵⁴⁹ ont été invités à participer aux débats.

Décision du 11 mai 1970 (1536^e séance) : résolution 278 (1970)

Au début de la 1536^e séance, le Président (France) a appelé l'attention sur un projet de résolution ⁵⁵⁰ établi à la suite des consultations que les membres du Conseil de sécurité avaient eues avant la séance.

A la 1536^e séance, le 11 mai 1970, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution à l'unanimité ⁵⁵¹. Le texte ⁵⁵² en était ainsi conçu :

⁵⁴³ S/9772, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 190 à 195.

⁵⁴⁴ S/9779, *ibid.*, p. 200.

⁵⁴⁵ S/9783, *ibid.*, p. 202.

⁵⁴⁶ 1536^e séance, par. 3.

⁵⁴⁷ *Ibid.*, par. 4.

⁵⁴⁸ *Ibid.*, par. 5.

⁵⁴⁹ *Ibid.*, par. 33.

⁵⁵⁰ S/9772, multicopié.

⁵⁵¹ 1536^e séance, par. 7.

⁵⁵² Résolution 278 (1970).

Le Conseil de sécurité,

Prenant acte de la communication du Secrétaire général au Conseil de sécurité, en date du 28 mars 1970,

Prenant acte également des déclarations faites par les représentants de l'Iran et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans leurs lettres au Secrétaire général, en date des 9 et 20 mars 1970, respectivement,

1. *Approuve* le rapport du représentant personnel du Secrétaire général, qui a été distribué au Conseil de sécurité, avec une note d'envoi du Secrétaire général, le 30 avril 1970,

2. *Accueille avec satisfaction* les conclusions et constatations du rapport, en particulier le fait que « la majorité massive de la population de Bahreïn souhaite obtenir la reconnaissance de son identité dans un Etat pleinement indépendant et souverain, libre de décider lui-même de ses relations avec les autres Etats ».

Le représentant de l'Iran* a déclaré que la décision du Conseil avait mis fin au différend de longue date entre l'Iran et le Royaume-Uni, les deux parties étant convenues de s'incliner devant les vœux des habitants de Bahreïn, dont le Secrétaire général s'était assuré si ces conclusions étaient approuvées par le Conseil de sécurité. Le relâchement de la tension et le règlement pacifique d'un différend international seraient accueillis avec satisfaction par tous ceux qui étaient attachés aux principes de la Charte. Le Conseil de sécurité avait approuvé le rapport du Secrétaire général, et l'Iran acceptait cette décision et était persuadé que les droits de l'homme fondamentaux des personnes d'origine iranienne seraient pleinement respectés et sauvegardés⁵⁵³.

Le représentant du Royaume-Uni a qualifié l'accord conclu à propos de Bahreïn d'exemple classique de la manière dont les différends pouvaient être réglés pacifiquement. Un différend profondément ancré, qui aurait pu conduire à la suspicion, à la méfiance, voire au désordre, au préjudice de la population directement intéressée, avait été réglé pacifiquement, grâce à un concours de circonstances favorables⁵⁵⁴.

Les représentants de la Chine, de la Colombie, des Etats-Unis, de la Finlande, de la France, du Népal, du Pakistan*, de la Sierra Leone et de la Zambie ont dit de l'accord conclu au sujet de Bahreïn qu'il était un exemple de la manière dont les différends pouvaient être réglés pacifiquement. En soumettant le problème aux bons offices du Secrétaire général et en acceptant ses conclusions, les Gouvernements de l'Iran et du Royaume-Uni avaient prouvé qu'ils avaient foi dans le principe de règlement pacifique. En acceptant d'exercer ses bons offices, le Secrétaire général avait agi dans la meilleure des traditions de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant de la

France a ajouté que les résultats obtenus s'inscrivaient dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, dont l'Article 33, dans son paragraphe 1, disposait que les Etats Membres pouvaient recourir à tout moyen pacifique de leur choix⁵⁵⁵.

Le représentant de l'URSS a déclaré que, s'agissant de la procédure suivie en ce qui concernait l'entreprise par le Secrétaire général, son gouvernement s'en tenait à la position qu'il avait exposée dans sa lettre du 2 avril 1970, adressée au Secrétaire général⁵⁵⁶. Quant au fond de la question à l'examen, le représentant de l'URSS a souligné que son pays avait toujours été favorable à l'application du principe d'autodétermination, de liberté et d'indépendance nationale des pays et des peuples qui se trouvaient sous la domination coloniale ou semi-coloniale de l'impérialisme⁵⁵⁷.

⁵⁵⁵ Pour l'examen des dispositions du Chapitre VI, voir chap. X, première partie.

⁵⁵⁶ S/9737, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 167. Dans la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, la mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies a appelé l'attention sur le fait que le Secrétaire général avait estimé pouvoir n'informer les membres du Conseil de sécurité qu'après coup, sans les avoir consultés au préalable, des mesures qu'il avait prises à propos de la question de Bahreïn — question liée à une situation de nature à entraîner des complications dans les relations internationales. Elle soulignait que, conformément à la Charte des Nations Unies, les décisions relatives aux questions liées à l'adoption, par l'ONU, de mesures concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales étaient prises par le Conseil de sécurité. Dans sa réponse (S/9738, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. d'avr.-juin 1970*, p. 168), le Secrétaire général a déclaré que sa position quant à l'exercice de ses bons offices avait été exposée dans sa lettre du 7 mars 1969 (S/9055, *Doc. off.*, 24^e année, *Suppl. de janv.-mars 1969*, p. 120). Le Secrétaire général a cependant estimé qu'il pourrait être utile de souligner un aspect de cette question. De temps à autre, des Etats Membres faisaient directement une démarche auprès du Secrétaire général en lui demandant d'exercer ses bons offices, estimant qu'un différend qui avait surgi entre eux était susceptible d'être réglé à l'amiable, à condition que l'on s'y prenne suffisamment tôt, discrètement et diplomatiquement. Si les propositions étaient pleinement compatibles avec les principes et les buts de la Charte des Nations Unies et si elles ne portaient atteinte en aucune manière à l'autorité du Conseil de sécurité ou de tout autre organe de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général se sentait dans l'obligation d'offrir son aide aux Etats Membres selon les modalités demandées. Agir autrement reviendrait à faire échouer un louable effort des Etats Membres pour se conformer aux principes du règlement pacifique des différends. La mission de bons offices envoyée à Bahreïn serait limitée à l'établissement des faits, qui seraient portés à la connaissance du Conseil de sécurité, de sorte que toute décision sur le fond de la question serait prise par le Conseil de sécurité, et par lui seul.

⁵⁵⁷ 1536^e séance, par. 73 à 85. Pour le texte des autres déclarations, *ibid.* : Chine, par. 125 et 126; Colombie, par. 89; Espagne, par. 63 à 66; Etats-Unis d'Amérique, par. 53 à 56; Finlande, par. 131 et 132; France, par. 154 à 158; Népal, par. 120 à 122; Pakistan, par. 143 à 150; Sierra Leone, par. 94 à 97; Zambie, par. 111 à 116.

⁵⁵³ 1536^e séance, par. 10 à 16.

⁵⁵⁴ *Ibid.*, par. 23 à 32.

QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD

Décision du 23 juillet 1970 (1549^e séance) : résolution 282 (1970)

Par une lettre⁵⁵⁸ en date du 15 juillet 1970, les représentants des pays suivants : Algérie, Arabie Saoudite, Burundi, Cameroun, Congo (République démocratique du), Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Haute-Volta, Inde, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe unie, République centrafricaine, République popu-

laire du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Tunisie, Yougoslavie, Zambie, ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour la reprise du débat sur la question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine en vue de l'examen en particulier de la question résultant des violations de l'embargo sur les armements décidé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 181 (1963), 182 (1963) et 191 (1964). Malgré ces résolutions, un certain nombre d'Etats Membres continuaient de fournir à l'Afrique du Sud toutes sortes d'avions, d'hélicoptères, d'armements lourds et d'autre

⁵⁵⁸ S/9867 Rev.1, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1970*, p. 118.

matériel qui étaient utilisés par l'Afrique du Sud pour imposer sa politique raciste et pour commettre des agressions militaires contre des peuples épris de liberté. Depuis des années, les rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine donnaient des renseignements sur l'ampleur de ces violations. La communication⁵⁵⁹ la plus récente en la matière émanait du Président de ce comité et était adressée au Président du Conseil de sécurité. Le fait que le Conseil de sécurité avait manqué de dénoncer ces violations avait encouragé d'autres Etats à réexaminer leurs engagements concernant l'embargo. Les violations de l'embargo avaient permis au Gouvernement sud-africain d'accumuler une puissance militaire considérable, qu'il utilisait non seulement pour imposer sa politique raciste, mais aussi pour faire fi des décisions de l'ONU au sujet de la Namibie, de la Rhodésie du Sud et des territoires de l'Angola et du Mozambique occupés par le Portugal. En outre, grâce à cette puissance, il menaçait la souveraineté des Etats africains indépendants voisins. Tout nouveau relâchement de l'embargo aurait des conséquences graves aussi bien pour l'ONU que pour les peuples de l'Afrique australe, et porterait gravement préjudice aux relations entre les Etats africains et les Etats qui enfreignaient l'embargo. Ultérieurement, le Tchad s'est associé à la demande précitée de convocation d'une réunion du Conseil de sécurité⁵⁶⁰.

A la 1545^e séance, le 17 juillet 1970, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour⁵⁶¹, et il l'a examinée de sa 1545^e à sa 1549^e séance, du 17 au 23 juillet 1970. Les représentants de l'Inde, de Maurice, de la Somalie⁵⁶², du Ghana et du Pakistan⁵⁶³ ont été invités à participer aux débats.

A la 1545^e séance, le 17 juillet 1970, le représentant de Maurice*, parlant en sa qualité de président en exercice du Groupe africain, a déclaré que, malgré l'embargo sur les armements imposé par le Conseil, le Gouvernement sud-africain avait continué de recevoir d'un certain nombre de pays des armements et du matériel militaire, de même que des pièces détachées, et il avait pu bénéficier de licences, d'assistance technique et de capitaux étrangers pour accroître sa fabrication d'armes, de munitions, de véhicules et autre matériel militaires. Ces pays avaient fait valoir que l'embargo portait uniquement sur les armes qui pourraient servir à la répression intérieure et à imposer l'*apartheid* et qu'en conséquence ils pouvaient fournir à l'Afrique du Sud les armements et le matériel dont elle avait besoin pour se défendre sur le front extérieur, mais les arguments de ces pays étaient devenus sans valeur puisque l'Afrique du Sud s'était engagée non seulement dans une politique de répression de l'opposition organisée qui combattait sa politique raciale, mais encore dans une politique d'appui militaire et économique aux régimes de la minorité blanche dans d'autres pays d'Afrique australe. L'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud livraient contre les forces conjuguées des mouvements de libération d'Afrique du Sud et du Zimbabwe une guérilla dans laquelle l'Afrique du Sud utilisait des armements et du matériel prétendument fournis pour sa défense extérieure. En outre, l'Afrique du Sud avait à maintes reprises menacé les Etats indépendants d'Afrique australe parce qu'ils appuyaient les adversaires de l'*apartheid*. Les Etats africains demandaient donc un embargo total et obligatoire sur les armements, munitions, matériel et véhicules militaires à destination de l'Afrique du Sud, parce que

l'accroissement de l'arsenal de ce pays, non seulement lui permettait de braver l'ONU, mais encore constituait une grave menace à la paix et à la sécurité internationales⁵⁶⁴.

A la même séance, le représentant de la Somalie*, président du Comité spécial de l'*apartheid*, a déclaré que, contrairement aux espérances suscitées par l'instauration d'un embargo sur les armements et l'engagement de nouveau pris par les membres permanents du Conseil d'arrêter des mesures appropriées pour persuader l'Afrique du Sud d'abandonner sa politique raciste, la situation politique dans ce pays et dans les territoires voisins s'était détériorée depuis que le Conseil l'avait examinée pour la dernière fois, en 1963 et 1964. A l'époque, le Conseil avait déclaré que la situation « trouble gravement la paix et la sécurité internationales »⁵⁶⁵ et plusieurs membres du Conseil, dont les membres des pays d'Afrique et d'Asie, avaient jugé la situation suffisamment dangereuse pour justifier l'adoption de mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte. Des événements ultérieurs avaient fait que la situation était devenue incontestablement une menace à la paix et à la sécurité internationales, ainsi qu'en témoignait l'intensification des mesures racistes et répressives, le déploiement d'unités militaires sud-africaines en Rhodésie du Sud et la poursuite de la collaboration entre l'Afrique du Sud et les régimes coloniaux portugais en Angola et au Mozambique. Les mouvements de libération d'Afrique australe avaient intensifié en conséquence leur résistance à ces mesures. Devant ces événements, le Conseil de sécurité devrait s'informer avec précision de la manière dont le Gouvernement sud-africain avait pu acquérir la puissance militaire et économique qui lui permettait de se livrer à des agressions à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire en toute impunité, alors qu'il était soumis à un embargo sur les armements. Il était nécessaire de renforcer l'embargo, en supprimant les échappatoires auxquelles certains Etats avaient recourus pour justifier la poursuite de leurs livraisons d'armes et de matériel aux autorités sud-africaines, et de faire respecter universellement l'embargo sur les armements⁵⁶⁶.

Un certain nombre de représentants se sont aussi déclarés préoccupés devant les rapports selon lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni avait l'intention de reprendre la vente d'armes au Gouvernement sud-africain⁵⁶⁷.

A la 1548^e séance, le 22 juillet 1970, le Président (Nicaragua) a appelé l'attention du Conseil⁵⁶⁸ sur le projet de résolution⁵⁶⁹ présenté conjointement, le 21 juillet, par le Burundi, le Népal, la Sierra Leone, la Syrie et la Zambie.

Le représentant de la Zambie, en présentant le projet de résolution, a déclaré qu'il visait à réaffirmer les résolutions antérieures du Conseil de sécurité relatives à l'embargo sur les armements et à renforcer l'embargo en ajoutant les mesures énoncées au paragraphe 4 du dispositif⁵⁷⁰.

A la 1549^e séance, le 23 juillet 1970, le projet de résolution, sous sa forme révisée⁵⁷¹, a été mis aux voix et

⁵⁶⁴ 1545^e séance, par. 17 à 38.

⁵⁶⁵ Résolution 181 (1963), huitième alinéa; résolution 182 (1963), neuvième alinéa; résolution 191 (1964), cinquième alinéa.

⁵⁶⁶ 1545^e séance, par. 59 à 61, 66 à 74 et 103 à 111.

⁵⁶⁷ Pour le texte des déclarations, voir 1545^e séance : Maurice*, par. 33 à 38; Somalie*, par. 77 à 81; Inde*, par. 94 et 95; Zambie, par. 128 et 129; 1546^e séance : Ghana*, par. 31 et 32; Sierra Leone, par. 99 à 105; Pakistan*, par. 155 et 156; 1547^e séance : URSS, par. 18 à 20; Pologne, par. 69 à 75; Burundi, par. 83 à 111; 1548^e séance : Chine, par. 23 et 24; Zambie, par. 27 et 28.

⁵⁶⁸ 1548^e séance, par. 4.

⁵⁶⁹ S/9882, *Doc. off.*, 25^e année, *Suppl. de juill.-sept. 1970*, p. 125 et 126.

⁵⁷⁰ 1548^e séance, par. 31 à 33.

⁵⁷¹ S/9882/Rev.2. L'amendement consistait à remplacer, au septième alinéa, les mots « constitue une menace grave à la paix et à

⁵⁵⁹ S/9858, *ibid.*, p. 85 à 87.

⁵⁶⁰ 1545^e séance : Président (Nicaragua), par. 11 à 13.

⁵⁶¹ *Ibid.*, avant le paragraphe 10.

⁵⁶² *Ibid.*, par. 10.

⁵⁶³ 1546^e séance, par. 13.

adopté⁵⁷² par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions. Le texte⁵⁷³ en était ainsi conçu :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question du conflit racial en Afrique du Sud résultant de la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine, dont l'ont saisi quarante Etats Membres,

Réitérant sa condamnation de la politique malfaisante et odieuse d'*apartheid* et des mesures prises par le Gouvernement sud-africain pour appliquer et étendre cette politique au-delà de ses frontières,

Reconnaissant la légitimité du combat que mène le peuple opprimé d'Afrique du Sud pour s'assurer les droits de l'homme et les droits politiques énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Profondément inquiet du refus persistant du Gouvernement sud-africain de renoncer à sa politique raciste et de se conformer aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur cette question et d'autres questions relatives à l'Afrique australe,

Profondément inquiet de la situation résultant des violations de l'embargo sur les armements requis par ses résolutions 181 (1963) du 7 août 1963, 182 (1963) du 4 décembre 1963 et 191 (1964) du 18 juin 1964,

Convaincu de la nécessité de renforcer l'embargo sur les armements requis par les résolutions susmentionnées,

Convaincu en outre que la situation résultant de l'application continue de la politique d'*apartheid* et du renforcement constant des forces militaires et de police sud-africaines — que permettent l'achat continu d'armes, de véhicules militaires et autre matériel et de pièces de rechange pour le matériel militaire auprès d'un certain nombre d'Etats Membres ainsi que la fabrication sur place d'armes et de munitions sous licences accordées par certains Etats Membres — constitue une menace potentielle à la paix et à la sécurité internationales,

la sécurité internationales » par les mots « constitue une menace potentielle à la paix et à la sécurité internationales ». Voir 1549^e séance, par. 6.

⁵⁷² 1549^e séance, par. 29.

⁵⁷³ Résolution 282 (1970).

Reconnaissant que la constitution de stocks considérables d'armes par les forces militaires sud-africaines constitue une menace réelle à la sécurité et à la souveraineté des Etats africains indépendants opposés à la politique raciale du Gouvernement sud-africain, en particulier à celles des Etats voisins,

1. *Réitère* son opposition totale à la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine;

2. *Réaffirme* ses résolutions 181 (1963), 182 (1963) et 191 (1964);

3. *Condamne* les violations de l'embargo sur les armements requis par les résolutions 181 (1963), 182 (1963) et 191 (1964);

4. *Demande* à tous les Etats de renforcer l'embargo sur les armements :

a) En appliquant intégralement l'embargo sur les armements à l'encontre de l'Afrique du Sud inconditionnellement et sans réserves quelles qu'elles soient;

b) En refusant de fournir tous véhicules et tout matériel pouvant être utilisés par les forces armées et les organisations paramilitaires sud-africaines;

c) En cessant de fournir des pièces de rechange pour tous véhicules et tout matériel militaires utilisés par les forces armées et les organisations paramilitaires sud-africaines;

d) En révoquant toutes licences et brevets militaires accordés au Gouvernement sud-africain ou à des sociétés sud-africaines, pour la fabrication d'armes et de munitions, d'aéronefs, de navires de guerre ou autres véhicules militaires, et en s'abstenant d'accorder d'autres licences et brevets de ce genre;

e) En interdisant tout investissement ou assistance technique pour la fabrication d'armes et de munitions, d'aéronefs, de navires de guerre ou d'autres véhicules militaires;

f) En cessant d'assurer la formation militaire de membres des forces armées sud-africaines et toutes autres formes de coopération militaire avec l'Afrique du Sud;

g) En prenant les dispositions appropriées pour donner effet aux mesures susmentionnées;

5. *Prie* le Secrétaire général de suivre de près l'application de la présente résolution et de faire rapport au Conseil de sécurité périodiquement;

6. *Demande* à tous les Etats d'observer strictement l'embargo sur les armements à l'encontre de l'Afrique du Sud et de contribuer efficacement à l'application de la présente résolution.

EXAMEN DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Communiqué en date du 21 octobre 1970 (1555^e séance) :

Dans une note⁵⁷⁴ en date du 19 octobre 1970, le Secrétaire général, conformément au dernier paragraphe du texte du consensus⁵⁷⁵ exprimé et approuvé par le Conseil de sécurité, le 12 juin 1970, a rendu public l'ordre du jour provisoire ci-après de la première réunion périodique du Conseil de sécurité, qu'il avait établi en consultation avec les membres du Conseil et qui avait été approuvé par le Président du Conseil.

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen de la situation internationale.

La première réunion périodique du Conseil de sécurité (1555^e séance) s'est tenue à huis clos le 21 octobre 1970. Conformément à l'article 55 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité⁵⁷⁶, le Secrétaire général a fait publier à l'issue de la séance, au lieu et place d'un compte rendu *in extenso* de la séance, le communiqué suivant⁵⁷⁷ :

1. La première des réunions périodiques du Conseil de sécurité prévues au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte s'est tenue le

21 octobre 1970, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. La réunion était présidée par le Ministre des affaires étrangères d'Espagne et y ont assisté les Ministres des affaires étrangères de Chine, de Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, de Finlande, de France, du Népal, du Nicaragua, de Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Vice-Ministre des affaires étrangères de Syrie, et les représentants permanents du Burundi, de la Sierra Leone et de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2. A cette réunion, le Secrétaire général a fait une déclaration sur la situation internationale. Les représentants des Etats membres du Conseil de sécurité ont procédé à un échange de vues sur les questions courantes intéressant la paix et la sécurité internationales. Ils ont donné l'assurance qu'ils ne ménageraient aucun effort pour trouver des solutions pacifiques aux différends et aux conflits internationaux existants, conformément aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies.

3. En passant en revue des questions dont est actuellement saisi le Conseil de sécurité, les membres du Conseil se sont également consultés sur les moyens de contribuer à un règlement politique pacifique au Moyen-Orient. Ils ont réaffirmé leur conviction que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967, devait être appuyée et appliquée dans toutes ses dispositions et qu'à cette fin tous les intéressés devraient coopérer pleinement en un effort concerté pour favoriser l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

4. Concernant les problèmes de l'Afrique australe, qui ont été examinés par le Conseil de sécurité, les membres du Conseil ont réaffirmé leur volonté de continuer à rechercher les moyens pratiques conformes à la Charte qui permettraient aux peuples de

⁵⁷⁴ S/9965, Doc. off., 25^e année, Suppl. d'oct.-déc. 1970, p. 29.

⁵⁷⁵ 1544^e séance, par. 2 et 3. Voir aussi chap. I^{er}, cas n^o 2.

⁵⁷⁶ S/96/Rev.5 (1969).

⁵⁷⁷ 1555^e séance, par. 1. Voir aussi la décision du 21 octobre 1970, Doc. off., 25^e année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 9170, p. 11.

cette région d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et de jouir des droits fondamentaux de l'homme dans la liberté et la dignité.

5. Les membres du Conseil de sécurité ont déclaré que la capacité du Conseil d'agir efficacement pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales devait être encore renforcée. Ils sont convenus que la tenue de réunions périodiques conformément au paragraphe 2 de l'Article 28 de la Charte était un pas important dans cette direction. Ils ont également convenu d'examiner la possibilité d'améliorer encore les méthodes de travail du Conseil de sécurité pour favoriser le règlement pacifique des différends conformément à la Charte.

6. Etant donné la responsabilité principale conférée au Conseil

de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les membres du Conseil ont insisté sur l'importance qu'il y avait à aboutir rapidement à un accord sur les principes qui doivent régir les futures opérations de maintien de la paix conformément à la Charte.

7. Il a été convenu que la date de la prochaine réunion périodique du Conseil de sécurité serait fixée par consultations entre les membres du Conseil.

8. Les représentants du Burundi, de la Sierra Leone et de la Zambie ont réservé leur position sur le paragraphe 4. Le représentant de la Syrie a déclaré que la position de son gouvernement était indiquée dans la déclaration faite par sa délégation à la réunion.

LA SITUATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDO-PAKISTANAIS

DÉBATS INITIAUX

Dans un rapport⁵⁷⁸ en date du 3 décembre 1971, le Secrétaire général a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur les efforts qu'il avait jusqu'alors déployés au sujet de la situation le long des frontières du Pakistan oriental et dans d'autres parties du sous-continent, qui s'était encore gravement détériorée et qui, à son avis, constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Secrétaire général a fait observer qu'il avait certes tenu le Président du Conseil de sécurité au courant de ces efforts en vertu des dispositions de caractère général de l'Article 99 de la Charte des Nations Unies, mais il estimait que les parties elles-mêmes ou les membres du Conseil étaient le mieux placés pour prendre une initiative à ce sujet au Conseil.

Par une lettre⁵⁷⁹ en date du 4 décembre 1971, les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, des Etats-Unis, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni et de la Somalie ont demandé la convocation d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour l'examen de la détérioration récente de la situation qui avait conduit à des engagements entre les forces armées de l'Inde et du Pakistan. Dans une lettre⁵⁸⁰, le représentant de la Tunisie a appuyé la demande de convocation du Conseil de sécurité.

A la 1606^e séance, le 4 décembre 1971, le Conseil de sécurité, sans avoir procédé à un vote, a décidé⁵⁸¹ d'inscrire à son ordre du jour les questions suivantes :

- a) Lettre, en date du 4 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Somalie (S/10411);
- b) Rapport du Secrétaire général (S/10410).

Le Conseil a examiné la question de sa 1606^e à sa 1608^e séance, les 4 et 6 décembre 1971.

A la 1606^e séance, le 4 décembre 1971, après que le Président (Sierra Leone) eut annoncé qu'il avait reçu une lettre du représentant de la Tunisie⁵⁸² qui demandait de participer au débat, le représentant de l'Italie a déclaré que, en raison du caractère urgent de la crise à laquelle le Conseil devait faire face, le Conseil devait limiter la participation aux travaux de la première séance du

Conseil consacrée à la question à l'étude aux membres du Conseil et aux principales parties intéressées, à savoir l'Inde et le Pakistan, si elles souhaitaient y prendre part. Il a prié le Président d'envoyer des invitations aux représentants de l'Inde et du Pakistan pour qu'ils présentent leurs vues au Conseil⁵⁸³.

Le représentant de l'URSS a appelé l'attention des membres du Conseil sur une lettre⁵⁸⁴ de la délégation du Bangladesh qui avait été distribuée, et a proposé que, puisqu'elle faisait état des événements au Pakistan oriental, attestant le caractère urgent de la situation dont le Conseil était saisi, elle soit publiée sous la forme habituelle des documents de l'ONU; il a en outre proposé que, conformément à la demande contenue dans ladite lettre, un représentant du Bangladesh soit invité à participer aux séances du Conseil de sécurité⁵⁸⁵.

Le Président (Sierra Leone) a informé le Conseil qu'il avait reçu une lettre dans laquelle le représentant de l'Inde demandait que ladite lettre, et la communication jointe, qui était aussi adressée au Président du Conseil de sécurité et émanait de la délégation du Bangladesh, soient distribuées comme document du Conseil de sécurité. Après avoir fait observer qu'il avait donné des instructions à cet effet, le Président a décidé que le Conseil différerait l'examen de la question de l'invitation du Bangladesh jusqu'à ce que le Conseil soit saisi du document s'y rapportant⁵⁸⁶.

Après un débat de procédure sur la question des invitations⁵⁸⁷ et sur la distribution de documents au sein du Conseil, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont été invités à participer aux débats⁵⁸⁸. Des invitations ont été aussi adressées aux représentants de la Tunisie⁵⁸⁹ et de l'Arabie Saoudite⁵⁹⁰ à la 1607^e séance du Conseil, après un débat de procédure.

⁵⁸³ *Ibid.*, par. 3, 10 à 15 et 53 à 55.

⁵⁸⁴ S/10415, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 97. Par une lettre en date du 4 décembre 1971, le représentant de l'Inde a transmis au Président du Conseil de sécurité copie d'une lettre, datée aussi du 4 décembre 1971 et adressée au Président du Conseil de sécurité, dans laquelle le juge Abu Sayud Chowdhury, qui signait « le chef de la délégation du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies », demandait à être autorisé à faire une déclaration devant le Conseil de sécurité, au nom du peuple et du Gouvernement du Bangladesh.

⁵⁸⁵ 1606^e séance, par. 5 à 9 et 33.

⁵⁸⁶ *Ibid.*, par. 28 et 56. Pour le débat de procédure sur le report de l'examen de la question, la décision du Président et les objections qu'elle a soulevées, voir chap. I^{er}, cinquième partie, art. 30 et 35.

⁵⁸⁷ Pour le débat de procédure sur la question de la participation aux discussions du Conseil de sécurité, voir chap. III, première partie, cas n^o 10.

⁵⁸⁸ 1606^e séance, par. 43 et 44.

⁵⁸⁹ 1607^e séance, par. 18.

⁵⁹⁰ *Ibid.*, par. 20 et 22.

⁵⁷⁸ S/10410 et Add.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 80 à 85.

⁵⁷⁹ S/10411, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 93.

⁵⁸⁰ S/10413, *ibid.*, p. 97.

⁵⁸¹ 1606^e séance, par. 1.

⁵⁸² *Ibid.*, par. 2.

Décision du 4 décembre 1971 (1606^e séance) :

Suspension de la séance

Décision du 4 décembre 1971 (1606^e séance) :

Rejet du projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique

Décision du 5 décembre 1971 (1607^e séance) :

Rejet du projet de résolution de l'URSS

Décision du 5 décembre 1971 (1607^e séance) :

Rejet du projet de résolution des huit puissances

Décision du 6 décembre 1971 (1608^e séance) : résolution 303 (1971)

Le représentant du Pakistan* a déclaré dans son exposé introductif que c'était le déclenchement d'hostilités ouvertes entre l'Inde et le Pakistan, le 3 décembre 1971, qui avait amené neuf délégations à demander cette réunion du Conseil de sécurité. Il a rappelé que certains aspects de la situation au Pakistan, à savoir les événements au Pakistan oriental et dans les Etats limitrophes de l'Inde et leurs conséquences effectives et potentielles, avaient par deux fois déjà été portés à l'attention des membres du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, agissant en fait, quoique non expressément, dans l'exercice des fonctions qui lui étaient conférées en vertu de l'Article 99, et il a exprimé l'avis que, le Conseil de sécurité n'ayant pas jugé utile de se réunir pour examiner la situation à partir des renseignements fournis par le Secrétaire général, le Conseil devrait maintenant interpréter strictement et sans recul la lettre des neuf délégations — c'est-à-dire se limiter à examiner le déclenchement, le 3 décembre 1971, d'hostilités ouvertes entre l'Inde et le Pakistan. Il a fait observer que la province orientale du Pakistan faisait, depuis le 21 novembre 1971, l'objet d'attaques massives par des troupes régulières, des tanks et des avions indiens, et il a déclaré que ces attaques non provoquées, préméditées, de grande envergure et coordonnées avaient dégénéré en une guerre ouverte, le 3 décembre 1971. L'Inde avait non seulement lancé une agression contre le territoire du Pakistan, mais elle exigeait sans ambages que le Pakistan se démantèle et, conformément à cette exigence, elle avait intensifié ses actes d'agression pour provoquer la désintégration du Pakistan. De l'avis du représentant du Pakistan, ces deux faits devaient servir de base à l'examen, par le Conseil de sécurité, de la question; en effet, la situation dont le Conseil de sécurité était saisi avait trait au principe de l'intégrité territoriale des Etats, tel qu'il était consacré dans la Charte, constituait une rupture de la paix et touchait non seulement le Pakistan mais aussi tous les Etats courants le danger d'être envahis par des voisins plus grands, plus puissants et cupides. Après avoir rappelé que l'Inde avait d'abord nié la participation de ses forces au combat qui avait commencé sur le territoire du Pakistan le 21 novembre 1971, le représentant du Pakistan a fait observer que l'Inde avait par la suite invoqué le droit de légitime défense, admettant par là sa participation directe au combat. Il a souligné que, en vertu de la Charte des Nations Unies, un Etat Membre qui n'avait pas été attaqué ne pouvait pénétrer sur le territoire d'un autre Etat Membre en invoquant le droit de légitime défense. Après avoir fait observer que l'Inde avait prétendu que des forces pakistanaises avaient pénétré en territoire indien pour justifier le lancement d'une attaque armée contre son pays, le représentant du Pakistan a déclaré qu'avant le 3 décembre 1971 le Pakistan avait été victime d'actes de sabotage, de subversion et de terrorisme commis par des bandes armées organisées par l'Inde, et que parmi ces actes il y avait eu des incursions armées à l'intérieur du Pakistan, à partir de bases en territoire indien. Le représentant du Pakistan a soutenu que les considérations les plus élémentaires de sécurité intérieure exigeaient la capture et l'expul-

sion de ces bandes du territoire pakistanais, mais qu'à aucun moment et en aucun endroit les forces armées du Pakistan stationnées dans la partie orientale n'avaient pris de mesures allant au-delà de celles qui s'imposaient pour sauvegarder les frontières de l'Etat et maintenir la sécurité intérieure. Après avoir invoqué le principe selon lequel un Etat qui était victime, sur son propre territoire, d'actes de subversion ou de terrorisme perpétrés par des bandes irrégulières, des bandes de volontaires ou des bandes armées organisées par un autre Etat, était en droit de prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées pour sauvegarder son existence et ses institutions, le représentant du Pakistan a souligné que son pays n'avait pas outrepassé ce droit en réprimant les bandes armées et les bandes de terroristes qui cherchaient à désorganiser l'Etat. Il a soutenu, en se fondant sur des déclarations faites par le Premier Ministre de l'Inde, que l'Inde considérait que la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Pakistan — c'est-à-dire la présence de troupes pakistanaises dans le Pakistan oriental — menaçait la sécurité de l'Inde, et il a affirmé que, quelle que soit sa nature, la crise intérieure au Pakistan n'avait fait peser aucune menace militaire sur l'Inde. Il a affirmé, en outre, que la belligérance de l'Inde avait donné à la crise intérieure au Pakistan une dimension qu'elle n'aurait pas eu autrement. Il a déclaré que la situation, qui menaçait gravement la paix et la sécurité internationales, était en fait une conséquence de l'intervention de l'Inde dans les affaires intérieures du Pakistan, et il a cité un certain nombre d'actes attestant cette intervention. Après avoir dit que son pays reconnaissait qu'une seule conséquence de la crise intérieure — à savoir l'immigration en Inde d'un grand nombre de personnes en provenance du Pakistan oriental — avait un caractère international, le représentant du Pakistan a souligné qu'il s'agissait là non pas d'un problème politique, mais plutôt d'un problème humanitaire, et que ce problème serait politique si le Pakistan avait refusé à ces personnes le droit de revenir dans leur foyer. Or, ce n'était pas le cas. Pour terminer, le représentant du Pakistan a demandé au Conseil de sécurité de trouver des mesures qui amènent l'Inde à renoncer à ses actes d'agression, et il a déclaré que seules des mesures du Conseil de sécurité compatibles avec l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Pakistan et avec le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats Membres trouveraient l'appui et la coopération du Pakistan⁵⁹¹.

Le représentant de l'Inde*, après avoir souligné qu'il participait aux débats non pas en vertu de l'Article 31 de la Charte mais en vertu des articles 37 et 38 du règlement intérieur provisoire, a déclaré que le problème dont le Conseil était saisi ne saurait être examiné de façon adéquate à partir de telle ou telle date : c'était un problème de longue date, relevant essentiellement de l'histoire entre le régime du Pakistan occidental et le peuple du Bangladesh, et le Conseil ne pourrait donc avoir une vue juste du problème sans la participation à ses débats des représentants élus du peuple du Bangladesh. Il a soutenu qu'en essayant d'étouffer, par la force militaire, les aspirations de la population quant au type de gouvernement qu'elle souhaitait — aspirations qui se dégagent des élections —, c'était le Pakistan lui-même, et non l'Inde, qui démembrait le Pakistan et, ce faisant, déclenchait une agression contre l'Inde. Le représentant de l'Inde a accusé le Pakistan d'avoir essayé, faute d'avoir pu mater la rébellion dans le Bengale oriental et de s'assurer la coopération de l'Inde pour exercer une répression contre les Bengalis de l'Est, d'internationaliser le problème — c'est-à-dire de le transformer en un différend indo-pakistanaï en y entraînant l'Inde tout d'abord par l'agression que représentait

⁵⁹¹ 1606^e séance, par. 69 à 139.

l'afflux de réfugiés — à savoir le bouleversement de la structure sociale et économique de l'Inde — et ensuite par une agression militaire. Après avoir cité de nombreuses plaintes de violations de frontières et déclaré que l'armée pakistanaise avait bombardé des villages de civils, le représentant de l'Inde a maintenu que les troupes indiennes avaient pénétré en territoire pakistanais après le 21 novembre 1971, et uniquement dans l'exercice du droit de légitime défense. Après avoir dit que l'Inde ne permettrait pas que sa sécurité nationale soit mise en danger et qu'elle continuerait à aider le peuple du Bangladesh de toutes les manières, sans aller toutefois jusqu'à livrer ses batailles, le représentant de l'Inde a informé le Conseil de sécurité que son pays n'accepterait aucune solution impliquant la poursuite de la répression contre le peuple du Pakistan oriental. Il a souligné, pour terminer, que la question d'un cessez-le-feu concernait non pas l'Inde et le Pakistan, mais l'armée pakistanaise et le peuple du Bangladesh, que le Conseil⁵⁹² devait en conséquence entendre.

A la même séance, le représentant des Etats-Unis, après avoir fait observer qu'à la suite des luttes intestines au Pakistan oriental il s'était créé en Inde un nouveau groupe de réfugiés d'une importance sans précédent qui était à l'origine, entre l'Inde et le Pakistan, d'un état d'hostilités ouvertes pouvant dégénérer en un conflit total, a déclaré que cette situation constituait une grave menace à la paix et à la stabilité en Asie. Il a souligné que la proposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à ce que les deux parties retirent leurs forces militaires de leurs frontières avait été acceptée par le Pakistan, mais non par l'Inde. Il a rappelé par ailleurs que l'Inde, contrairement au Pakistan, n'avait pas accepté les bons offices du Secrétaire général pour aider les deux pays à régler leurs différends. Se référant aux incursions reconnues de troupes indiennes au-delà de la frontière avec le Pakistan oriental, le représentant des Etats-Unis a déclaré inacceptable qu'un gouvernement intervienne au-delà de ses frontières, avec des forces militaires, dans les affaires d'un autre Etat, en violation des dispositions de la Charte. Il a déclaré que son gouvernement était prêt à appuyer l'adoption par le Conseil de sécurité de mesures efficaces qui aboutiraient à la cessation des hostilités et à un retrait des forces — de manière à faire progresser l'instauration au Pakistan oriental de conditions politiques, économiques et sociales qui permettraient aux personnes réfugiées en Inde d'y retourner et permettraient aussi d'assurer la paix⁵⁹³. Il a présenté un projet de résolution⁵⁹⁴ à cet effet, aux termes duquel le Conseil de sécurité, après s'être déclaré convaincu que les hostilités le long de la frontière indo-pakistanaise étaient une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales : demanderait aux Gouvernements indien et pakistanaise de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'une cessation immédiate des hostilités; demanderait le retrait immédiat des forces armées qui se trouvaient sur chacun des territoires vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses; autoriserait le Secrétaire général, à la demande du Gouvernement indien ou du Gouvernement pakistanaïse, à placer des observateurs le long des frontières en vue de faire rapport sur l'application du cessez-le-feu et le retrait des troupes, en faisant appel selon que de besoin au personnel du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan; demanderait aux Gouvernements indien et pakistanaïse et aux autres intéressés de ne négliger aucun effort en vue de créer un climat propice au retour volon-

taire des réfugiés au Pakistan oriental; demanderait à tous les Etats de s'abstenir de toute action qui mettrait en danger la paix dans la région; inviterait les Gouvernements indien et pakistanaïse à répondre affirmativement à la proposition de bons offices faite par le Secrétaire général en vue d'assurer et de maintenir la paix dans le sous-continent; prierait le Secrétaire général de faire rapport dès que possible au Conseil de sécurité sur l'application de la résolution.

Le représentant de la France a fait observer que la situation dans le sous-continent indo-pakistanaïse présentait deux aspects : le premier était de nature politique et affectait les relations entre le Gouvernement pakistanaïse et la population du Pakistan oriental; le second était dérivé du premier, en raison notamment de l'afflux des réfugiés en Inde, et affectait les rapports entre ce pays et le Pakistan. Si le Conseil de sécurité ne retenait que le premier aspect de la crise, son intervention risquait d'être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures du Pakistan; s'il ne retenait que le second, son intervention risquait d'être considérée comme partielle et superficielle étant donné les millions de réfugiés qui étaient à la charge de l'Inde. Le représentant de la France a déclaré que les membres du Conseil se devaient de mettre fin aux hostilités, d'alléger les souffrances des populations et de s'attaquer aux causes de la crise, avec le consentement des parties, par voie de négociations, en vue d'aboutir à un règlement juste et pacifique⁵⁹⁵.

Le représentant de la Chine a déclaré que l'Inde, ayant pris pour prétexte la question du Pakistan oriental, avait perpétré une agression armée contre le Pakistan. Il a demandé au Conseil de sécurité de condamner cet acte d'agression et d'exiger le retrait immédiat et inconditionnel du Pakistan de toutes les forces armées indiennes⁵⁹⁶.

Le représentant de l'URSS a déclaré que, par suite de la crise politique au Pakistan oriental, de la cessation des pourparlers entre l'administration militaire du Pakistan et les représentants légitimes du peuple pakistanaïse et du recours par les autorités militaires à la force et à la terreur contre le peuple du Pakistan oriental, 10 millions de personnes avaient été contraintes de quitter leurs foyers pour se réfugier en Inde. Après avoir rappelé que le représentant du Pakistan avait, dans sa déclaration devant le Conseil, admis l'existence d'une grave crise intérieure dans son pays — crise qui avait pris un caractère international —, le représentant de l'URSS s'est référé à la question de savoir si le Conseil de sécurité devait traiter des causes profondes de cette crise, étant donné que cela risquait de constituer une ingérence dans les affaires intérieures du Pakistan. Il a soutenu que, aux termes des Articles 39, 40 et 41 de la Charte, le Conseil avait incontestablement le droit d'examiner les causes de l'apparition de situations dangereuses qui menaçaient la paix et la sécurité internationales. Le représentant de l'URSS a déclaré que le tour dangereux que prenaient les événements dans le sous-continent indo-pakistanaïse appelait un règlement politique rapide, au Pakistan oriental, qui tienne compte des droits inaliénables et des intérêts légitimes de sa population et permette aux réfugiés de retourner dans leurs foyers dans un climat de sécurité. De l'avis de sa délégation, le projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique était inacceptable et tendancieux parce qu'il essayait de décharger le coupable de la faute et de rejeter la responsabilité sur l'innocent⁵⁹⁷.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a demandé une suspension de séance de vingt minutes afin que les

⁵⁹² *Ibid.*, par. 150 à 185.

⁵⁹³ *Ibid.*, par. 186 à 200.

⁵⁹⁴ S/10416, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 97.

⁵⁹⁵ 1606^e séance, par. 220 à 227.

⁵⁹⁶ *Ibid.*, par. 235 à 240.

⁵⁹⁷ *Ibid.*, par. 251 à 278.

membres du Conseil puissent avoir des consultations sur le projet de résolution de sa délégation ⁵⁹⁸.

Le représentant de l'URSS, dans un amendement à la proposition des Etats-Unis d'Amérique, a proposé que le Conseil s'ajourne pour vingt-quatre heures, au lieu de suspendre sa séance pendant vingt minutes ⁵⁹⁹.

Après un bref débat de procédure, la proposition des Etats-Unis visant à suspendre la séance pendant vingt minutes a été mise aux voix. Elle a été adoptée ⁶⁰⁰ par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Un membre du Conseil n'a pas participé au vote.

Après une brève suspension de séance, le représentant de l'URSS a présenté un projet de résolution ⁶⁰¹ tendant à ce que le Conseil de sécurité demande un règlement politique au Pakistan oriental, qui résulterait inévitablement en une cessation des hostilités, et adresse un appel au Gouvernement pakistanaï pour qu'il prenne des mesures afin que les forces pakistanaïes au Pakistan oriental mettent fin à tous les actes de violence qui avaient conduit à une détérioration de la situation.

Le Président (Sierra Leone), après avoir rappelé que le Conseil était saisi de deux projets de résolution — l'un soumis par les Etats-Unis d'Amérique et l'autre par l'URSS —, a proposé que, s'il n'y avait pas d'autres orateurs, le Conseil procède au vote ⁶⁰².

Le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution ⁶⁰³, ayant pour auteurs l'Argentine, le Burundi, le Nicaragua et la Sierra Leone, visant à ce que le Conseil de sécurité, convaincu que les hostilités le long de la frontière indo-pakistanaïe constituaient une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales, reconnaisse la nécessité de traiter de façon adéquate, à un stade ultérieur, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des questions qui avaient donné lieu aux hostilités; demande au Gouvernement indien et au Gouvernement pakistanaï de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait, de leur propre côté des frontières indo-pakistanaïes, de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre, et prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de la situation.

Le représentant de l'Italie a annoncé que sa délégation, avec deux autres délégations, avait élaboré un projet de résolution, et il a proposé de le présenter après le premier vote, c'est-à-dire le vote sur le projet de résolution des Etats-Unis, afin que le Conseil puisse être en possession des diverses propositions ⁶⁰⁴.

Le Conseil a voté sur le projet de résolution des Etats-Unis, qui n'a pas été adopté, le résultat du vote ayant été de 11 voix pour, 2 contre et 2 abstentions, un des votes négatifs étant celui d'un membre permanent du Conseil ⁶⁰⁵.

Après un bref débat de procédure sur une motion d'ordre soulevée par le représentant de l'URSS ⁶⁰⁶, le représentant de l'Italie a présenté un projet de résolu-

tion ⁶⁰⁷ ayant pour auteurs les représentants de la Belgique, du Japon et de l'Italie et tendant à ce que le Conseil de sécurité : demande aux gouvernements intéressés d'ordonner sans délai, en tant que première mesure, un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toutes les activités militaires; prie instamment les gouvernements intéressés d'intensifier leurs efforts afin de créer les conditions nécessaires au rapatriement rapide et volontaire des millions de réfugiés dans leurs foyers; demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de la situation; décide de suivre la situation de près et de se réunir de nouveau dès que cela sera nécessaire.

En présentant le projet de résolution, le représentant de l'Italie a déclaré que les auteurs étaient d'avis que la séance ne devrait pas être levée avant que le Conseil se soit encore efforcé d'adopter une décision pour faire cesser le combat et de prendre des mesures qui seraient une première étape sur la voie du règlement politique définitif de la question à l'examen. Il a souligné que les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet de résolution reprenaient les dispositions d'une résolution que la Troisième Commission de l'Assemblée générale avait déjà adoptée ⁶⁰⁸. Il a ajouté que les auteurs du projet de résolution étaient disposés à examiner toute suggestion et tout amendement qui conduiraient à un consensus du Conseil de sécurité ⁶⁰⁹.

Après un débat de procédure qui a porté sur une autre demande de suspension de séance et l'ordre dans lequel les projets de résolution devaient être mis aux voix, la séance a été levée ⁶¹⁰.

A sa 1607^e séance, le 5 décembre 1971, le Conseil de sécurité a inscrit ⁶¹¹ à son ordre du jour un rapport supplémentaire ⁶¹² par lequel le Secrétaire général transmettait le texte de deux messages reçus du Premier Ministre de l'Inde et du Président du Pakistan, respectivement; ce dernier accusait l'Inde d'avoir lancé une attaque contre le Pakistan occidental et le premier le niait. Figurait également à l'ordre du jour le rapport ⁶¹³ du Secrétaire général sur la situation le long de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire. Etant donné que le Conseil de sécurité était saisi de la question, le Secrétaire général avait jugé opportun d'informer les membres du Conseil des violations et du non-respect systématique reconnu de l'Accord de Karachi le long de la ligne de cessez-le-feu dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

Après un débat initial de procédure relatif à la participation, le Conseil de sécurité a décidé ⁶¹⁴ de reporter à une date ultérieure, pour que de nouvelles consultations puissent avoir lieu, l'examen de la question de l'invitation d'un représentant du Bangladesh.

⁶⁰⁷ S/10417, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 98. Le projet de résolution a été remplacé par le projet de résolution publié sous la cote S/10423. Voir note 617 de bas de page.

⁶⁰⁸ Adoptée ultérieurement en tant que résolution 2790A (XXVI) de l'Assemblée générale. Voir *Doc. off. de l'Assemblée générale*, 26^e session, *Suppl. n° 29 (A/8429)*, p. 89 et 90.

⁶⁰⁹ 1606^e séance, par. 384 à 387.

⁶¹⁰ *Ibid.*, par. 449. Pour la question de l'ordre de priorité pour le vote sur les projets de résolution, voir chap. I^{er}, cas n° 37.

⁶¹¹ 1607^e séance, par. 1.

⁶¹² S/10410/Add.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 92 et 93.

⁶¹³ S/10412, *ibid.*, p. 94 et 95. A noter qu'à sa 1608^e séance le Conseil avait aussi inscrit à son ordre du jour un rapport supplémentaire sur la situation le long de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire (S/10412/Add.1, *ibid.*, p. 95 et 96).

⁶¹⁴ 1607^e séance, par. 72. Pour l'examen de l'applicabilité de l'article 39 du règlement intérieur provisoire, voir chap. III du présent *Supplément*, première partie, cas n° 7.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, par. 342.

⁵⁹⁹ *Ibid.*, par. 349.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, par. 354.

⁶⁰¹ S/10418 (multicopié). Incorporé dans le compte rendu de la 1606^e séance du Conseil, par. 358.

⁶⁰² 1606^e séance, par. 368.

⁶⁰³ S/10419, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 98; 1606^e séance, par. 369. Ce projet de résolution a été remplacé par le projet de résolution S/10423. Voir note 617 de bas de page.

⁶⁰⁴ 1606^e séance, par. 370.

⁶⁰⁵ *Ibid.*, par. 371.

⁶⁰⁶ *Ibid.*, par. 378. Voir aussi chap. I^{er} du présent *Supplément*, cinquième partie, cas n° 37.

A la même séance, le représentant de la Chine a présenté un projet de résolution ⁶¹⁵ tendant à ce que le Conseil de sécurité, après avoir condamné énergiquement les actes du Gouvernement indien visant à créer un prétendu « Bangladesh » et ses actes de subversion, de démembrement et d'agression commis contre le Pakistan, demande au Gouvernement indien de retirer immédiatement et sans condition ses forces armées et le personnel armé envoyés par lui du territoire pakistanais et demande au Gouvernement pakistanais de retirer les forces armées qu'il avait envoyées sur le territoire indien en vue de contre-attaquer; demande à l'Inde et au Pakistan de cesser les hostilités et de se retirer de la frontière internationale entre l'Inde et le Pakistan et de se retirer de façon à créer les conditions d'un règlement pacifique des différends entre l'Inde et le Pakistan; demande à tous les Etats de soutenir le peuple pakistanais dans sa juste lutte pour résister à l'agression indienne; et prie le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, dès que possible, un rapport sur l'application de la résolution.

En présentant son projet de résolution, le représentant de la Chine a repoussé l'idée de commencer par demander à l'Inde et au Pakistan de conclure un cessez-le-feu et aussi de cesser complètement les hostilités et de reporter à une date ultérieure l'examen de la question du retrait des forces militaires. A son avis, étant donné que l'Inde s'était livrée à des actes de subversion et d'agression en envoyant des troupes pour envahir le territoire pakistanais, ne pas exiger le retrait immédiat, inconditionnel et total des troupes indiennes équivaldrait à encourager l'agression et à reconnaître que les troupes indiennes peuvent légalement demeurer sur le territoire pakistanais. Le représentant de la Chine a lancé un appel aux Etats membres qui avaient présenté des projets de résolution au Conseil pour qu'ils pèsent sérieusement ces conséquences ⁶¹⁶.

A la même séance, le représentant de l'Argentine a présenté un projet de résolution ⁶¹⁷ ayant aussi pour auteurs les représentants de la Belgique, du Burundi, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, de la Sierra Leone et de la Somalie, et tendant à ce que le Conseil de sécurité : demande au Gouvernement indien et au Gouvernement pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre vers leur propre côté des frontières indo-pakistantaises; demande instamment que soient intensifiés les efforts déployés en vue de créer rapidement et conformément aux principes de la Charte les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers; demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la résolution; décide de suivre la situation de près et de se réunir de nouveau dès que cela sera nécessaire.

En présentant le projet de résolution, le représentant de l'Argentine a dit que ses auteurs voulaient avant tout

rechercher le moyen de trouver une solution qui satisfasse les parties au conflit. Le projet de résolution notait la nécessité de traiter de façon adéquate, à un stade ultérieur et dans le cadre de la Charte, les problèmes qui avaient donné lieu aux hostilités. Toutefois, pour le moment, le plus urgent était de rétablir la paix dans la région. Le projet était le fruit de consultations entre les auteurs des deux projets de résolution précédemment présentés au Conseil (S/10417 et S/10419), qui étaient parvenus à surmonter leurs divergences de vues ⁶¹⁸.

A la même séance, le Conseil de sécurité a voté sur le projet de résolution de l'URSS, qui n'a pas été adopté. Le résultat du vote a été de 2 voix pour, une contre, et 12 abstentions ⁶¹⁹.

Le Conseil a alors voté sur le projet de résolution présenté par l'Argentine, la Belgique, le Burundi, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie. Le projet de résolution a recueilli 11 voix pour, 2 contre et 2 abstentions; il n'a pas été adopté, un des votes négatifs étant celui d'un membre permanent du Conseil ⁶²⁰.

Le représentant de l'Italie a ensuite présenté ⁶²¹ un projet de résolution ⁶²² ayant pour auteurs la Belgique, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Tunisie*, qui, de l'avis des auteurs, ne préjugait aucune question soulevée durant le débat ni aucune des mesures que le Conseil serait amené à prendre dans l'avenir. Le projet de résolution tendait à ce que le Conseil : demande d'urgence aux gouvernements intéressés, en tant que première mesure, de cesser le feu immédiatement; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la résolution; et décide de continuer à discuter des mesures ultérieures à prendre pour rétablir la paix dans la région.

A la 1608^e séance, le 6 décembre 1971, le représentant de l'URSS a souligné qu'un des auteurs du projet de résolution publié sous la cote S/10425, à savoir la Tunisie, n'était pas membre du Conseil de sécurité. Il a fait observer qu'il n'était guère conforme à l'usage du Conseil qu'un Etat non membre du Conseil parraine un projet de résolution, sans que ce parrainage soit entériné ou assumé par un membre du Conseil ⁶²³.

Après un débat de procédure sur l'article 38 du règlement intérieur provisoire ⁶²⁴, le représentant de la Tunisie* a déclaré que, pour faciliter le travail du Conseil, sa délégation renonçait à se porter coauteur du projet de résolution ⁶²⁵.

Ultérieurement, le représentant de la France a déclaré que sa délégation et celle du Royaume-Uni avaient élaboré un projet de résolution fortement inspiré des textes précédents et pouvant, à leur avis, recueillir le plus large assentiment sans provoquer d'opposition irréductible. Toutefois, le projet ne serait pas déposé puisque les consultations entreprises avaient convaincu les auteurs qu'il se heurterait à des exclusives. Le représentant de la France souhaitait néanmoins en donner lecture, car il importait qu'il soit consigné dans les archives du Conseil. Aux termes du dispositif du projet de résolution, le Conseil demanderait aux gouvernements intéressés d'ordonner

⁶¹⁵ S/10421, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 99. A la 1607^e séance, le représentant de la Chine a déclaré qu'il ne demandait pas que son projet de résolution soit mis aux voix parce que sa délégation menait des consultations à son sujet (1607^e séance, par. 239). A la 1608^e séance, le Président (Sierra Leone) a déclaré que la délégation chinoise n'insistait pas pour que le projet de résolution soit mis aux voix (1608^e séance, par. 277).

⁶¹⁶ 1607^e séance, par. 74 à 76.

⁶¹⁷ S/10423, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 100. Ce projet de résolution a été remplacé par les projets de résolution publiés sous les cotes S/10419 et S/10417 (voir notes 603 et 607 de bas de page), ainsi que le Président du Conseil l'a déclaré à la 1607^e séance (1607^e séance, par. 215).

⁶¹⁸ 1607^e séance, par. 199 et 200.

⁶¹⁹ *Ibid.*, par. 217.

⁶²⁰ *Ibid.*, par. 240.

⁶²¹ *Ibid.*, par. 260.

⁶²² S/10425, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 101.

⁶²³ 1608^e séance, par. 15.

⁶²⁴ Pour l'examen de la question concernant le dépôt de propositions ou de projets de résolution par des représentants invités, voir chap. III, cas n° 9.

⁶²⁵ 1608^e séance, par. 23 et 24.

sans délai, en tant que première mesure, un cessez-le-feu immédiat, la cessation de toutes les activités militaires et un dégagement réciproque; demanderait instamment d'intensifier les efforts déployés en vue de créer rapidement et conformément aux principes de la Charte les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers; demanderait à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse; prierait le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la résolution; et déciderait de suivre la situation de près et de se réunir de nouveau dès que cela sera nécessaire ⁶²⁶.

A la même séance, le représentant de l'URSS, présentant ses observations sur le projet de résolution soumis par les représentants de la Belgique, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua et de la Sierra Leone (S/10425), a soutenu que ce projet ne permettait pas de faire face à la situation créée par la politique de répression que le Gouvernement pakistanais suivait à l'encontre de la population du Pakistan oriental. La seule voie que le Conseil pouvait suivre dans ces conditions consistait à prendre une décision dans laquelle les deux questions, celle du cessez-le-feu et celle du règlement politique de la crise au Pakistan oriental, seraient intimement et indissolublement liées. Le représentant de l'URSS a présenté les amendements suivants ⁶²⁷ au projet de résolution des cinq puissances : au paragraphe 1 du dispositif, remplacer les mots « aux gouvernements intéressés » par les mots « à toutes les parties intéressées » et ajouter à la fin le membre de phrase suivant : « et l'arrêt de toutes les opérations militaires »; entre les paragraphes 1 et 2 du dispositif, insérer deux nouveaux paragraphes, aux termes desquels le Conseil de sécurité demanderait au Gouvernement pakistanais de prendre en même temps des mesures efficaces en vue d'un règlement politique au Pakistan oriental, en reconnaissant immédiatement la volonté de la population du Pakistan oriental telle qu'elle s'était exprimée aux élections de décembre 1970, et déclarerait que les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la résolution formaient un tout ⁶²⁸.

Le représentant de l'Italie a annoncé que les auteurs du projet de résolution des cinq puissances (S/10425) avaient décidé de le retirer, parce que la situation avait foncièrement changé depuis vingt-quatre heures et que le projet de résolution avait perdu toute raison d'être ⁶²⁹.

Le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution ⁶³⁰ ayant pour auteurs les représentants de l'Argentine, du Burundi, du Japon, du Nicaragua et de la Sierra Leone. Il a fait observer que, en dépit de la prolifération de projets de résolution présentés au Conseil, il n'était pas possible de parvenir à une formule acceptable pour tous les membres, bien qu'il n'y ait aucun aspect du problème qui ne puisse être relié à telle ou telle disposition de la Charte et ne puisse être réglé dans son contexte. Il a fait observer que, durant le débat, sa délégation s'était efforcée avec d'autres de mettre au point une résolution qui non seulement refléterait l'inquiétude de l'ONU face à la situation à l'examen, mais aussi affirmerait les principes et objectifs de la Charte. Le Conseil avait été saisi du projet de résolution S/10423, qui était le fruit de ces efforts, mais qui avait recueilli le vote négatif d'un membre permanent du Conseil. Le représentant de la Somalie a

déclaré que le moment était venu pour le Conseil de renvoyer la question à l'Assemblée générale, en vertu de la section A de la résolution relative à « L'union pour le maintien de la paix », afin que tous les Etats Membres de l'ONU puissent l'examiner ⁶³¹.

Le représentant de l'URSS a aussi présenté ⁶³² un projet de résolution ⁶³³ contenant les dispositions du projet de résolution des cinq puissances (S/10425) ainsi que les amendements qui y avaient été antérieurement apportés par la délégation de l'URSS (S/10426).

Ultérieurement, le projet de résolution des six puissances présenté par la Somalie (S/10429) a été mis aux voix et adopté ⁶³⁴ par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions. Le texte en était ainsi conçu ⁶³⁵ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la question inscrite à l'ordre du jour de sa 1606^e séance, publié sous la cote S/Agenda/1606,

Tenant compte du fait que l'absence d'unanimité parmi les membres permanents du Conseil de sécurité aux 1606^e et 1607^e séances a empêché le Conseil de s'acquitter de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Décide de porter la question figurant dans le document S/Agenda/1606 devant l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, comme prévu dans la résolution 377 A (V) de l'Assemblée, en date du 3 novembre 1950.

Décision du 13 décembre 1971 (1613^e séance) :

Rejet du projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique

Décision du 14 décembre 1971 (1614^e séance) :

Ajournement de la séance

Décision du 21 décembre 1971 (1621^e séance) : résolution 307 (1971)

Dans une lettre ⁶³⁶ en date du 12 décembre 1971, le représentant des Etats-Unis d'Amérique déclarait que la guerre continuait à faire rage dans le sous-continent indo-pakistanaïsi. Les efforts pressants qu'avait déployés le Conseil de sécurité à ses 1606^e, 1607^e et 1608^e séances pour obtenir un cessez-le-feu et le retrait des troupes avaient échoué, si bien qu'il avait fallu saisir immédiatement l'Assemblée générale de la crise en vertu de la procédure « L'union pour le maintien de la paix » ⁶³⁷. L'Assemblée avait examiné cette grave situation et adopté la résolution 2793 (XXVI) ⁶³⁸ dans laquelle elle demandait notamment à l'Inde et au Pakistan d'instituer un cessez-le-feu et de retirer leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre pays. L'une des parties, le Pakistan, avait accepté la résolution. L'autre partie, l'Inde, ne l'avait pas encore fait. Les Etats-Unis estimaient que le Conseil de sécurité avait l'obligation de mettre fin de toute urgence à cette menace à la paix, et ils demandaient en conséquence qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée immédiatement.

⁶³¹ 1608^e séance, par. 128 à 138. Pour l'examen du renvoi de l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour en vertu de la résolution 377 A (V) de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1950, et les pratiques et débats relatifs à l'Article 12 de la Charte, voir chap. VI, première partie.

⁶³² 1608^e séance, par. 160 à 162.

⁶³³ S/10428, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 102. La délégation soviétique n'a pas insisté pour que ce projet de résolution soit mis aux voix. A ce propos, voir la déclaration du Président (Sierra Leone), 1608^e séance, par. 277.

⁶³⁴ 1608^e séance, par. 322.

⁶³⁵ Résolution 303 (1971).

⁶³⁶ S/10444, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 112 et 113.

⁶³⁷ Conformément à la résolution 377 (V) de l'Assemblée générale.

⁶³⁸ *Doc. off. de l'Assemblée générale, 26^e session, S. plén.*, 2003^e séance, par. 490.

⁶²⁶ *Ibid.*, par. 42 à 45, 116 et 279.

⁶²⁷ S/10426/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 101.

⁶²⁸ 1608^e séance, par. 46 à 63.

⁶²⁹ *Ibid.*, par. 65 à 68.

⁶³⁰ S/10429. Adopté sans modification en tant que résolution 303 (1971).

A la 1611^e séance, le 12 décembre 1971, le Conseil de sécurité était saisi d'un ordre du jour provisoire libellé comme suit :

Lettre, en date du 12 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (S/10444)⁶³⁹.

L'ordre du jour a été adopté⁶⁴⁰ sans opposition.

Le Conseil de sécurité a examiné la question à ses 1611^e, 1613^e, 1617^e et 1621^e séances, tenues du 12 au 21 décembre 1971. Conformément aux décisions prises antérieurement⁶⁴¹, les représentants de l'Arabie Saoudite, de l'Inde, du Pakistan et de la Tunisie ont été invités à participer à la discussion. A la 1615^e séance, le représentant de Ceylan⁶⁴² a aussi été invité à participer aux débats.

A la demande du représentant des Etats-Unis, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité, au nom du Secrétaire général, a signalé que, immédiatement après son adoption, la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1971, avait été transmise par le Secrétaire général aux Gouvernements indien et pakistanais. Les réponses devaient être distribuées ultérieurement ce même jour⁶⁴³.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré que, l'Inde lançant un défi à l'opinion mondiale, exprimée dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale adoptée à une majorité écrasante, les Etats-Unis d'Amérique renvoyaient la question au Conseil de sécurité. Le Pakistan avait accepté la résolution de l'Assemblée générale et le Conseil avait la responsabilité d'exiger que l'Inde s'y conforme immédiatement. Le Conseil devait par ailleurs insister pour que l'Inde donne d'une façon claire et non équivoque l'assurance qu'elle n'avait pas l'intention d'annexer le territoire du Pakistan ni de modifier le *statu quo* au Cachemire, en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies⁶⁴⁴. Le représentant des Etats-Unis a, à la fin de son intervention, présenté un projet de résolution⁶⁴⁵ tendant à ce que le Conseil de sécurité, notamment, demande aux Gouvernements indien et pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant dans le territoire de l'autre pays vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses; demande instamment que soient intensifiés les efforts déployés en vue de créer, rapidement et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers; demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse; demande à toutes les parties intéressées de prendre toutes

les mesures et précautions possibles pour protéger la vie et le bien-être de la population civile dans la région; prie le Secrétaire général de le tenir rapidement et régulièrement informé de l'application de la résolution.

Le représentant de l'Inde a exposé dans le détail les vues de son gouvernement sur les événements qui étaient à l'origine de la crise, et il a déclaré qu'il importait que le Conseil en prenne dûment acte dans la recherche d'une solution constructive au conflit. Il a fait observer que son gouvernement s'était efforcé depuis le début de la crise au Pakistan oriental, le 5 mars 1971, de placer le problème sous son vrai jour, et bien que la genèse du problème ait été expliquée et ses incidences prédites à maintes reprises, la communauté internationale n'en avait pas compris la cause fondamentale et s'était trouvée dans l'incapacité de s'attaquer à ses racines. Le représentant de l'Inde a déclaré que c'était à la suite d'attaques massives et de provocations militaires du Pakistan contre son pays que l'Inde avait décidé de pénétrer au Bangladesh et de repousser l'agression du Pakistan à l'ouest. Face à l'agression non provoquée, l'Inde avait été obligée de prendre les mesures nécessaires à la défense de son intégrité territoriale et de sa sécurité. La population du Bangladesh, qui luttait pour son existence même, et la population indienne, qui combattait pour déjouer l'agression, s'étaient trouvées côte à côte pour défendre une même cause, et c'est pourquoi le Gouvernement indien avait reconnu la République populaire du Bangladesh le 6 décembre 1971. Cette reconnaissance avait été reportée pour éviter que la crise ne se précipitât, mais l'avènement de la République du Bangladesh était la conséquence de la volonté nettement manifestée par le peuple du Bengale oriental. L'entrée de forces armées indiennes au Bangladesh n'avait été motivée par aucune intention d'agrandissement territorial. L'Inde avait reconnu le Bangladesh pour assurer une base juridique et politique adéquate à la présence de l'armée indienne au Bangladesh, pour en soutenir le gouvernement, et les forces armées indiennes ne demeureraient sur le territoire du Bangladesh qu'aussi longtemps que le Bangladesh souhaitait leur présence. L'Inde formulait sincèrement l'espoir que l'ONU se pencherait une fois de plus sur la situation réelle afin que les causes fondamentales du conflit soient éliminées et la paix rétablie. Néanmoins, toute résolution du Conseil qui ne tiendrait pas dûment compte de la lutte victorieuse du peuple du Bangladesh et du fait que le Gouvernement du Bangladesh exerçait un contrôle effectif sur son territoire serait inopérante⁶⁴⁶.

Le représentant du Pakistan a dit que son pays luttait pour la défense de principes qui touchaient tous les Etats. Le premier en cause dans cette lutte était qu'un Etat souverain, indépendant, créé de par sa propre volonté, ne devait pas être démembré par la force; le deuxième était que l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité auquel la Charte avait confié la responsabilité au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, devait s'acquitter de ses responsabilités en matière de sécurité collective. Il était un autre principe fondamental inaltérable du droit international, à savoir la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, mais tous les propos du Ministre indien des affaires étrangères avaient trait aux affaires intérieures du Pakistan. La question fondamentale n'était pas, comme l'Inde l'avait prétendu, une question d'autodétermination. Si l'Inde avait cru au principe de l'autodétermination, la population de l'Etat de Jammu et Cachemire aurait dû depuis longtemps être autorisée à décider si elle voulait faire partie de l'Inde ou du Pakistan; or, la population du Cachemire n'avait

⁶³⁹ A la 1614^e séance, sur la suggestion du représentant de la Somalie, l'ordre du jour a été modifié pour se lire : « La situation dans le sous-continent indo-pakistanaïse ». Pour l'adoption de l'ordre du jour, voir chap. II, cas n° 8.

⁶⁴⁰ 1611^e séance, par. 1 et 2.

⁶⁴¹ Voir ci-dessus notes 588, 589 et 590 de bas de page.

⁶⁴² 1615^e séance, par. 3.

⁶⁴³ 1611^e séance, par. 8. La réponse du Gouvernement pakistanais est publiée sous la cote S/10440, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 111. La réponse du Gouvernement indien est publiée sous la cote S/10445, *ibid.*, p. 113 et 114. Pour la déclaration du Secrétaire général adjoint, voir chap. I^{er}, cas n° 20.

⁶⁴⁴ 1611^e séance, par. 15 à 31.

⁶⁴⁵ S/10446/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 115 et 116. Le projet de résolution, sous sa forme initiale (S/10446), contenait un paragraphe tendant à ce que le Conseil de sécurité demande au Gouvernement indien d'accepter sans délai le cessez-le-feu et le retrait des forces armées, comme il était indiqué dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale (S/10446, *ibid.*, p. 115). Ce paragraphe a été supprimé dans la version révisée.

⁶⁴⁶ 1611^e séance, par. 33 à 135.

jamais été autorisée à exercer son droit à l'autodétermination. Le 7 décembre, l'Assemblée générale a décidé, par une majorité écrasante et massive de 104 voix en faveur d'un référendum international, que le Pakistan était un et qu'il devait rester un. Le Pakistan n'avait pas de relations diplomatiques avec certains des pays qui avaient voté par principe pour le maintien de l'intégrité du Pakistan. Si le Pakistan était démembre, les germes du démembrement se propageraient. En conclusion, le représentant du Pakistan a dit que son pays devrait se voir offrir la chance de décider de ses propres affaires, de son propre système social et de sa propre évolution, sans ingérence du dehors ⁶⁴⁷.

Le Président (Sierra Leone) a déclaré que, puisque des consultations supplémentaires sur la question à l'examen s'imposaient d'une part entre les représentants et leurs gouvernements respectifs et de l'autre entre les représentants eux-mêmes, il considérerait qu'en l'absence d'opposition la discussion sur le point à l'ordre du jour était suspendue ⁶⁴⁸. Après un débat de procédure ⁶⁴⁹, auquel ont pris part les représentants de la Chine, des Etats-Unis, de la France, de la Somalie et de l'URSS, la séance a été ajournée.

A la 1613^e séance, le 13 décembre 1971, le représentant de l'URSS a présenté une motion d'ordre et proposé de nouveau ⁶⁵⁰ que les représentants du Bangladesh soient entendus par le Conseil, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. Après un débat de procédure sur cette participation ⁶⁵¹, auquel le Président du Conseil (Sierra Leone) et les représentants de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde*, du Pakistan*, de la Pologne et de l'URSS ont participé, le Président (Sierra Leone), invoquant l'article 32 du règlement intérieur provisoire du Conseil, a décidé ⁶⁵² qu'il ne saurait admettre la présence au sein du Conseil de sécurité de représentants d'un Etat qui, à son avis, ne répondait pas encore aux critères requis pour être reconnu. Il a fait observer en même temps que cette décision ne signifiait pas que si des particuliers que concernait la question dont le Conseil était saisi souhaitaient être entendus, ils ne pourraient pas l'être conformément aux dispositions de l'article 39 du règlement intérieur provisoire.

Le représentant de l'URSS a soulevé la question de l'invitation à adresser au juge Abu Sayud Chowdbury, que le représentant de l'Inde, dans sa lettre au Président du Conseil de sécurité ⁶⁵³, avait signalé comme étant une personne compétente, apte à aider le Conseil à prendre une décision sur la question dont il était saisi ⁶⁵⁴.

Le Président (Sierra Leone), après avoir noté qu'à son sens la proposition de l'URSS était une motion d'ordre, a proposé de la mettre aux voix ⁶⁵⁵. Le représentant de l'URSS ayant déclaré qu'il n'insistait pas pour que sa proposition soit mise aux voix ⁶⁵⁶, le Président a jugé qu'elle était retirée ⁶⁵⁷.

Ultérieurement, le représentant des Etats-Unis a fait observer que la suggestion du Gouvernement japonais

tendant à apporter une modification ⁶⁵⁸ au projet de résolution présenté par les Etats-Unis d'Amérique au Conseil de sécurité (S/10446) avait été acceptée et que le texte avait été révisé en conséquence ⁶⁵⁹.

A la même séance, le projet de résolution révisé des Etats-Unis d'Amérique a été mis aux voix. Il y a eu 11 voix pour, 2 contre et 2 abstentions; le projet n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil ⁶⁶⁰.

Le représentant de l'Italie a par la suite ⁶⁶¹ présenté un projet de résolution ⁶⁶², ayant pour auteurs l'Italie et le Japon, tendant à ce que le Conseil de sécurité, notamment, demande à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action ou menace d'action de nature à aggraver la situation existant dans le sous-continent indo-pakistanaï ou à mettre en danger la paix internationale; demande à toutes les parties intéressées de prendre sans délai, dans un premier temps, toutes les mesures voulues pour amener un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toutes les hostilités; prie instamment l'Inde comme le Pakistan d'entreprendre des opérations de dégagement et de retrait; demande que soient prises immédiatement des mesures visant à parvenir à un règlement politique d'ensemble; demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance aux réfugiés du Pakistan oriental et de soulager leur misère; demande à toutes les parties intéressées de prendre toutes les mesures et précautions possibles pour protéger la vie et le bien-être de la population civile dans la région et assurer le respect intégral de toutes les Conventions de Genève; décide de désigner, avec le consentement de l'Inde et du Pakistan, un comité composé de trois membres du Conseil de sécurité, qui soit chargé de les aider dans leurs efforts en vue de rétablir des conditions de normalité dans la région du conflit ainsi que de parvenir à une réconciliation; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité rapidement et régulièrement informé de l'application de la résolution; décide de demeurer saisi de la question.

A sa 1614^e séance, le 14 décembre 1971, le représentant de la Somalie a suggéré que la question à l'étude soit, dans l'ordre du jour du Conseil de sécurité, intitulée « La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï » ⁶⁶³. En l'absence de toutes autres suggestions ou observations, le Président (Sierra Leone) a considéré que la suggestion de la Somalie était acceptée ⁶⁶⁴.

A la même séance, le représentant du Royaume-Uni a proposé formellement, aux termes de l'article 33 du règlement intérieur provisoire, de suspendre la séance aux fins de consultations ⁶⁶⁵. Après un débat de procédure, la proposition du Royaume-Uni a été mise aux voix et adoptée par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions ⁶⁶⁶.

A la 1615^e séance, le 15 décembre 1971, le Conseil de sécurité était saisi d'un projet de résolution ⁶⁶⁷ présenté par le représentant de la Pologne ⁶⁶⁸, tendant à ce que,

⁶⁵⁸ Voir note 645 de bas de page.

⁶⁵⁹ 1613^e séance, par. 142 et 143.

⁶⁶⁰ *Ibid.*, par. 231.

⁶⁶¹ *Ibid.*, par. 298 à 301 et 305 à 307.

⁶⁶² S/10451, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 116. Par la suite, le représentant de l'Italie a déclaré que les auteurs n'insisteraient pas pour que leur projet de résolution soit examiné (1617^e séance, par. 34).

⁶⁶³ 1614^e séance, par. 8.

⁶⁶⁴ *Ibid.*, par. 9.

⁶⁶⁵ *Ibid.*, par. 40.

⁶⁶⁶ *Ibid.*, par. 49. Pour l'examen de la question, voir chap. I^{er}, cas n° 43.

⁶⁶⁷ S/10453, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 118.

⁶⁶⁸ 1615^e séance, par. 62 à 67.

⁶⁴⁷ *Ibid.*, par. 141 à 243.

⁶⁴⁸ *Ibid.*, par. 244 à 246.

⁶⁴⁹ Pour l'examen de cette question, voir chap. I^{er}, cas n° 42.

⁶⁵⁰ Pour la proposition faite antérieurement, voir note 585 de bas de page.

⁶⁵¹ Pour l'examen de cette question, voir chap. III, première partie. Voir aussi note 587 de bas de page.

⁶⁵² 1613^e séance, par. 90 à 94.

⁶⁵³ Voir note 584 de bas de page.

⁶⁵⁴ 1613^e séance, par. 113 et 114.

⁶⁵⁵ *Ibid.*, par. 122.

⁶⁵⁶ *Ibid.*, par. 123, 125 et 137.

⁶⁵⁷ *Ibid.*, par. 138.

aux termes de la version révisée dudit projet ⁶⁶⁹, le Conseil de sécurité décide que, dans la zone orientale du conflit, les pouvoirs seraient transférés pacifiquement aux représentants de la population légalement élus en décembre 1970; dès qu'aurait commencé le processus de transfert des pouvoirs, il serait mis fin aux actions militaires et un cessez-le-feu initial prendrait effet pour une période de soixante-douze heures; dès le début de la période initiale de cessez-le-feu, les forces armées pakistanaises commencent à se retirer vers les emplacements fixés à l'avance dans la zone orientale du conflit en vue d'être évacuées de cette zone; de même, tout le personnel civil du Pakistan occidental et des autres personnes souhaitant retourner au Pakistan occidental ainsi que tout le personnel civil du Pakistan oriental et les autres personnes se trouvant au Pakistan occidental souhaitant retourner dans leurs foyers se verraient accorder la possibilité de le faire sous la supervision de l'ONU, avec la garantie que nul ne ferait l'objet de mesures de répression; dès qu'auraient commencé, dans la période de soixante-douze heures, le retrait des troupes pakistanaises et leur concentration à cette fin, le cessez-le-feu deviendrait permanent; les forces armées indiennes se retireraient du Pakistan oriental après des consultations avec les autorités nouvellement constituées, mises en place à la suite du transfert des pouvoirs; reconnaissant les principes selon lesquels ni l'une ni l'autre des deux parties au conflit ne devait conserver de territoires acquis par le recours à la force, les Gouvernements indien et pakistanais entameraient immédiatement des négociations afin que ce principe soit appliqué le plus rapidement possible sur le théâtre occidental des opérations militaires.

Comme les consultations se poursuivaient, le représentant de la Somalie a proposé, en vertu de l'article 33 du règlement intérieur provisoire, de suspendre brièvement la séance ⁶⁷⁰. En l'absence d'opposition, la séance a été suspendue ⁶⁷¹.

A la reprise de la séance, le représentant de la République arabe syrienne a donné lecture ⁶⁷² du texte d'un projet de résolution ⁶⁷³ tendant à ce que le Conseil de sécurité prie instamment le Gouvernement pakistanais de libérer immédiatement tous les prisonniers politiques de façon que les représentants élus du Pakistan oriental soient rétablis dans leur mandat; décide un cessez-le-feu immédiat sur tous les fronts et un dégagement de toutes les parties engagées dans les hostilités, y compris le retrait des forces armées placées sous les commandements respectifs de l'Inde et du Pakistan vers leur propre côté de la frontière et de la ligne de cessez-le-feu au Jammu et Cachemire; prie le Secrétaire général de nommer un représentant spécial en vue de veiller au déroulement des opérations susmentionnées, d'aider les représentants élus du Pakistan oriental et du Gouvernement pakistanais à parvenir à un règlement global, d'établir les conditions propices au retour volontaire des réfugiés et de normaliser les relations entre l'Inde et le Pakistan; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil informé de l'application de la résolution.

Ultérieurement, le représentant du Royaume-Uni a présenté ⁶⁷⁴ un projet de résolution ⁶⁷⁵ ayant aussi pour

auteur le représentant de la France. Le projet de résolution tendait à ce que le Conseil de sécurité demande aux Gouvernements indien et pakistanais de décider sans délai un cessez-le-feu immédiat et durable et de cesser toutes les hostilités dans toutes les zones de conflit sur le théâtre occidental des opérations et au Pakistan oriental, toutes mesures qui resteraient en vigueur jusqu'à ce que les opérations de dégagement conduisant au retrait aient été effectuées sur les deux théâtres d'opérations; demande que soit conclu d'urgence un règlement politique global, conformément aux vœux de la population intéressée; demande à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation; demande à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949; demande à la communauté internationale de prêter son entière assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer dans leurs foyers; invite le Secrétaire général à désigner un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices, notamment pour résoudre les problèmes humanitaires; demande au Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité, dans les meilleurs délais, de l'application de la résolution.

En présentant le projet de résolution, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation et la délégation française avaient eu des négociations intensives en vue d'aboutir à un projet de résolution dont pourraient venir les parties intéressées ou, pour le moins, qui ne soulèverait pas de difficultés insurmontables. Il n'y avait pas accord total sur le texte, mais il jugeait le moment venu de saisir le Conseil du résultat des efforts déployés et de l'informer de la position à laquelle les auteurs du projet de résolution étaient parvenus. Le représentant du Royaume-Uni a exprimé l'espoir que d'autres progrès seraient possibles, et il a fait observer que, les délégations ayant peut-être besoin de temps pour réfléchir et demander des instructions, il ne demandait pas au Conseil de prendre à ce stade de décision sur le projet de résolution ⁶⁷⁶.

Le représentant de l'URSS a aussi présenté ⁶⁷⁷ un projet de résolution ⁶⁷⁸ tendant à ce que le Conseil de sécurité demande à toutes les parties intéressées de prendre des mesures pour amener un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de toutes les hostilités sur les fronts oriental et occidental; demande que soit conclu en même temps un règlement politique conforme aux vœux de la population du Pakistan oriental; demande à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les vies humaines et respecter les Conventions de Genève de 1949; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil informé de l'application de la résolution; décide de continuer à discuter des mesures ultérieures à prendre pour rétablir la paix dans toute la région.

A la 1616^e séance, le 16 décembre 1971, le représentant de l'Inde a cité une déclaration du Premier Ministre de son pays, où il était dit que l'Inde n'avait aucune ambition territoriale et que, à la suite de la reddition des forces armées pakistanaises au Bangladesh, il n'y avait plus lieu de laisser le conflit se prolonger. Les forces armées indiennes avaient donc reçu pour instruction de cesser le feu partout sur le front occidental, à compter du 17 décembre 1971. L'Inde a exprimé l'espoir que le Gouvernement pakistanais réagirait immédiatement de même ⁶⁷⁹.

⁶⁶⁹ S/10453/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 118. Les paragraphes a et e du texte original faisaient état des « représentants légalement élus de la population ayant à leur tête le cheikh Mujibur Rahman ».

⁶⁷⁰ 1615^e séance, par. 104 et 108.

⁶⁷¹ *Ibid.*, par. 109.

⁶⁷² *Ibid.*, par. 110 à 112.

⁶⁷³ S/10456, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 119.

⁶⁷⁴ 1615^e séance, par. 114.

⁶⁷⁵ S/10455, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 119.

⁶⁷⁶ 1615^e séance, par. 114 et 115.

⁶⁷⁷ *Ibid.*, par. 125 à 127.

⁶⁷⁸ S/10457, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 120.

⁶⁷⁹ 1616^e séance, par. 5.

A la 1617^e séance, le 16 décembre 1971, le représentant de l'URSS a fait observer que, étant donné la décision du Gouvernement indien de cesser le feu, les projets de résolution dont le Conseil était saisi n'avaient plus aucune raison d'être. Devant cette situation nouvelle, il a retiré⁶⁸⁰ le projet de résolution de sa délégation (S/10457) dont le Conseil était alors saisi, et il a présenté⁶⁸¹ au lieu et place un nouveau projet de résolution⁶⁸², tendant à ce que le Conseil de sécurité se félicite de l'arrêt des hostilités au Pakistan oriental et exprime l'espoir que l'état de cessez-le-feu sera observé par les deux parties, ce qui garantirait un transfert sans entrave des pouvoirs aux représentants légitimes de la population élus en décembre 1970 et un règlement adéquat des problèmes liés au conflit dans cette zone; demande un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de toutes les autres opérations militaires tout le long de la frontière entre l'Inde et le Pakistan occidental et le long de la ligne de cessez-le-feu de 1965 dans le Jammu et Cachemire; accueille avec satisfaction la déclaration du Gouvernement indien concernant sa décision de cesser le feu unilatéralement et de mettre fin à toutes les autres opérations militaires dans cette zone, et demande instamment au Gouvernement pakistanais de prendre sans tarder une décision analogue; demande à tous les Etats Membres de l'ONU de contribuer par tous les moyens à l'arrêt des hostilités dans les meilleurs délais et de s'abstenir de toute mesure pouvant entraver la normalisation de la situation dans le sous-continent indo-pakistanaï.

A la reprise de la séance, à l'issue d'une brève suspension aux fins de consultations⁶⁸³, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté⁶⁸⁴ un projet de résolution⁶⁸⁵ ayant aussi pour auteur le Japon. Le projet de résolution tendait à ce que le Conseil de sécurité exige qu'un cessez-le-feu immédiat et durable et la cessation de toutes les hostilités dans toutes les zones du conflit soient observés rigoureusement et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'aient lieu des opérations de dégagement conduisant au retrait rapide des forces armées de tous les territoires occupés; demande à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action pouvant aggraver la situation dans le sous-continent ou mettre en danger la paix internationale; demande à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949; demande à la communauté internationale de prêter son assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer dans leurs foyers, ainsi que de coopérer pleinement avec le Secrétaire général à cette fin; invite le Secrétaire général à nommer un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices, en particulier pour la solution des problèmes humanitaires; prie le Secrétaire général de tenir le Conseil informé de l'application de la résolution et décide de continuer à examiner les autres mesures à prendre en vue de rétablir la paix dans la région tout entière.

A la 1621^e séance, le 21 décembre 1971, le Président (Sierra Leone) a déclaré que le Conseil, lorsqu'il avait

ajourné son débat pour des consultations, était encore saisi d'un certain nombre de projets de résolution, mais qu'il avait été possible, après des consultations intensives avec l'Inde et le Pakistan, de convenir d'un projet de résolution⁶⁸⁶ ayant pour auteurs l'Argentine, le Burundi, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie. Le Président a fait remarquer que le projet de résolution était un projet concret, susceptible de recueillir l'appui de tous les membres du Conseil. Il s'agissait d'un texte impartial qui représentait dans une large mesure un compromis entre les multiples projets de résolution qui avaient été soumis au Conseil ou discutés depuis deux semaines par les membres du Conseil. Il était libre de tout élément susceptible de prêter à controverse et tenait compte des réalités de la situation⁶⁸⁷.

A la même séance, le projet de résolution des six puissances a été mis aux voix et adopté⁶⁸⁸ par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte en était ainsi conçu⁶⁸⁹ :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la grave situation dans le sous-continent, qui continue de poser une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Prenant acte de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1971.

Prenant acte de la réponse du Gouvernement pakistanais, en date du 9 décembre 1971,

Prenant acte de la réponse du Gouvernement indien, en date du 12 décembre 1971.

Ayant entendu les déclarations du Vice-Premier Ministre du Pakistan et du Ministre des affaires extérieures de l'Inde,

Prenant également acte de la déclaration faite à la 1616^e séance du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires extérieures de l'Inde contenant une déclaration unilatérale de cessez-le-feu sur le théâtre occidental des opérations,

Prenant acte de l'acceptation par le Pakistan du cessez-le-feu sur le théâtre occidental des opérations avec effet au 17 décembre 1971,

Notant que, en conséquence, un cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités sont en vigueur,

1. *Exige* qu'un cessez-le-feu durable et l'arrêt de toutes les hostilités dans toutes les zones du conflit soient strictement observés et restent en vigueur jusqu'à ce qu'intervienne, dès que possible, le retrait de toutes les forces armées sur leur territoire respectif et sur des positions qui respectent pleinement la ligne du cessez-le-feu au Jammu et Cachemire, contrôlée par le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan;

2. *Demande* à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation dans le sous-continent ou mettre en danger la paix internationale;

3. *Demande* à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949 et d'appliquer pleinement les dispositions de ces instruments concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile;

4. *Demande* à la communauté internationale de prêter son assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer en toute sécurité et dignité dans leurs foyers, et de coopérer pleinement avec le Secrétaire général à cet effet;

5. *Autorise* le Secrétaire général à désigner, si besoin est, un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices pour résoudre les problèmes humanitaires;

⁶⁸⁰ 1617^e séance, par. 12.

⁶⁸¹ *Ibid.*, par. 7.

⁶⁸² S/10458, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc.* 1971, p. 120.

⁶⁸³ 1617^e séance, par. 11 et 18.

⁶⁸⁴ *Ibid.*, par. 14 et 19.

⁶⁸⁵ S/10459/Rev.1, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc.* 1971, p. 121. Le texte initial du projet de résolution tendait à ce que le Conseil de sécurité exige un cessez-le-feu durable et prie le Secrétaire général de renforcer, selon qu'il conviendrait, le personnel de l'Opération de secours des Nations Unies au Pakistan oriental, dirigée par son représentant spécial, de manière à fournir toute l'assistance possible en vue de la solution des problèmes humanitaires. Voir S/10459, *ibid.*, p. 120, par. 1 et 5.

⁶⁸⁶ S/10465. Adopté sans modification en tant que résolution 307 (1961) du Conseil de sécurité.

⁶⁸⁷ 1621^e séance, par. 3 à 8. Pour l'examen des déclarations faites par le Président du Conseil, voir chap. I^{er}, troisième partie, cas n° 17.

⁶⁸⁸ 1621^e séance, par. 14.

⁶⁸⁹ Résolution 307 (1961).

6. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil informé sans délai de tout fait nouveau touchant l'application de la présente résolution;

7. *Décide* de rester saisi de la question et de la garder activement à l'examen.

Après le vote, le représentant de la Somalie a fait, au nom des auteurs, une brève déclaration sur certains aspects de la résolution. Il a souligné que les auteurs souhaitaient que le retrait des forces armées, visé au paragraphe 1, soit interprété de la façon suivante : sur le théâtre oriental des opérations, la résolution visait à un retrait complet des forces armées étrangères dès que possible; sur le théâtre occidental des opérations, elle visait l'amorce d'un processus de dégagement qui aboutirait sans délai au retrait des forces armées des deux parties. Le Gouvernement indien ayant déclaré qu'il n'avait pas de visées territoriales, les auteurs ont pensé que, aux fins de l'application de la résolution, les parties en cause pourraient prendre tout arrangement ou procéder à tout ajustement mutuellement acceptable qu'elles jugeraient nécessaire ⁶⁹⁰.

A propos de l'interprétation que le représentant de la Somalie, au nom des auteurs, avait donnée dans sa déclaration, le représentant du Pakistan a dit que le mot « territoire » au paragraphe 1 de la résolution 307 (1971) ne pouvait se référer qu'aux territoires nationaux tels qu'ils avaient été constitués à l'avènement de l'Etat du Pakistan, en 1947. L'ONU ne pouvait, dans aucune situation où deux ou plusieurs Etats organisés étaient impliqués, établir de distinction entre les territoires, sauf au sens national du terme. L'ONU ne pouvait en aucune circonstance violer le principe de l'intégrité territoriale des Etats Membres; en conséquence, il était exclu qu'elle reconnaisse, même implicitement, le résultat de telle ou telle tentative faite, par l'agression, la subversion ou tout autre recours à la force, pour démembrer le Pakistan. En conséquence, le paragraphe 1 ne pouvait signifier rien d'autre que les forces armées de l'Inde devaient se retirer du Pakistan et retourner en territoire indien, à la fois dans les parties orientale et occidentale, et que les forces armées du Pakistan devaient se retirer du territoire indien. Le représentant du Pakistan a souligné qu'aucune distinction juridique ne pouvait être établie entre le retrait des forces armées indiennes et pakistanaïses sur le théâtre oriental des opérations et le retrait sur le théâtre occidental des opérations. Si la déclaration interprétative du représentant de la Somalie établissait une distinction entre les deux théâtres des opérations, c'était uniquement parce que, sur le théâtre oriental des opérations, il n'y avait pas de forces pakistanaïses en territoire indien, mais qu'il y avait des forces indiennes en territoire pakistanaïse, alors que sur le théâtre occidental des opérations, les forces de chacune des deux parties se

trouvaient sur le territoire de l'autre partie. Sur le théâtre oriental des opérations, le retrait des troupes devait être unilatéral — cela signifiait qu'il ne s'appliquerait qu'aux forces indiennes d'occupation —, alors que sur le théâtre occidental, il devait être réciproque ⁶⁹¹.

Le représentant de l'Inde, de son côté, a soutenu que, s'agissant du théâtre oriental des opérations, le Pakistan n'avait plus aucun droit à maintenir des troupes au Bangladesh et que toute tentative faite par le Pakistan pour pénétrer au Bangladesh par la force menacerait la paix et la sécurité, et pouvait même mettre de nouveau en danger la paix et la stabilité. Quant au théâtre occidental des opérations, il a déclaré que la frontière internationale entre l'Inde et le Pakistan était bien délimitée. Toutefois, à la suite des hostilités, certaines zones du Pakistan se trouvaient désormais sous le contrôle des troupes indiennes et qu'une zone beaucoup plus petite de l'Inde se trouvait sous le contrôle des troupes pakistanaïses. L'Inde acceptait le principe des retraits. Le représentant de l'Inde a par ailleurs noté que, bien que l'Etat de Jammu et Cachemire fit partie intégrante de l'Inde, l'Inde, pour éviter une effusion de sang et pour préserver la paix, avait respecté la ligne du cessez-le-feu contrôlée par le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan. Au cours de ce conflit, cette ligne avait été franchie par des troupes des deux parties. Pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, l'Inde se proposait de discuter et de définir avec le Pakistan les ajustements à apporter à la ligne du cessez-le-feu, de manière qu'elle devienne plus stable, rationnelle et viable ⁶⁹².

Répondant à la déclaration du représentant de l'Inde, le représentant du Pakistan a rejeté l'affirmation selon laquelle le Pakistan n'avait aucun droit de maintenir des troupes dans le prétendu Bangladesh. Il a soutenu que le Pakistan oriental faisait partie intégrante du territoire du Pakistan, et que le statut juridique et les droits inaliénables du peuple pakistanaïse ne sauraient être modifiés, de quelque manière que ce soit, par un acte d'agression et une occupation militaire. La proclamation de l'indépendance, dans la capitale de l'Inde, d'un territoire qui faisait partie du Pakistan constituait non pas un acte d'autodétermination exercé par le peuple du Pakistan oriental, mais un acte de démembrement d'un pays souverain par une agression militaire. Le représentant du Pakistan a aussi soutenu que le retrait des forces armées d'occupation ne saurait être subordonné à des négociations. Ce n'était qu'après le retrait que des négociations pourraient s'ouvrir, qui aboutiraient à un règlement du conflit. Ces négociations ne devaient exiger aucune reconnaissance de quelque entité que ce soit que le Gouvernement pakistanaïse n'acceptait pas ⁶⁹³.

⁶⁹¹ *Ibid.*, par. 106, 111 et 112.

⁶⁹² *Ibid.*, par. 129 à 131.

⁶⁹³ *Ibid.*, par. 145 et 146.

⁶⁹⁰ 1621^e séance, par. 15 à 20.

QUESTION RELATIVE AUX ÎLES D'ABOU MOUSSA, DE LA GRANDE-TUMB ET DE LA PETITE-TUMB

DÉBATS INITIAUX

Par une lettre ⁶⁹⁴ en date du 3 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de l'Algérie, de l'Irak, de la République arabe libyenne et de la République démocratique populaire du Yémen ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence

pour examiner « la dangereuse situation qui s'est créée dans la région du golfe Persique par suite de l'occupation, le 30 novembre 1971, par les forces armées iraniennes des îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb ».

Dans une lettre ⁶⁹⁵ en date du 7 décembre 1971, le représentant de l'Irak a transmis au Secrétaire général le

⁶⁹⁴ S/10434, *Doc. off.*, 26^e année, *Suppl. d'oct.-déc. 1971*, p. 85.

⁶⁹⁵ S/10434, *ibid.*, p. 109.

texte d'un télégramme en date du 30 novembre 1971, dans lequel le Souverain de Ras al Khaïmah signalait que les forces iraniennes avaient, dans la matinée, envahi les deux îles de Tumb qui constituaient une partie inséparable du territoire de Ras al Khaïmah. Après avoir accusé l'Irak d'agression, le Souverain priait l'Irak de prendre sans retard des mesures efficaces en vue de repousser les agresseurs, et de saisir de cette question le Conseil de sécurité, de même que le Conseil de la Ligue des Etats arabes.

Le Conseil de sécurité a examiné cette question à sa 1610^e séance, le 9 décembre 1971, et les représentants de l'Algérie, de l'Irak, de la République arabe libyenne, de la République démocratique populaire du Yémen, du Koweït, de l'Iran et des Emirats arabes unis ont été invités à participer aux débats ⁶⁹⁶.

Décision du 9 décembre 1971 (1610^e séance) :

Déclaration du Président

A la 1610^e séance, le 9 décembre 1971, après l'adoption ⁶⁹⁷ de l'ordre du jour sans opposition, le représentant de l'Irak* a déclaré que les événements récents dans la région du golfe avaient créé une situation tendue et dangereuse qui risquait de menacer la paix et la sécurité dans la région tout entière. En envahissant les deux îles, la Grande-Tumb et la Petite-Tumb, qui faisaient partie intégrante de Ras al Khaïmah, et en occupant une partie de l'île adjacente d'Abou Moussa sous prétexte d'un prétendu accord conclu avec le Cheikh de Chardjah dont le territoire englobait l'île, l'Iran avait violé les obligations internationales qui lui incombaient en vertu de la Charte — en particulier le paragraphe 4 de l'Article 2 qui consacrait l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par l'emploi de la force. Le représentant de l'Irak a soutenu par ailleurs que l'invasion des îles de Tumb et l'occupation d'une partie de l'île d'Abou Moussa étaient la mesure la plus récente de la politique d'expansion territoriale suivie par le Gouvernement iranien. Se référant aux revendications que, de temps à autre, les dirigeants iraniens faisaient valoir sur certaines régions et îles du golfe, qui étaient depuis des siècles sous juridiction arabe, le représentant de l'Irak a soutenu que ces revendications avaient eu au cours des dernières années une portée réduite et qu'elles se limitaient aux trois îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb, notamment après l'annonce faite en 1968 par le Gouvernement britannique de son intention de se retirer du golfe au plus tard à la fin de 1971.

Le représentant de l'Irak a par ailleurs avancé que l'agression armée à laquelle l'Iran s'était livré, en violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, prouvait la collusion existant entre l'Iran et le Royaume-Uni. Il a soutenu que, l'île de la Grande-Tumb et l'île de la Petite-Tumb faisant partie intégrante du territoire de Ras al Khaïmah et l'île d'Abou Moussa faisant partie intégrante du territoire de Chardjah, les deux territoires faisant partie de la Côte des Pirates dont la protection et l'intégrité territoriale incombaient au Royaume-Uni en vertu des accords exclusifs conclus le 6 et le 8 mars 1892 entre les cheikhs des Etats de la Côte des Pirates et le Royaume-Uni, celui-ci avait failli à ses obligations internationales en ne défendant pas les trois îles.

Après avoir fait observer que les agressions et les violations de la Charte commises par l'Iran menaçaient directement les intérêts irakiens et que son gouvernement se réservait le droit de prendre toute mesure nécessaire pour protéger son intégrité territoriale et ses intérêts vitaux dans

le golfe, le représentant de l'Irak a lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il prenne toutes mesures efficaces pour condamner l'Iran en tant qu'agresseur et la Grande-Bretagne en tant que collaboratrice, et veiller à ce que les forces d'occupation iraniennes se retirent des îles ⁶⁹⁸.

Le représentant du Koweït* a déclaré que l'Iran avait annexé ouvertement, par la force, trois îles au mépris total de la Charte, notamment de l'Article 2, et en contradiction avec le paragraphe 4 de l'Article 2 et du principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force. Le représentant du Koweït a lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il adopte une résolution dans laquelle il demanderait à l'Iran de retirer ses forces des trois îles arabes, étant donné que l'occupation de ces îles, non seulement constituait une violation de la Charte et de ses principes, mais encore mettait en danger la stabilité et la paix dans la région du golfe ⁶⁹⁹.

Le représentant de l'Algérie*, après avoir fait observer que pendant toute la durée de la présence du Royaume-Uni, en qualité de puissance administrante, dans la région les îles de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb, de même que l'île d'Abou Moussa, avaient fait partie intégrante du territoire qui était devenu récemment la Fédération des Emirats arabes unis, a déclaré que la question de l'appartenance de ces îles ne pouvait être tranchée dans un accord entre l'Iran et le Royaume-Uni, pas plus que par une occupation militaire comme celle que l'Iran venait d'effectuer en violation des principes de la Charte et de la Déclaration des Nations Unies sur le renforcement de la sécurité internationale. L'emploi de la force par l'Iran appelait une condamnation de la part du Conseil de sécurité ⁷⁰⁰.

Le représentant de la République démocratique populaire du Yémen*, après avoir déclaré que les trois îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb avaient toujours été considérées comme faisant partie du continent arabe, partie de l'ensemble de la région du golfe, a soutenu que le Gouvernement britannique devait assumer sa responsabilité face aux actes illégaux d'agression commis par l'Iran. En effet, le Royaume-Uni s'était lui-même déclaré responsable de la région jusqu'à la fin de 1971. De plus, même si ses revendications étaient valides, l'Iran, en tant que Membre de l'ONU, n'aurait pas dû s'emparer des îles par la force, en violation des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen était fermement convaincu que le Gouvernement britannique était responsable des actes illégitimes perpétrés par l'Iran, et que l'Iran devait se retirer immédiatement d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb ⁷⁰¹.

Le représentant de l'Iran* a déclaré que son pays avait agi conformément à sa politique de paix en essayant de trouver un règlement pacifique à la question des îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb, bien qu'il n'y ait aucun doute que ces îles appartenaient à l'Iran. Alors que les accords conclus à propos d'Abou Moussa avaient été approuvés par Chardjah, les efforts faits pour trouver une solution négociée au sujet des îles de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb avaient échoué, et l'Iran n'avait eu d'autre choix que d'exercer ses droits souverains sur ce qui était territoire iranien. Le Gouvernement iranien ne permettrait pas au territoire de ces îles situées au large de l'Iran d'être violé; il ne permet-

⁶⁹⁸ 1610^e séance, par. 56 à 67, 81 à 88 et 90 à 113.

⁶⁹⁹ *Ibid.*, par. 123 à 131, 142 et 145 à 157.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, par. 159 à 166.

⁷⁰¹ *Ibid.*, par. 174, 175, 177 à 181 et 187 à 190.

⁶⁹⁶ 1610^e séance, par. 44 à 52.

⁶⁹⁷ *Ibid.*, p. 3.

trait pas non plus qu'il soit empiété sur ses droits souverains sur les îles en question de quelque manière que ce soit ⁷⁰².

Le représentant du Royaume-Uni a rappelé la décision de son gouvernement de mettre fin aux traités en vigueur entre le Royaume-Uni et Bahreïn, le Qatar et les sept États de la Côte des Pirates et de retirer les forces britanniques à la fin de 1971. S'agissant d'Abou Moussa, île administrée par le Souverain de Chardjah et située du côté arabe du golfe, le représentant du Royaume-Uni a signalé que, à la suite des efforts inlassables de son pays, un règlement avait été finalement convenu entre l'Iran et le Souverain de Chardjah, le 29 novembre 1971. Aux termes de ce règlement, aucune des deux parties ne renonçait à ses revendications sur l'île ni ne reconnaissait les revendications de l'autre partie. Il avait été convenu que les troupes iraniennes stationneraient dans des zones bien précises de l'île et que, au cas où des gisements de pétrole seraient par la suite découverts sur l'île ou à proximité, les revenus provenant de leur exploitation seraient répartis également entre Chardjah et l'Iran. Quant aux îles de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb, le représentant du Royaume-Uni a déploré qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un règlement négocié. Il a fait observer que la fin de la position et des responsabilités spéciales du Royaume-Uni au sujet du golfe exigeait qu'un équilibre soit établi entre les revendications contradictoires des États voisins et qu'il soit tenu compte des réalités.

Le représentant de la Libye* a souligné que son gouvernement condamnait l'agression et l'occupation militaires auxquelles l'Iran s'était livré vis-à-vis des trois îles du golfe; il condamnait aussi la connivence du Gouvernement britannique et sa violation des dispositions des traités et du droit international ⁷⁰³.

Le représentant des Emirats arabes unis* a soutenu que l'emploi de la force par l'Iran pour régler un différend

territorial né d'une revendication qui, de l'avis des Emirats arabes unis, étant indéfendable tant historiquement que juridiquement, était contraire à la Charte des Nations Unies et incompatible avec l'amitié traditionnelle qui liait les peuples arabe et iranien. Il a dit que son gouvernement exprimait l'espoir que l'Iran reverrait sa position au sujet des trois îles et pourrait régler ce problème comme l'exigent les relations de bon voisinage ⁷⁰⁴.

Le représentant de la Somalie a fait observer que les parties devraient régler leur différend à l'amiable afin que la région puisse vivre dans la paix, la sécurité et la stabilité. Après avoir noté que, en s'acquittant de ses responsabilités au sujet de questions aussi délicates que des différends territoriaux en suspens, le Conseil de sécurité devait agir en pleine conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte, en particulier le Chapitre VI, il a soutenu qu'il serait prématuré à ce stade pour le Conseil de sécurité de recommander des mesures en vertu de l'Article 36, étant donné que des États entretenant des relations amicales avec les plaignants et l'Iran avaient entrepris des démarches au niveau gouvernemental, pour amener les parties à se réunir. La délégation somalie a donc suggéré que le Conseil renvoie à une date ultérieure l'examen de la question, de manière que ces efforts de diplomatie tranquille puissent aboutir. Au cas où les efforts des tierces parties échoueraient, le Conseil pourrait, à la demande des plaignants, ou en exerçant ses pouvoirs discrétionnaires si la situation l'exigeait, reprendre l'examen de la plainte ⁷⁰⁵.

Le Président (Sierra Leone) a annoncé ⁷⁰⁶ que, en l'absence d'opposition, le Conseil de sécurité décidait de reporter l'examen de la question à une date ultérieure de façon à laisser à des tierces parties suffisamment de temps pour essayer d'agir efficacement ⁷⁰⁷.

⁷⁰² *Ibid.*, par. 200 à 220.

⁷⁰³ *Ibid.*, par. 233 à 240.

⁷⁰⁴ *Ibid.*, par. 266 à 270 et 274.

⁷⁰⁵ *Ibid.*, par. 275 à 281.

⁷⁰⁶ *Ibid.*, par. 282 et 283.

⁷⁰⁷ Décision du 9 décembre 1971, *Doc. off.*, 26^e année, *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*, 1971, p. 12.